



IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Faire avancer la sûreté nucléaire

2016

Baromètre IRSN
La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

2016

Baromètre IRSN

La perception des risques
et de la sécurité par les Français

► **Résultats d'ensemble**

Juillet 2016

OBJECTIFS

L'IRSN suit, à travers des enquêtes, l'opinion des Français au sujet des risques, y compris ceux relatifs aux risques nucléaires ou radiologiques. Les résultats des sondages réalisés sont restitués annuellement dans le Baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité, créé en 1990 sous sa forme actuelle.

Ce suivi des opinions offre, à tous les acteurs qui contribuent à la maîtrise, à l'évaluation et à la gestion du risque nucléaire, des connaissances sur la manière dont le grand public met en perspective les différents risques, sur sa perception de la qualité de leur gestion et sur ses attentes en matière d'information.

Cette édition 2016 reprend les thèmes habituellement couverts par le Baromètre IRSN. Un point synthétique supplémentaire est établi sur les tendances des perceptions des Français vis-à-vis des accidents nucléaires majeurs, cinq ans après l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima-Daïchi au Japon et 30 ans après l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Par ailleurs, des nouvelles questions en lien avec l'actualité de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi du 17 août 2015, dite TECV) et avec la tenue à Paris de la conférence sur le climat (COP21) ont été introduites.

En dehors de ces évolutions, la structure du questionnaire est très proche de celle de l'an passé.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2016 du Baromètre IRSN présente les réponses des Français qui ont été interrogés à leur domicile du 25 novembre au 11 décembre 2015 par l'institut de sondage BVA. Au total, 1 016 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu. La répartition de l'INSEE des âges, des sexes et des professions des chefs de famille a été respectée dans l'échantillon, et cela dans chacune des 32 strates considérées (8 régions x 4 types d'habitats).

COMITÉ DE PILOTAGE

MARIE-HÉLÈNE EL JAMMAL ET SYLVIE CHARRON — Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, Service du partage des connaissances, de l'ouverture à la société, de la prospective stratégique et de l'innovation.

EMMANUELLE MUR — Direction de la stratégie, du développement et des partenariats, Bureau de la communication stratégique et scientifique.

MATTHIEU SCHULER — Directeur de la stratégie, du développement et des partenariats.

Accompagnés par

JEAN-FRANÇOIS TCHERNIA — Consultant spécialisé dans l'opinion publique.

SOMMAIRE

4-9

RÉSULTATS SAILLANTS

10-25

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS
ACTUELLES DES FRANÇAIS

12-17

1.1 — Le plus préoccupant
dans la société actuelle

18-21

1.2 — Le plus préoccupant
pour l'environnement

22-25

1.3 — La perception du « potentiel
catastrophique » des installations
industrielles

26-53

PARTIE 2

REGARDS DES FRANÇAIS
SUR L'EXPERTISE

28-37

2.1 — Le rôle et l'image
des experts scientifiques

38-47

2.2 — La diffusion et le partage
de l'expertise scientifique

48-53

2.3 — La perception des structures
pluralistes

54-107

PARTIE 3

LES FRANÇAIS FACE
À 34 SITUATIONS
À RISQUES

57-66

3.1 — Les risques auxquels
les Français se sentent exposés

67-76

3.2 — La confiance accordée
aux autorités par les Français
pour les protéger

77-92

3.3 — La vérité des informations
sur les dangers

93-107

3.4 — La hiérarchie des 34 situations
selon 3 aspects et leur lien avec
l'acceptabilité des installations

108-147

PARTIE 4

ZOOM SUR LE DOMAINE
NUCLÉAIRE

110-115

4.1 — Les attentes en matière
de maîtrise du risque nucléaire

116-119

4.2 — Les avantages
et les inconvénients au sujet
de l'énergie nucléaire

120-137

4.3 — La compétence et la crédibilité
des intervenants du nucléaire

138-142

4.4 — La crainte du risque
d'accident grave

143-147

4.5 — La perception des deux
accidents nucléaires majeurs :
Tchernobyl (1986) et Fukushima
(2011)

148-155

ANNEXES

Description de l'échantillon

Questionnaire

LÉGENDES

Dans les graphiques du Baromètre
IRSN 2016 :

•••• symbolise le changement
de libellé survenu pour
les questions

- - - figure la non-administration
des questions certaines années

RÉSULTATS SAILLANTS

Le Baromètre IRSN 2016 de la perception des risques et de la sécurité par les Français enregistre une nouvelle fois les mouvements de l'opinion en France sur les questions relatives aux préoccupations sociales et environnementales, à l'expertise scientifique et technique, aux situations à risques, y compris celles découlant de l'usage civil du nucléaire. Trois tendances majeures se dégagent :

- **la marque profonde laissée par les attentats terroristes de l'année 2015 dans la perception des Français et, plus modérément mais significativement, par les débats sur le changement climatique ;**
- **un regard assez confiant porté sur la science, sur les experts et sur les institutions scientifiques et techniques intervenant dans le nucléaire ;**
- **une image plutôt en retrait du nucléaire parmi les sources d'énergie et une inquiétude toujours forte liée aux accidents nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima.**

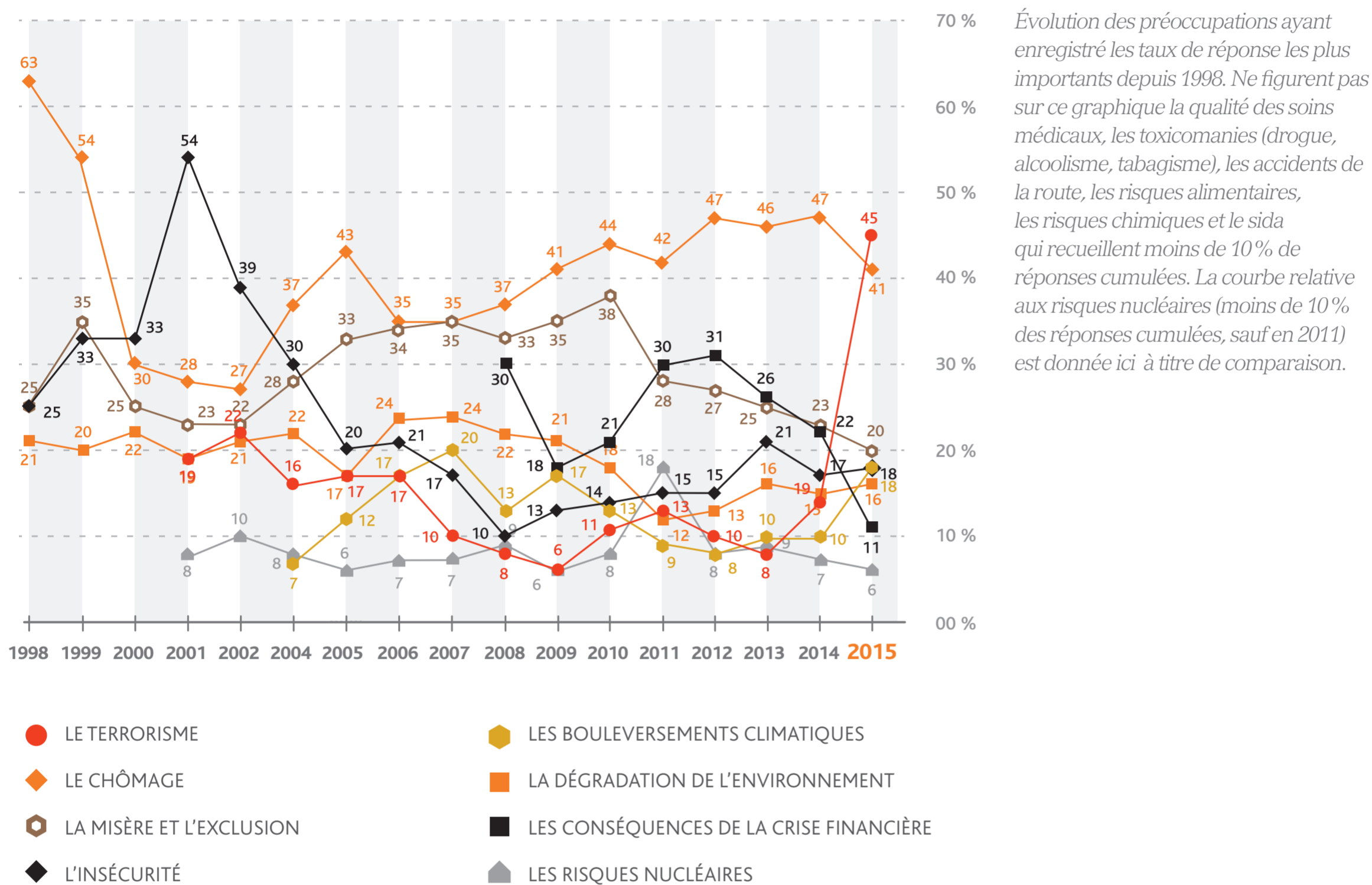
L'IMPACT DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS DE 2015

Les attentats terroristes que la France a connus en janvier et en novembre 2015 ont entraîné une forte montée du terrorisme dans la hiérarchie des préoccupations. Il convient de préciser ici que la passation de l'enquête s'est déroulée entre le 25 novembre et le 11 décembre 2015, soit deux à quatre semaines après les attentats de Paris du 13 novembre. L'impact des événements sur les résultats de l'enquête est particulièrement marqué (voir graphique 1). Cette augmentation brutale du niveau de préoccupation sur ce point s'inscrit après une année 2014 déjà en hausse, alors que l'enquête avait été menée avant les attentats de janvier 2015, comme l'indiquait déjà le précédent rapport du Baromètre IRSN.

Cette montée du terrorisme comme « le problème le plus préoccupant » dans les réponses à l'enquête a pour conséquence que, pour la première fois depuis 2004, le chômage ne ressort plus comme la préoccupation première des Français, laissant cette place au terrorisme. Les préoccupations en matière de chômage reculent de 6 points

mais restent élevées : elles sont mentionnées par plus de deux personnes sur cinq. Cette édition du Baromètre IRSN montre que, de manière plus générale, les préoccupations économiques tendent à refluer en face du terrorisme : de même que le chômage, les conséquences de la crise financière ainsi que la misère et l'exclusion sont moins souvent mentionnées parmi les préoccupations.

Graphique 1 - Évolution des principales préoccupations sociales



Cette montée à la première place de la préoccupation du terrorisme est également perceptible dans d'autres résultats de l'enquête : cela laisse à penser que les attentats conduiraient à relativiser certaines priorités. Ainsi, pour deux indicateurs plus spécifiques du Baromètre (quelles sont les mesures à prendre pour mieux rendre compte des résultats d'expertises ? dans la partie « Regards des Français sur l'expertise » ; quelles sont les mesures pour renforcer la sûreté des sites nucléaires ? dans la partie « Zoom sur le domaine nucléaire »), les modalités de réponse « prioritaire » ont nettement diminué en 2015, traduisant des réponses moins tranchées, plus relativisées. Cette diminution de la modalité de réponse « prioritaire », déjà en partie observée sur les enquêtes 2013 et 2014, est plus marquée en 2015. Il apparaît plausible que le contexte des attentats terroristes ait, parmi d'autres facteurs, contribué à cette évolution. Face à un enjeu de cette importance, l'enquête s'étant par ailleurs déroulée peu de temps après les attentats, les autres préoccupations semblent moins prioritaires, quel que soit le domaine où elles s'exercent. Une partie de la population semble ainsi réviser ses priorités, tous domaines confondus.

La conférence de Paris sur le climat (COP21) est l'autre sujet d'actualité qui marque les résultats de cette édition du Baromètre. Les préoccupations au sujet du réchauffement climatique augmentent sensiblement : près d'un Français sur deux mentionne ce problème parmi les plus préoccupants, en première ou en deuxième position. La tenue de la COP21 dans la période de la passation de l'enquête peut contribuer à expliquer cette montée des préoccupations au sujet du réchauffement climatique. Toujours dans le domaine de l'environnement, le recul des préoccupations en ce qui concerne la pollution de l'eau et les dommages liés aux catastrophes naturelles semble correspondre assez bien aux évolutions tendanciennes qui peuvent être observées dans les faits pour ces secteurs : à travers l'amélioration de la qualité physico-chimique des cours d'eau sur les dernières années et au vu de la diminution du nombre de catastrophes naturelles depuis 2014 que l'on peut recenser à travers les arrêtés pris par l'État¹.

1. Comptage par les auteurs des arrêtés relatifs à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, d'après le site <http://www.legifrance.gouv.fr>

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

LE REGARD PORTÉ SUR LA SCIENCE ET L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

L'image de la science reste assez bonne et celle des experts scientifiques s'est sensiblement améliorée en 2015. Des attentes fortes en termes de transparence et de prudence sont exprimées au sujet du rôle des experts. Deux qualités doivent dominer dans cette vision des experts scientifiques : l'une, la compétence technique, qui tend toutefois à décliner ; l'autre, l'indépendance, qui tend à progresser. La bonne image des experts peut être appréciée également à travers l'idée que les décideurs politiques devraient s'appuyer davantage sur les experts scientifiques.

La moitié des Français se déclare prête à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques. Par ailleurs, l'idée de structures pluralistes réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations et des citoyens est largement soutenue : près de neuf Français sur dix s'y déclarent favorables. Concernant ces deux questions, il convient toutefois de noter que l'adhésion des Français est moins forte qu'il y a quelques années. Il est possible que les Français deviennent plus sélectifs quant aux sujets qui

peuvent les mobiliser : la participation citoyenne est fortement conditionnée par l'intérêt et la motivation pour le sujet, comme le montre le Baromètre de la concertation réalisé par Harris Interactive pour ResPublica².

Les Français se déclarent très favorables³ à la diffusion des expertises, même s'ils en conçoivent également des limites. Le principe même d'informer le public reçoit l'approbation d'une majorité de Français. Deux priorités se dégagent nettement : rendre publics les rapports d'expertise et s'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens. La diffusion des rapports d'expertise apparaît utile aux Français, en particulier quand il s'agit d'installations nucléaires et en cas de défaillances. Ils considèrent cependant avec prudence la diffusion des résultats des expertises scientifiques, et certains motifs leur semblent justifiés pour limiter ou empêcher la diffusion d'une expertise scientifique : la lutte contre le terrorisme, la protection du secret défense, l'incertitude scientifique des résultats et l'attente de la décision à prendre.

LA PERCEPTION DES SITUATIONS À RISQUES

La perception des risques pour les 34 situations étudiées⁴ est assez peu modifiée, sauf pour le terrorisme. Parmi les situations proposées, le terrorisme est aujourd'hui celle qui présente le plus haut niveau de risque perçu : plus de quatre Français sur cinq estiment que les risques sont élevés ou très élevés. La canicule et les OGM sont, après le terrorisme, les situations dont le risque perçu augmente le plus, les accidents domestiques et les inondations sont celles où il diminue le plus. Mais c'est surtout sur les critères de la confiance et de la crédibilité (vérité des informations communiquées) que les perceptions ont évolué en 2015. La confiance et la crédibilité s'améliorent en effet pour beaucoup de situations. La confiance est inchangée ou avec une évolution non significative dans 13 situations sur 34, elle augmente dans toutes les autres. La perception sur la vérité des informations communiquées est stable dans 12 situations et s'améliore dans 22 situations. Plus précisément, en 2015, deux mouvements peuvent être

observés : d'un côté, les risques collectifs non industriels tendent à être perçus comme moins élevés (sauf, bien sûr, pour le terrorisme) ; de l'autre, la confiance dans les autorités s'est nettement améliorée pour ce qui concerne la plupart des risques technologiques attachés à des sites et à des actions identifiables.

L'augmentation des indicateurs relatifs aux deux aspects confiance et de vérité pour un grand nombre de situations conduit à rechercher une interprétation globale. Une hypothèse qui apparaît plausible (développée dans la partie « Les Français face à 34 situations à risques ») est celle d'un « réflexe légitimiste ». L'interprétation en est que, face au terrorisme, la population rechercherait davantage la protection de l'État et lui accorderait en échange davantage sa confiance. De la même façon, le choc des attentats terroristes entraînerait un regard plus bienveillant sur la communication publique. Il convient toutefois de

². Voir la page Web de ce Baromètre de la concertation : <http://www.respublica-conseil.fr/barometre-de-la-concertation-de-la-decision-publique-edition-2014/>

³. Somme des opinions « prioritaire » et « important mais pas prioritaire » (dans la partie « Regards des Français sur l'expertise »).

⁴. Selon les trois aspects étudiés par le Baromètre : l'importance perçue du risque, la confiance accordée aux autorités et la vérité des informations communiquées sur ces risques.

remarquer que la hausse concomitante de la confiance et de la crédibilité (vérité des informations communiquées) se rapporte surtout à des situations ayant trait à la santé, à l'univers médical, à la sphère domestique et à l'univers de vie quotidienne. L'hypothèse du «réflexe légitimiste» pourrait de ce fait être précisée et orientée vers ces situations : le caractère hors norme des attentats terroristes conduirait à relativiser des situations qui ressortent davantage du

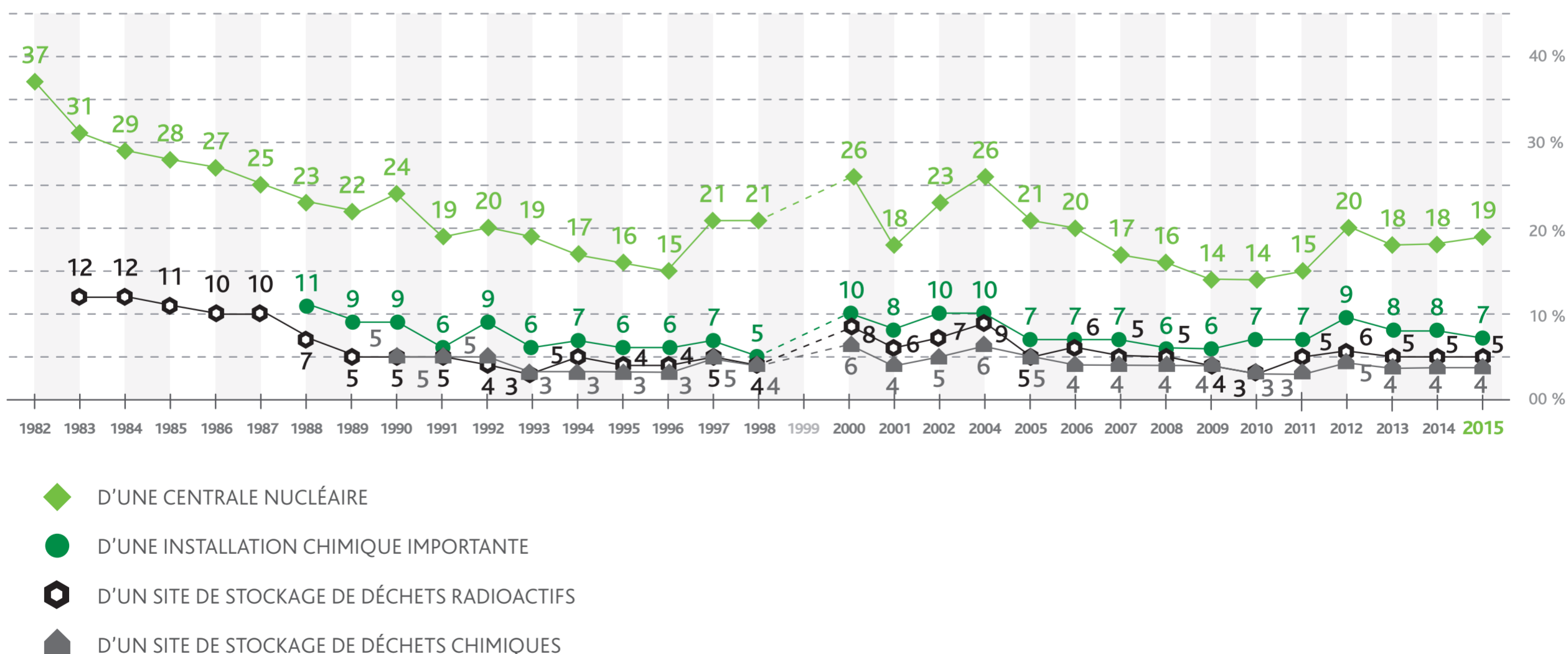
quotidien et à regarder avec plus de compréhension les questions de confiance et de crédibilité de l'information. Enfin, dans l'hypothèse où les résultats de l'enquête, réalisée juste après les attentats de novembre 2015, traduisent effectivement un «réflexe légitimiste» il conviendra de s'interroger sur sa persistance lorsque les faits qui en sont à l'origine s'estomperont avec le temps. Ce point sera pris en compte pour l'élaboration du prochain Baromètre IRSN 2017.

L'IMAGE DU NUCLÉAIRE, DE LA SÛRETÉ ET DES ACTEURS DE CE DOMAINE

Aux yeux des Français, les centrales nucléaires demeurent les installations industrielles les plus susceptibles de provoquer un accident grave ou une catastrophe : plus de neuf Français sur dix estiment qu'un accident dans une centrale nucléaire aurait des conséquences très graves, et la majorité d'entre eux ne souhaiterait pas vivre près d'une centrale nucléaire. Les installations nucléaires font aussi redouter des risques chroniques, soit sur la santé,

soit sur l'environnement : doutes sur le fait qu'à proximité des centrales nucléaires les habitants soient en aussi bonne santé et les produits agricoles aussi bons, recul également de l'idée selon laquelle «*autour des centrales nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs*». Ainsi, depuis 1982, la proportion de Français qui accepteraient de vivre près d'une centrale nucléaire a diminué de moitié⁵ (voir graphique 2).

Graphique 2 - Évolution depuis 1982 des % de réponses «oui» à la question : «Accepteriez-vous de vivre près...»



⁵ Il convient de noter, dans cette tendance globale à la baisse, que cette proportion a augmenté significativement en 2012 pour se stabiliser autour de 18-20 %. Cette remontée pourrait être imputée à un effet de la campagne présidentielle de 2011-2012, si l'on suit les analyses présentées par différents chercheurs en science politique (voir dans la partie « Zoom sur le domaine nucléaire » la section « La crainte du risque d'accident grave »).

RÉSULTATS SAILLANTS

(suite)

Les arguments principaux évoqués au sujet de la place du nucléaire dans le mix énergétique restent les mêmes : l'indépendance énergétique du côté de l'adhésion, les accidents de Tchernobyl et de Fukushima du côté de l'opposition⁶. L'argument économique en faveur du nucléaire perd de sa force (baisse de 7 points en deux ans), dans la mesure où l'avantage en termes de coût du nucléaire est de plus en plus contesté et où la baisse relative du prix des hydrocarbures conduit à relativiser cet argument. Les énergies renouvelables sont les énergies préférées des Français, et l'énergie éolienne supprime maintenant à leurs yeux l'énergie nucléaire sur les critères économiques.

L'appréciation portée sur la sûreté nucléaire⁷ apparaît plus favorable que pour les installations nucléaires considérées en général⁸. En effet, les Français expriment cette année une plus grande confiance dans la sûreté des centrales, cette tendance pouvant être interprétée comme une perception de l'impact positif des évaluations complémentaires de sûreté (ECS). Dans ce contexte, trois priorités ressortent pour améliorer la sûreté des installations nucléaires : multiplier les inspections, prendre davantage en compte le facteur humain et développer la recherche pour la sûreté des réacteurs. Enfin, la majorité de la population française ne perçoit pas d'évolution des risques liés aux installations nucléaires, et cette proportion est supérieure à 2014.

Il convient toutefois de remarquer que, dans la minorité qui perçoit un changement sur ce sujet, l'expression du changement est orientée vers une hausse perçue des risques.

Enfin, l'image des acteurs et organismes intervenant du nucléaire tend à s'améliorer. Sur le critère de la compétence, le CNRS, l'IRSN, le CEA et les organismes d'experts internationaux sont perçus comme les acteurs les plus compétents. En 2015, plusieurs acteurs voient leur compétence mieux évaluée qu'en 2014 : les organismes d'experts internationaux (+ 5 points), l'IRSN (+ 5), le HCTISN (+ 5), l'Académie des sciences (+ 4), Areva (+ 5), le gouvernement (+ 4), l'OPECST (+ 4), les organismes de contrôle de l'État (+ 4) et EDF (+ 2).

Sur le critère de la crédibilité (qui renvoie au sentiment que les sources d'informations disent la vérité), même si le CNRS arrive toujours en tête du classement, plusieurs acteurs et organismes intervenant dans le nucléaire voient leur score augmenter en 2015 : l'IRSN (+ 6), l'Andra (+ 6), les organismes de contrôle de l'État (+ 5), EDF (+ 5), les médecins (+ 3), Areva (+ 4), le gouvernement (+ 3) et les organismes d'experts internationaux (+ 3).

LA FORCE PERSISTANTE DES INQUIÉTUDES LIÉES AUX ACCIDENTS DE TCHERNOBYL ET DE FUKUSHIMA

Trente ans après l'accident de Tchernobyl, son impact dans l'esprit des populations reste très fort, comme le montrent plusieurs questions de l'enquête. Trois Français sur quatre estiment qu'on ne dit pas la vérité au sujet des retombées radioactives en France de l'accident, et ils sont un peu moins des deux tiers à ne pas faire confiance aux autorités sur ce sujet. Enfin, près de la moitié d'entre eux juge que les risques liés aux retombées radioactives en France de cet accident sont élevés ou très élevés. Ces perceptions demeurent probablement marquées par le contexte de l'accident en 1986 et par les défaillances de la communication en France

sur ce sujet à l'époque. Il convient cependant de remarquer que, par la suite, une large information a été donnée et mise à jour, ce qui conduit à s'interroger sur le jugement exprimé par les Français sur cette question de l'information : porte-t-il sur la situation actuelle ou sur la situation passée ? En l'état actuel, le Baromètre ne permet pas de trancher sur le sujet.

Quant à l'accident de Fukushima, il continue d'apparaître comme l'événement catastrophique le plus effrayant⁹. Son impact rejaillit sur la vision du nucléaire en France :

6. Précisons toutefois que ce dernier argument (les exemples de Tchernobyl et de Fukushima) a décliné au cours des dernières années et retrouve maintenant le niveau d'adhésion qu'il avait avant l'accident de Fukushima.

7. Qui ressort notamment de la réponse à la question « Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises » dans la partie « Zoom sur le domaine nucléaire » (+ 7 points, atteignant un niveau de 46 %, soit près de la moitié).

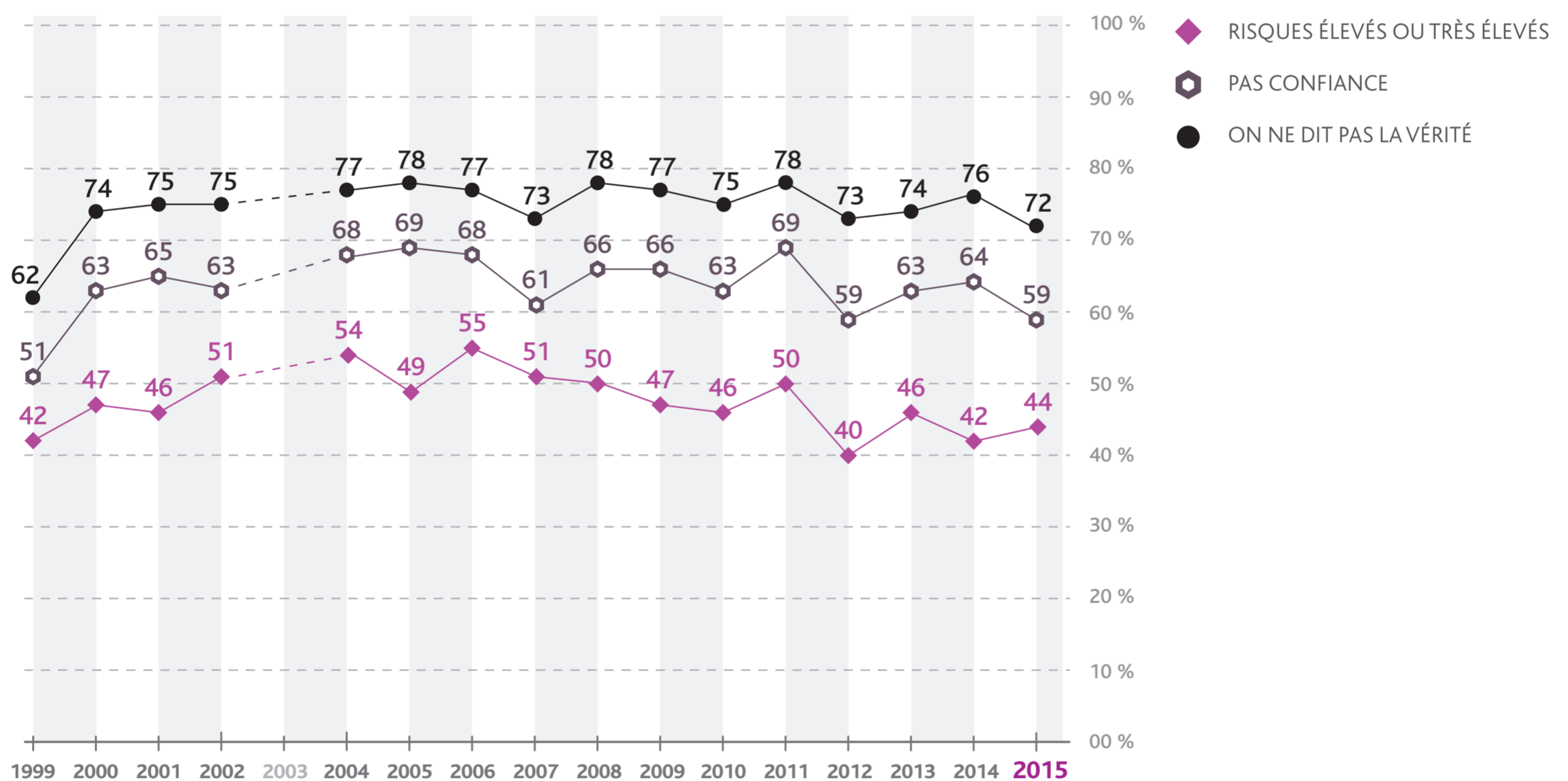
8. Appréciation qui résulte des réponses à plusieurs questions globales ayant trait aux installations (dans les parties « Les préoccupations actuelles des Français », « Les Français face à 34 situations à risques » et « Zoom sur le domaine nucléaire »).

9. Selon les termes de la question de la section « La perception des deux accidents nucléaires majeurs : Tchernobyl (1986) et Fukushima (2011) » dans la partie « Zoom sur le domaine nucléaire ».

près de deux Français sur trois craignent qu'un accident de même ampleur que Fukushima se produise dans une centrale nucléaire dans notre pays (voir graphique 3). En arrière-plan, le potentiel catastrophique de l'accident de Fukushima semble élevé aux yeux des Français : plus de la moitié d'entre eux estime que, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon plus de 5 000 morts. Enfin, plus de cinq ans après l'accident de Fukushima, la majorité des Français continue de penser que la vérité sur les conséquences en France de cet accident leur reste cachée. Il est possible que le manque

de transparence au moment de l'accident de Tchernobyl, qui a généré chez les Français le sentiment que l'on ne disait pas la vérité sur les retombées radioactives en France de l'accident, ait encore un effet, 30 ans après, sur la perception de la communication relative à l'accident de Fukushima. Les opinions exprimées semblent toutefois plus critiques au sujet de Tchernobyl, où les manquements de la communication en France en 1986 ont été patents, que de Fukushima, où les informations ont été livrées par les autorités françaises sans restriction.

Graphique 3 - Niveaux de risque perçu, de confiance et de vérité pour les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



LES PRÉOCCUP ACTUELLES DES FRANÇAIS

PARTIE 1

ATIONS

1.1 — LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

12 - 17

1.2 — LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

18 - 21

1.3 — LA PERCEPTION DU « POTENTIEL CATASTROPHIQUE »
DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

22 - 25

LE PLUS PRÉOCCUPANT DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

La première question posée aux personnes interrogées concerne leurs préoccupations générales. Elle a pour objectif de situer, les unes par rapport aux autres, les craintes au sujet des risques sociétaux, industriels et environnementaux, et notamment les risques nucléaires. Les événements que traverse la France, ainsi que sa situation politique, économique et sociale, sont alors appréhendés de manière globale. En 2015, les attentats terroristes de janvier et novembre à Paris ont, bien évidemment, fortement marqué la population. La question est posée deux fois : le problème le plus préoccupant en 1^{er} choix et le problème le plus préoccupant en 2^e choix.

QUESTION N°1

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses : en premier et en deuxième)

LE TERRORISME, PREMIÈRE PRÉOCCUPATION DES FRANÇAIS (à la fin de l'année 2015)

Pour la première fois depuis 2004, le chômage n'est plus la préoccupation première des Français, c'est le terrorisme qui prend cette place

Les événements de novembre 2015 ont marqué l'opinion publique en profondeur, ce qui n'a rien de surprenant. Il convient, en effet, de rappeler que l'enquête a été menée entre le 25 novembre et le 11 décembre 2015, soit entre deux et quatre semaines après les attentats les plus graves que la France ait connus depuis plusieurs décennies. Près de la moitié de la population française retient le terrorisme comme 1^{re} préoccupation, une proportion jamais atteinte dans le Baromètre¹. En un an, par rapport au Baromètre réalisé en novembre 2014, la mention du terrorisme comme 1^{re} ou 2^e préoccupation augmente de 26 points.

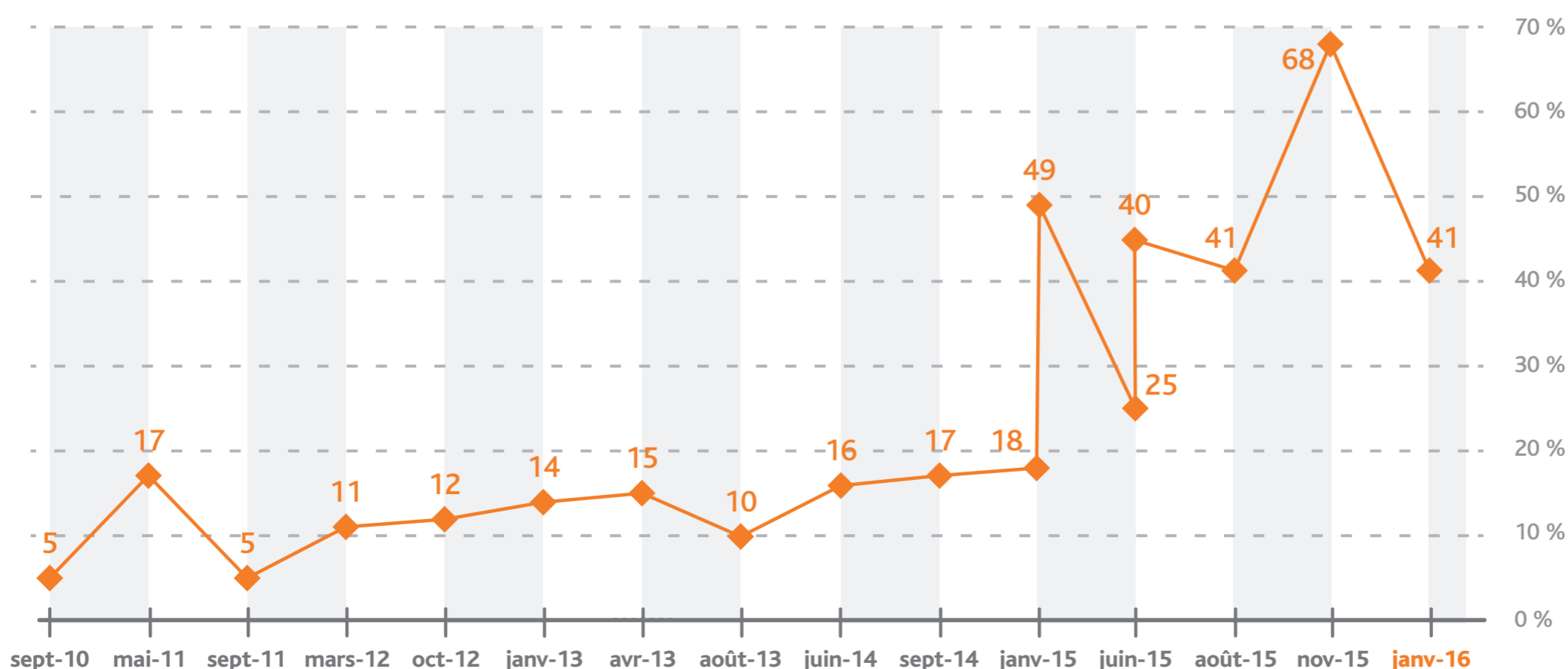
D'autres sources confirment et précisent cette hausse des préoccupations au sujet du terrorisme. Dans une enquête Eurobaromètre réalisée du 7 au 17 novembre 2015², le terrorisme apparaît aux yeux d'un quart des Européens comme le principal problème auquel l'Union européenne (UE) doit faire face, ce qui le situe au 2^e rang des préoccupations, après l'immigration, citée par plus d'un Européen sur deux (58 %). La mention du terrorisme progresse de 8 points par rapport à la précédente mesure de cet indicateur au printemps 2015. Ce sondage Eurobaromètre de 2015 montre par ailleurs que les Français n'avaient pas, au moment de l'enquête, le niveau de préoccupation le plus élevé pour le terrorisme : dans des pays comme la Grèce, Chypre ou la Suède, la proportion de personnes le mentionnant comme le problème le plus important était significativement supérieure, de 10 à 21 points par rapport à la France.

Quelques jours après les attentats, un sondage spécifique de BVA réalisé en France montre que le niveau avait très sensiblement augmenté : près de trois Français sur quatre (70 %) estimaient en effet dans ce sondage dédié que la menace terroriste était très élevée³. Une question similaire

posée par l'IFOP dans plusieurs enquêtes permet de mieux saisir l'évolution des opinions à ce sujet⁴ : le 16 novembre, trois jours après les attentats, 68 % des Français estimaient cette menace très élevée, ce qui confirmait bien les observations faites par BVA. Cette proportion mesurée par l'IFOP (voir graphique ci-dessous) a été pendant longtemps très minoritaire : en 2010 elle représentait environ une personne sur vingt et en 2013 environ une sur dix. Signalons que le Baromètre de l'IRSN montrait, dès novembre 2014 (date de la réalisation de l'enquête du Baromètre 2015), que les préoccupations des Français au sujet du terrorisme avaient significativement augmenté par rapport à l'année précédente (+ 9 points), cette hausse pouvant être mise en relation avec la montée des informations inquiétantes comme la création du califat par l'État islamique (29 juin 2014) ou l'exécution de l'otage français Hervé Gourdel en Algérie (23 septembre 2014). Suite aux attentats de janvier 2015, le sondage réalisé par l'IFOP met clairement en évidence qu'un palier a été franchi : en l'espace de huit jours⁵, la proportion de personnes voyant la menace terroriste comme très élevée est passée de 18 % à 49 %. Dans les mois qui ont suivi, en juin et août, elle est restée élevée (41 % en août 2015). La montée des préoccupations en novembre 2015 constitue donc un nouveau palier, consécutif aux événements, même si un certain recul semble avoir été observé par la suite. Dans une enquête IFOP⁶ réalisée en janvier 2016, quatre personnes sur dix estimaient la menace très élevée, soit la même proportion qu'avant les attentats (voir graphique ci-dessous).

En définitive, la conclusion principale qui peut être tirée de cette série de résultats d'enquêtes sur les préoccupations au sujet du terrorisme est que les événements de janvier puis de novembre 2015 ont bouleversé l'ordre des préoccupations nationales. Les inquiétudes créées chez les Français par ces attentats restent toutefois à un niveau élevé : le terrorisme apparaît clairement comme une préoccupation majeure.

Proportion de Français estimant que la menace terroriste est très élevée (Sources : enquêtes IFOP⁷)



LES PRÉOCCUPATIONS ÉCONOMIQUES RECULENT EN FACE DU TERRORISME

Les préoccupations en matière de chômage reculent de 6 points, mais restent élevées : elles sont mentionnées par plus de deux personnes sur cinq

Le recul relatif des préoccupations au sujet du chômage semble être une conséquence de la montée du terrorisme. Il convient de rappeler que dans le Baromètre IRSN les questions relatives aux préoccupations sont posées selon un système de choix (1^{er} et 2^e choix). La montée d'une préoccupation signifie donc nécessairement la baisse d'au moins une autre. En définitive, ce qui apparaît comme significatif, ce n'est pas tant le mouvement de baisse qui découle

de la hausse du terrorisme mais bien le fait que cette baisse affecte plus certaines réponses que d'autres. En l'occurrence, ce sont toutes les préoccupations économiques qui reculent : à côté de la baisse du chômage, la mention de la misère et de l'exclusion recule de 3 points par rapport à 2014, ce qui est significatif⁸, et les conséquences de la crise financière, de 11 points. Par rapport à 2014, et plus encore par rapport aux années précédentes, il s'agit d'un renversement de perspective.

+ 26

points d'augmentation du pourcentage de personnes citant le terrorisme comme sujet de préoccupation.

ACTUALITÉ DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

À la fin de l'année 2015, les préoccupations au sujet des bouleversements climatiques ont nettement augmenté

Parmi les préoccupations environnementales, celles relatives aux bouleversements climatiques augmentent sensiblement (+ 8 points par rapport à 2014), mais la dégradation de l'environnement reste à peu près au même niveau. Il semble ainsi que ce ne soit pas tant le thème général de l'environnement mais précisément celui du changement climatique qui soit l'objet d'une attention renouvelée de la part des Français. Cette augmentation des préoccupations sur ce thème est à mettre en lien avec la tenue à Paris de la conférence COP21, qui semble en effet avoir eu un impact sur les perceptions du public. Les médias ont davantage parlé pendant cette période de ce qui motivait la conférence, c'est-à-dire le changement climatique.

Les évolutions des autres préoccupations sont plus limitées, mais il convient de noter la baisse de celles qui touchent à la santé : la qualité des soins médicaux (- 3 points) et les toxicomanies (- 3 points). Il est possible que cette baisse ne soit que le résultat d'une compensation des hausses assez nettes observées en 2015 (le terrorisme et le changement climatique), la manière de répondre imposant aux personnes interrogées de faire des choix. Enfin, il faut remarquer que les risques nucléaires, après une forte montée en 2011 (près d'un Français sur cinq les mentionnait alors comme 1^{re} ou 2^e préoccupation), apparaissent de fait plus marginaux dans cet interclassement des préoccupations des Français (une personne sur seize seulement les mentionne).

1. Dans la série des enquêtes du Baromètre IRSN, le terrorisme avait atteint son point le plus haut en 2002 (22 %).

2. Le terrain de cette enquête, réalisée dans les 28 pays de l'Union européenne, a été effectué du 7 au 17 novembre 2015. Les trois quarts des interviews ont été réalisés avant les attentats du 13 novembre à Paris. Voir *Eurobaromètre Standard84. Automne 2015. Premiers résultats. L'opinion publique dans l'Union européenne*.

3. Voir BVA, *Les Français et la menace terroriste*, novembre 2015.

4. Voir IFOP, *Les Français et la menace terroriste un an après Charlie*, janvier 2016.

5. Écart entre deux sondages réalisés avant et après les attentats de janvier.

6. Sondage IFOP de janvier 2016, *Les Français et la menace terroriste un an après Charlie*.

7. La référence complète des enquêtes IFOP dont sont issues ces données peut être consultée dans le sondage IFOP de janvier 2016.

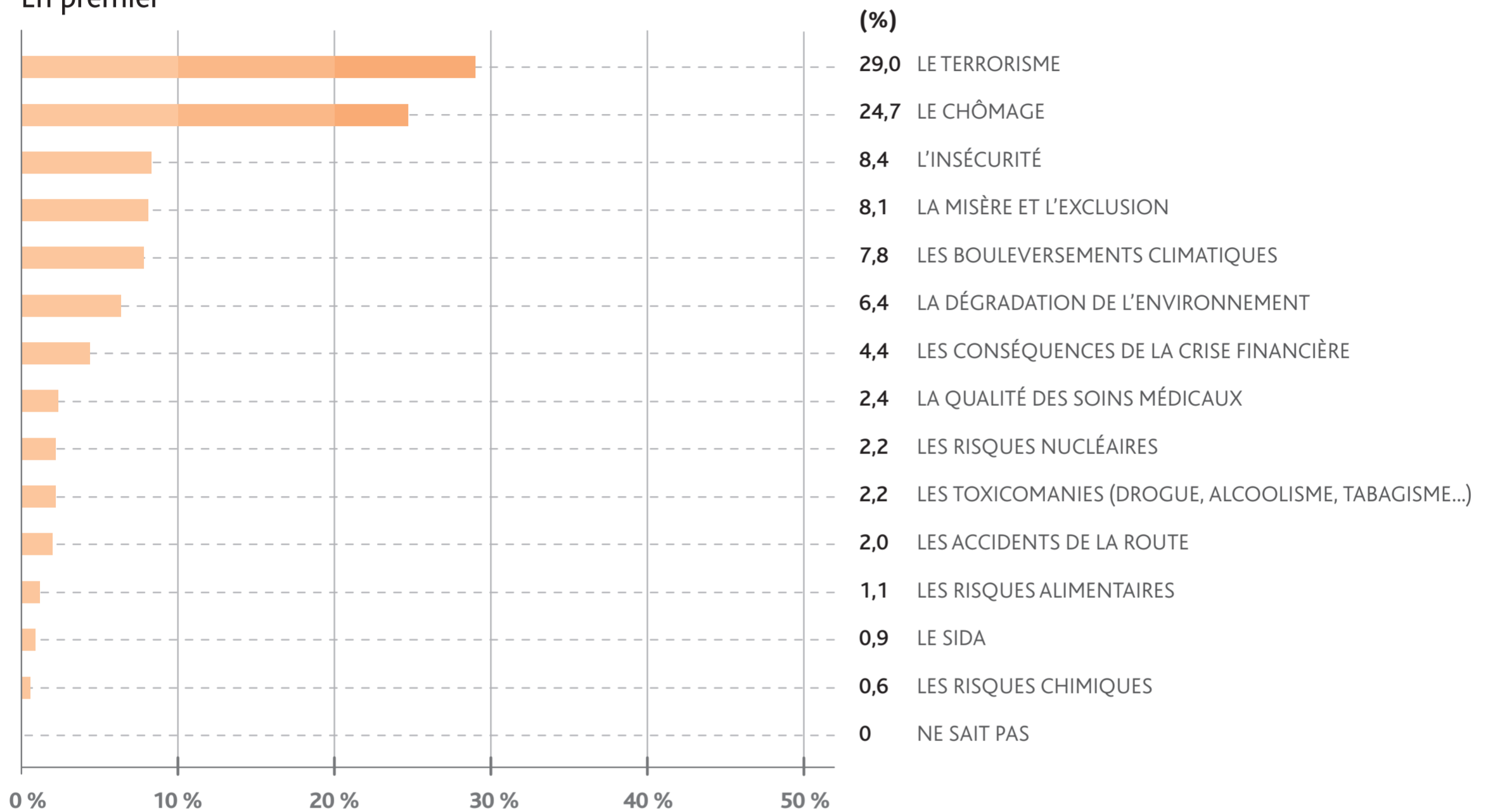
8. Précisons que pour cette question comme pour les autres, les écarts sont considérés comme statistiquement significatifs à partir de 3 points.

QUESTION N°1

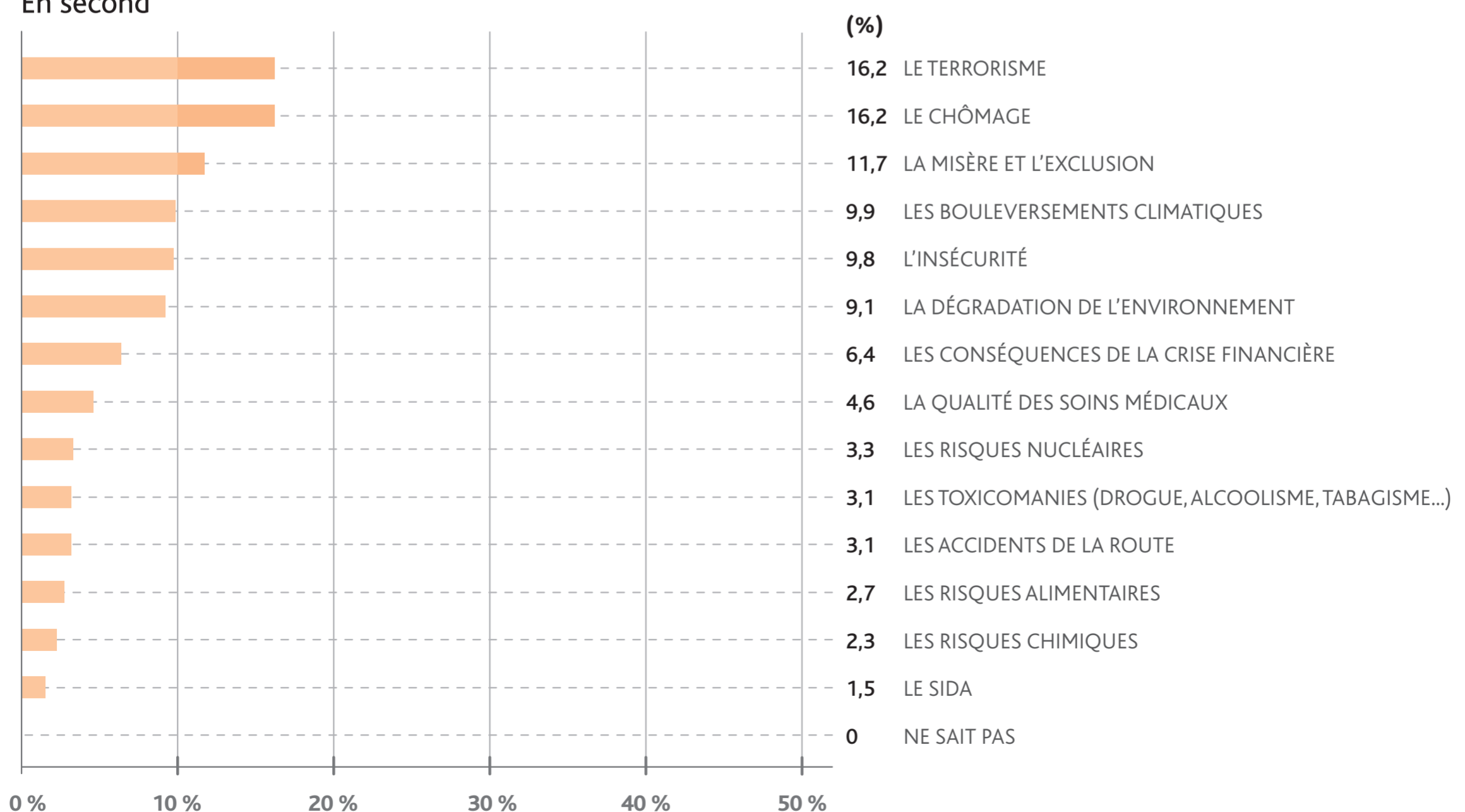
En France, parmi les problèmes actuels suivants,
lequel est pour vous le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

En premier



En second



QUESTION

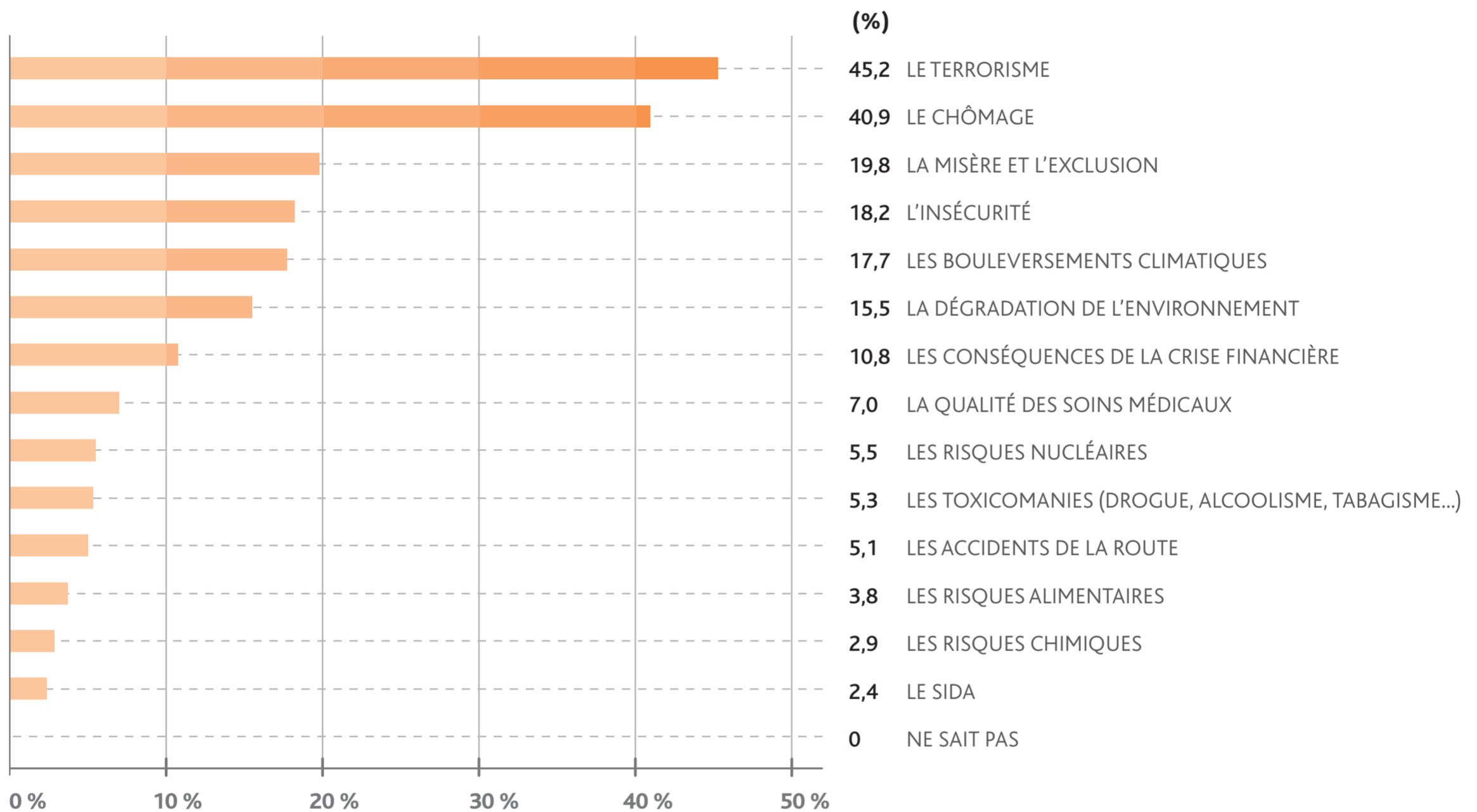
N°1 (suite)

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?

(2 réponses possibles)

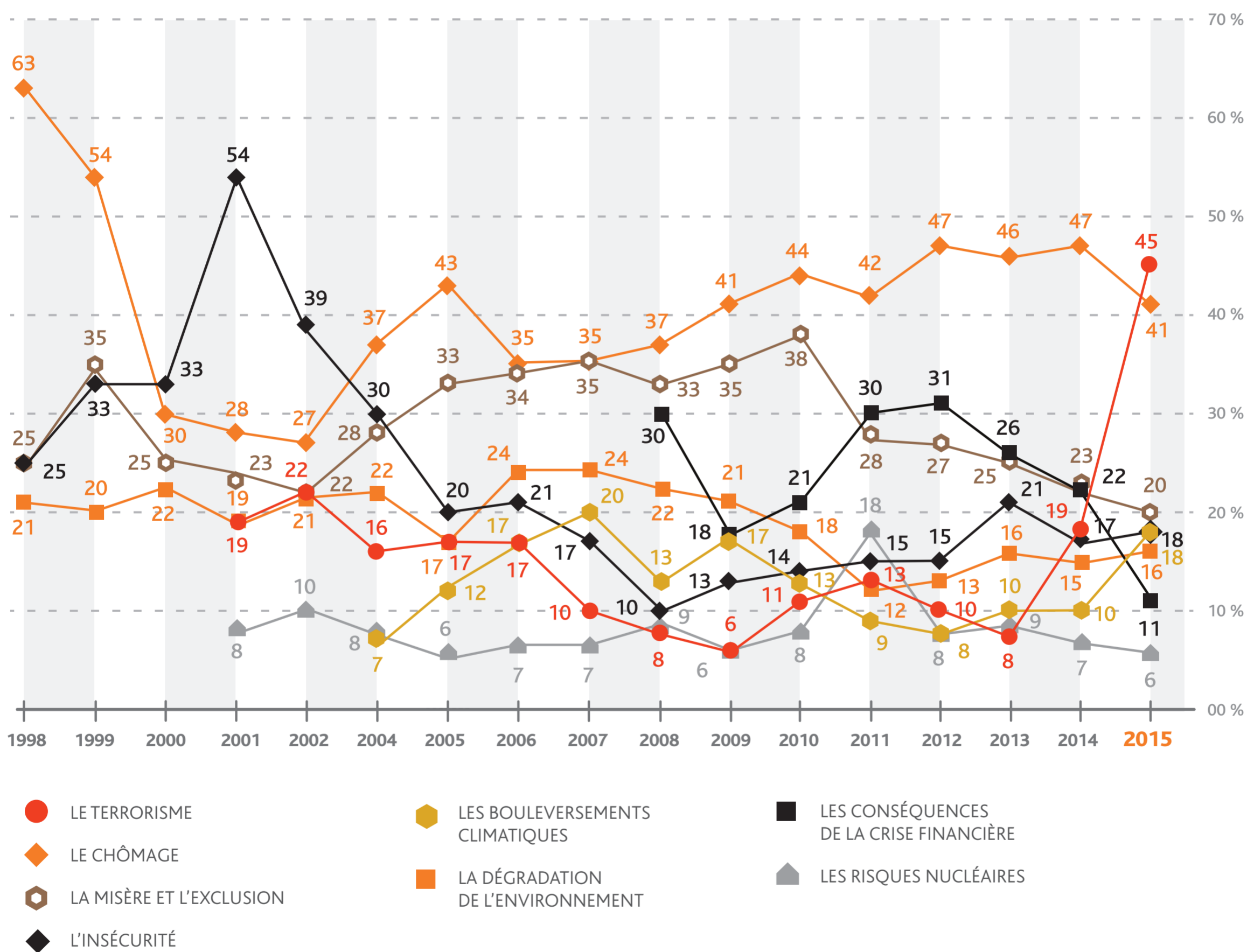
RÉSULTATS CUMULÉS NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 1998 À 2015

Évolution des préoccupations ayant enregistré les taux de réponse les plus importants depuis 1998. Ne figurent pas sur ce graphique «la qualité des soins médicaux», «les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme)», «les accidents de la route», «les risques alimentaires», «les risques chimiques» et «le sida» qui recueillent moins de 10% de réponses cumulées. La courbe relative aux «risques nucléaires» (moins de 10% des réponses cumulées, sauf en 2011) est donnée ici à titre de comparaison.



LE PLUS PRÉOCCUPANT POUR L'ENVIRONNEMENT

La question suit le même format que la précédente (sur les problèmes les plus préoccupants perçus par la société) mais en se focalisant sur les questions environnementales. La COP21, qui s'est déroulée pour partie au moment de l'enquête, est un élément de contexte important à souligner. La question est posée deux fois : le problème d'environnement le plus préoccupant en 1^{er} puis en 2^e choix.

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?
(2 réponses possibles)

LES PRÉOCCUPATIONS AU SUJET DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE AUGMENTENT SENSIBLEMENT

Près d'un Français sur deux mentionne ce problème parmi les plus préoccupants, en 1^{er} ou en 2^e choix

La question portant spécifiquement sur les préoccupations environnementales montre que celles-ci évoluent également en 2015 les unes par rapport aux autres, mais plus faiblement : les mouvements observés sont moins importants que ce n'est le cas pour la question plus générale sur les préoccupations sociales. Il est vrai qu'il n'y a pas eu de choc comparable aux attentats de janvier et de novembre 2015 qui auraient pu produire des évolutions aussi fortes de l'opinion. Seule exception, mais nette : les préoccupations au sujet du réchauffement climatique, qui progressent sensiblement (+ 7 points en un an), comme observé dans le contexte de la question précédente. En 2014, une forte hausse de la mention de cette réponse avait déjà été enregistrée, mais elle était, au moins pour partie, imputable au changement de formulation de la

question¹. L'augmentation observée en 2015 s'établit sur une formulation inchangée par rapport à 2014, et elle est significative à la fois statistiquement (elle est largement au-delà de l'intervalle de confiance) et sur le fond. La COP21 a été largement médiatisée en France tout au long de l'année 2015, et plus encore lorsque la conférence s'est déroulée à Paris (entre le 30 novembre et le 12 décembre), ce qui a probablement eu un effet sur l'opinion, et donc sur les réponses.

1 SUR 2

Près d'un Français sur deux mentionne la question du réchauffement climatique parmi les sujets les plus préoccupants.

LES MOUVEMENTS SUR LES AUTRES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES SONT DE MOINDRE AMPLEUR

Les préoccupations concernant la pollution de l'air augmentent significativement par rapport à 2014

En novembre 2015, un Français sur trois mentionnait la pollution de l'air comme une des deux premières préoccupations dans le domaine de l'environnement, soit 4 points de plus qu'en 2014. La hausse relative de la pollution de l'air se situe toutefois après une baisse significative en 2014, et ce sujet revient sensiblement au niveau de préoccupation qu'il connaît depuis 2004. Il convient de noter que le niveau élevé des préoccupations au sujet de la pollution de l'air est confirmé par d'autres sondages. Une enquête Eurobaromètre réalisée en avril-mai 2014 montre, à titre d'exemple, que cette question est la plus citée parmi les problèmes d'environnement qui préoccupent les Européens. Il est possible que ce niveau élevé soit le reflet des préoccupations montantes sur les particules fines.

Trois préoccupations reculent dans cette édition 2016 :

- la pollution de l'eau (une baisse de 14 points par rapport à 2011),
- la destruction des forêts, mais les années précédentes montraient plutôt une stabilité des opinions depuis 2012,
- les dommages liés aux catastrophes naturelles, le point de cette année semblant rejoindre les résultats observés depuis 2010.

Pour ces trois questions environnementales, la baisse des inquiétudes observées chez les Français concorde assez bien avec les évolutions tendanciennes remarquées depuis une dizaine d'années : amélioration de la qualité physico-chimique des cours d'eau, diminution du nombre et de la gravité des incendies de forêt, au moins jusqu'en 2011, et diminution du nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles².

1. Le texte de cette réponse était passé de « le réchauffement de l'atmosphère » (texte utilisé de 2002 à 2013) à « le réchauffement climatique » (texte utilisé depuis 2014). Le passage à une formulation plus communément utilisée semble bien avoir eu un impact sur la fréquence de mention de cette préoccupation dans le domaine de l'environnement.

2. Sources de ces différentes observations : articles « Évolution de la qualité la qualité physico-chimique des cours d'eau » (<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/f/1965/1115/evolution-qualite-physico-chimique-cours-deau.html>) et « Les feux de forêt » (<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/essentiel/ar/368/1239/feux-foret-lexposition-france.html>) sur le site du ministère chargé de l'Environnement, recensement des arrêtés de catastrophe naturelle sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr> (comptage des arrêtés réalisé par l'auteur du rapport).

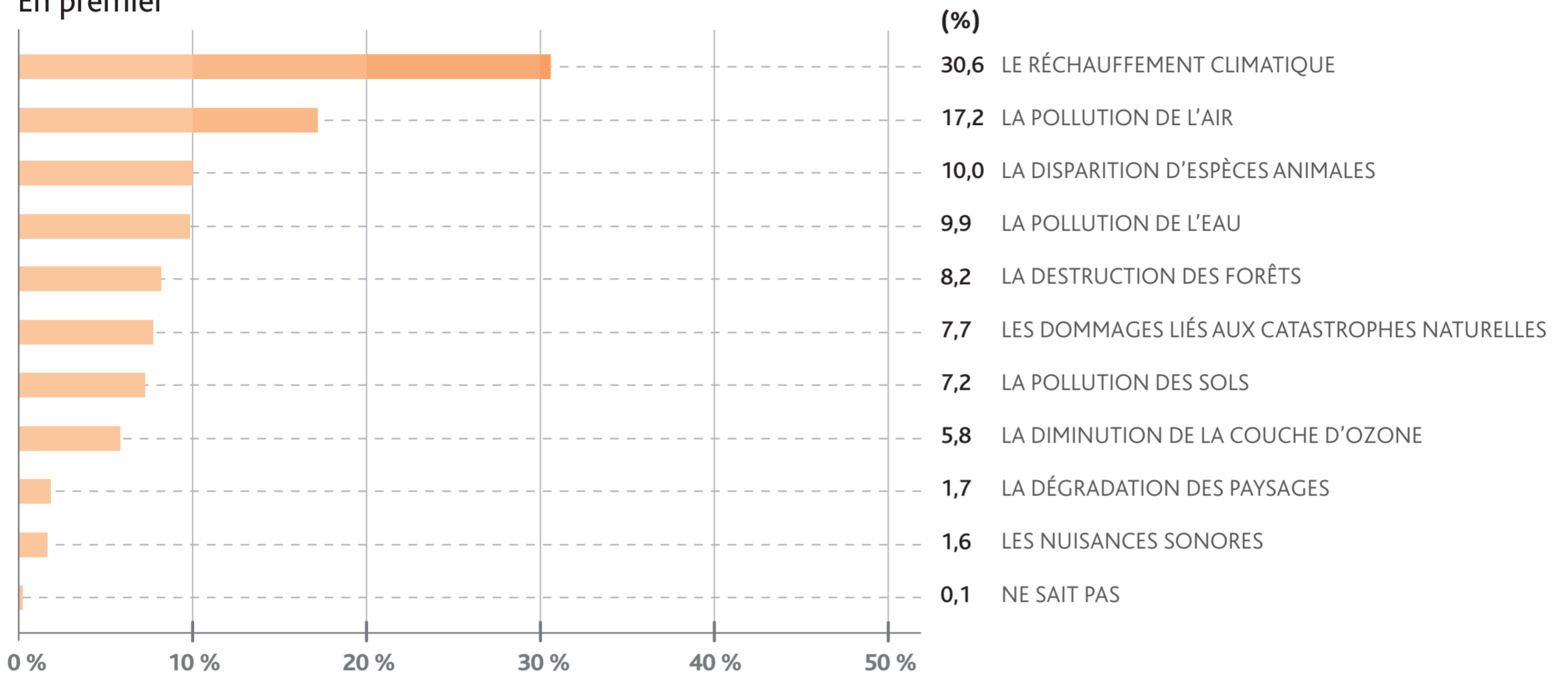
QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?

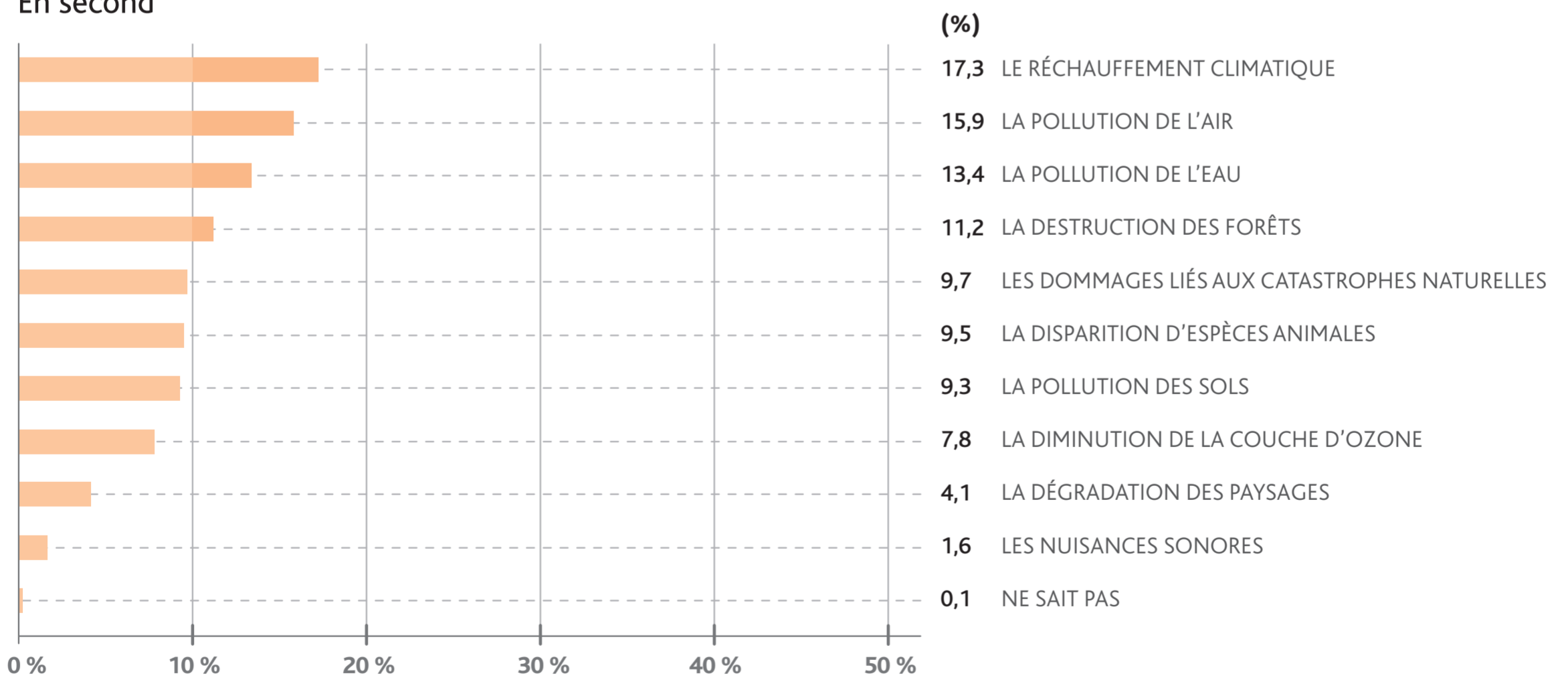
(2 réponses possibles)

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

En premier

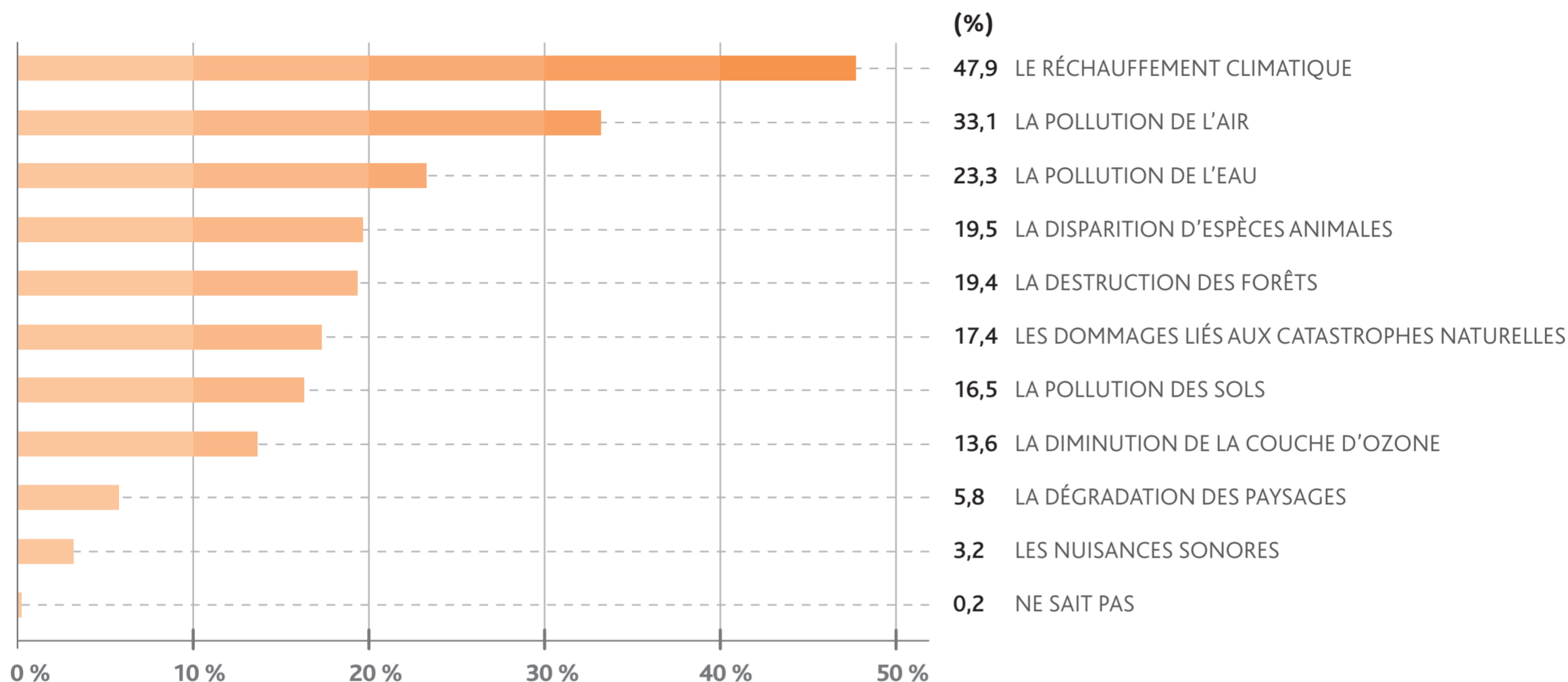


En second



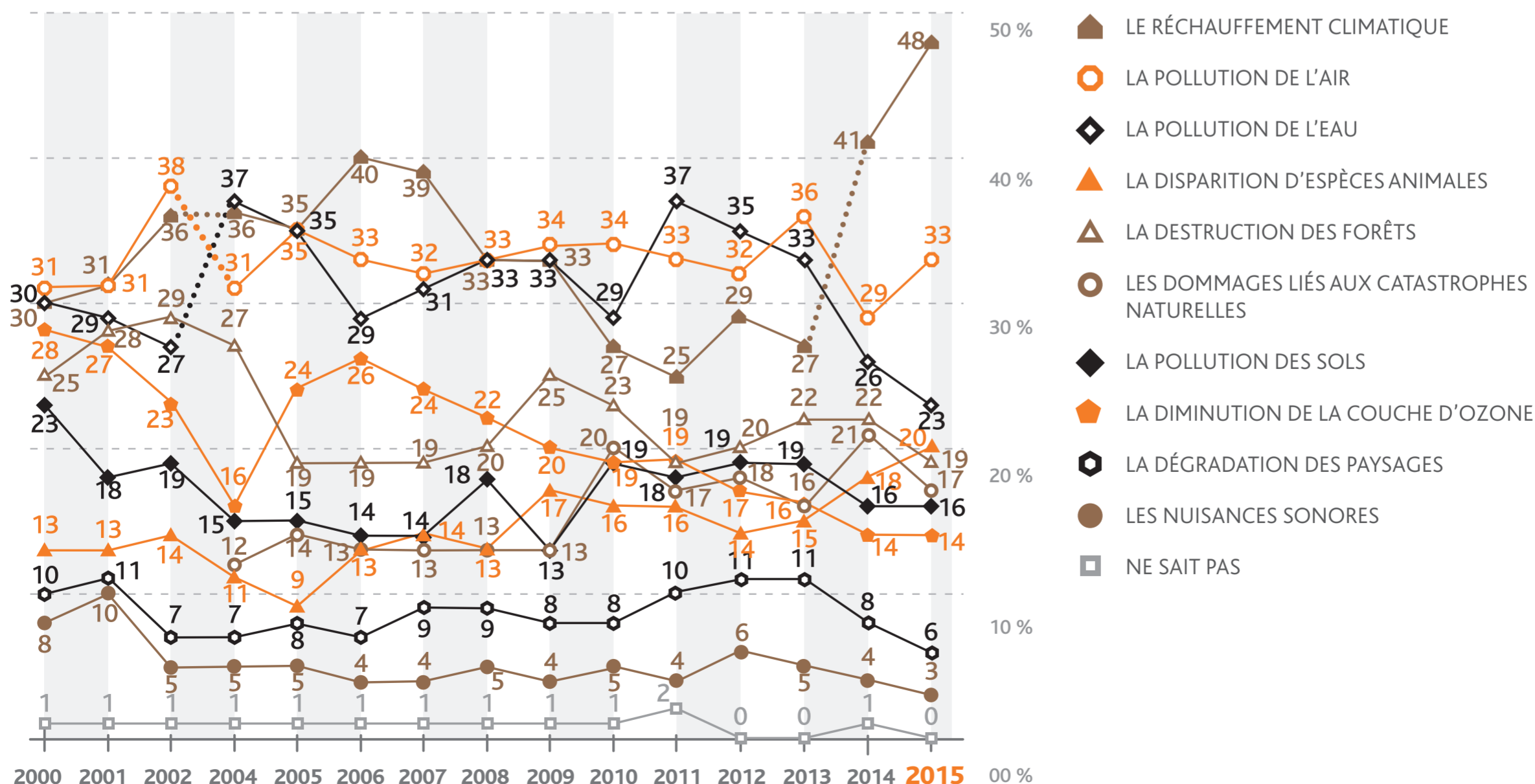
RÉSULTATS CUMULÉS NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.



ÉVOLUTIONS SUR LES RÉSULTATS CUMULÉS 2000 À 2015

Les intitulés de modalités de réponse ont été modifiés. En 2004, «la pollution de l'air» au lieu de «la pollution de l'air dans les agglomérations» ; «l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère)» au lieu du «réchauffement de l'atmosphère» ; «la pollution de l'eau» au lieu de «la pollution des lacs, des rivières et des mers». En 2014, le «réchauffement de l'atmosphère» a été remplacé par «le réchauffement climatique».



LA PERCEPTION DU « POTENTIEL CATASTROPHIQUE » DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Depuis toujours, l'industrie a été perçue comme une activité pouvant entraîner des accidents, voire des catastrophes. La question présentée ici a pour objet de comparer le « potentiel catastrophique » de différents secteurs industriels. L'idée de « potentiel catastrophique » doit être considérée ici par rapport aux représentations que la population se fait des risques liés à certains sites industriels ou technologiques : il ne s'agit pas d'une évaluation factuelle mais d'une mesure des préoccupations attachées à ces sites eu égard à leur propension à générer – en cas d'accident non maîtrisé – une catastrophe, le tout dans une logique d'intercomparaison. La question n'est posée qu'une fois mais, selon un système de réponses multiples, la personne interrogée peut donner jusqu'à trois réponses.

QUESTION N°3

Parmi les activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

STABILITÉ DANS LE CLASSEMENT DU « POTENTIEL CATASTROPHIQUE » DANS LES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Aux yeux des Français, les centrales nucléaires demeurent les installations industrielles les plus susceptibles de provoquer un accident grave ou une catastrophe. Parmi différentes installations industrielles, elles sont le plus souvent citées au regard du potentiel accidentel ou catastrophique : une mention sur cinq¹.

Quelques mouvements significatifs peuvent être observés :

- léger repli en ce qui concerne le stockage des déchets radioactifs et le transport des matières dangereuses (- 2 points pour chacune de ces activités²),
- augmentation du nombre de non-réponses (+ 3 points).

Globalement, la hiérarchie du potentiel catastrophique des installations reste la même.

¹. Dans cette question, les répondants sont invités à donner jusqu'à trois réponses. Pour rendre compte de ces résultats fondés sur des réponses multiples, les statistiques sont calculées à partir de l'ensemble des réponses données, et non sur les répondants. La base statistique est donc trois fois le nombre de répondants, soit 3 048 (soit 3 x 1 016). Ainsi, par exemple, la proportion de 20 % relative aux centrales nucléaires correspond à 611 réponses.

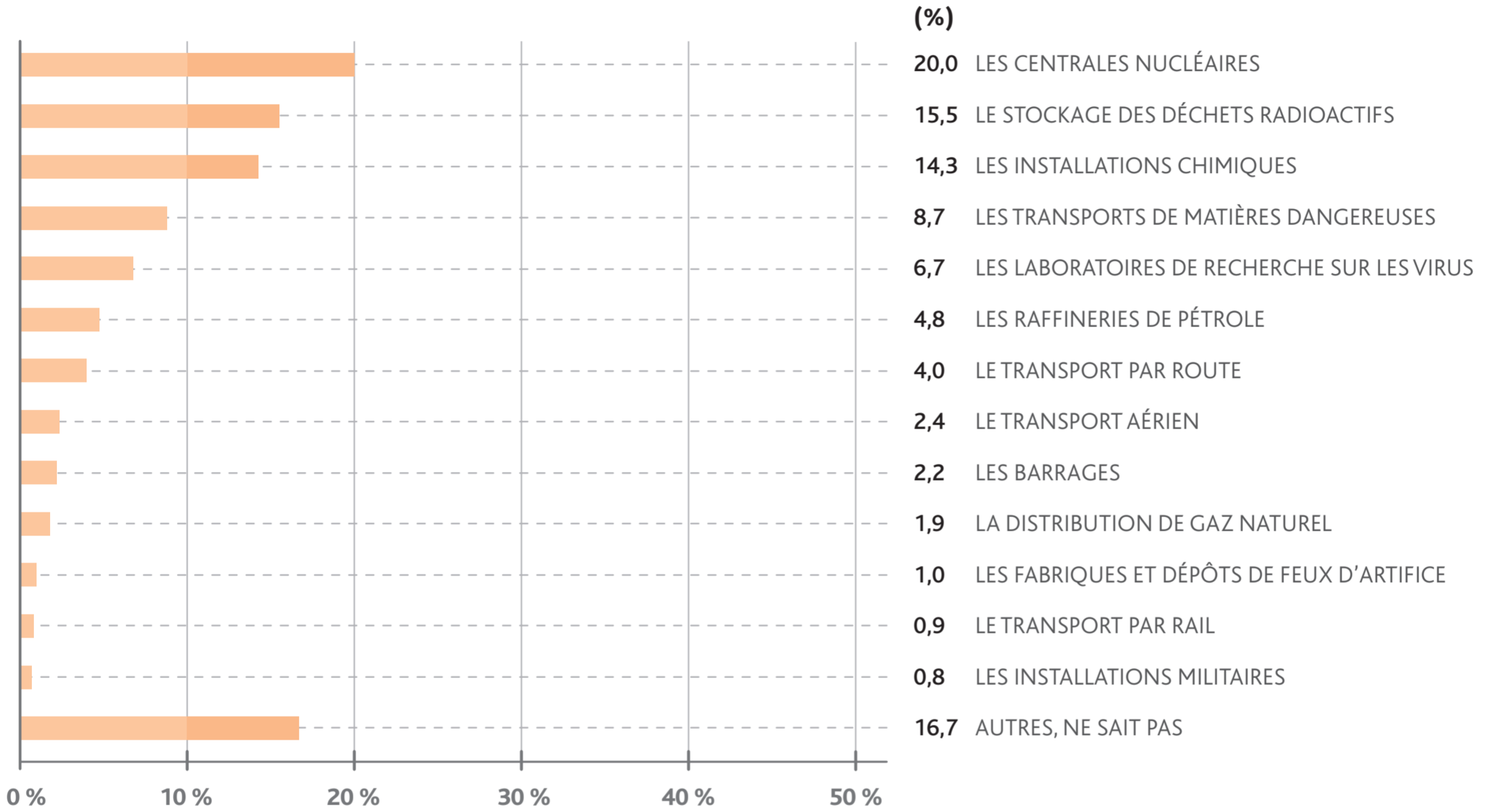
². La base de calcul étant 3 048, un écart de deux points devient significatif, alors qu'il ne l'est pas avec une base de 1 016 réponses.

QUESTION N°3

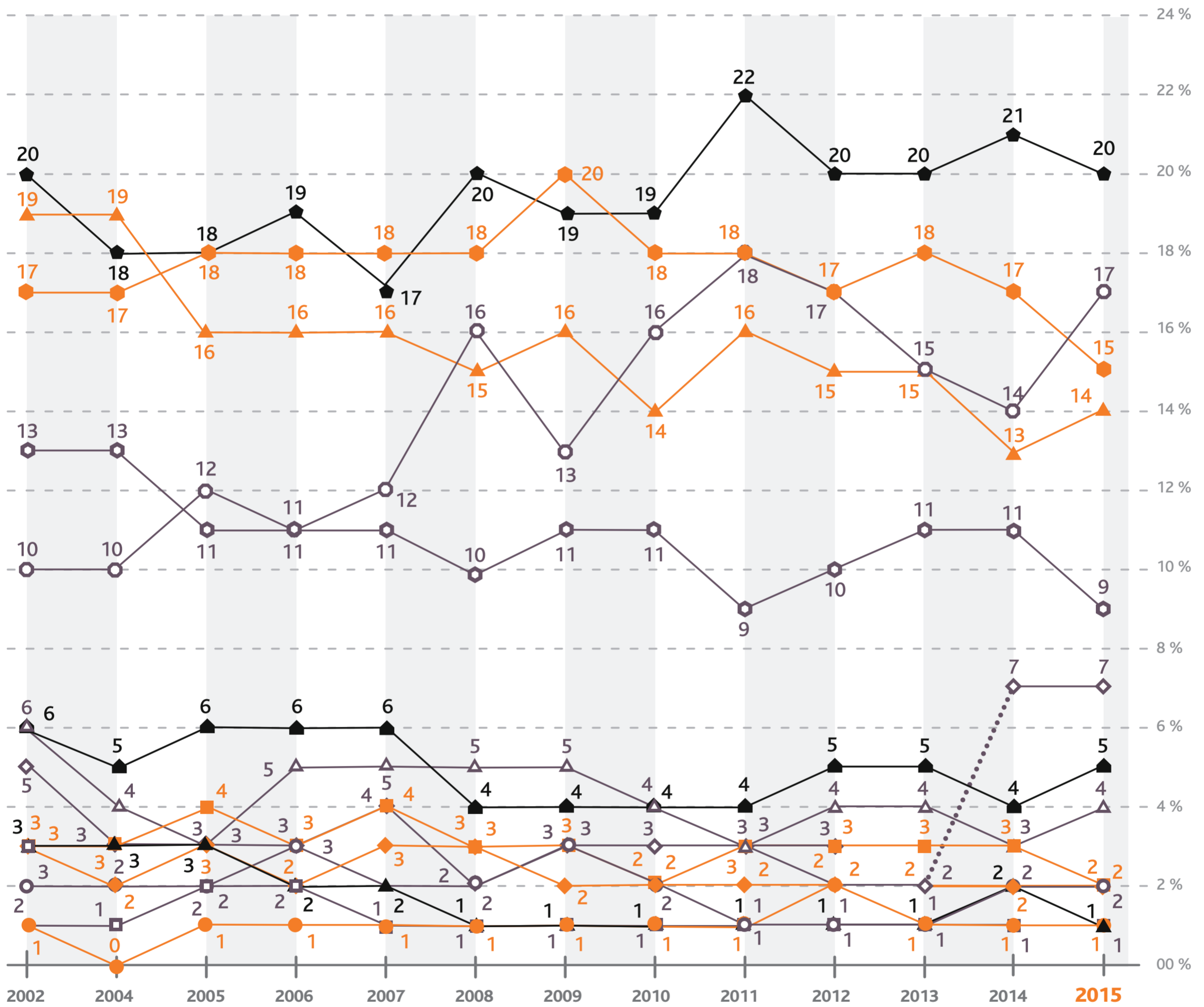
Parmi les activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Pour chaque item, le pourcentage correspond au nombre de réponses exprimées pour cet item par rapport au nombre total de réponses pouvant être exprimées (soit 3 048).



ÉVOLUTIONS 2002 À 2015



- ◆ LES CENTRALES NUCLÉAIRES
- AUTRES, NE SAIT PAS
- LE STOCKAGE DES DÉCHETS RADIOACTIFS
- ▲ LES INSTALLATIONS CHIMIQUES
- ⬢ LES TRANSPORTS DE MATIÈRES DANGEREUSES
- ◆ LES LABORATOIRES DE RECHERCHE SUR LES VIRUS (les laboratoires de recherche biologique jusqu'en 2013)
- ▲ LES RAFFINERIES DE PÉTROLE
- ▲ LE TRANSPORT PAR ROUTE
- LE TRANSPORT AÉRIEN
- LES BARRAGES
- ◆ LA DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL
- ▲ LES FABRIQUES ET DÉPÔTS DE FEUX D'ARTIFICE
- LE TRANSPORT PAR RAIL
- LES INSTALLATIONS MILITAIRES

REGARDS DES L'EXPERTISE

—

PARTIE 2

FRANÇAIS SUR

2.1 — LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

28 - 37

2.2 — LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

38 - 47

2.3 — LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

48 - 53

LE RÔLE ET L'IMAGE DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

Cette première section aborde de manière globale le sujet de l'image de la science et des experts scientifiques. Pour les experts, il s'agit également des comportements qu'ils doivent adopter et des qualités dont ils doivent faire preuve.

QUESTION N°1

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°3

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

QUESTION N°4

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

LA SCIENCE ET LES EXPERTS

L'image de la science reste assez bonne et celle des experts s'est sensiblement améliorée en 2015

Après s'être progressivement dégradée entre 2004 et 2011, l'image de la science a eu tendance à s'améliorer ces dernières années. En 2015, près d'un Français sur deux déclare lui faire plus confiance qu'il y a une dizaine d'années, une proportion équivalente à celle observée en 2014, mais en hausse par rapport à 2013. L'idée que le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes tend à être majoritaire chez les Français, mais il s'agit d'une majorité relative (42 %). Enfin, et c'est peut-être encore plus marquant que le résultat précédent, une majorité relative des personnes interrogées (40 %) s'oppose à l'idée que le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime¹. Au total, si les Français semblent

avoir une perception positive de la science et des technologies, leur regard peut être aussi critique : des minorités, certes mais substantielles (22 % ou 29 % selon l'item considéré), expriment en effet un discours critique. Ces tendances de réponse sont dans la continuité des années antérieures. Dans ce contexte, l'image des experts scientifiques apparaît vraiment positive. En 2015, six Français sur dix déclarent avoir une bonne ou très bonne opinion des experts scientifiques, ce qui représente une amélioration de 7 points par rapport à 2014 (en totalisant les réponses « bonne » et « très bonne ») et fait de cette année le point le plus élevé sur la courbe cumulée des bonnes opinions. Pour l'essentiel, le reste de la population se montre indifférent : leur opinion n'est ni bonne ni mauvaise ; il convient toutefois de noter un recul de cette réponse indécise : - 6 points par rapport à 2014.

LE RÔLE ATTENDU DES EXPERTS SCIENTIFIQUES

Deux attentes fortes dominant : la transparence et la prudence

En considérant plus précisément le rôle attendu des experts scientifiques, 5 propositions reçoivent l'adhésion de trois Français sur quatre ou plus et semblent caractériser les attentes de la population :

- mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations ;
- présenter les points de désaccord entre experts ;
- prendre toutes les précautions, même quand les experts n'ont que des doutes ;
- respecter les règles, meilleur moyen de diminuer un risque ;
- que les avis des experts soient certains avant d'informer les populations.

Les Français attendent ainsi de la transparence de la part des experts scientifiques, que ce soit dans la mise à disposition d'une information compréhensible ou dans la présentation des points de désaccord. La prudence est également recherchée à travers des propositions telles que le fait de prendre toutes les précautions, de respecter les règles ou encore, d'une autre façon, en attendant des experts qu'ils soient certains d'eux avant d'informer les populations.

Une majorité de Français attend également clairement que les experts scientifiques communiquent et se fassent entendre de la population comme des politiques : adhésion à l'idée que les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts, opposition à l'idée que les avis des experts

ne peuvent pas être compris par le public et à l'idée qu'il est normal que les avis des experts ne soient pas tous rendus publics. Sur tous ces points, des majorités nettes se manifestent, même si elles ne sont pas aussi fortes que pour ce qui relève de la transparence ou de la prudence.

D'autres points sont moins consensuels. C'est notamment le cas au sujet de l'idée que les experts doivent tenir compte de l'avis des populations avant de rendre un avis – une opinion qui recueille presque autant d'adhésion que d'opposition –, de l'idée qu'ils se cachent derrière la complexité de leurs travaux pour ne pas communiquer ou encore qu'ils sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème. La perception de la place de l'expert dans le champ social par les Français est moins nette puisqu'ils ne se positionnent pas de la même manière sur ce sujet.

L'analyse des tendances de réponses montre que la plupart des opinions exprimées sur ce sujet sont stables depuis quelques années. Des évolutions significatives, sans être très marquées, peuvent cependant être observées en ce qui concerne l'adhésion à une forme de respect de la spécificité de l'expertise :

- les avis scientifiques ne peuvent pas tous être compris par le public (+ 5 points par rapport à 2014) ;
- il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics (+ 5 points) ;
- les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques (+ 3 points).

¹. Ce résultat est à souligner. Il est, en effet, plus difficile pour les personnes interrogées dans le cadre d'un entretien d'enquête de s'opposer à une affirmation présentée dans le questionnaire que d'y adhérer.

LES QUALITÉS DONT LES EXPERTS DOIVENT FAIRE PREUVE

Deux qualités restent dominantes : la compétence technique (même si elle a tendance à décliner depuis cinq ans) et l'indépendance, qui progresse

La principale qualité attendue d'un expert scientifique, aux yeux de près de deux Français sur trois, est qu'il soit techniquement compétent. Cette qualité attendue semble toutefois perdre de l'importance : près de trois personnes sur quatre la mentionnaient en 2010, soit une baisse de 9 points en cinq ans. Viennent ensuite l'indépendance de jugement (une qualité mentionnée par un répondant sur deux, en hausse de 4 points par rapport à 2014 mais relativement stable sur les dernières années) et l'honnêteté (qualité retenue par plus du tiers de la population, stable depuis 2012). Les autres qualités, c'est-à-dire la réactivité face à des situations imprévues, la déclaration des liens éventuels avec l'industrie ainsi que la créativité, apparaissent comme mineures : elles sont retenues par moins d'une personne sur quatre et n'évoluent guère dans le temps.

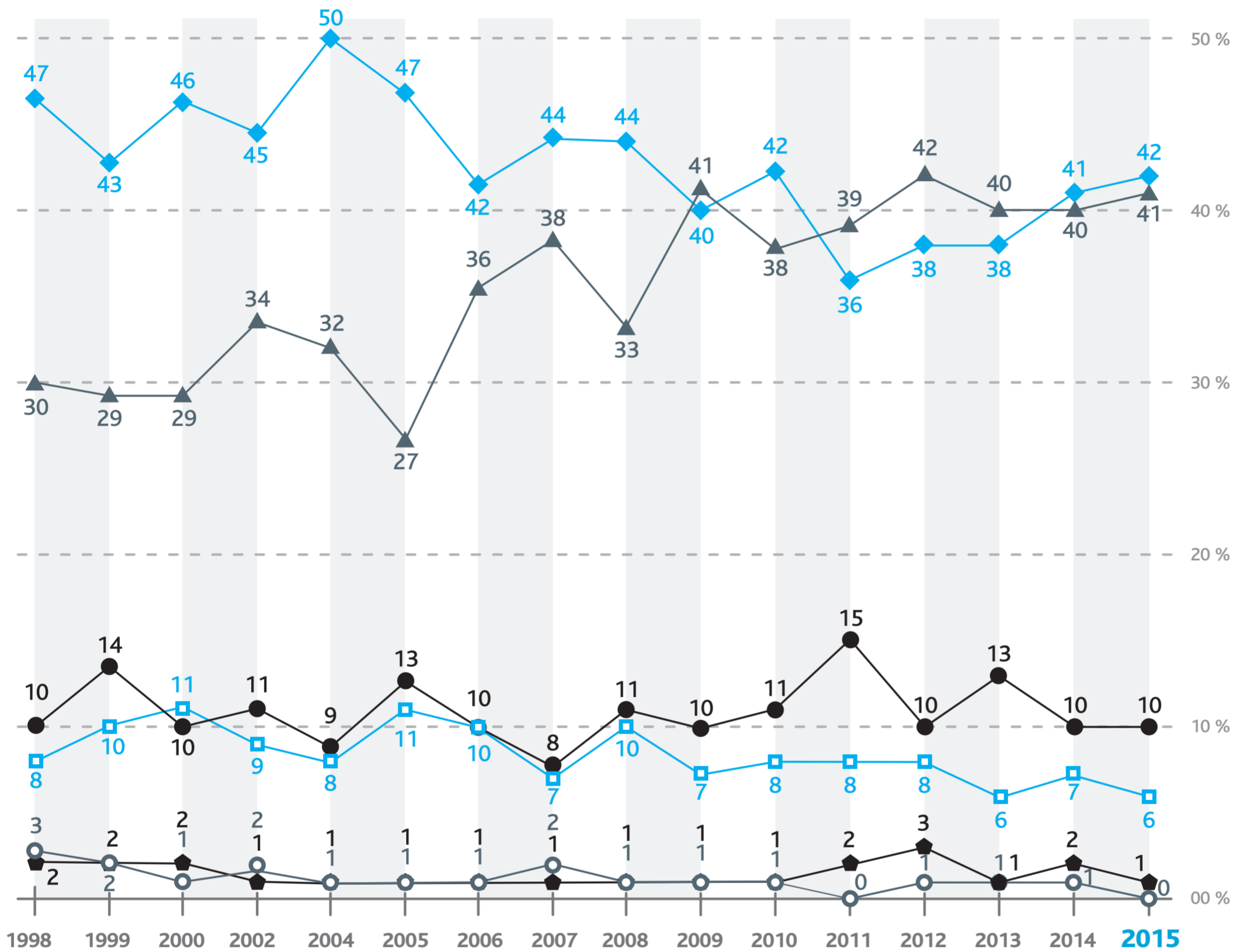
6 SUR 10

Six Français sur dix déclarent avoir une bonne ou très bonne opinion des experts scientifiques.

QUESTION N°1

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

ÉVOLUTIONS 1998 À 2015



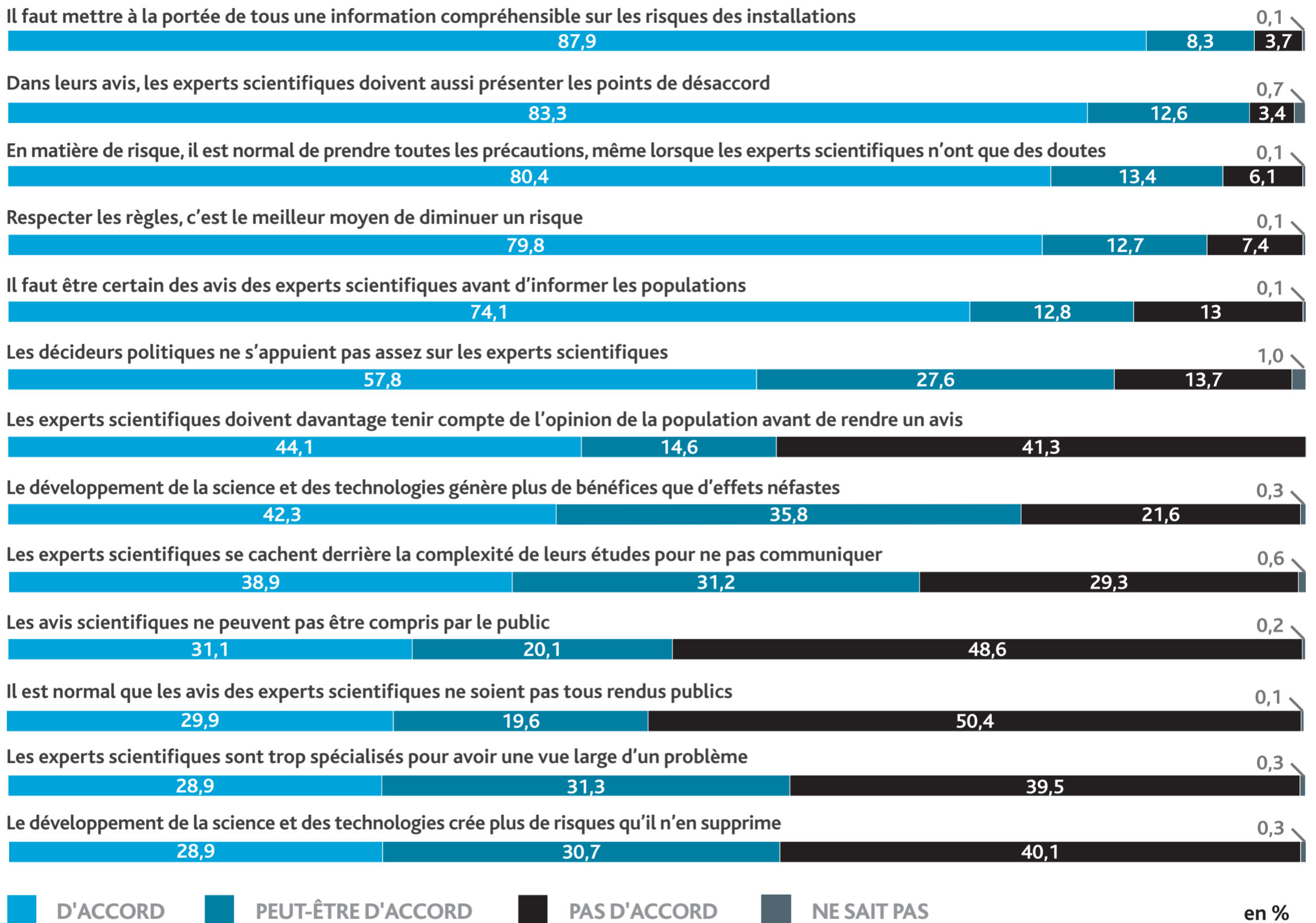
- ◆ PLUS CONFIANCE
- ▲ AUTANT CONFIANCE
- MOINS CONFIANCE
- BEAUCOUP PLUS CONFIANCE
- ◆ BEAUCOUP MOINS CONFIANCE
- NE SAIT PAS

QUESTION N°2

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

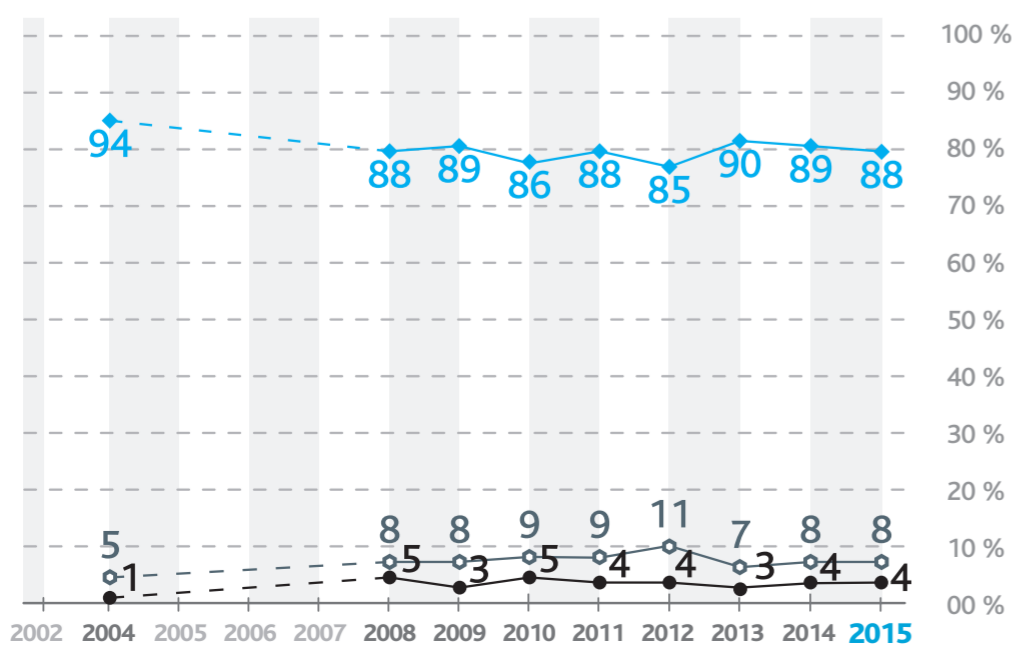
Les réponses «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord» ont été regroupées en «pas d'accord»; les réponses «bien d'accord» et «entièrement d'accord», en «d'accord».



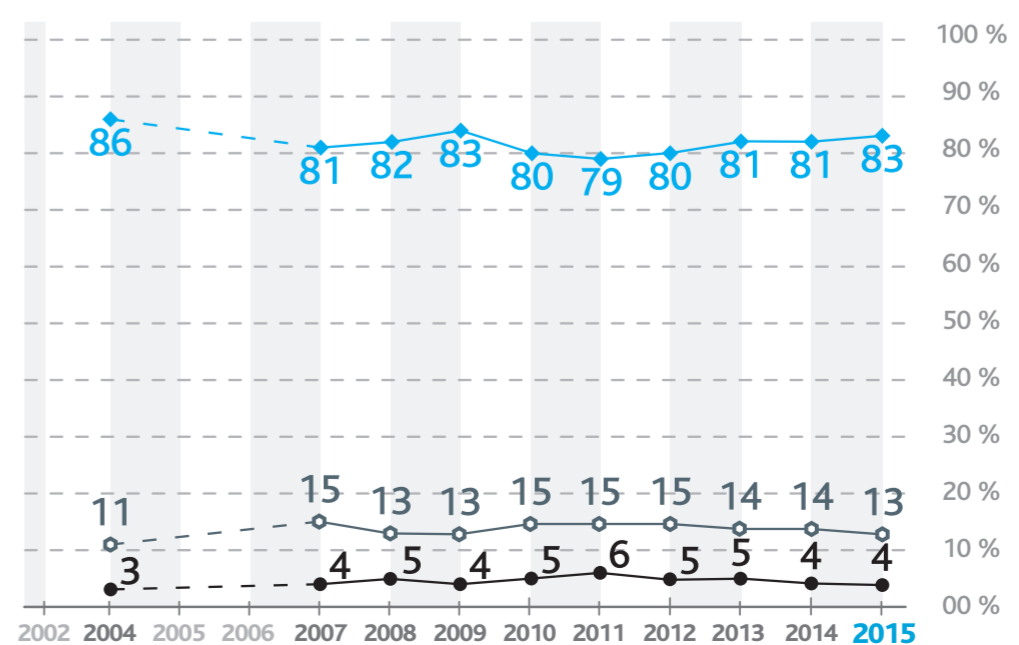
ÉVOLUTIONS 1997 À 2015

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

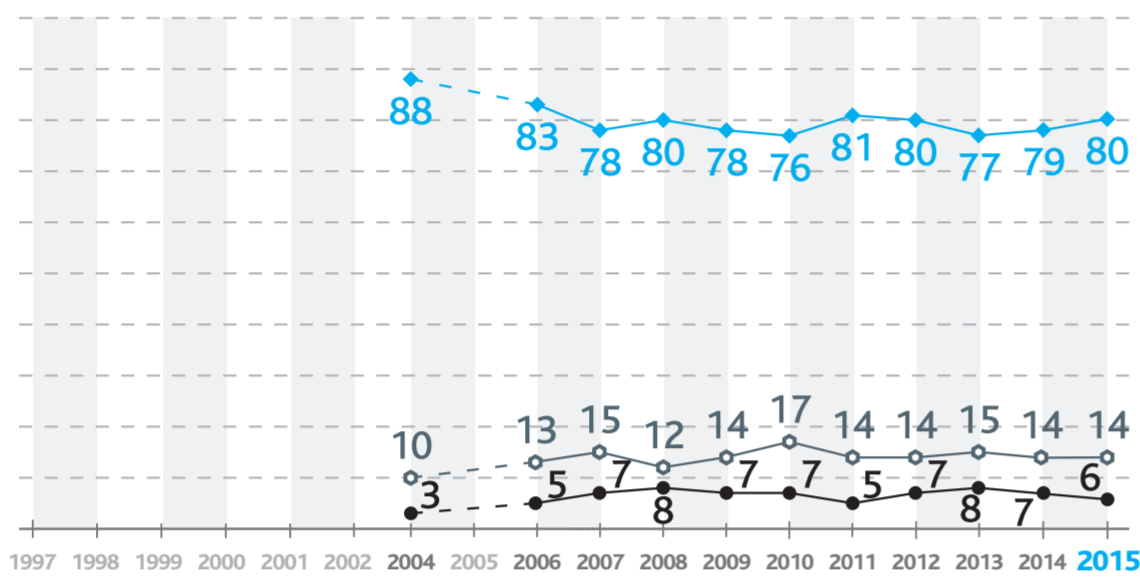
Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations.



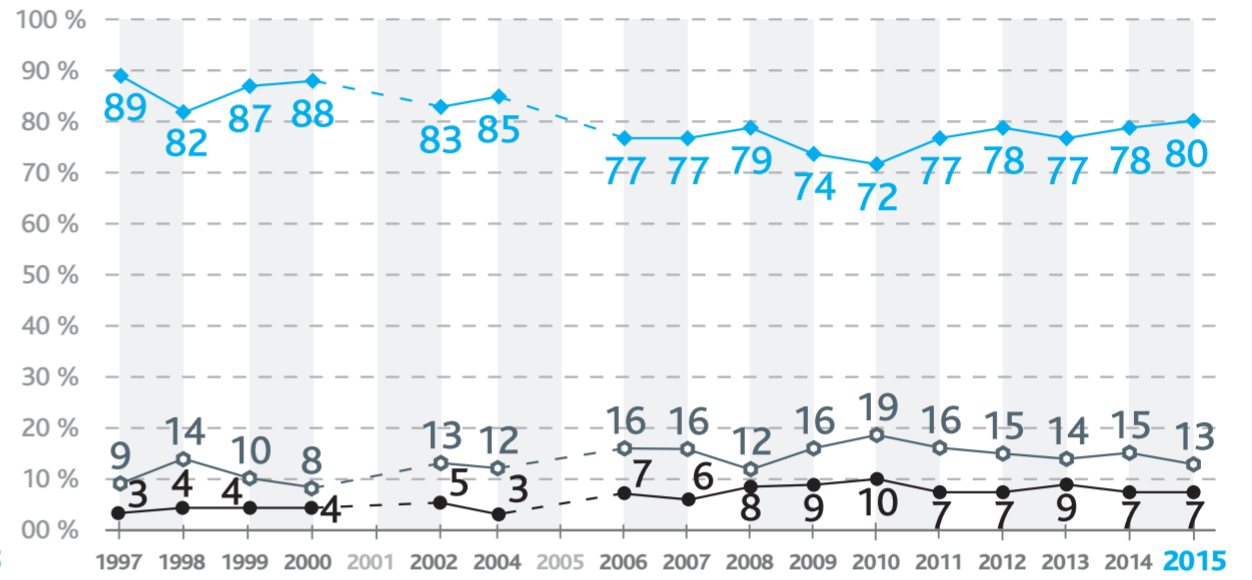
Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord.



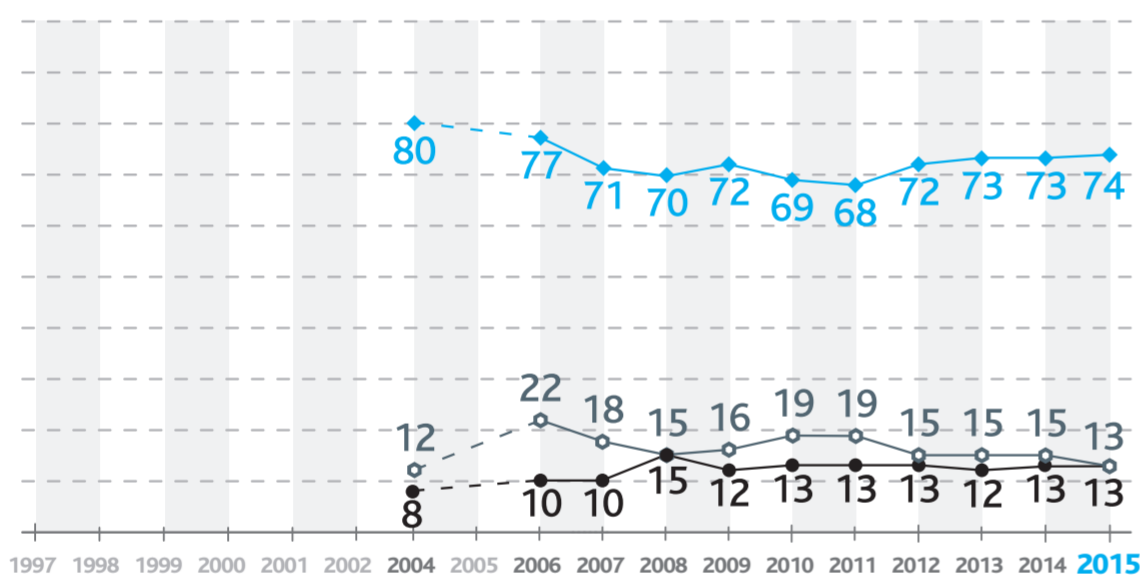
En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes.



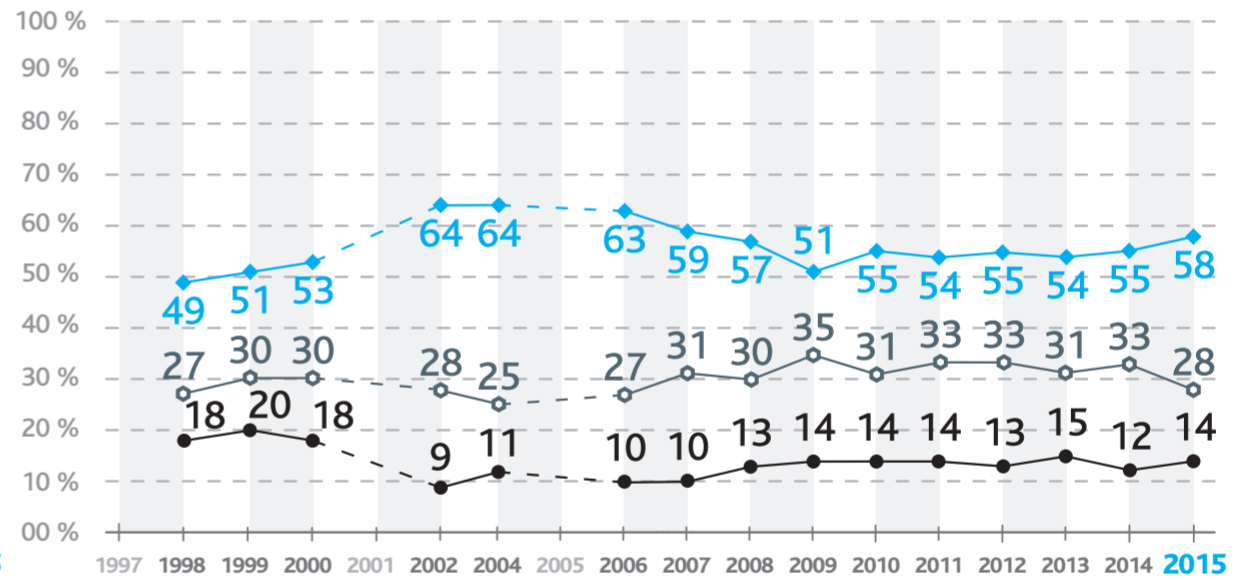
Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque.



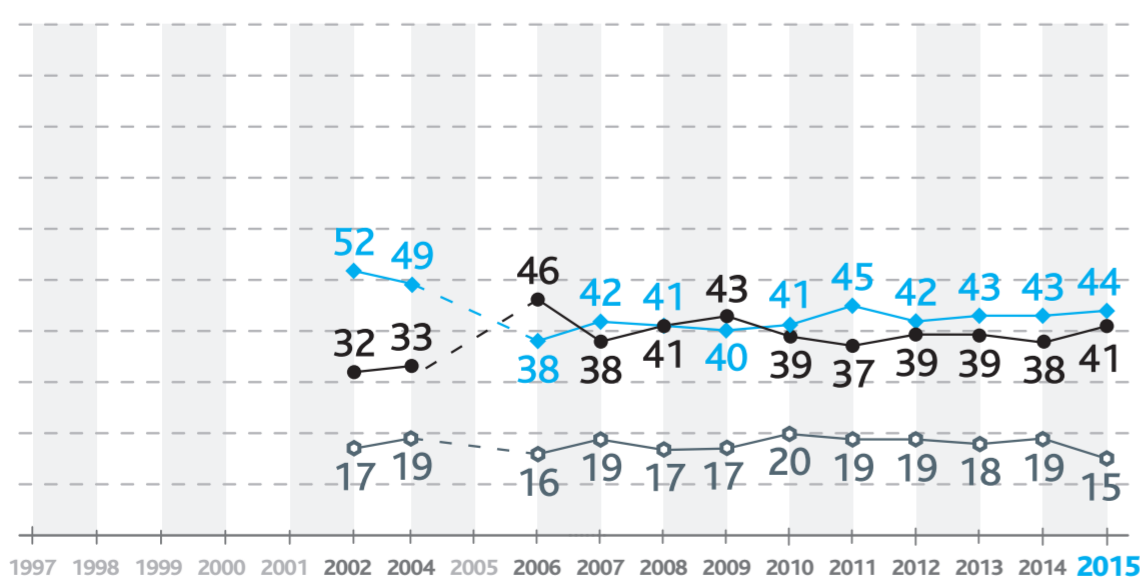
Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations.



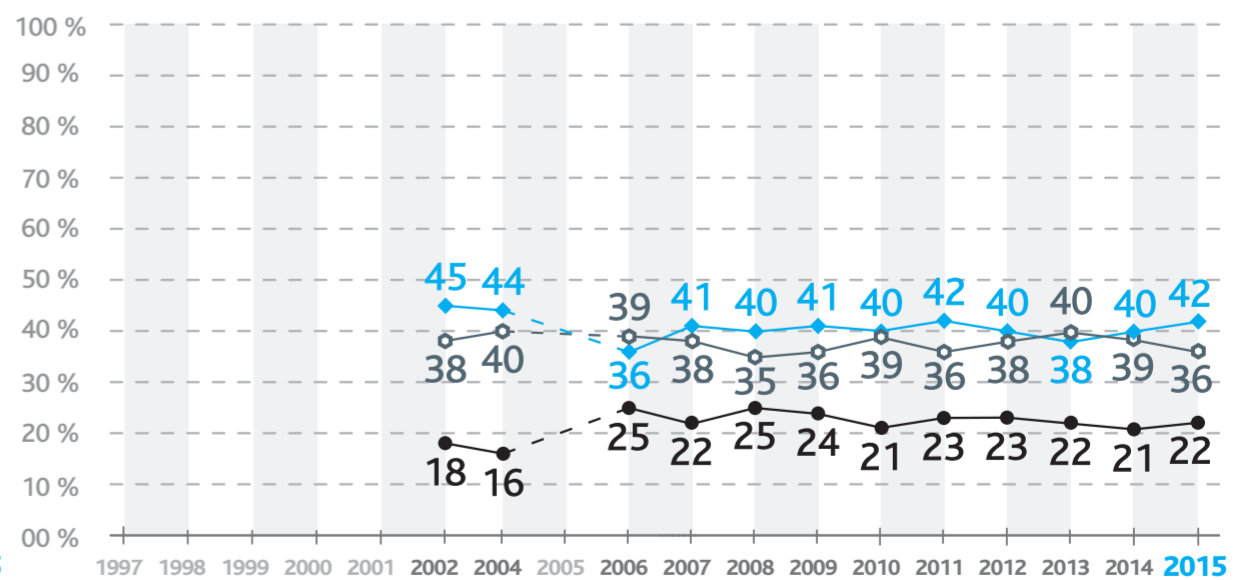
Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques.



Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis.



Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes.



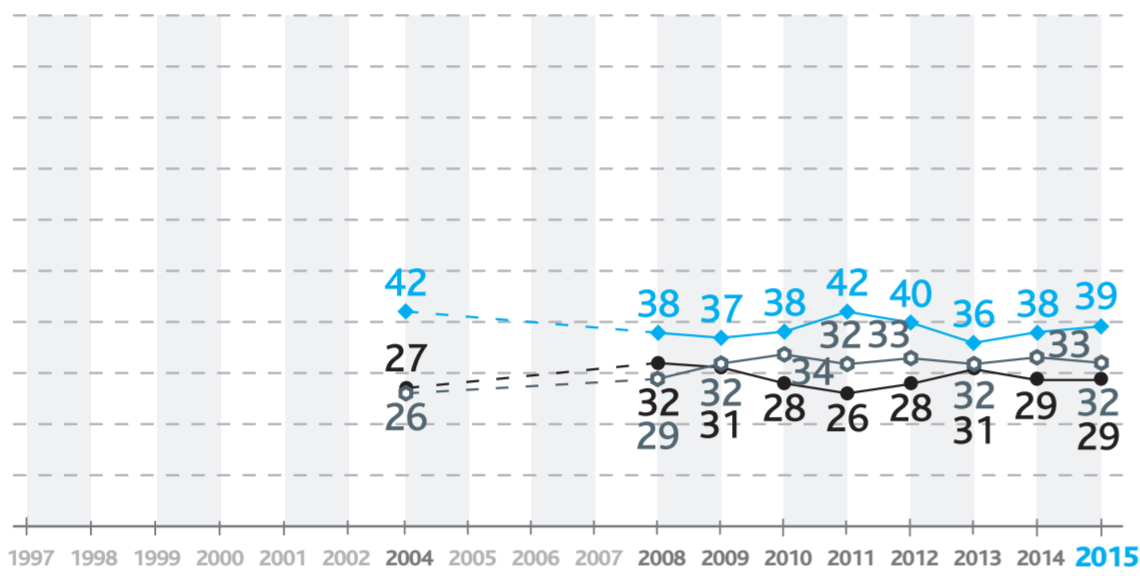
QUESTION

N°2 (suite)

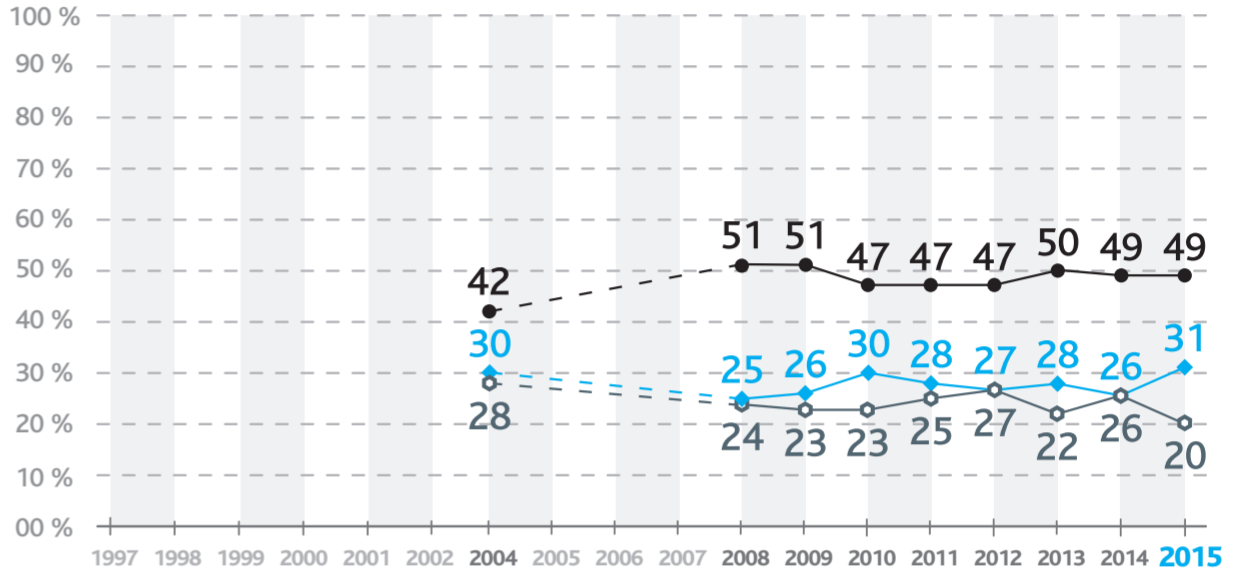
Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques.

Veillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

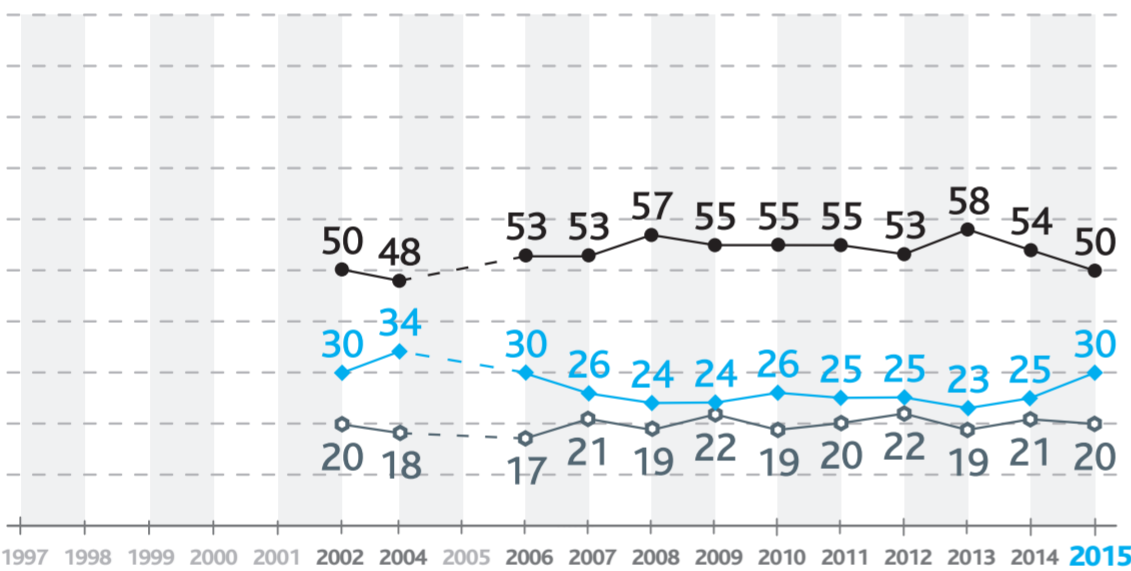
Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer.



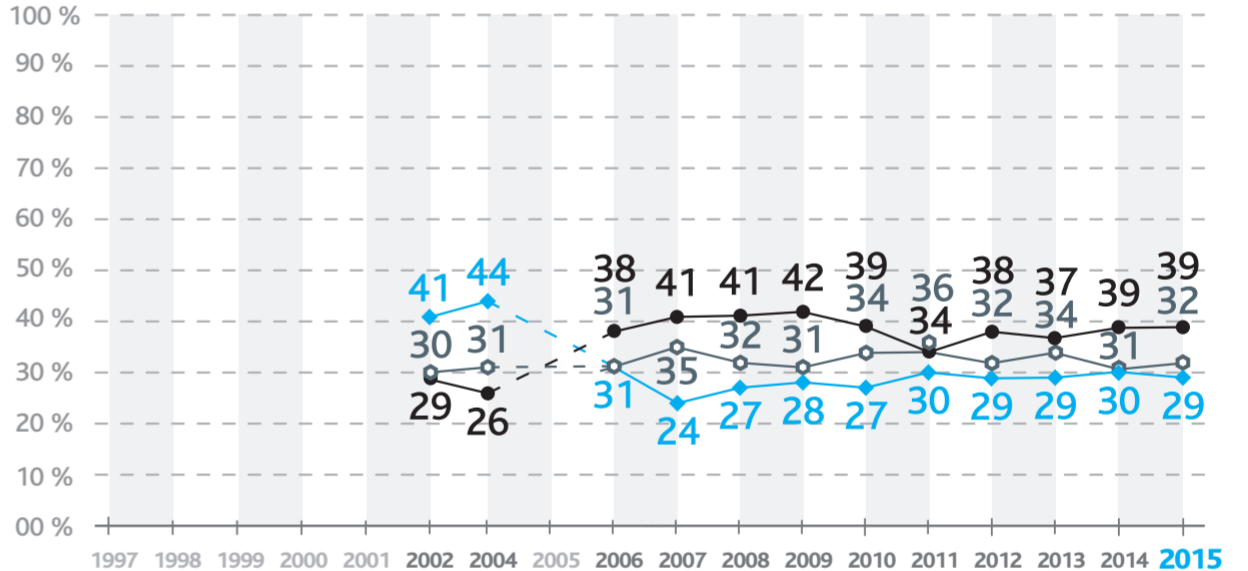
Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public.



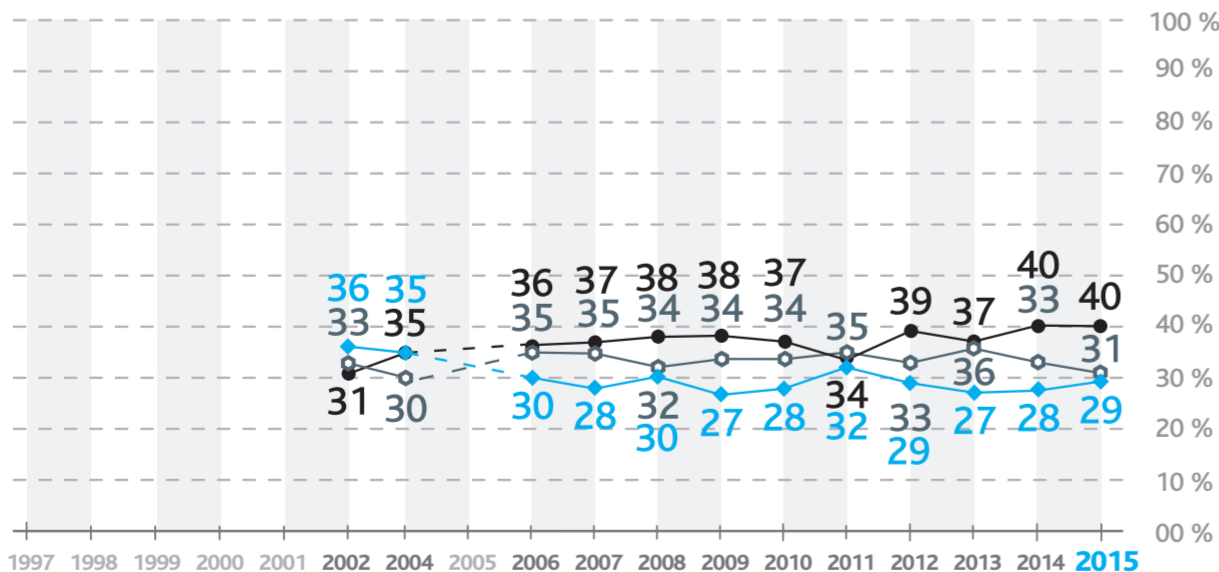
Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics.



Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème.



Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime.

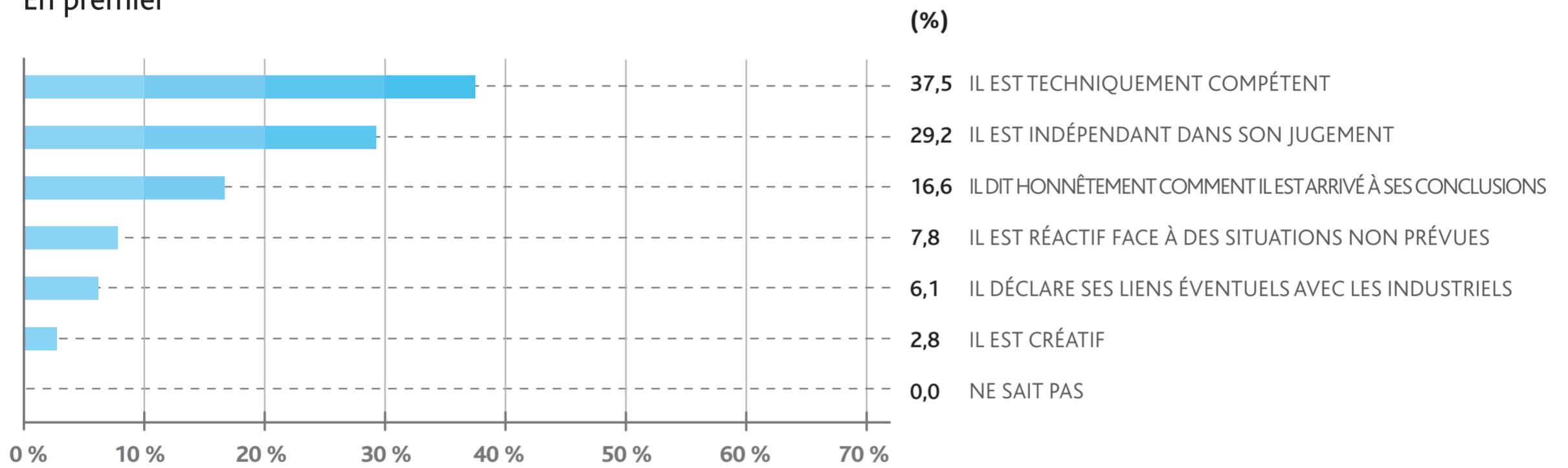


QUESTION N°3

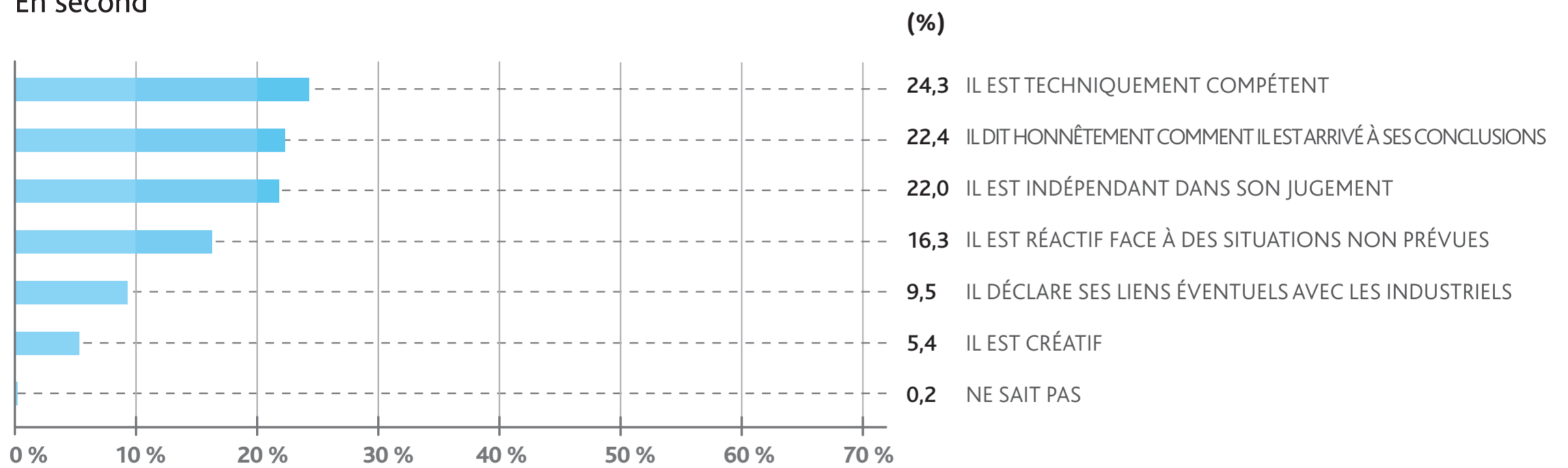
Quelles sont pour vous les deux principales qualités
d'un expert scientifique ?
(2 réponses possibles)

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

En premier

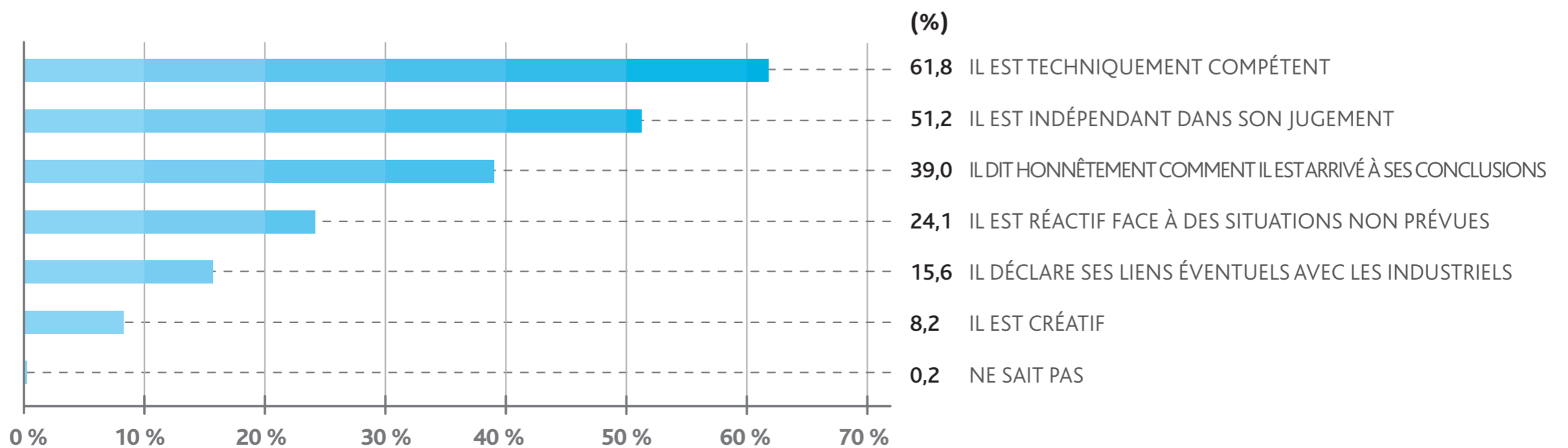


En second



RÉSULTATS CUMULÉS NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Les résultats cumulés correspondent à la somme des premier et second choix. C'est pourquoi le total des pourcentages de réponse est supérieur à 100.



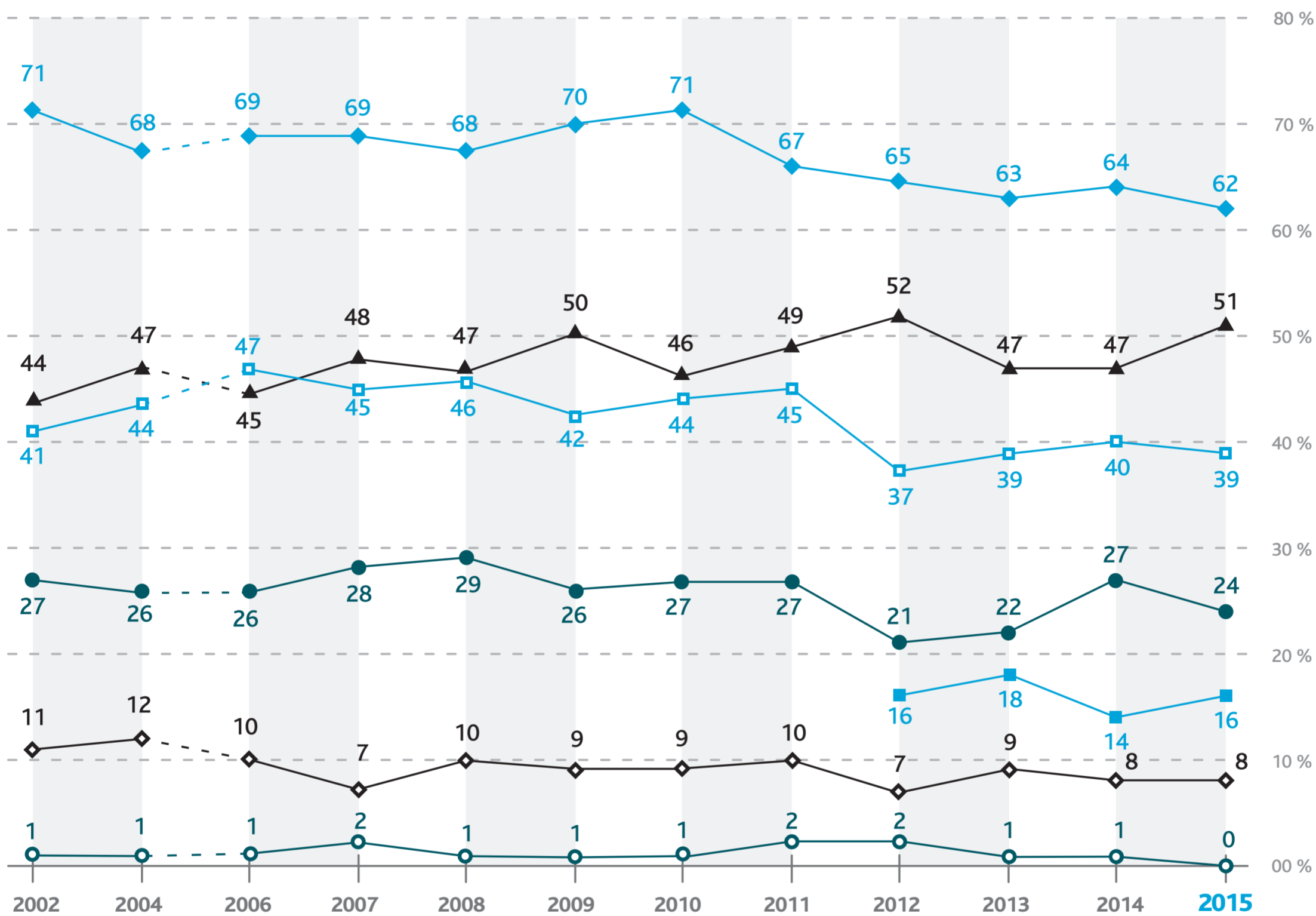
QUESTION

N°3 (suite)

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ?

(2 réponses possibles)

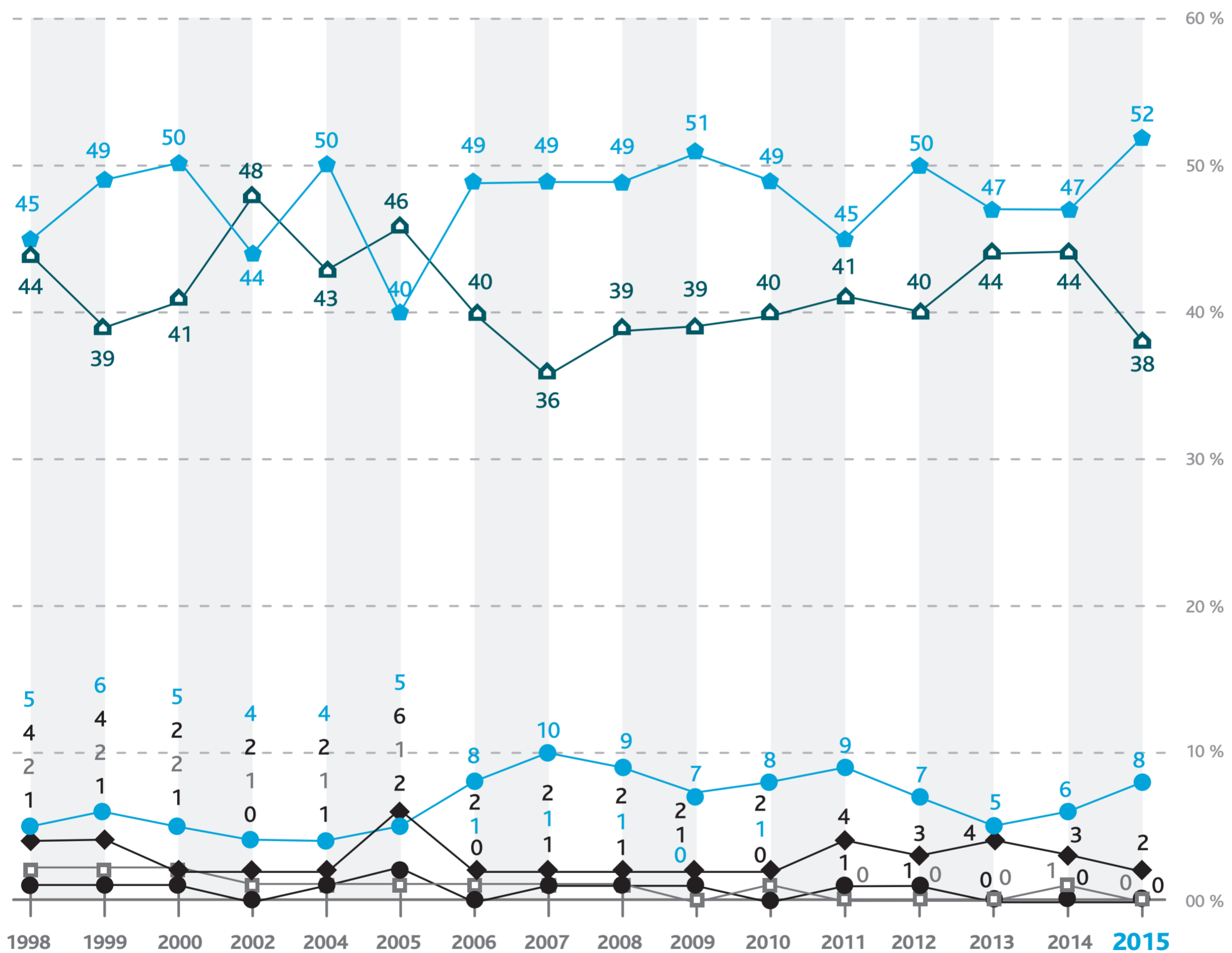
ÉVOLUTIONS 2002 À 2015



- ◆ IL EST TECHNIQUEMENT COMPÉTENT
- ▲ IL EST INDÉPENDANT DANS SON JUGEMENT
- IL DIT HONNÊTEMENT COMMENT IL EST ARRIVÉ À SES CONCLUSIONS
- IL EST RÉACTIF FACE À DES SITUATIONS NON PRÉVUES
- ◆ IL EST CRÉATIF
- NE SAIT PAS
- IL DÉCLARE SES LIENS ÉVENTUELS AVEC LES INDUSTRIELS

ÉVOLUTIONS
1998 À 2015

Le score plus faible en 2005 de «bonne opinion» s'explique sans doute par un biais introduit dans le questionnaire avec l'ordre dans lequel était posée la question. Cette année-là et pour la première fois, cette question était posée juste après les questions relatives aux situations à risques (risque, confiance, vérité) du Baromètre. Les années précédentes, l'interviewé donnait son opinion sur les experts après s'être prononcé sur le rôle de l'expertise ou sur les qualités d'un expert. Depuis, nous avons rétabli l'ordre de ces questions, et celle portant sur l'opinion des experts a retrouvé son score habituel.



- TRÈS BONNE
- ◆ BONNE
- ▤ NI BONNE, NI MAUVAISE
- ◆ MAUVAISE
- TRÈS MAUVAISE
- ▣ NE SAIT PAS

LA DIFFUSION ET LE PARTAGE DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE

Le thème général de la communication et du partage des résultats d'expertise fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre du Baromètre. Les questions abordées dans cette section prennent en compte les enjeux actuels de la transparence et de l'information du public.

QUESTION N°5

Une loi sur la transition énergétique et la croissance verte a été adoptée définitivement par le parlement cet été. Cette loi et les ordonnances qui suivront comportent un chapitre sur la transparence et l'information du public. Avez-vous entendu parler de ces dispositions ?

QUESTION N°6

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

QUESTION N°7

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

QUESTION N°8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

QUESTION N°9

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes :

- Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion.
- Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations.

QUESTION N°10

Avant d'autoriser ou non un projet d'une installation nucléaire, les autorités compétentes solliciteront l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

QUESTION N°11

Suite aux anomalies détectées dans la cuve de la future centrale nucléaire EPR de Flamanville, des expertises ont été réalisées. Les rapports correspondants du constructeur Areva et des experts de l'ASN et de l'IRSN ont été rendus publics en septembre 2015. Jugez-vous cette initiative : pas du tout utile, pas tellement utile, peut-être utile, assez utile, très utile ?

LA COMMUNICATION DES RÉSULTATS D'EXPERTISE

Toutes les mesures relatives à l'amélioration de la communication des résultats d'expertise apparaissent moins prioritaires que l'an passé

Les questions relatives à l'information du public entrent progressivement dans les obligations réglementaires mais ne semblent pas encore très connues. En effet, la loi sur la transition énergétique et la croissance verte, votée à l'été 2015, a prévu des dispositions sur la transparence et l'information du public ; interrogés sur ces dispositions dans le cadre du Baromètre IRSN, les Français semblent mal les connaître : seulement une personne sur sept déclare en avoir entendu parler.

Si les dispositions prévues par la loi sont mal connues, le principe même d'informer le public reçoit l'approbation d'une majorité de Français : ils souhaitent notamment la transparence des expertises, comme l'ont montré les résultats de la question précédente. Interrogés sur différentes mesures permettant de mieux rendre compte des résultats des expertises, les Français estiment en majorité que deux mesures sont prioritaires : le fait de rendre publics les rapports d'expertise et le fait de s'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens. Les autres mesures (rendre accessibles la liste des travaux en cours et celle des demandes d'expertise, organiser des réunions publiques d'information) apparaissent comme importantes mais pas prioritaires.

Dans l'ensemble, cependant, ces différentes mesures apparaissent moins prioritaires qu'en 2014. La baisse est de l'ordre de 5 ou 6 points et indique bien une tendance globale. Le contexte des attentats terroristes a pu jouer : face à un problème aussi aigu et si proche de la période de l'enquête, toutes les autres actions semblent moins prioritaires, quel que soit le domaine où elles s'exercent.

Il est possible qu'une partie des répondants ait eu du mal à considérer ces mesures séparément du contexte général. Il convient toutefois de remarquer que cette diminution des réponses « *prioritaire* » était déjà en partie observée sur les enquêtes 2013 et 2014, donc avant les attentats de janvier et de novembre 2015, mais elle est plus accentuée en 2015.

Les Français considèrent avec prudence la diffusion des résultats des expertises scientifiques. Comme la section précédente a permis de le voir, ils peuvent adopter une attitude prudente à ce sujet. En fait, certains motifs leur semblent justifier une diffusion restreinte d'une expertise scientifique ; comme l'an passé, ce sont la lutte contre le terrorisme, le secret défense, l'incertitude scientifique des résultats et l'attente de la décision à prendre. Toutefois, il faut noter que six des huit motifs avancés dans la question tendent à reculer dans l'opinion, notamment l'attente de la décision à prendre (- 5 points) et l'impossibilité d'exprimer les résultats dans des termes compréhensibles par le public (- 5 points). Un seul motif progresse significativement : le secret défense (+ 3 points).

1 SUR 7

Une personne sur sept déclare avoir entendu parler des dispositions sur la transparence et l'information du public, dans le cadre de la loi sur la transition énergétique et la croissance verte.

LA DIFFUSION DES RAPPORTS D'EXPERTISE DANS LE CONTEXTE DE L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

La diffusion des rapports d'expertise apparaît utile aux Français, même si cette opinion est moins nettement défendue que par le passé

Un peu moins d'un Français sur deux estime qu'il est utile de diffuser les rapports d'expertise éclairant la décision des autorités compétentes pour décider ou non de l'exploitation des installations industrielles. Cette proportion tend à diminuer depuis 2011, le résultat de 2015 se présentant comme le plus bas observé depuis le début de la série en 2006. La publication des rapports pose d'ailleurs la question de savoir si les citoyens sont disposés à en prendre connaissance. Interrogés sur ce sujet, les Français affirment nettement, dans la proportion de deux personnes sur trois, leur préférence pour avoir accès eux-mêmes aux dossiers et se construire leur propre opinion, plutôt qu'à travers des corps intermédiaires. Cette proportion est à peu près stable depuis 2009.

Sur ce même sujet, plus de deux Français sur trois estiment que les avis techniques de l'IRSN doivent être partagés avec des associations ou des citoyens. Cette proportion a légèrement mais significativement augmenté en 2015 (+ 3 points). Enfin, dans le cas précis des anomalies détectées dans la cuve de la future centrale nucléaire de Flamanville, l'utilité de la publication en septembre 2015 des rapports correspondants du constructeur Areva et des experts de l'ASN et de l'IRSN est encore plus nettement affirmée : près de trois personnes sur quatre jugent que cette initiative est très utile ou assez utile.

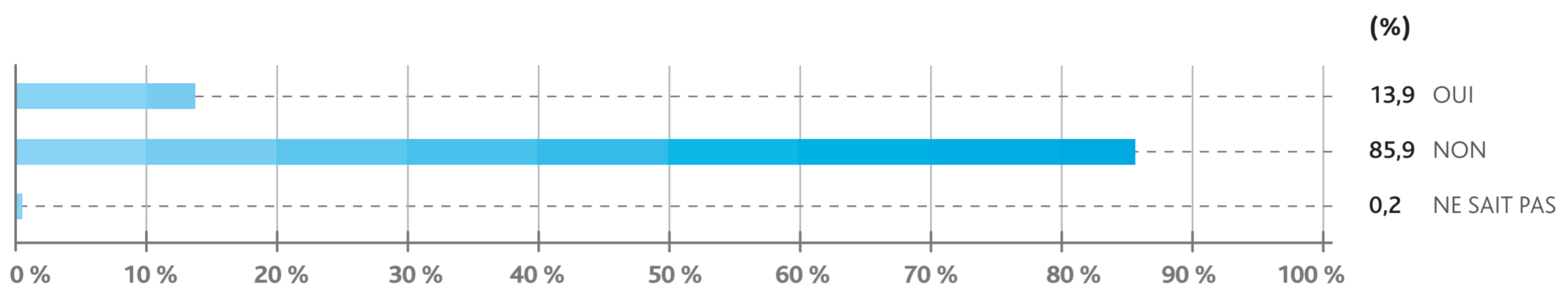
69 %

Plus de deux Français sur trois estiment que les avis techniques de l'IRSN doivent être partagés avec des associations et des citoyens.

QUESTION N°5

Une loi sur la transition énergétique et la croissance verte a été adoptée définitivement par le parlement cet été. Cette loi et les ordonnances qui suivront comportent un chapitre sur la transparence et l'information du public. Avez-vous entendu parler de ces dispositions ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



QUESTION N°6

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Rendre publics ses rapports d'expertise



S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens



Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours



Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites



Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux



QUESTION

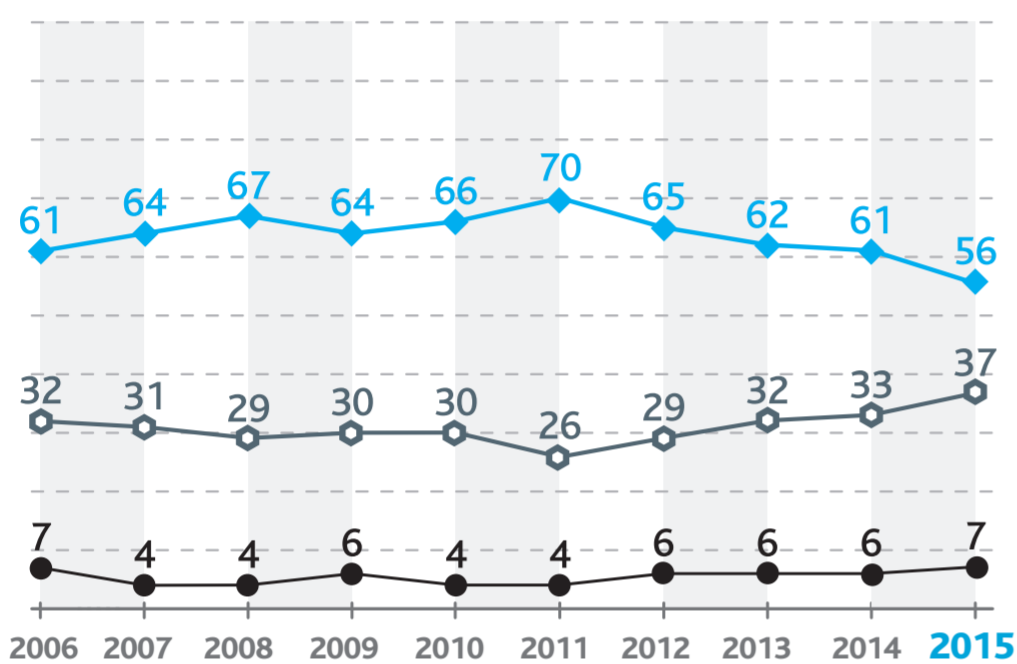
N°6 (suite)

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

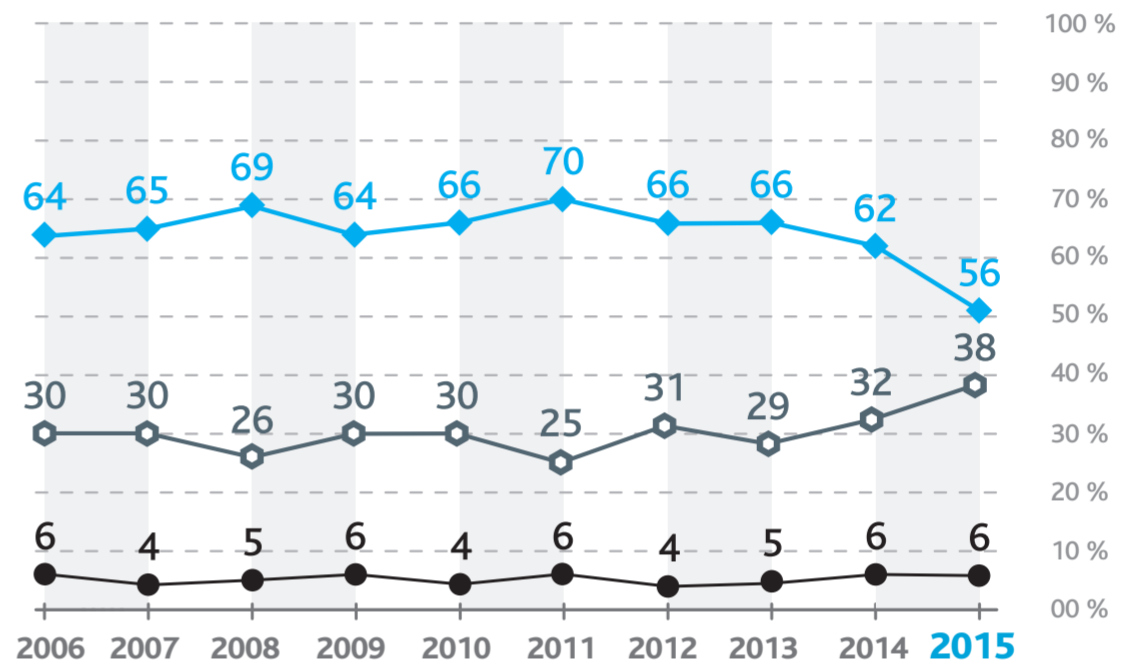
ÉVOLUTIONS 2006 À 2015

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «importante mais pas prioritaire».

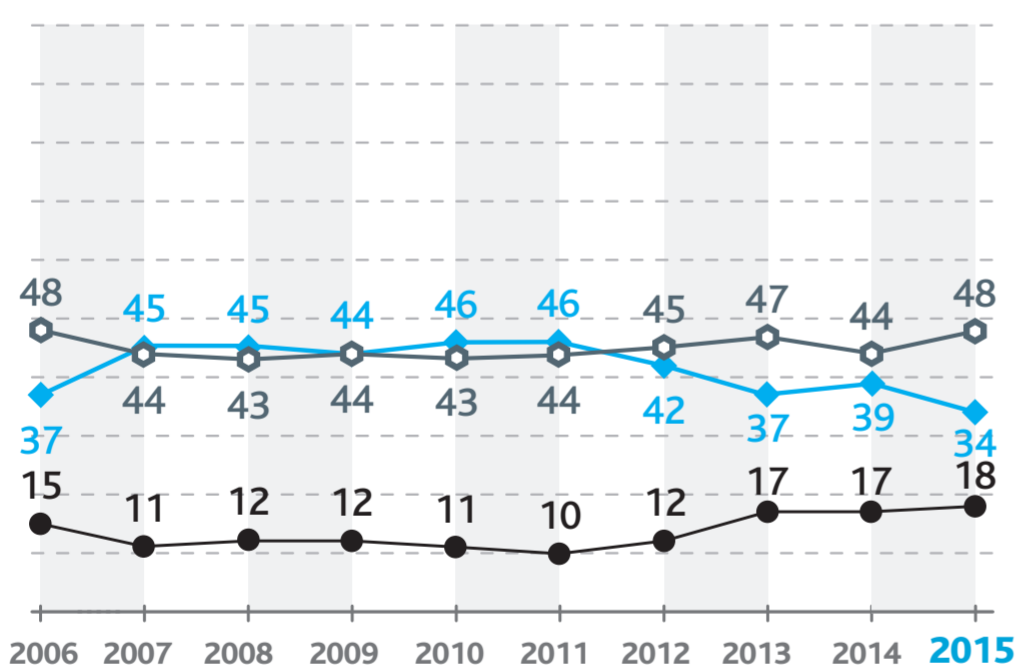
Rendre publics ses rapports d'expertise.



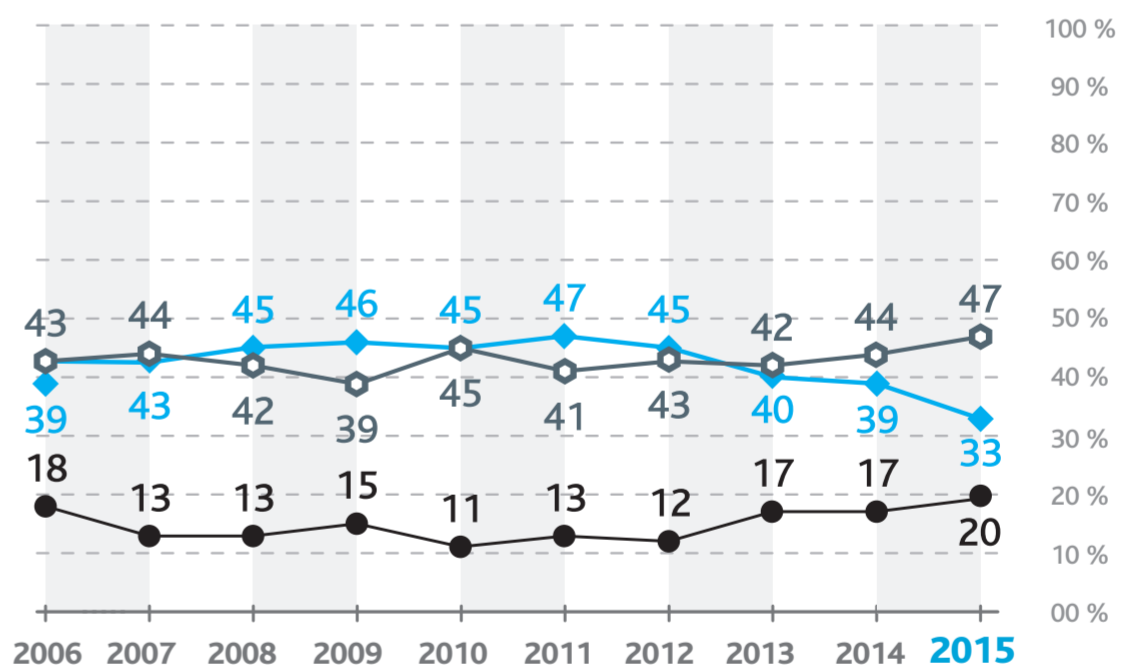
S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens.



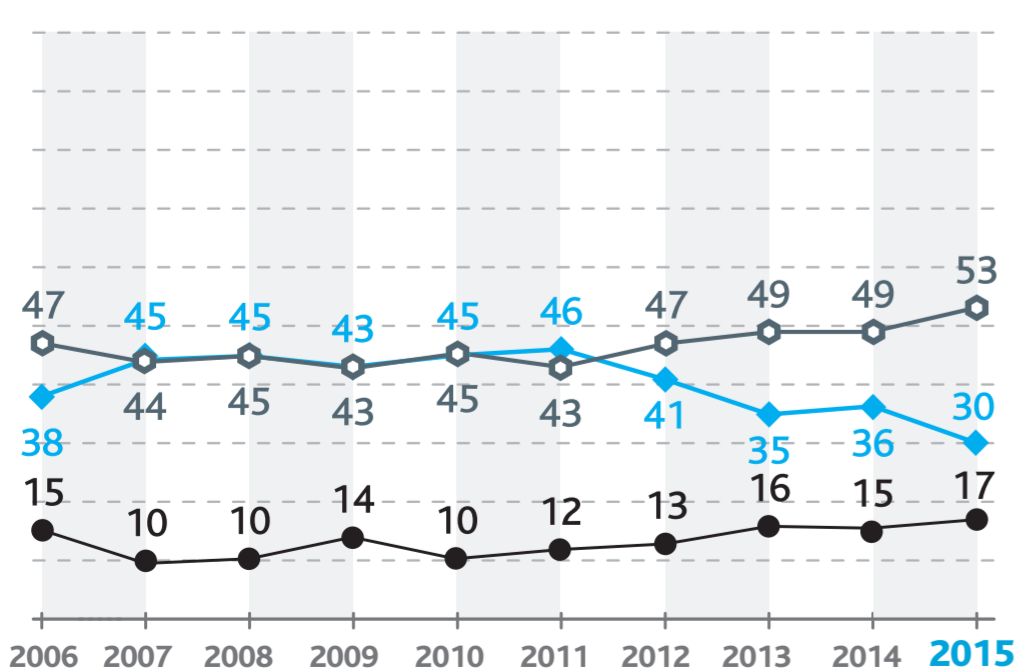
Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours.



Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites.



Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux.

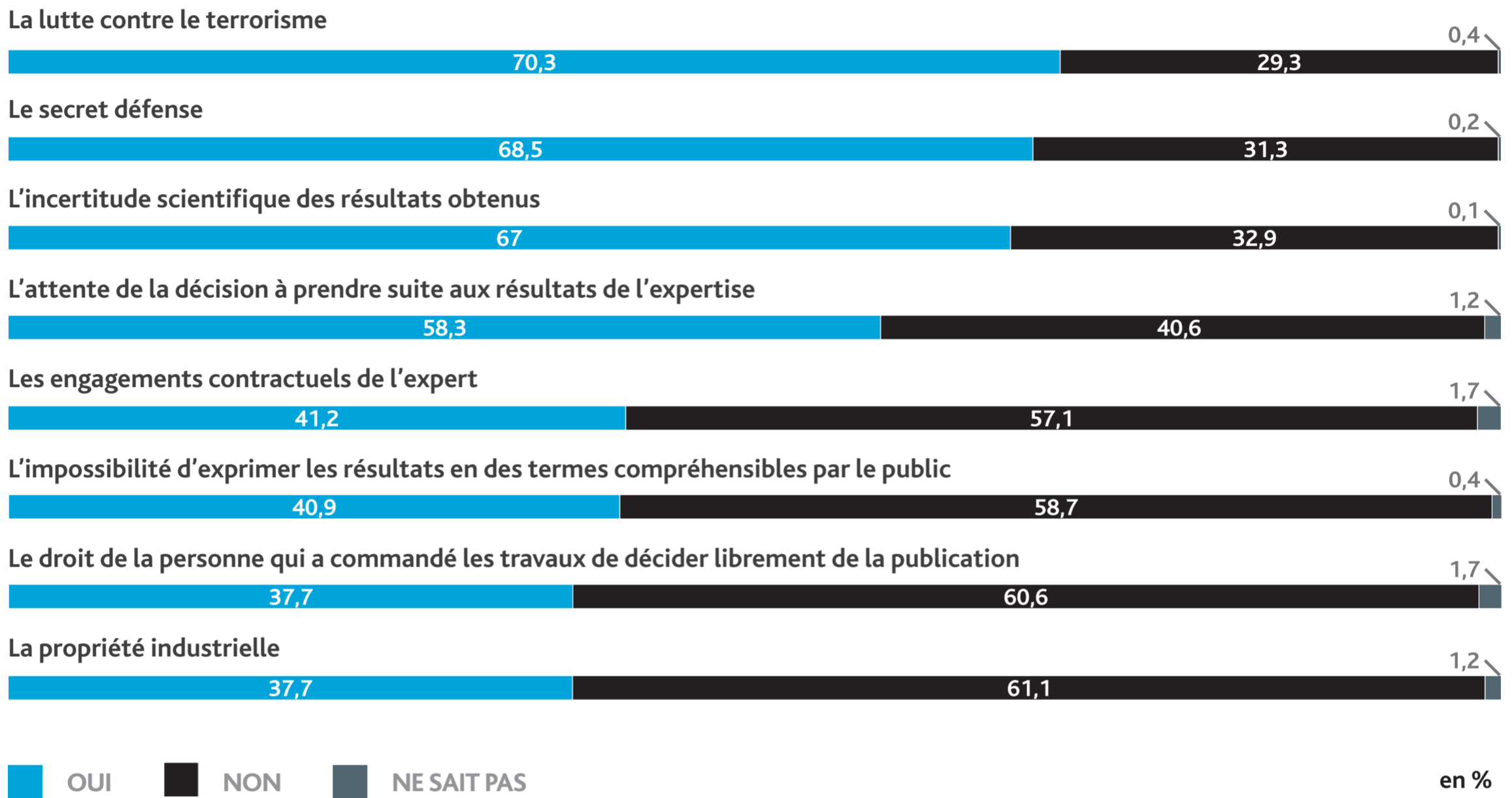


- ◆ PRIORITAIRE
- ⬡ IMPORTANTE MAIS PAS PRIORITAIRE
- SECONDAIRE

QUESTION N°7

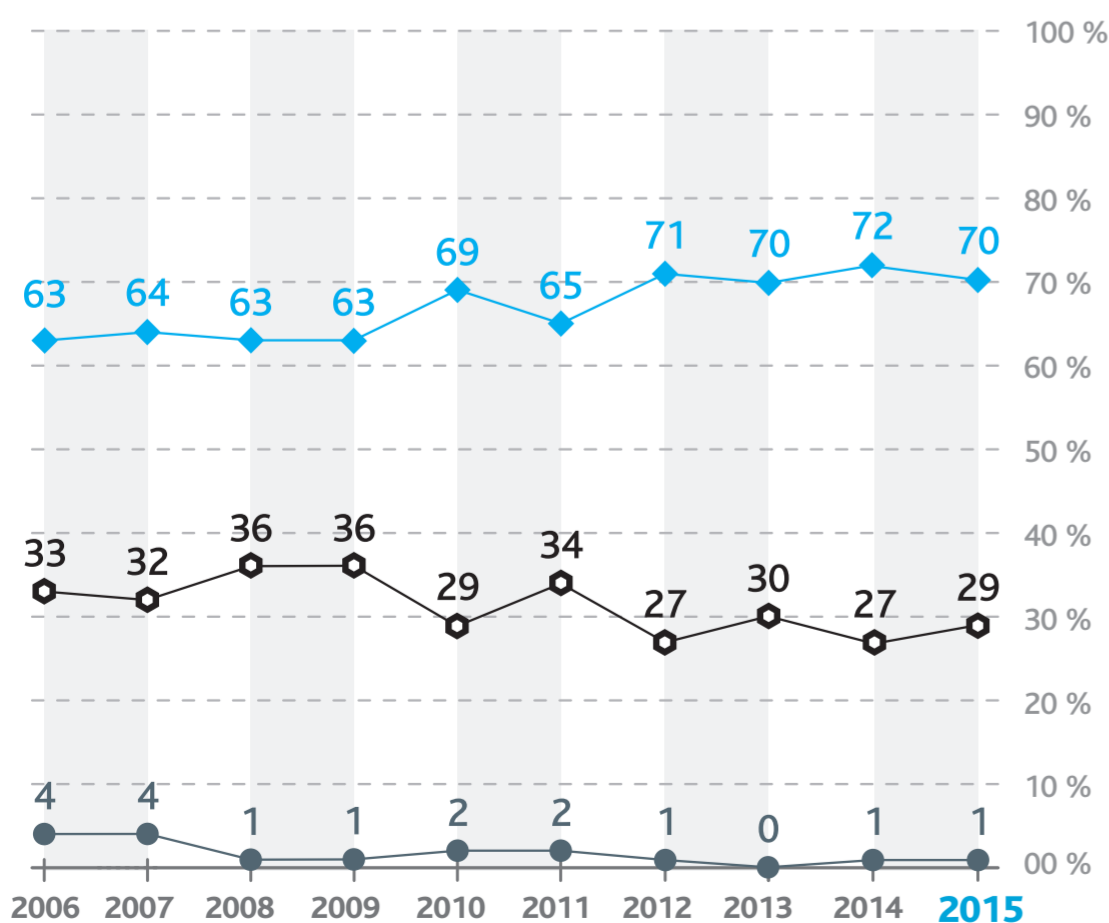
Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

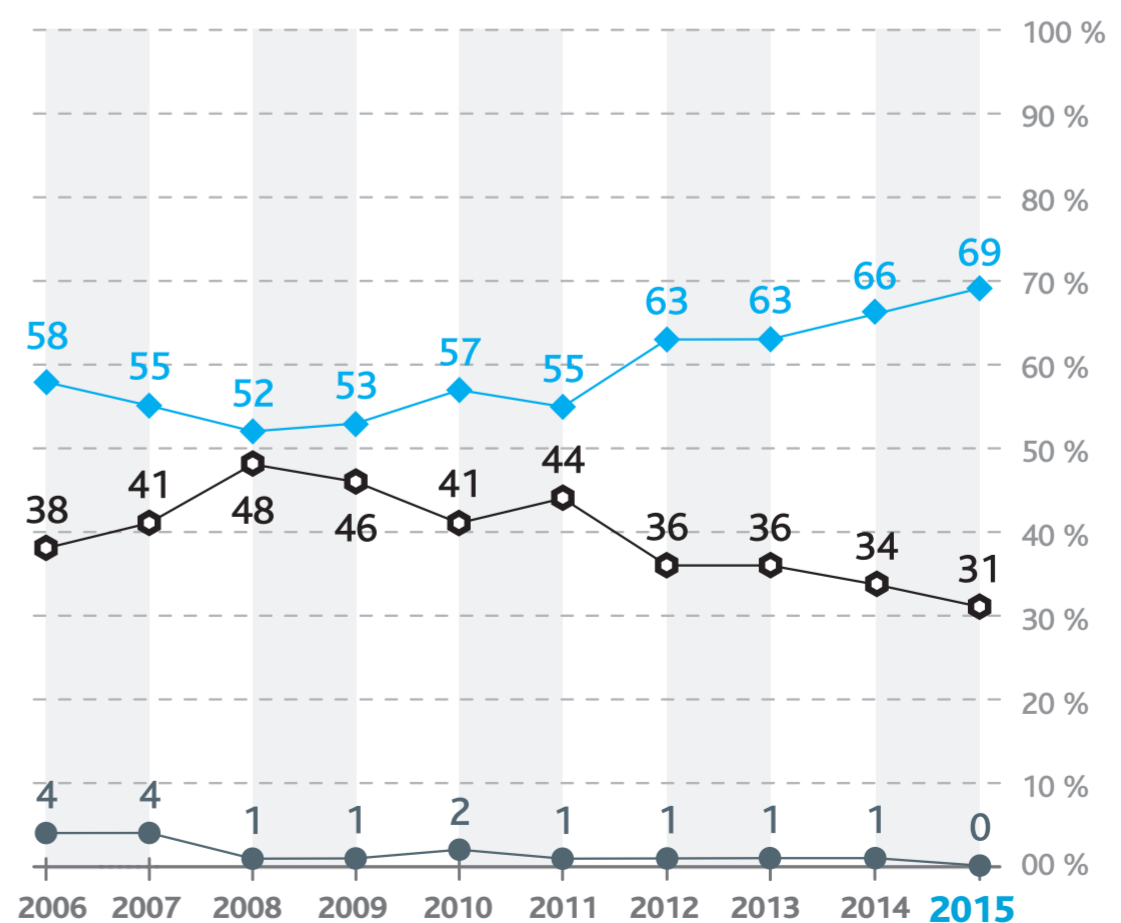


ÉVOLUTIONS 2006 À 2015

La lutte contre le terrorisme.



Le secret défense.



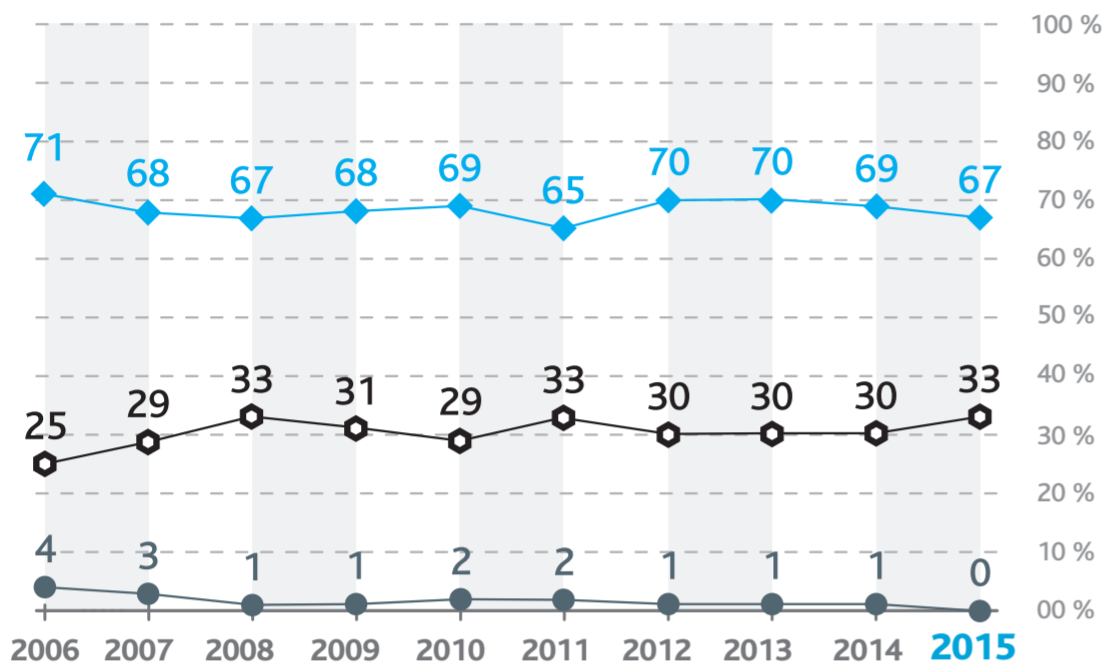
◆ OUI ◻ NON ● NE SAIT PAS

QUESTION

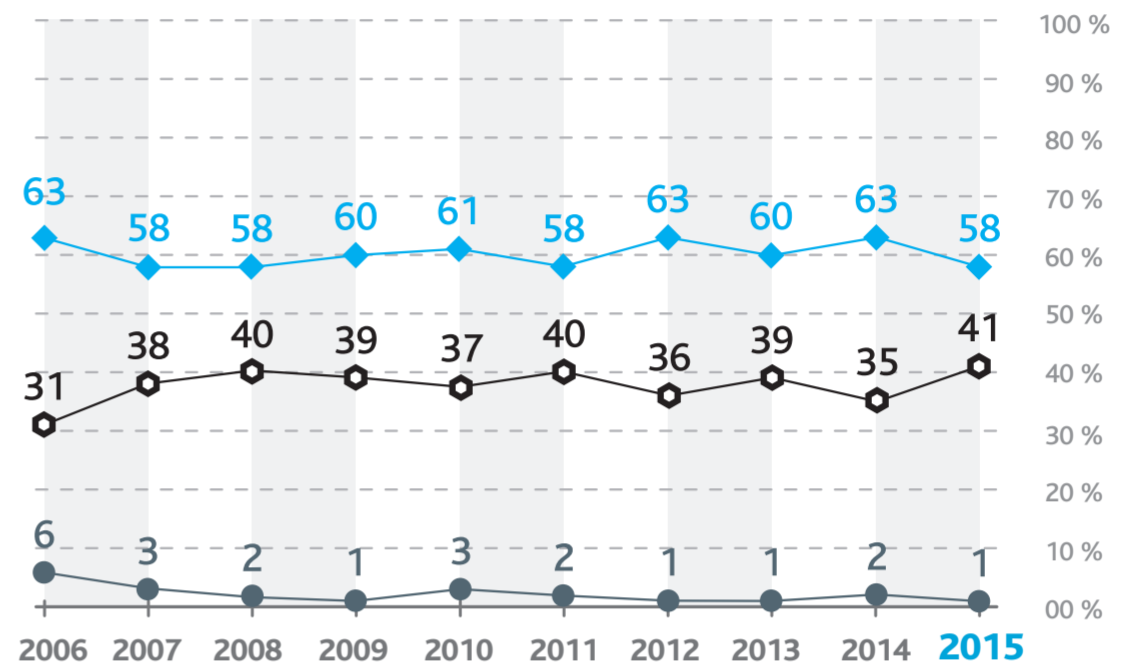
N°7 (suite)

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

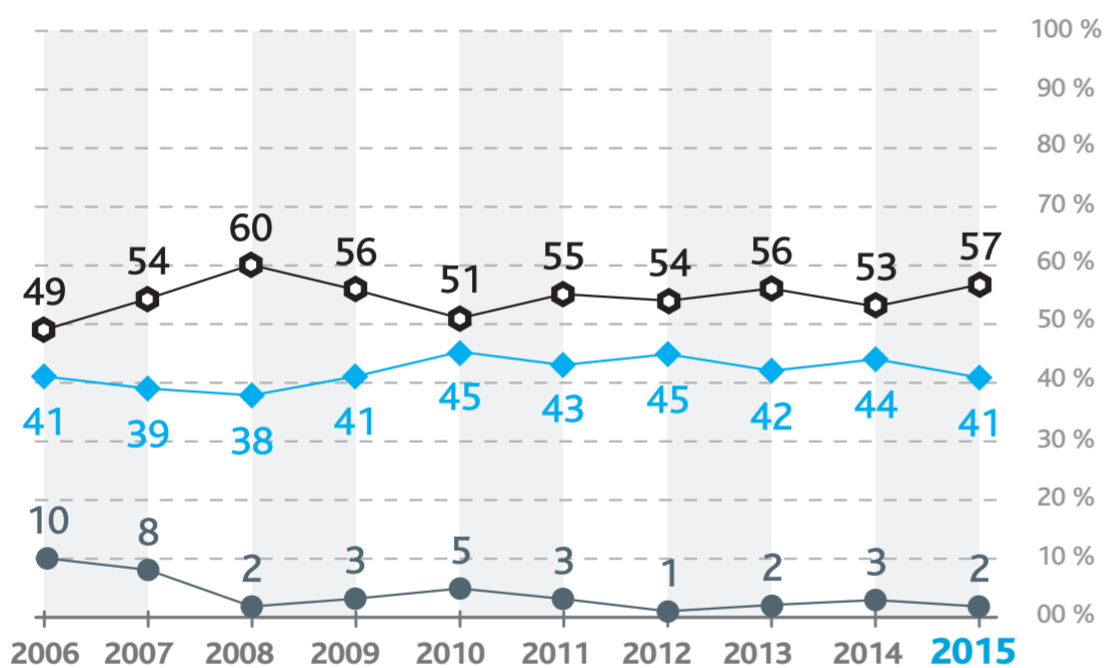
L'incertitude scientifique des résultats obtenus.



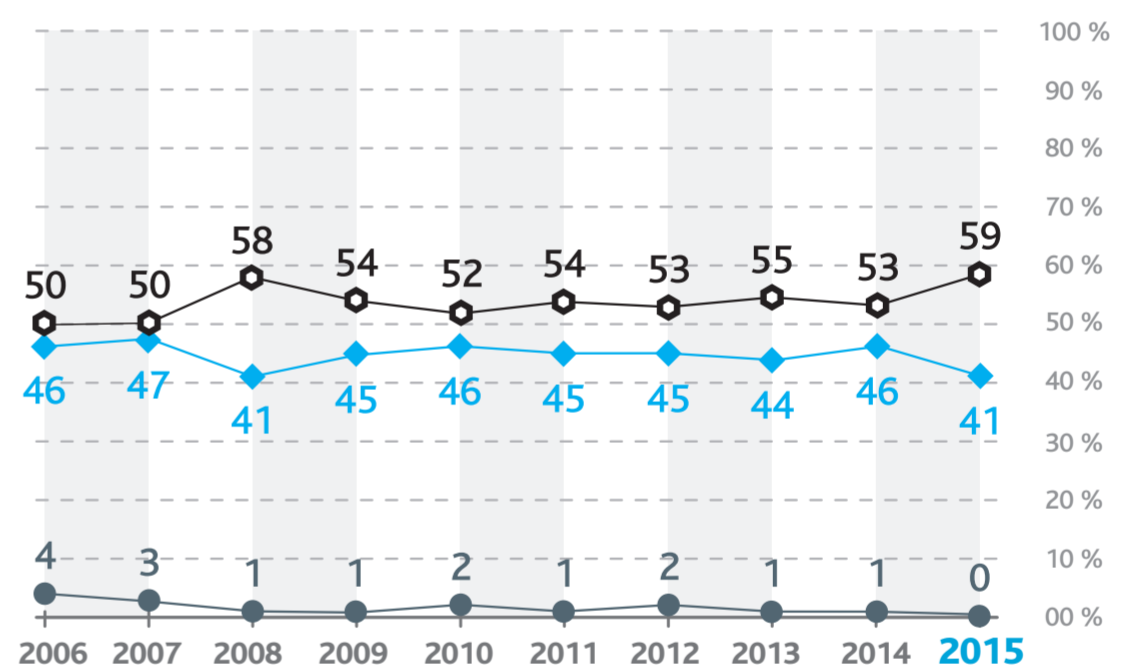
L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise.



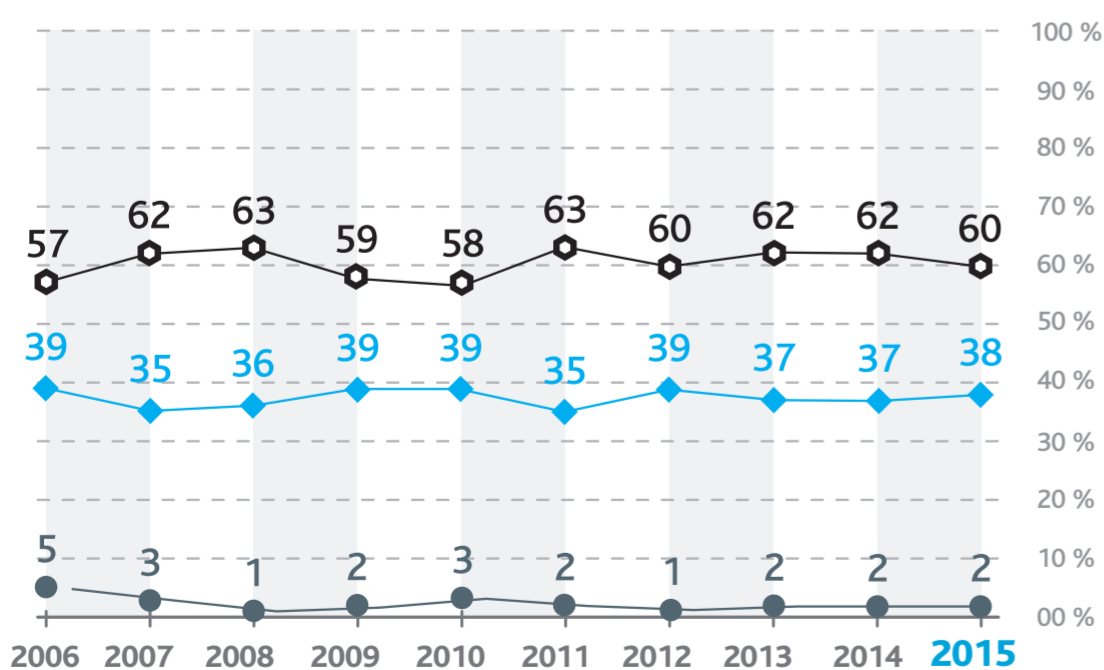
Les engagements contractuels de l'expert.



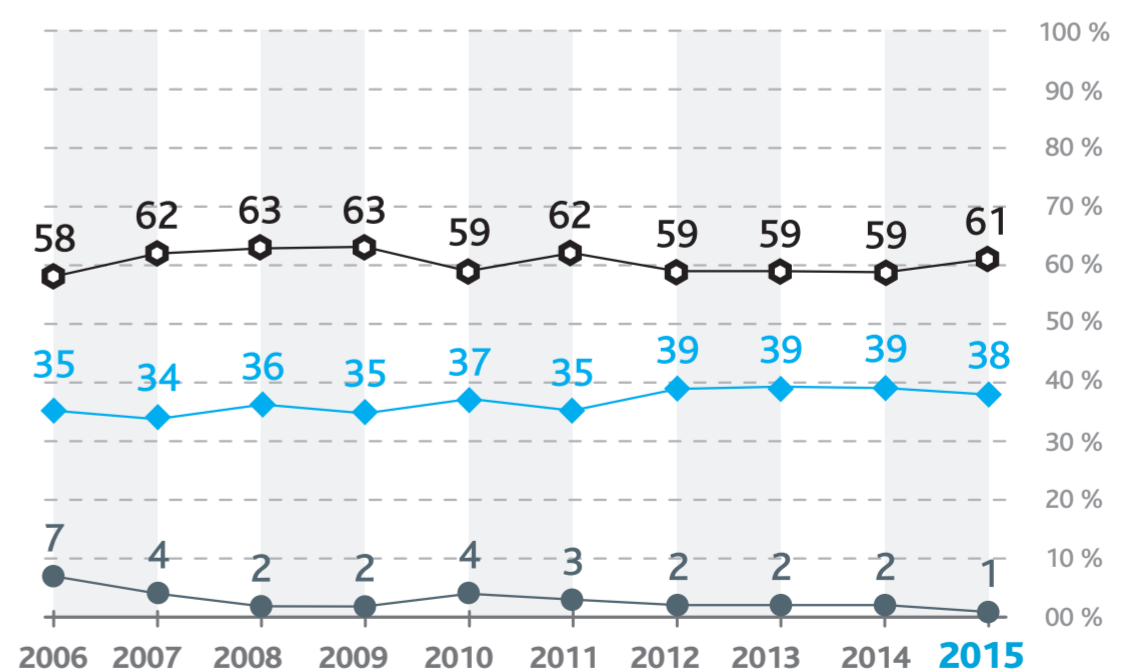
L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public.



Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication.



La propriété industrielle.

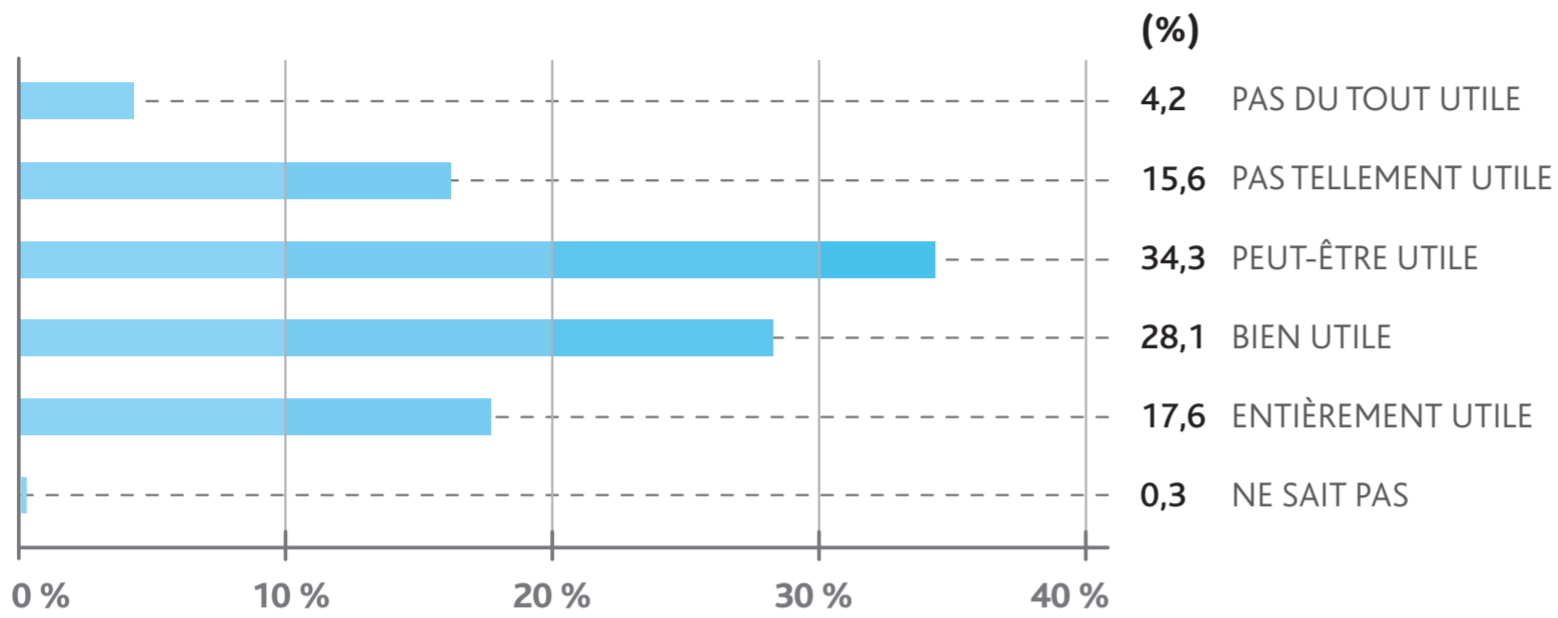


◆ OUI ◻ NON ● NE SAIT PAS

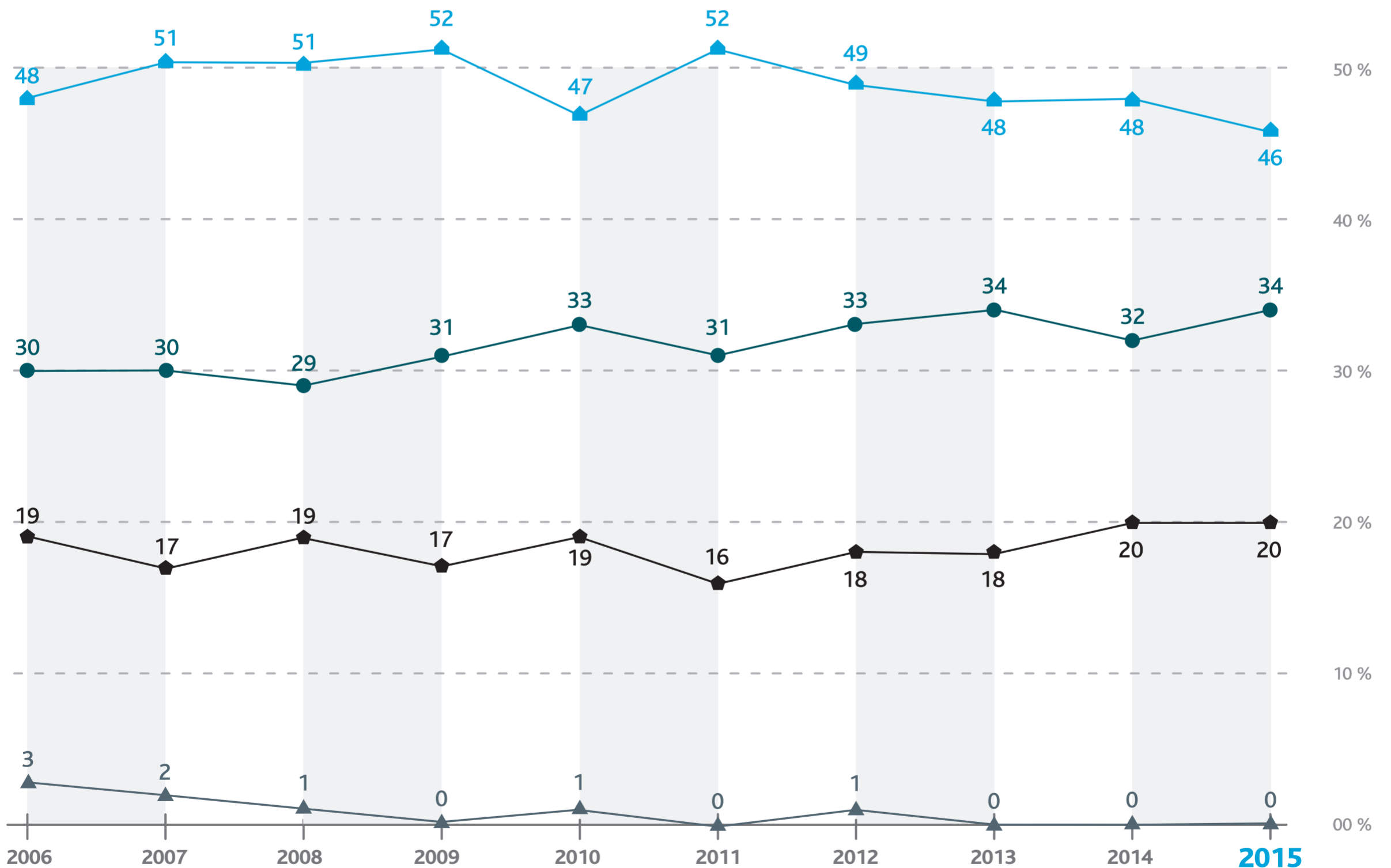
QUESTION N°8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



ÉVOLUTIONS 2006 À 2015



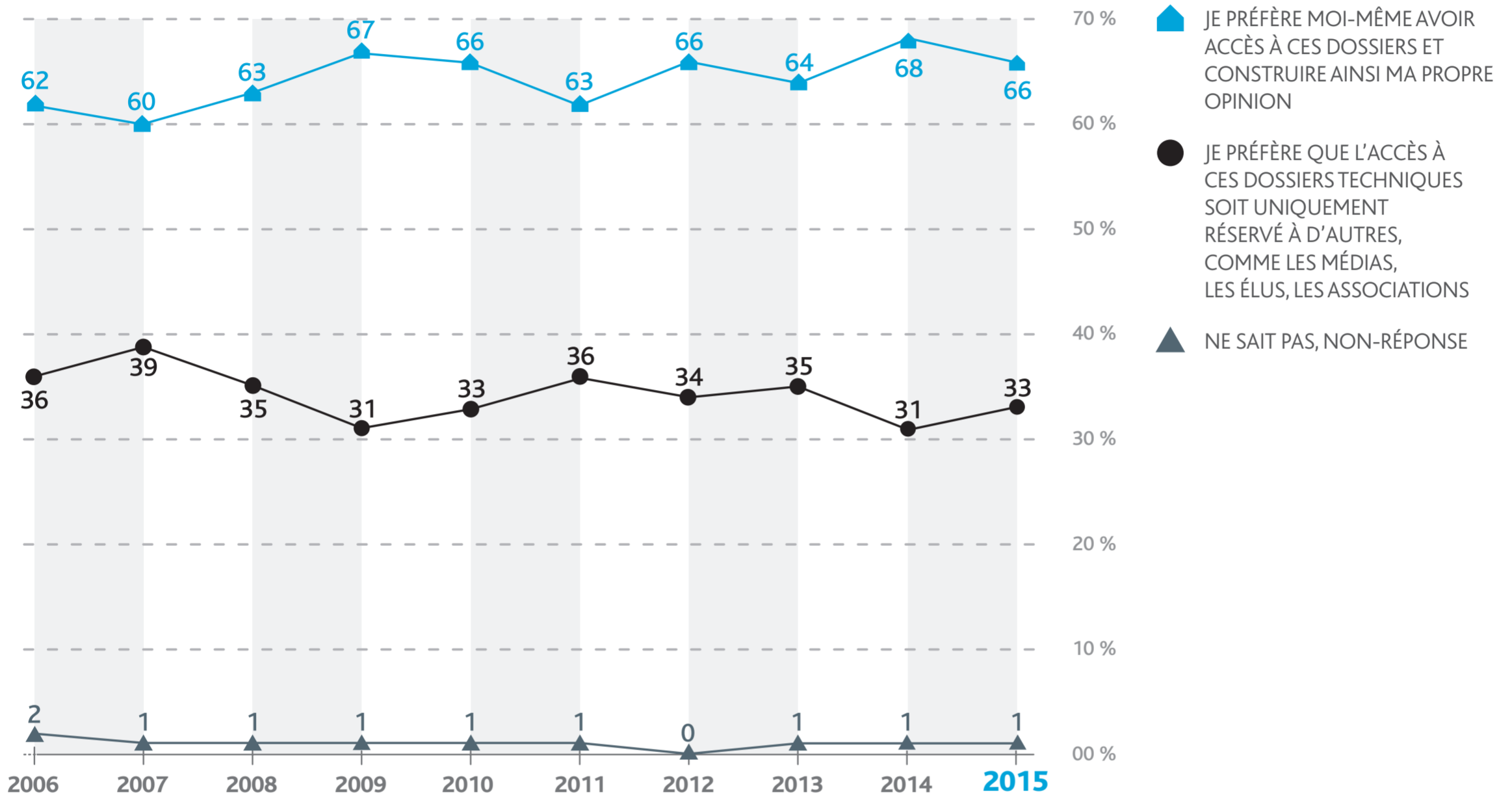
- ▲ UTILE
- PEUT-ÊTRE UTILE
- ◆ INUTILE
- ▲ NE SAIT PAS

QUESTION N°9

Quelle est votre préférence entre les 2 propositions suivantes ?

ÉVOLUTIONS 2006 À 2015

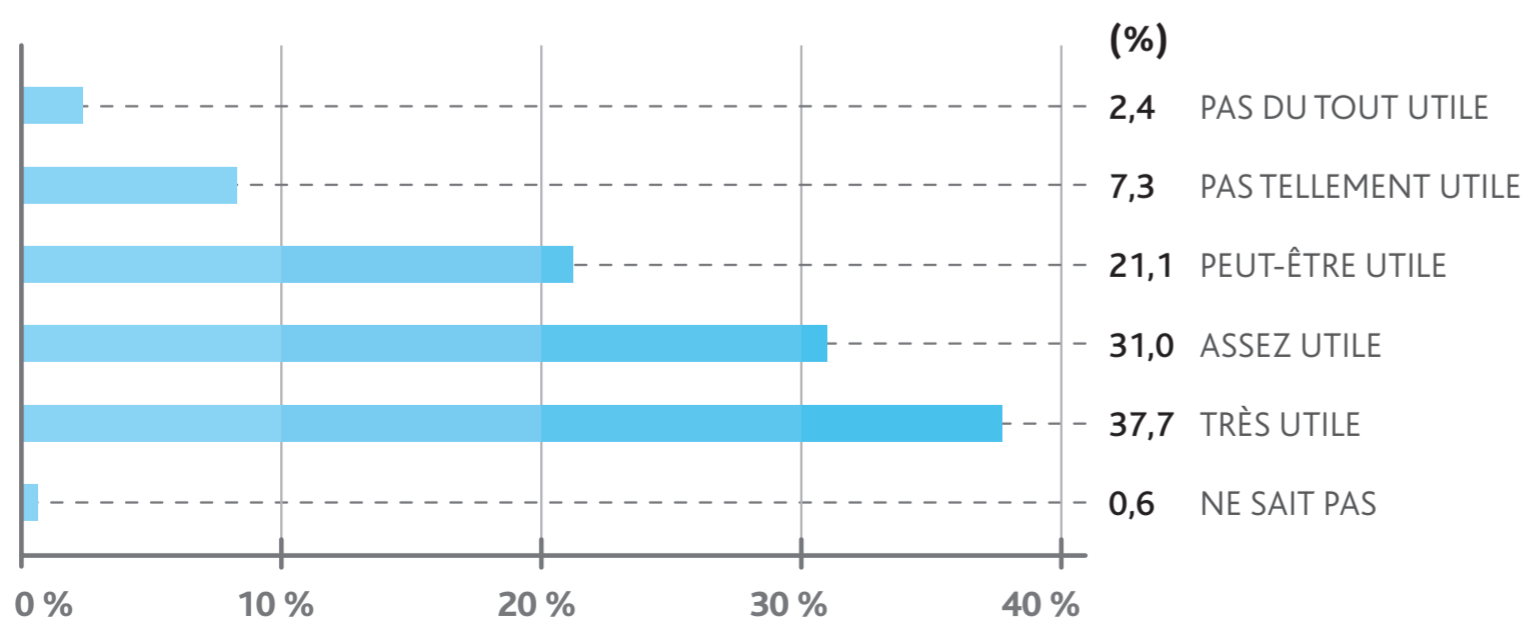
Base : ceux qui avaient répondu « utile » à la question de l'utilité de diffuser les rapports d'expertise.



QUESTION N°10

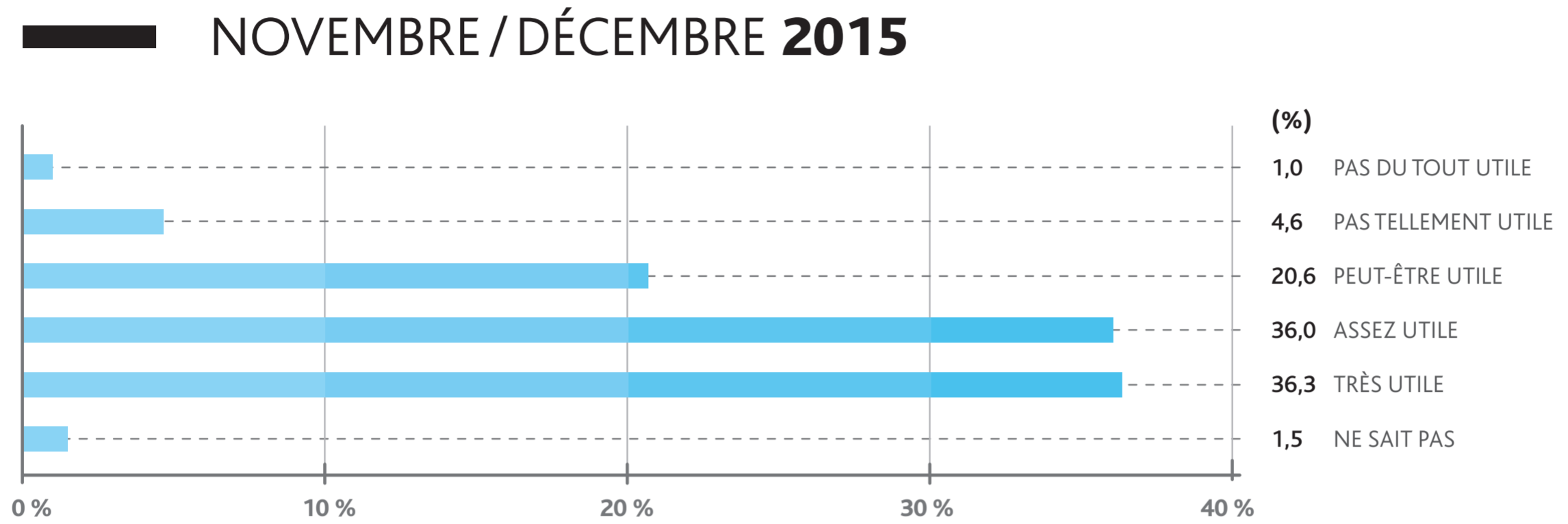
Avant d'autoriser ou non un projet d'une installation nucléaire, les autorités compétentes solliciteront l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



QUESTION N°11

Suite aux anomalies détectées dans la cuve de la future centrale nucléaire EPR de Flamanville, des expertises ont été réalisées. Les rapports correspondants du constructeur Areva et des experts de l'ASN et de l'IRSN ont été rendus publics en septembre 2015. Jugez-vous cette initiative : pas du tout utile, pas tellement utile, peut-être utile, assez utile, très utile ?



LA PERCEPTION DES STRUCTURES PLURALISTES

Qui doit contrôler les installations à risques ? Leurs exploitants ? Les experts ? Les élus ? Des associations issues de la société civile ? Des structures pluralistes associant les différentes parties prenantes ? Les questions posées dans cette section examinent ces différentes options et interrogent sur le point particulier de la participation directe des citoyens.

QUESTION N°12

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

QUESTION N°13

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

QUESTION N°14

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous : très utile, plutôt utile, plutôt inutile, très inutile.

QUESTION N°15

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

LE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS À RISQUES

L'implication potentielle des citoyens reste à un niveau élevé, même si leur motivation semble s'effriter un peu depuis quelques années

Les citoyens sont-ils disposés à s'impliquer eux-mêmes dans la gestion des installations à risques, même indirectement, au travers de la participation à des réunions d'information ? Une question posée depuis plus de 10 ans apporte un éclairage utile à ce sujet. Même si la proportion devrait être nettement plus faible dans la réalité, la participation potentielle d'une personne sur deux à des réunions de concertation sur les modes de gestion des installations à risques est un signe que les Français prennent ces questions au sérieux et qu'ils ne souhaitent pas les négliger. Il convient toutefois de remarquer que la proportion tend à diminuer depuis quelques années : la baisse est de 8 points par rapport au point le plus élevé, observé en 2009.

La reconnaissance d'un comité d'experts scientifiques pour contrôler les installations à risques se stabilise

Un contrôle plus direct de ce qui se passe à l'extérieur de l'installation peut également être organisé, la question se posant alors de savoir qui va exercer ce contrôle. Pour plus d'un Français sur quatre (29 %), le contrôle de ce qui passe à l'extérieur des installations à risques doit d'abord être entre les mains d'un comité d'experts scientifiques. Ce choix qui s'effritait depuis 2006 tend à se stabiliser. Les réponses favorables à un contrôle par les ONG, qui avaient décliné en 2014, remontent un peu : une personne sur sept fait ce choix. Le contrôle par les pouvoirs publics locaux est proposé par plus d'une personne sur cinq et apparaît stable par rapport à l'an dernier et par rapport à la tendance. Enfin, le choix en faveur d'un contrôle par les élus locaux décline assez nettement : - 4 points par rapport à 2014, le score de cette année se situant en dessous de la tendance moyenne observée depuis 2005 (17,4 %).

LES STRUCTURES PLURALISTES

Neuf Français sur dix se montrent favorables à l'idée d'une solution mixte et pluraliste, notamment pour mieux identifier les risques, mais ce soutien tend à décliner depuis les sept dernières années

Les situations à risques peuvent être prises en charge par des structures spécifiquement dédiées et réunissant les différentes parties prenantes : décideurs politiques, industriels, associations, citoyens. Les Français voient toujours très favorablement cette idée : près des neuf dixièmes d'entre eux estiment que de telles structures pluralistes seraient utiles. Il convient toutefois de remarquer que le soutien apporté à cette éventualité décline progressivement depuis sept ans : cette baisse des réponses « très utile » ou « plutôt utile » est de 7 points par rapport au score le plus haut atteint en 2008.

Les Français voient notamment quatre avantages, mentionnés par une personne sur quatre ou plus : une meilleure identification des risques, leur réduction, l'émergence de nouveaux points de vue et l'accès à des informations fiables. Cependant, la hiérarchie des deux principaux avantages est modifiée en 2015. Le principal avantage perçu est maintenant le fait de mieux identifier les risques (+ 3 points, score le plus élevé depuis 2009), au détriment de l'idée de contribuer à réduire les risques, qui recule un peu (- 2 points, écart non significatif). Une autre idée progresse significativement, l'amélioration de la qualité de l'expertise : cette question, comme d'autres indicateurs de l'enquête, semble indiquer une revalorisation de la fonction d'expertise. Le recul de l'idée qu'une telle structure permettrait de mieux communiquer, déjà observé en 2014, est confirmé en 2015.

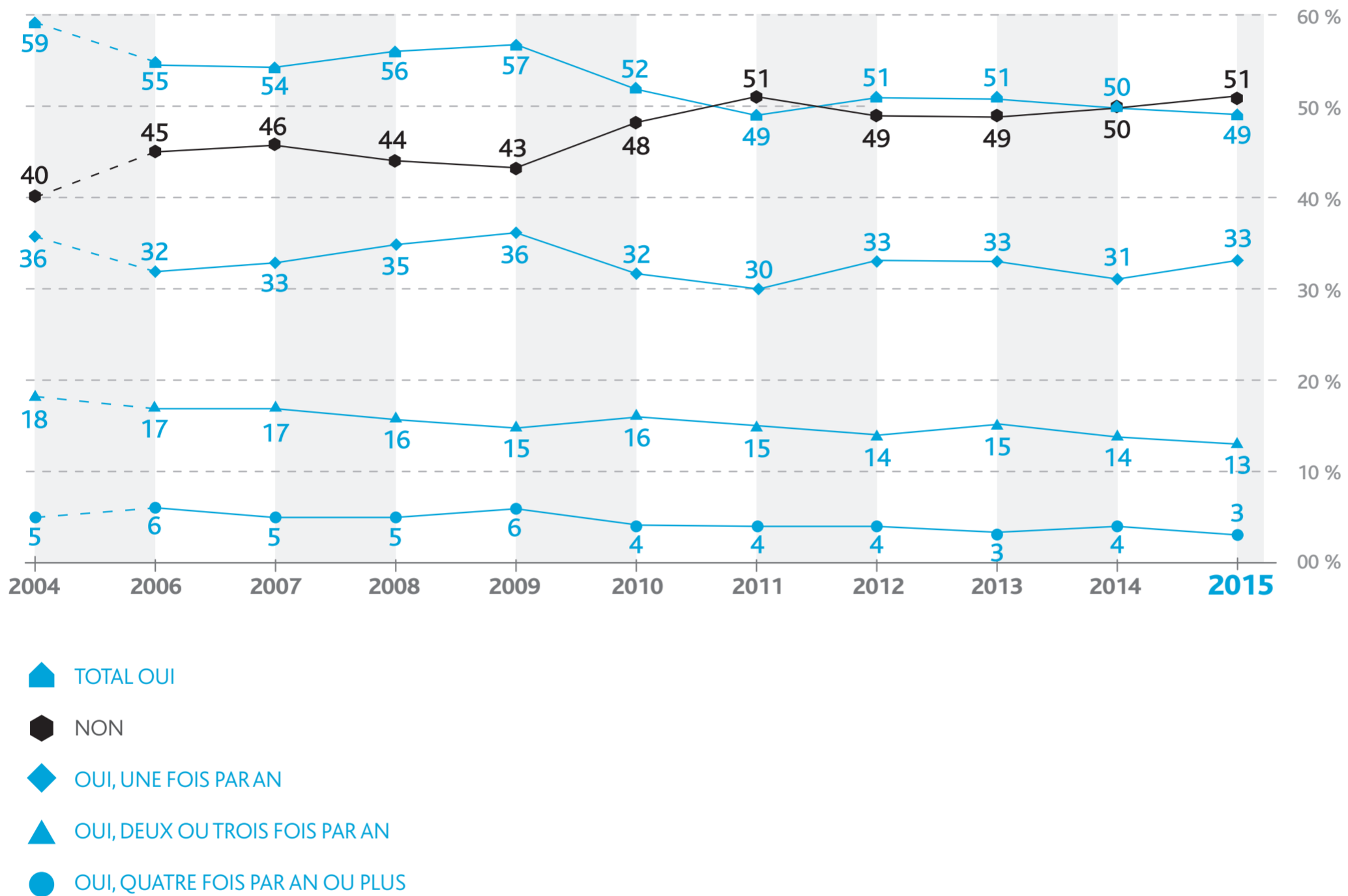
29 %

Pour plus d'un Français sur quatre, le contrôle de ce qui se passe à l'extérieur des installations à risques doit d'abord être entre les mains d'un comité d'experts scientifiques.

QUESTION N°12

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

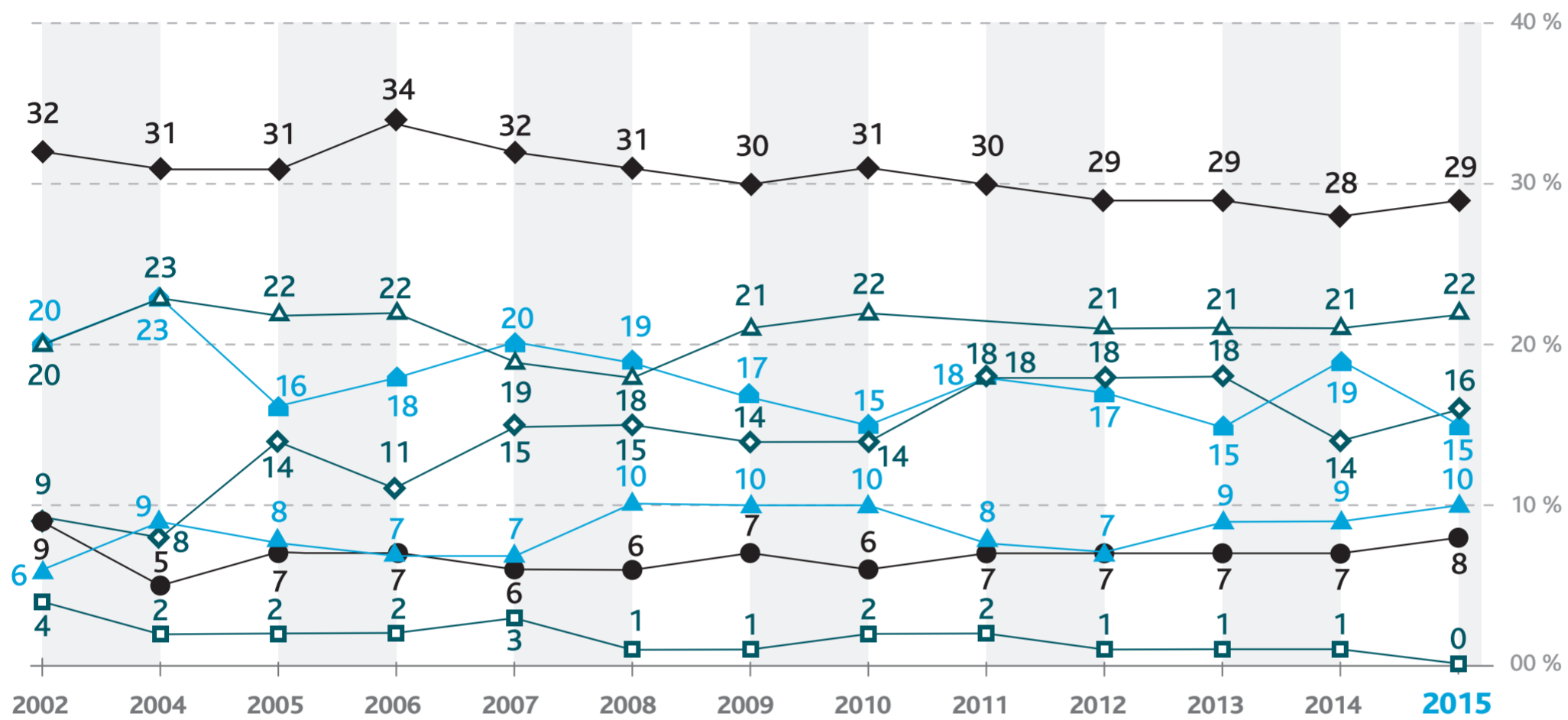
ÉVOLUTIONS 2004 À 2015



QUESTION N°13

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

ÉVOLUTIONS 2002 À 2015

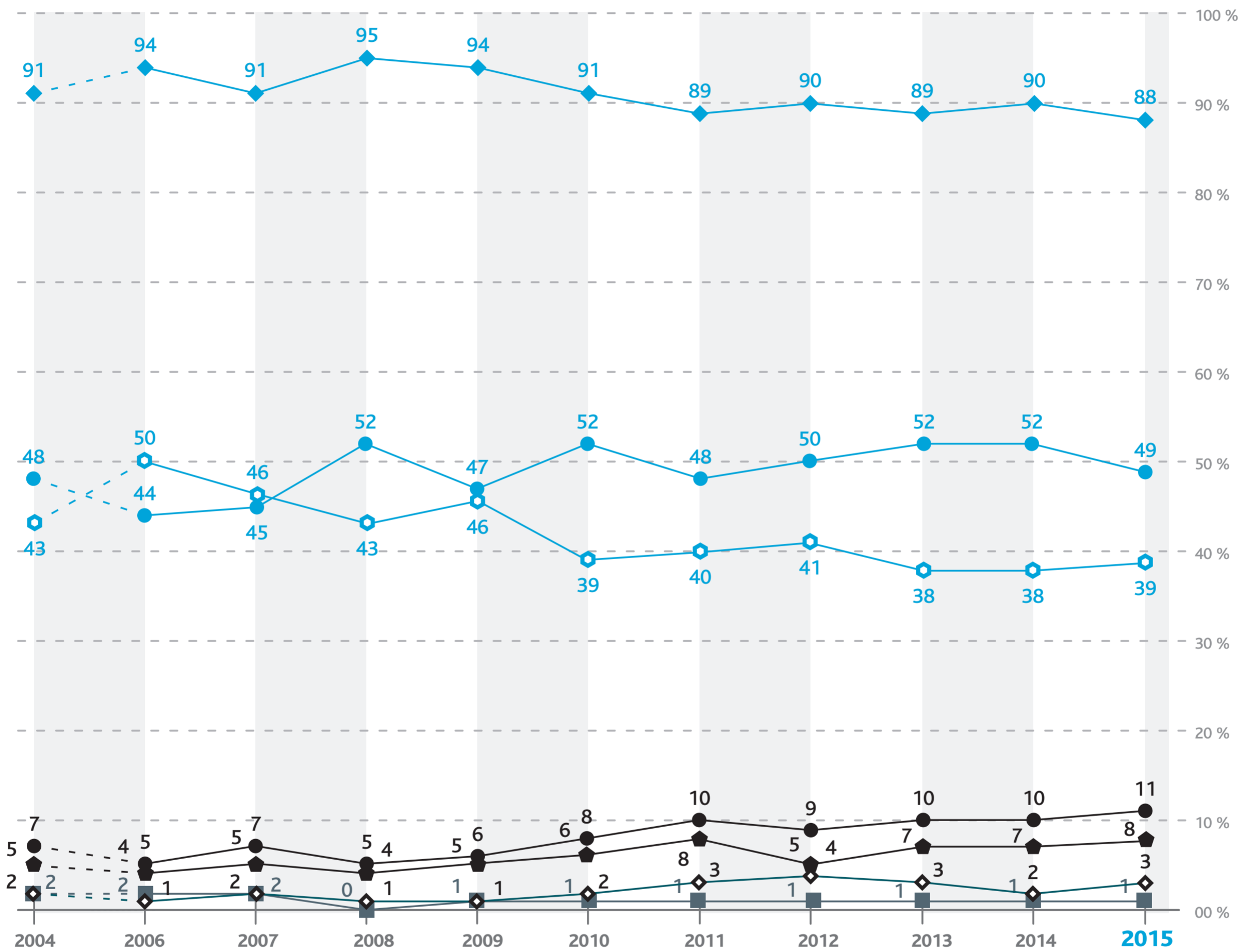


- ◆ UN COMITÉ D'EXPERTS SCIENTIFIQUES
- ▲ LES POUVOIRS PUBLICS AUX NIVEAUX NATIONAL ET LOCAL
- ◇ LES ORGANISATIONS ET ASSOCIATIONS NON GOUVERNEMENTALES
- ▲ LES ÉLUS LOCAUX (CONSEIL RÉGIONAL, CONSEIL GÉNÉRAL, MUNICIPALITÉ)
- ▲ L'EXPLOITANT DE L'INSTALLATION
- UN COMITÉ LOCAL DE CITOYENS
- NE SAIT PAS

QUESTION N°14

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous : très utile, plutôt utile, plutôt inutile, très inutile.

ÉVOLUTIONS 2004 À 2015



- ◆ SOUS-TOTAL UTILE
- ◻ TRÈS UTILE
- PLUTÔT UTILE
- SOUS-TOTAL INUTILE
- ◆ PLUTÔT INUTILE
- ◆ TRÈS INUTILE
- NE SAIT PAS

QUESTION N°15

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

Base : les personnes qui trouvent utile une structure d'experts et de citoyens (892 en 2015).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015			(%)
									1 ^{er} CITÉ	2 ^e CITÉ	CUMUL	
Mieux identifier les risques	36,9	38,2	40,7	38,7	37,3	39,1	38,2	37,6	23,1	18,0	41,1	
Contribuer à réduire les risques	36,1	37,0	35,3	38,4	36,9	35,2	32,5	39,3	19,5	17,5	37,0	
Faire émerger de nouveaux points de vue et idées	20,3	21,7	19,7	20,2	19,6	19,5	25,5	24,8	12,1	12,5	24,6	
Avoir accès à des informations fiables	23,9	25,3	23,7	25,7	27,0	25,6	26,7	26,3	13,1	11,0	24,1	
Améliorer la qualité de l'expertise	21,6	17,7	18,3	16,6	22,5	19,8	18,2	15,7	9,4	9,1	18,5	
Améliorer la communication des résultats	13,5	18,5	18,2	16,8	16,5	17,0	21,1	18,4	7,3	10,4	17,7	
Rendre plus crédible l'expertise	15,9	15,9	18,1	15,9	16,6	19,2	12,6	14,5	5,8	8,3	14,1	
Éclairer le décideur sur les différentes options	13,9	14,6	15,5	14,0	12,0	14,0	14,3	12,9	5,4	7,7	13,1	
Mieux définir la question à étudier	11,0	10,2	9,3	12,3	10,9	9,0	9,7	9,6	4,1	5,5	9,6	
Ne sait pas	6,8	0,2	0,3	0,4	0,9	0,4	0,9	0,5	0,1	0,0	0,1	

LES FRANÇAIS SITUATIONS À

—

PARTIE 3

FACE À 34 RISQUES

3.1 — LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS 57 - 66

3.2 — LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 67 - 76

3.3 — LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 77 - 92

3.4 — LA HIÉRARCHIE DES 34 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS
ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS 93 - 107

34 risques ont été retenus pour l'édition 2016 du Baromètre IRSN. Ils correspondent à des situations largement abordées dans les médias (comme les accidents de la route, le tabac, l'alcool...), mais aussi à des situations peu connues par le public (le radon dans les habitations) ou d'autres encore, perçues comme comportant peu de risques (les radiographies médicales, le bruit...).

Les 34 situations proposées sont :

- Les accidents domestiques
- Les accidents de radiothérapie
- Les accidents de la route
- L'alcoolisme
- Les antennes de réseau pour téléphones portables
- Le bruit
- La canicule
- Les centrales nucléaires
- Les déchets chimiques
- Les déchets radioactifs
- La drogue
- Les incendies de forêt
- Les incinérateurs de déchets ménagers
- Les inondations
- Les installations chimiques
- Les lignes à haute tension
- Les maladies professionnelles
- Les nanoparticules
- L'obésité des jeunes
- Les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- Les perturbateurs endocriniens
- Les pesticides
- La pollution atmosphérique
- La pollution des lacs, des rivières et des mers
- La pollution des sols
- Les produits alimentaires
- Les radiographies médicales
- Le radon dans les habitations
- Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
- Les risques médicaux
- Le sida
- Le tabagisme des jeunes
- Le terrorisme
- Le transport des matières dangereuses

Les personnes interrogées jugent ces situations selon trois aspects.

- **L'importance perçue du risque** avec la question : « Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont quasi nuls, faibles, moyens, élevés ou très élevés ? »
- **La confiance accordée aux autorités** : « Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? » (5 modalités de réponse allant de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »).

- **La vérité des informations communiquées sur ces risques** : « Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ? » (5 modalités de réponse de « non, pas du tout » à « oui, tout à fait »)¹.

La hiérarchie des dangers perçus selon ces trois angles varie peu d'une année sur l'autre. Cette impression de forte stabilité d'ensemble qui se dégage rend singulières les situations qui viennent à changer. C'est sur ces situations que l'accent sera mis dans les commentaires des sections qui suivent.

¹. Cette question est présente depuis 1991 dans le Baromètre IRSN. Elle a été conçue à partir d'une question élaborée par Anne Lalo, chercheur au LASAR, université de Caen, dans différents sondages régionaux (Bouches-du-Rhône, Communauté urbaine de Lyon, département de l'Isère...) sur la perception des risques.

LES RISQUES AUXQUELS LES FRANÇAIS SE SENTENT EXPOSÉS

Le risque perçu le plus élevé pour les Français devient le terrorisme, ce qui ne peut surprendre compte tenu à la fois des événements dramatiques qu'a connus la France en 2015 et de la période même de l'enquête, tout de suite après les attentats de novembre. Le terrorisme était en 2014 le huitième risque perçu le plus élevé. Cependant, au-delà du terrorisme, la hiérarchie des risques est assez nettement modifiée. Les mouvements les plus amples concernent la canicule (qui passe du 31^e rang en 2014 au 26^e rang en 2015 (+ 5 rangs), les OGM (+ 4 rangs), les accidents domestiques (- 6 rangs), l'alcoolisme, l'obésité des jeunes et le transport des matières dangereuses (qui perdent chacun 4 rangs).

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

LE TERRORISME

Parmi les 34 situations à risques proposées, le terrorisme est le risque perçu le plus élevé

Les risques associés au terrorisme augmentent fortement : huit Français sur dix les estiment « élevés » ou « très élevés », soit une augmentation de 23 points par rapport à 2014 et de 33 points par rapport à 2013. Le Baromètre IRSN étant le seul à proposer une mesure directe du risque associé aux

différentes situations, il n'y a pas de strict point de comparaison mais plusieurs enquêtes d'opinion évoquent la menace terroriste. Comme le chapitre 1 l'a mis en évidence, la série établie par l'IFOP sur ce sujet confirme bien une hausse très forte de l'indicateur sur cette menace terroriste : la proportion de Français estimant qu'elle est « très élevée » a augmenté de 27 points, passant de 41 % à 68 %.

LES AUTRES SITUATIONS DONT LE NIVEAU DE RISQUE PERÇU ÉVOLUE

La canicule et les OGM sont, après le terrorisme, les situations pour lesquelles le risque perçu augmente le plus ; les accidents domestiques et les inondations, celles où il diminue le plus

Mis à part le terrorisme, d'autres risques sont jugés plus élevés qu'en 2014 : la canicule (+ 8 points pour la somme des réponses risque « élevé » ou « très élevé »), les installations chimiques (+ 7), les OGM (+ 6), les incendies de forêt (+ 4), les antennes de réseau pour téléphones portables (+ 3), les déchets chimiques (+ 2), les pesticides (+ 4), la pollution des lacs, des rivières et des mers (+ 3)¹. Pour la canicule, les données diffusées par Météo France confirment bien que 2015 a été le deuxième été le plus chaud qu'ait connu notre pays, après celui de 2003 ; il convient de remarquer que cette remontée de la perception du risque de canicule vient remettre en question une tendance baissière qui avait été observée depuis plusieurs années dans le suivi des séries du Baromètre IRSN². En ce qui concerne les OGM, la hausse est assez importante, mais elle ne bouleverse pas les tendances de perception à ce sujet : le point observé cette année est équivalent à celui de 2012 et à peine supérieur à celui de 2013. Concernant les antennes de réseau pour téléphones portables, le point observé cette année se situe dans le haut de la tendance de ces dernières années. La montée des risques perçus au sujet de la pollution des lacs, des rivières et des mers semble se confirmer année après année depuis 2012, de même que la pollution atmosphérique (+ 3 points aussi). Enfin, il convient de remarquer que plusieurs risques liés à la chimie repartent à la hausse cette

année, notamment pour ce qui concerne les installations chimiques ; la controverse sur les pesticides, récemment relancée, et la prévention des risques professionnels dans la chimie ont pu contribuer à remettre ces questions sur le devant de la scène.

Le risque perçu qui diminue le plus nettement est celui des accidents domestiques (- 6 points par rapport à 2014) ; avec une personne sur quatre estimant que ce risque est élevé ou très élevé, l'évaluation portée par les Français est la plus basse qui ait été observée depuis le début de la série en 2004. Diminuent également la perception des risques associés à l'obésité des jeunes (- 4 points pour la somme des réponses « élevés » ou « très élevés »), aux inondations (- 5) et au transport des matières dangereuses (- 4). Il convient de remarquer les risques associés aux inondations avaient fortement augmenté en 2014 (+ 18 points), ce qui fait que la baisse observée en 2015 n'annule pas la totalité de la hausse précédente ; la tendance haussière des risques perçus dans ce domaine semble donc pour l'instant plutôt confirmée.

Cependant, ce qui semble dominer cette année 2015, c'est une perception relativement stable des risques associés aux différentes situations, à l'exception de ceux qui viennent d'être évoqués : sur 34 situations, 21 (soit les deux tiers) conservent à peu près le niveau de risque associé observé en 2014³.

1. Cette hausse modérée des craintes relatives à la pollution des lacs, des rivières et des mers apparaît déconnectée de la baisse des préoccupations au sujet de la pollution de l'eau évoquée en première partie. Il y a en 2015 davantage de personnes qui estiment que les risques sur ce sujet sont élevés ou très élevés mais ne considèrent pas pour autant que c'est une de leurs deux premières préoccupations dans le domaine de l'environnement. Les Français semblent davantage alertés, mais pas au point d'être préoccupés.

2. Voir le rapport Baromètre IRSN 2015 pour une revue des tendances baissières et des tendances haussières depuis le début des séries.

3. Rappel : tests de significativité des évolutions au seuil de 5 %, c'est-à-dire qu'un écart n'est considéré comme significatif qu'à partir de 3 points de pourcentage.

QUESTION N°1

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Le terrorisme



Le tabagisme des jeunes



La pollution atmosphérique



La drogue



Les pesticides



La pollution des lacs, des rivières et des mers



L'alcoolisme



Les déchets chimiques



La pollution des sols



Les accidents de la route



L'obésité des jeunes



Les déchets radioactifs



Les installations chimiques



Les centrales nucléaires



Les inondations



Les OGM



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



■ ÉLEVÉS
 ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS
 ■ FAIBLES
 ■ NE SAIT PAS

en %

QUESTION

N°1 (suite)

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

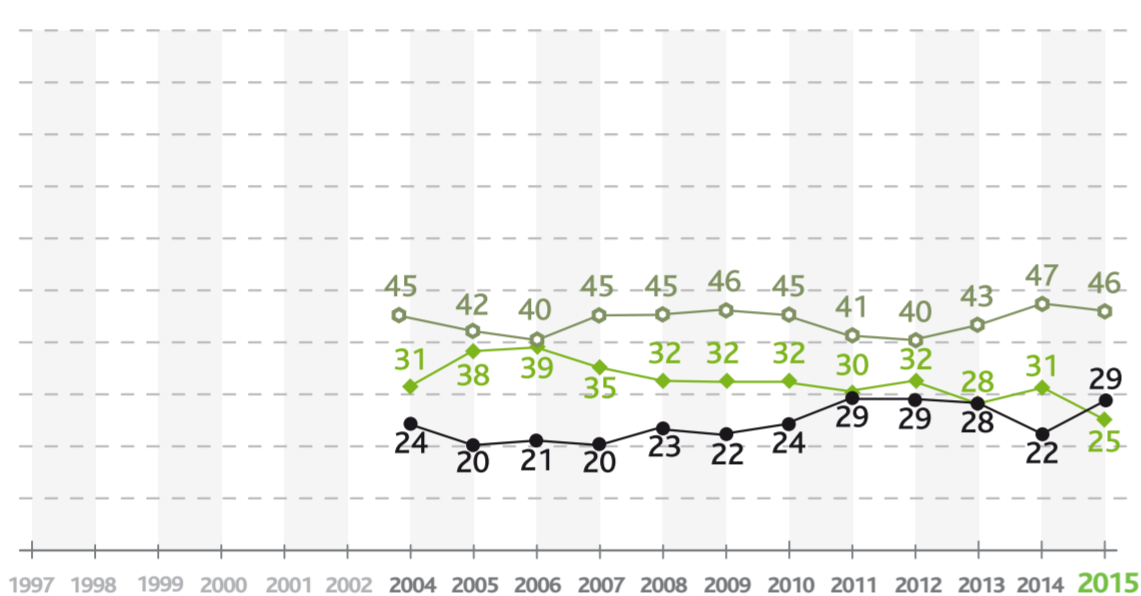


■ ÉLEVÉS
 ■ MOYENNEMENT ÉLEVÉS
 ■ FAIBLES
 ■ NE SAIT PAS

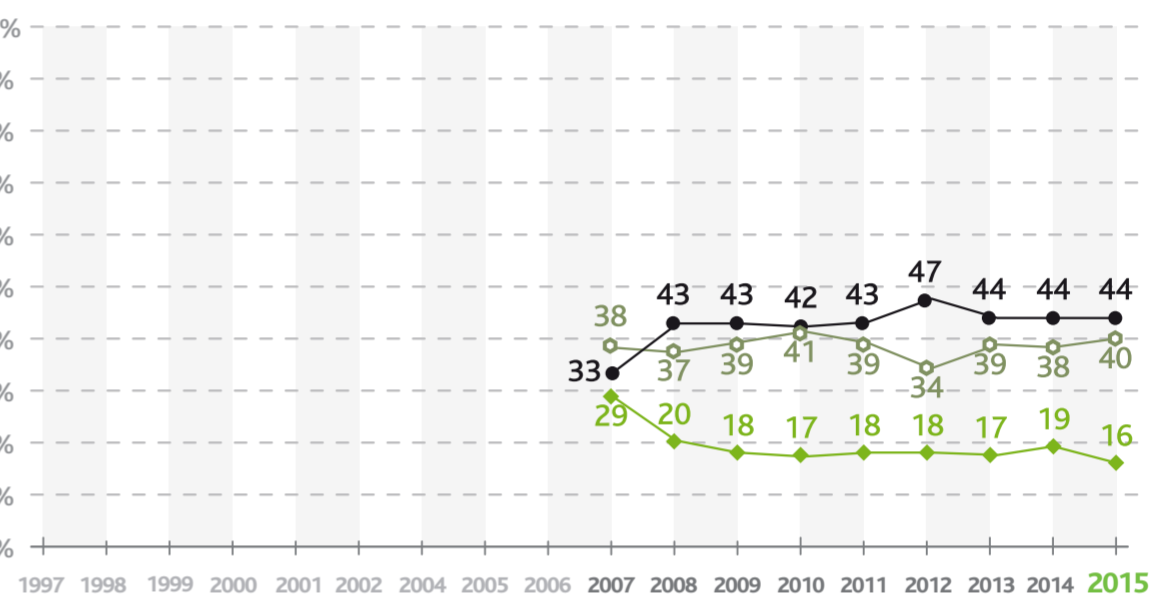
en %

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2015

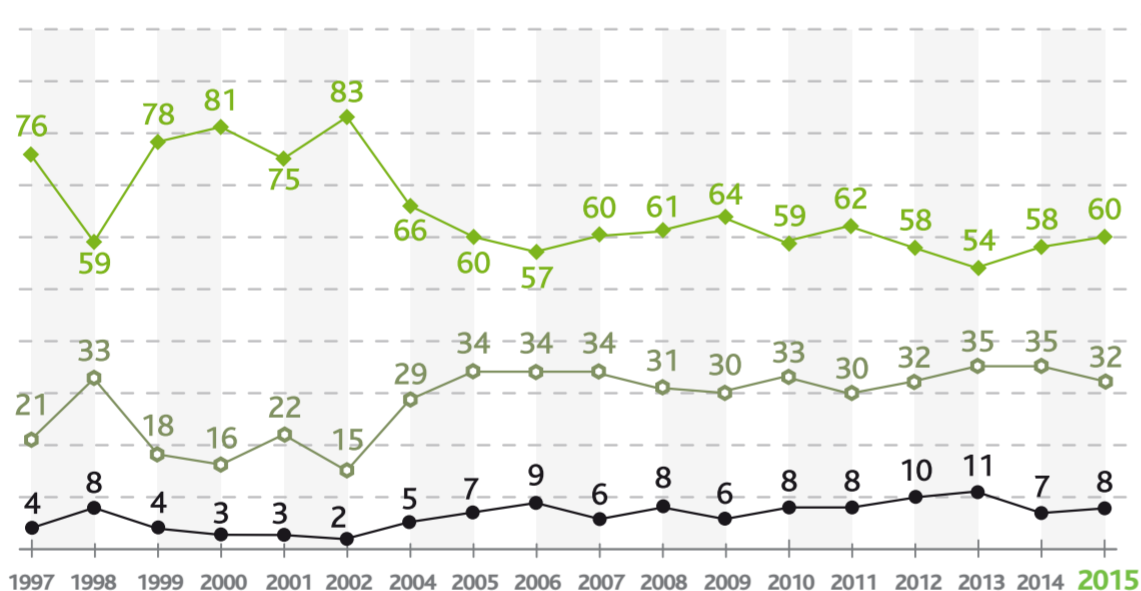
Les accidents domestiques



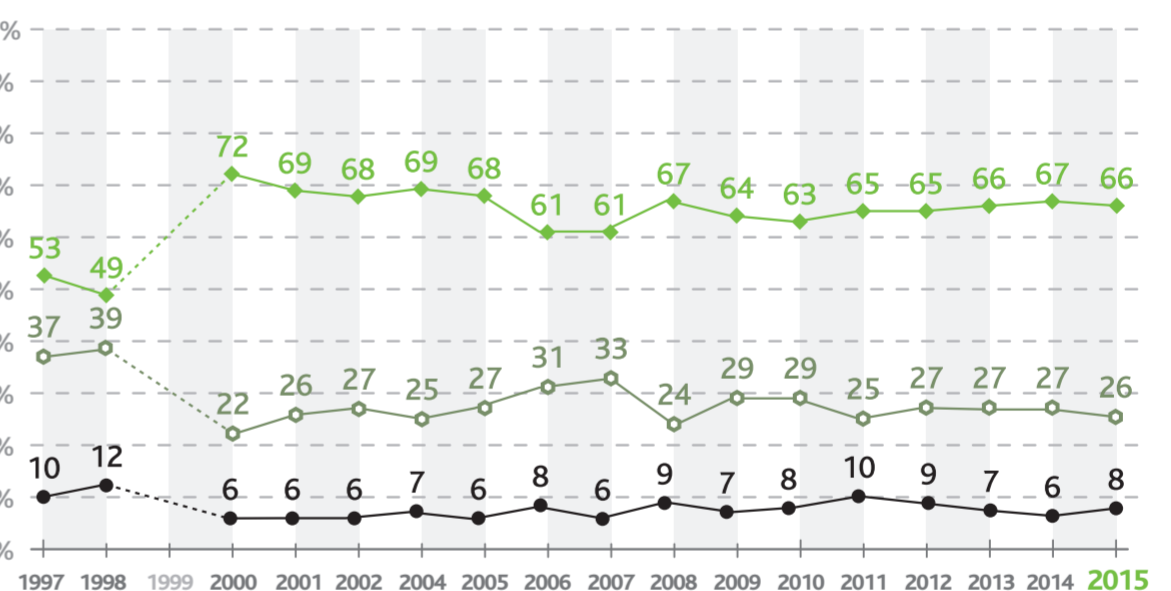
Les accidents de radiothérapie



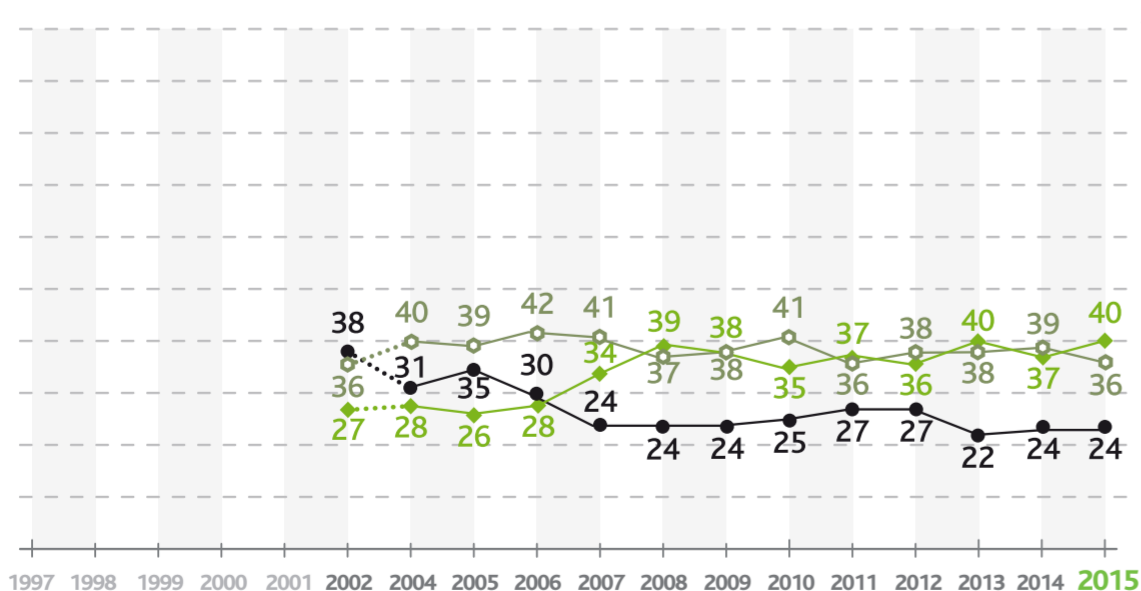
Les accidents de la route



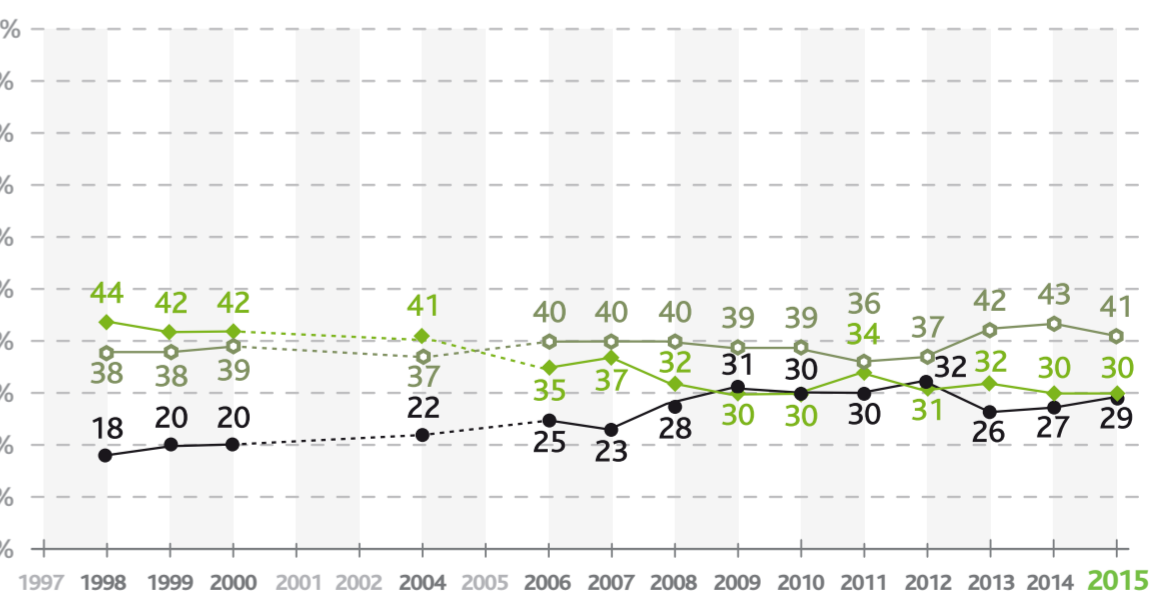
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



Le bruit



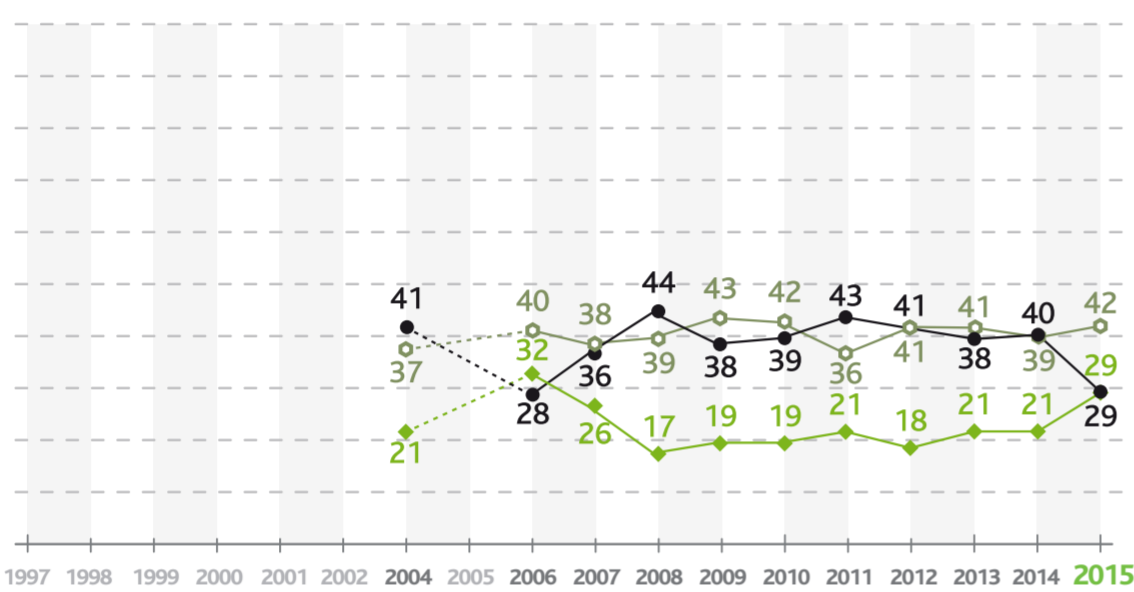
QUESTION

N°1 (suite)

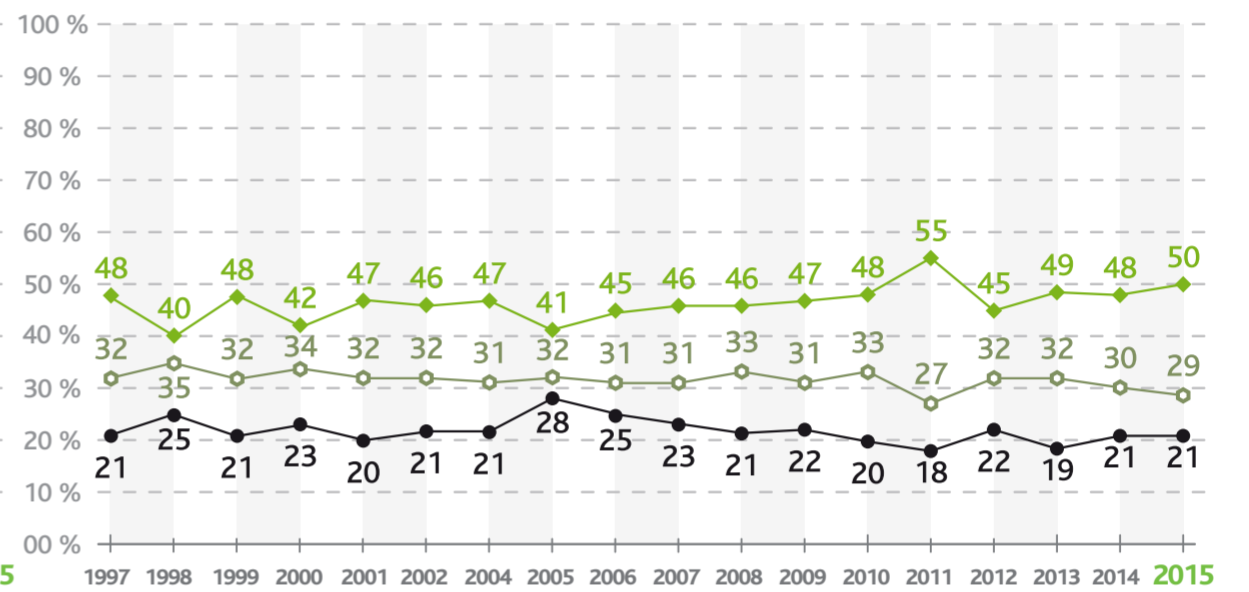
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2015

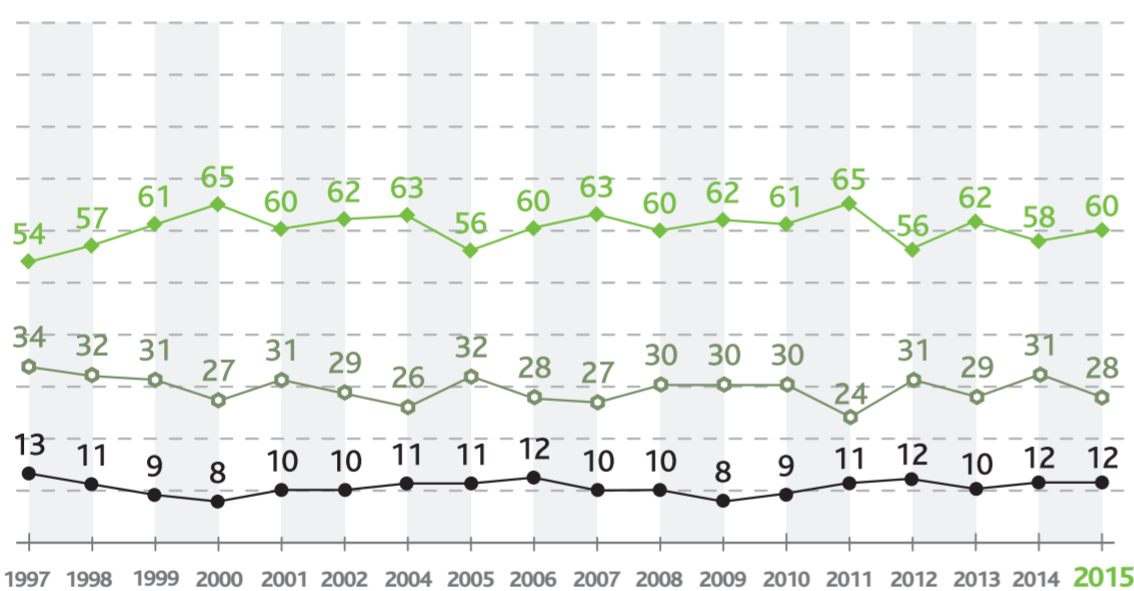
La canicule



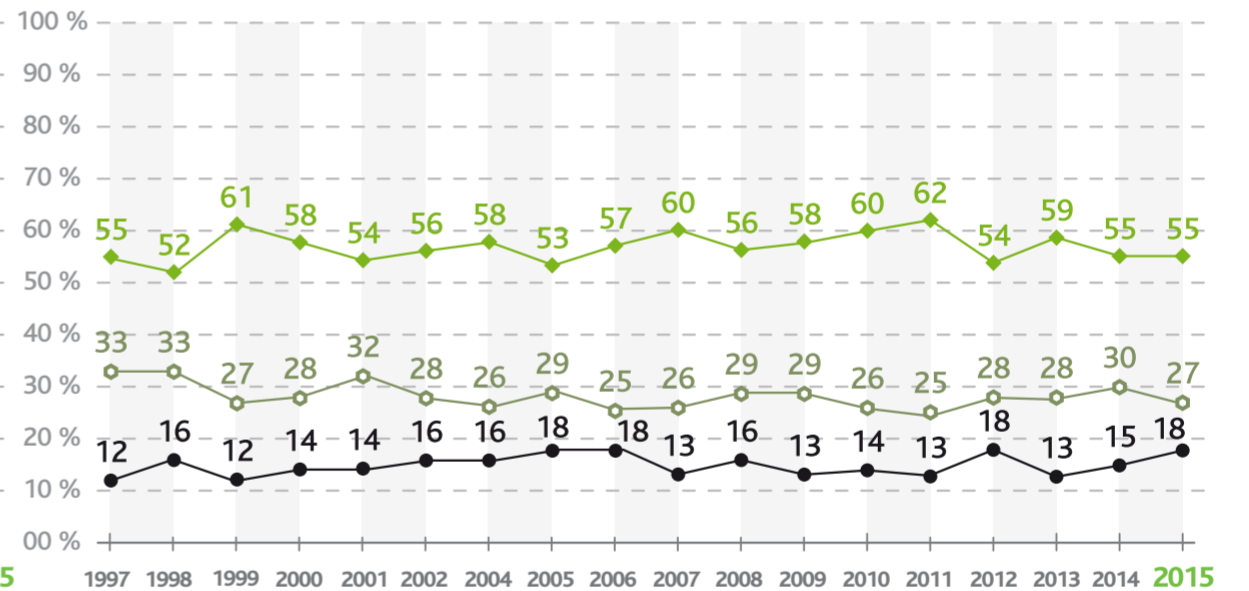
Les centrales nucléaires



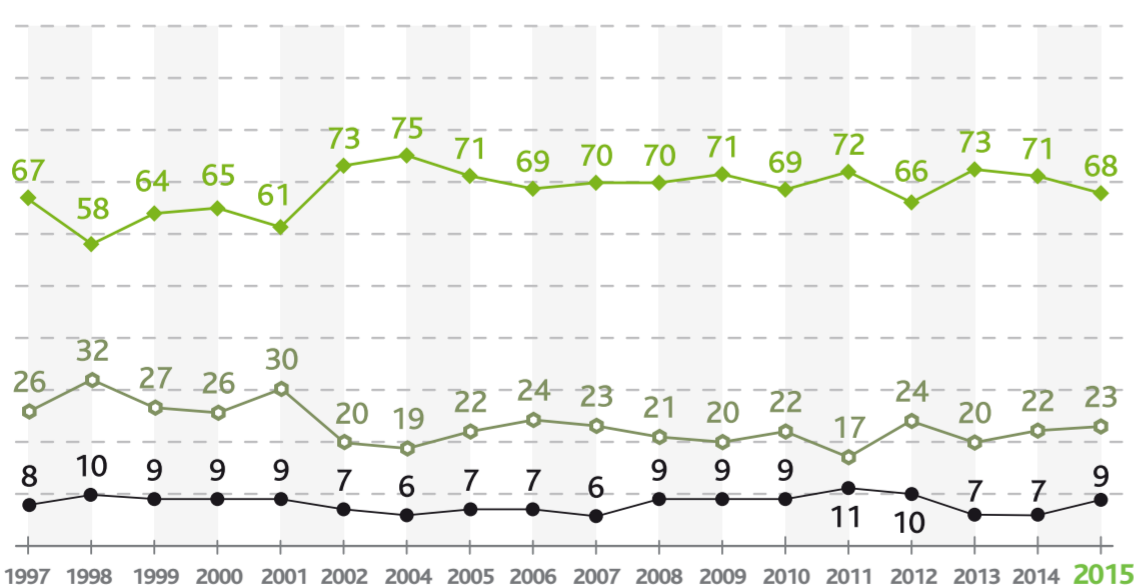
Les déchets chimiques



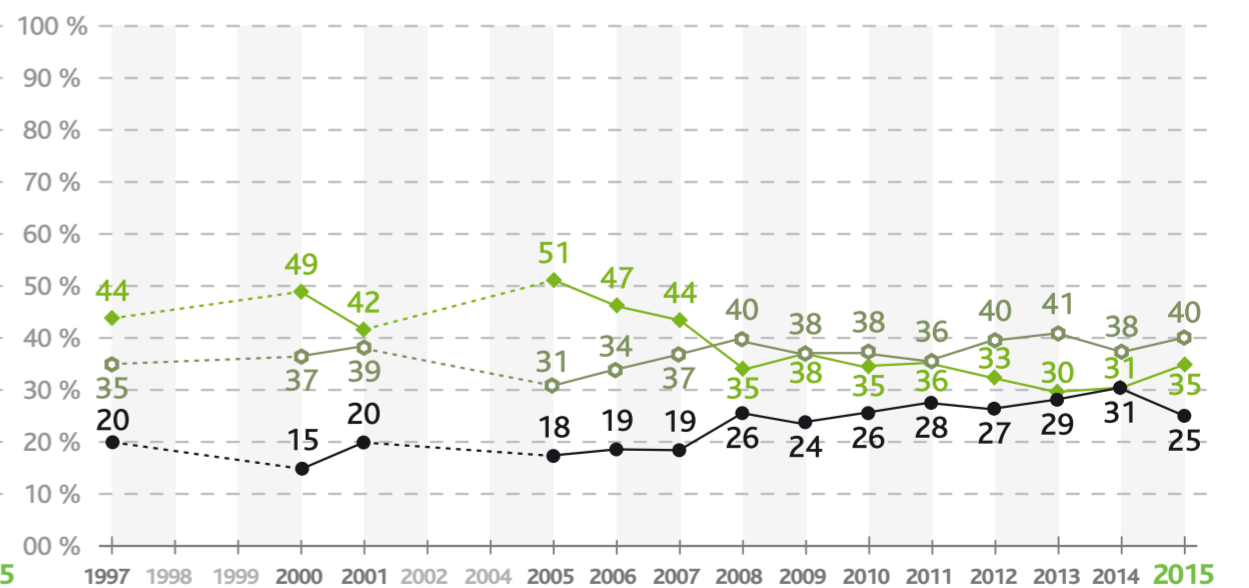
Les déchets radioactifs



La drogue

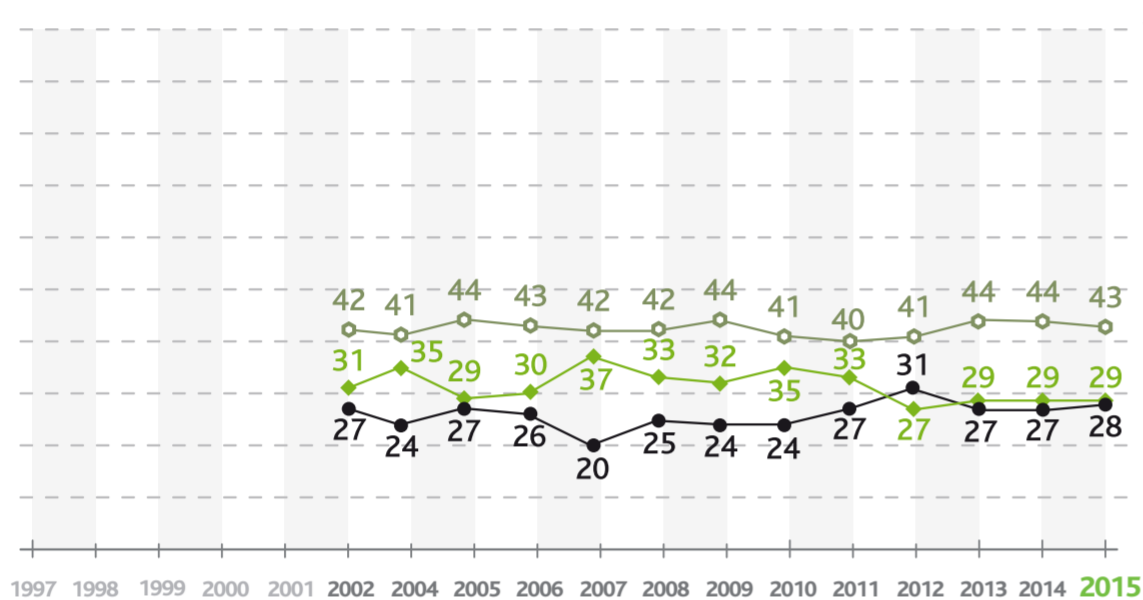


Les incendies de forêt

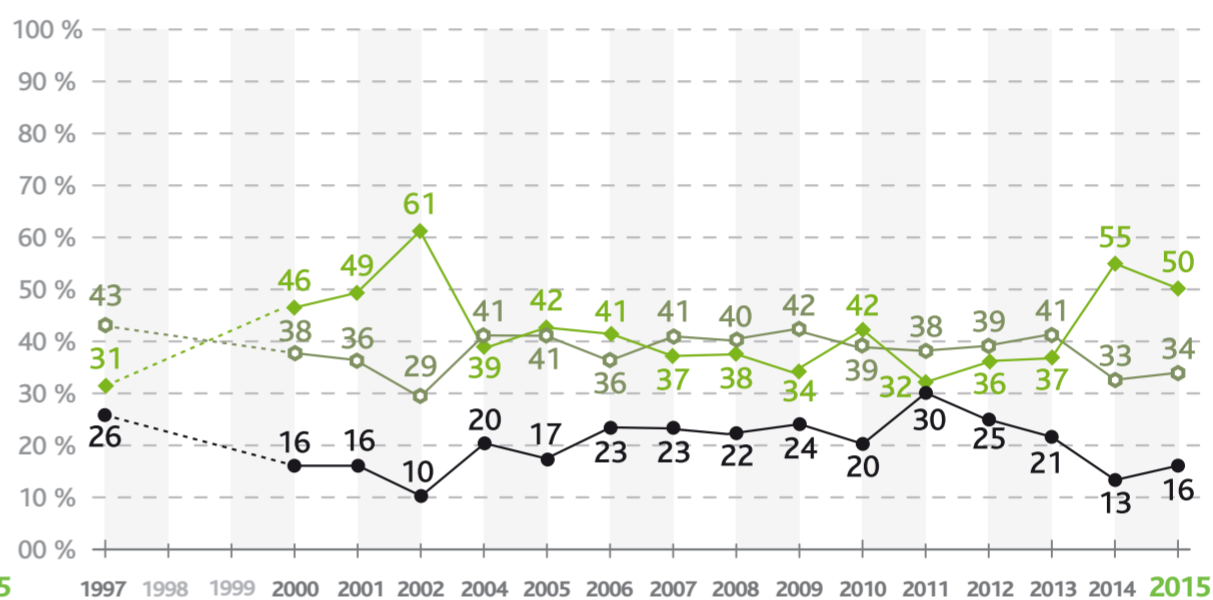


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations, les perturbateurs endocriniens et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «moyens». En conséquence, pour le radon, les perturbateurs endocriniens et les nanoparticules, la modalité «moyens» n'est pas pertinente.

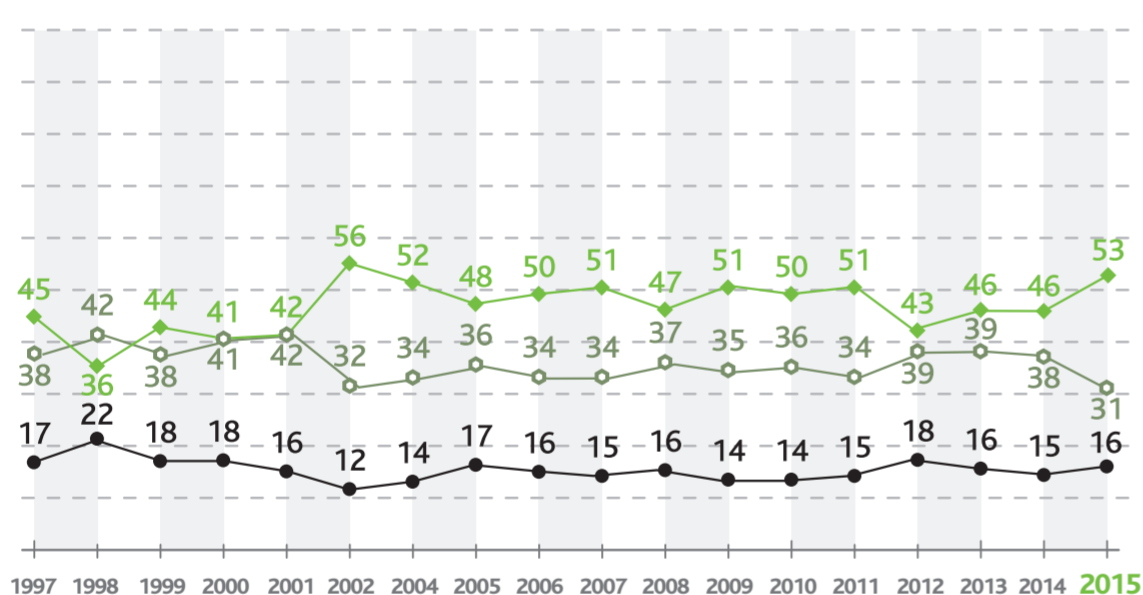
Les incinérateurs de déchets ménagers



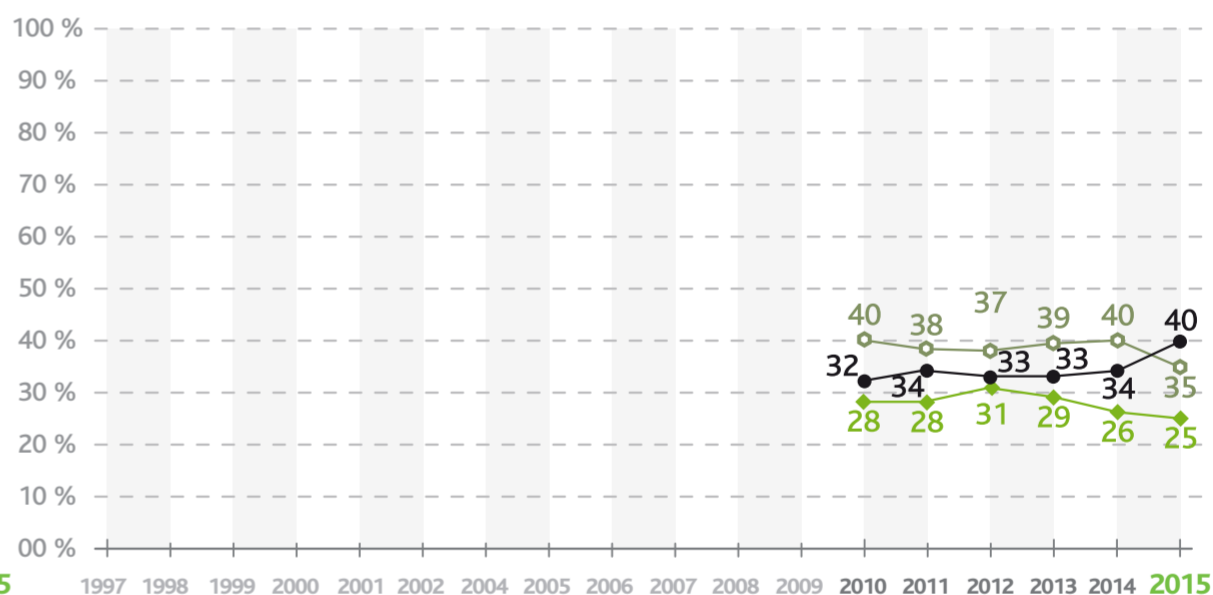
Les inondations



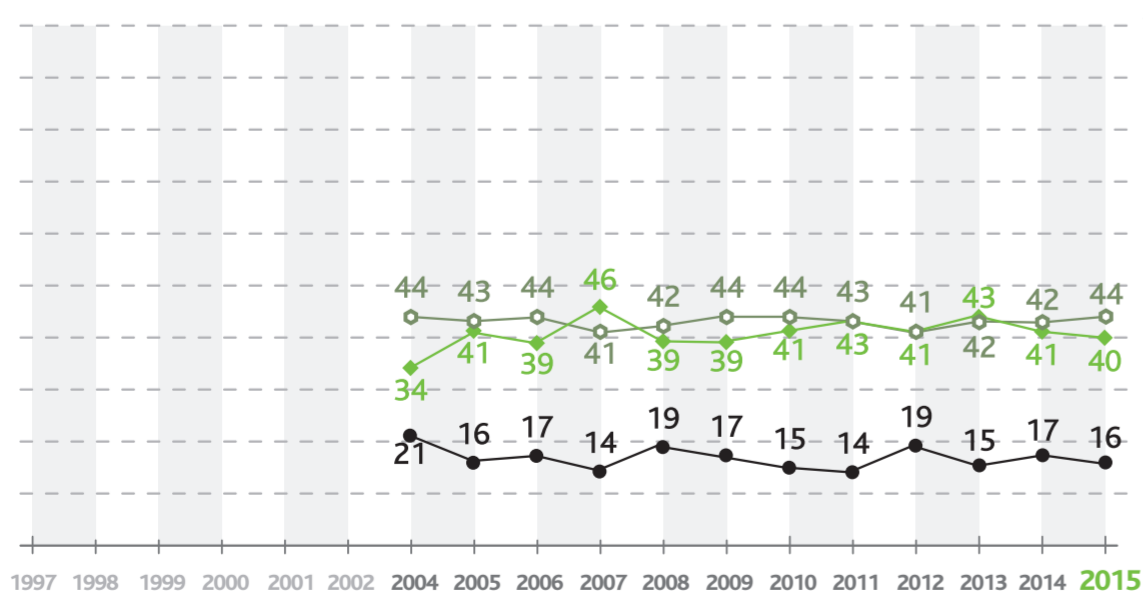
Les installations chimiques



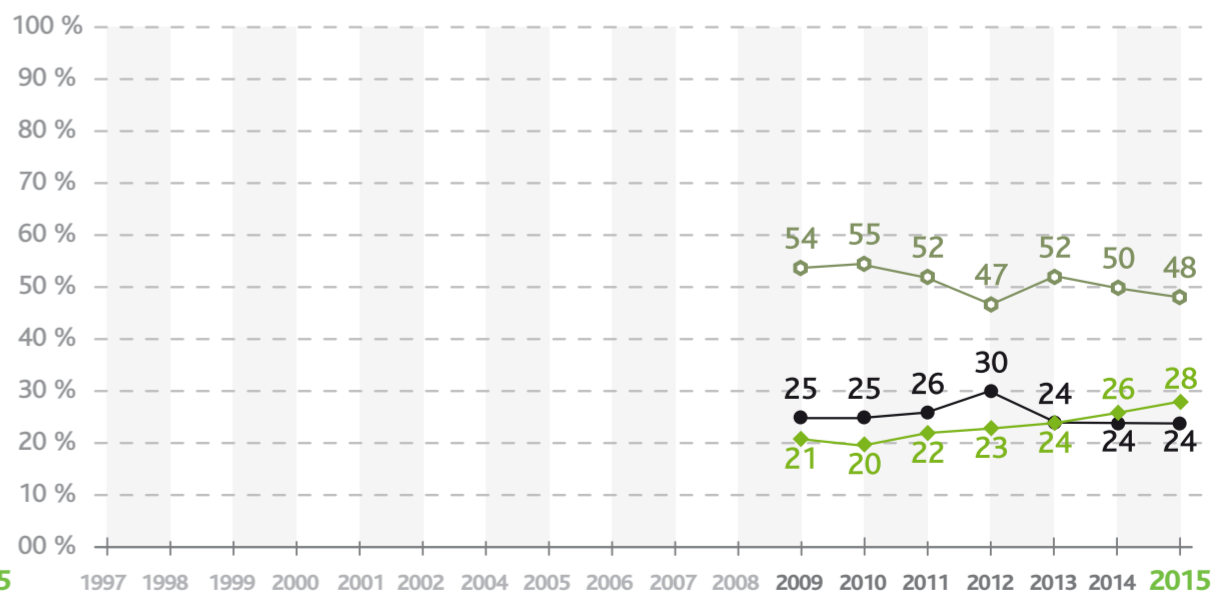
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles



Les nanoparticules



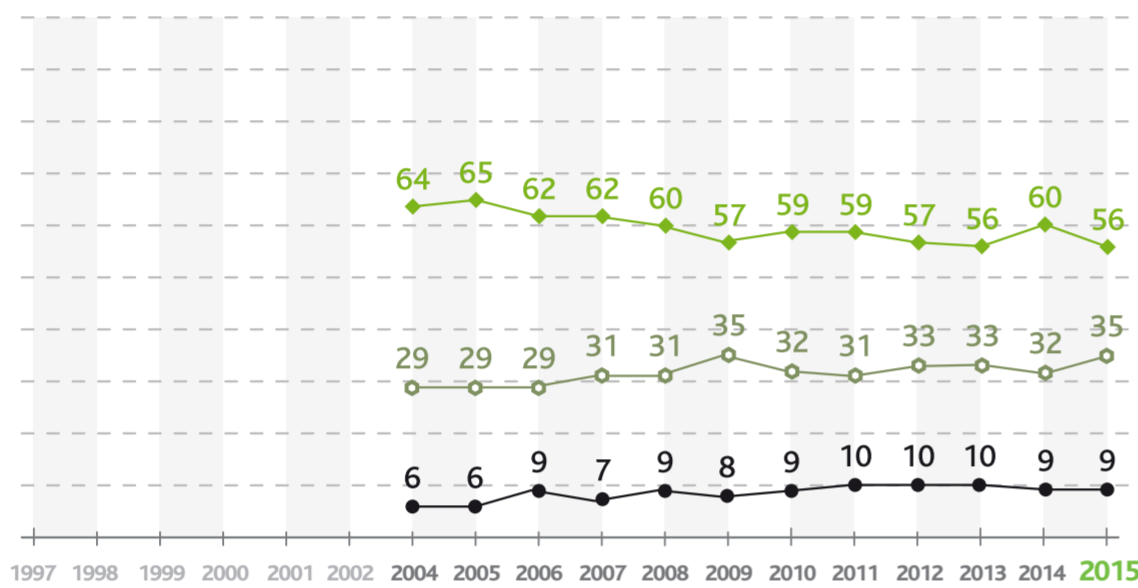
QUESTION

N°1 (suite)

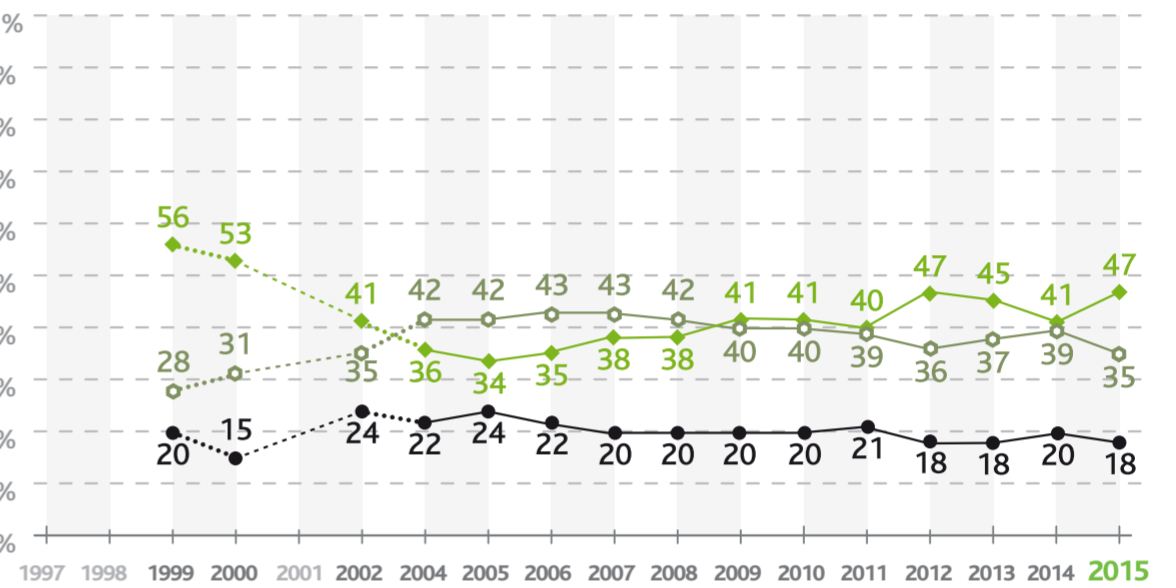
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2015

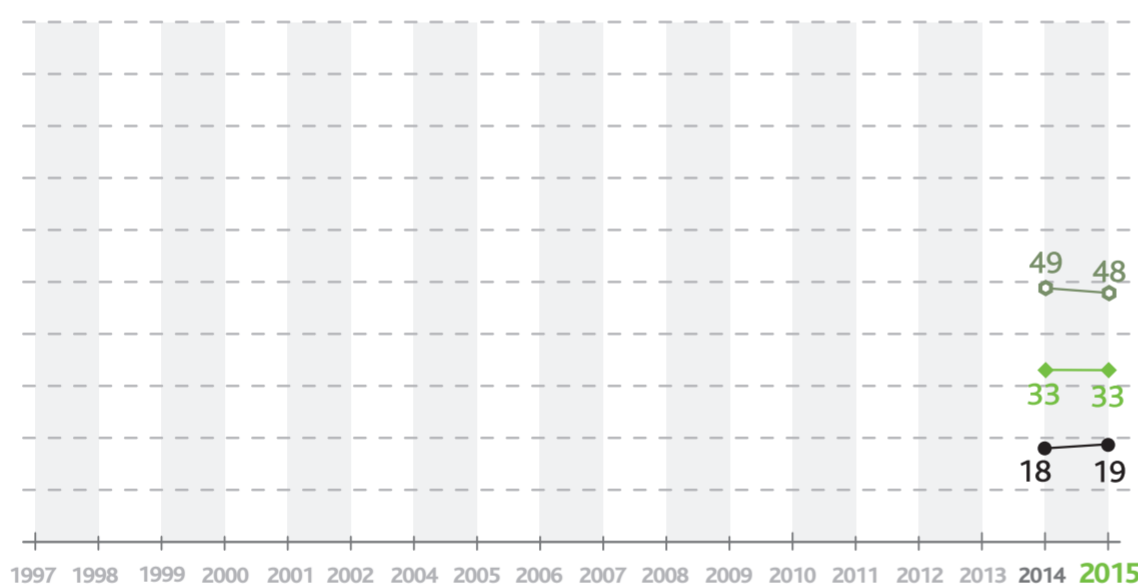
L'obésité des jeunes



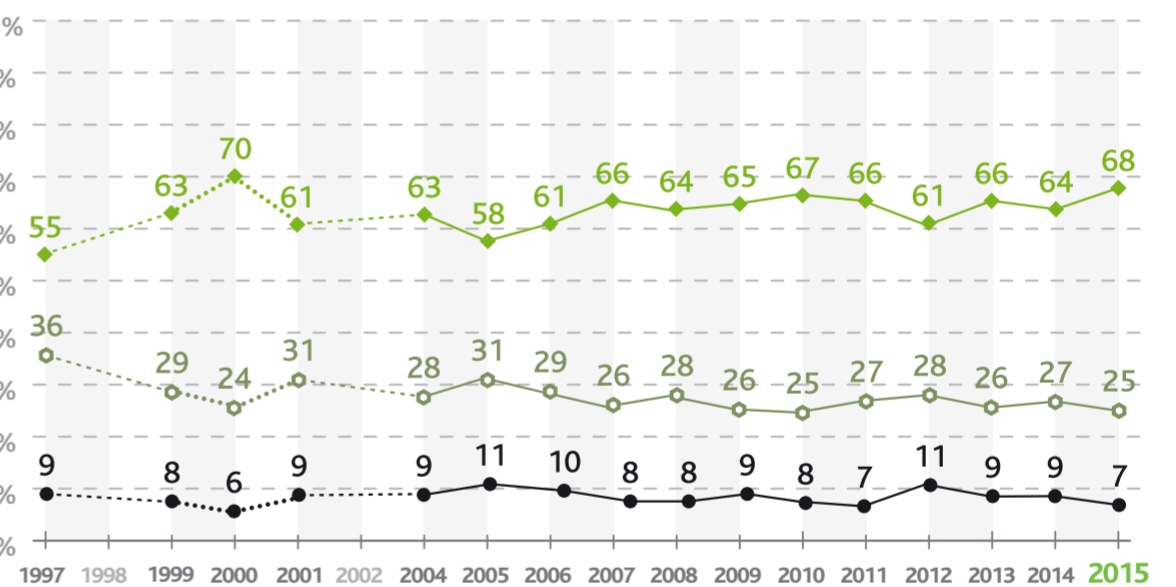
Les OGM depuis 2004
(manipulations génétiques jusqu'en 2002)



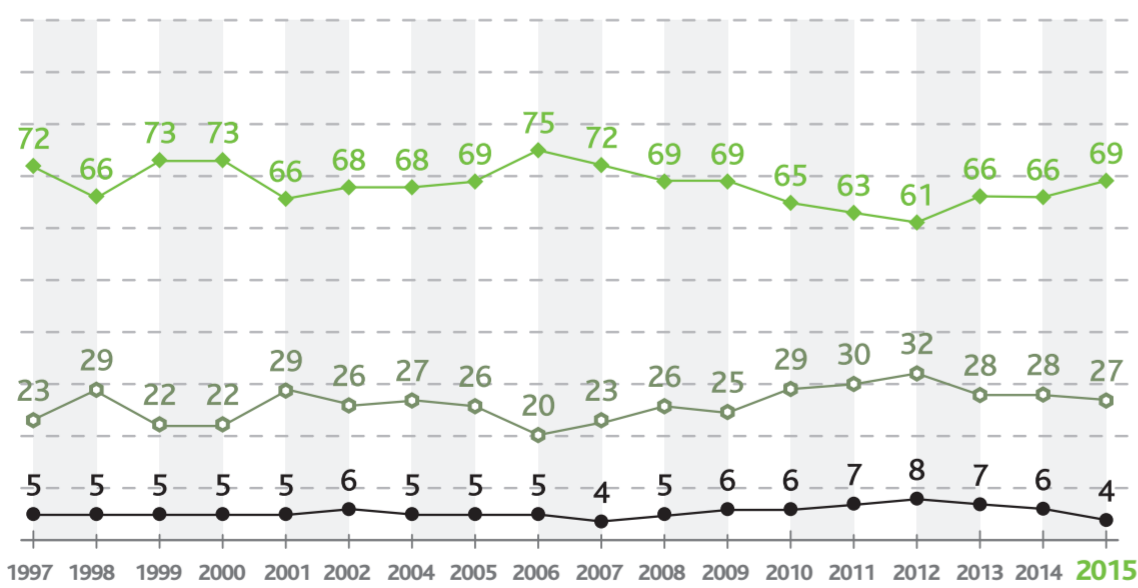
Les perturbateurs endocriniens



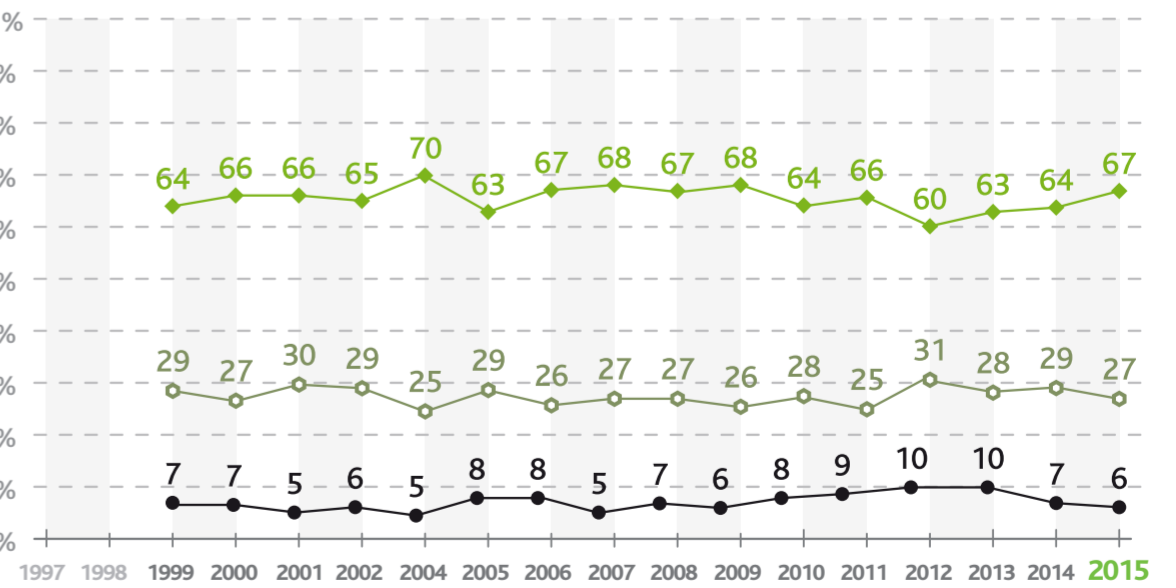
Les pesticides depuis 2004
(les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



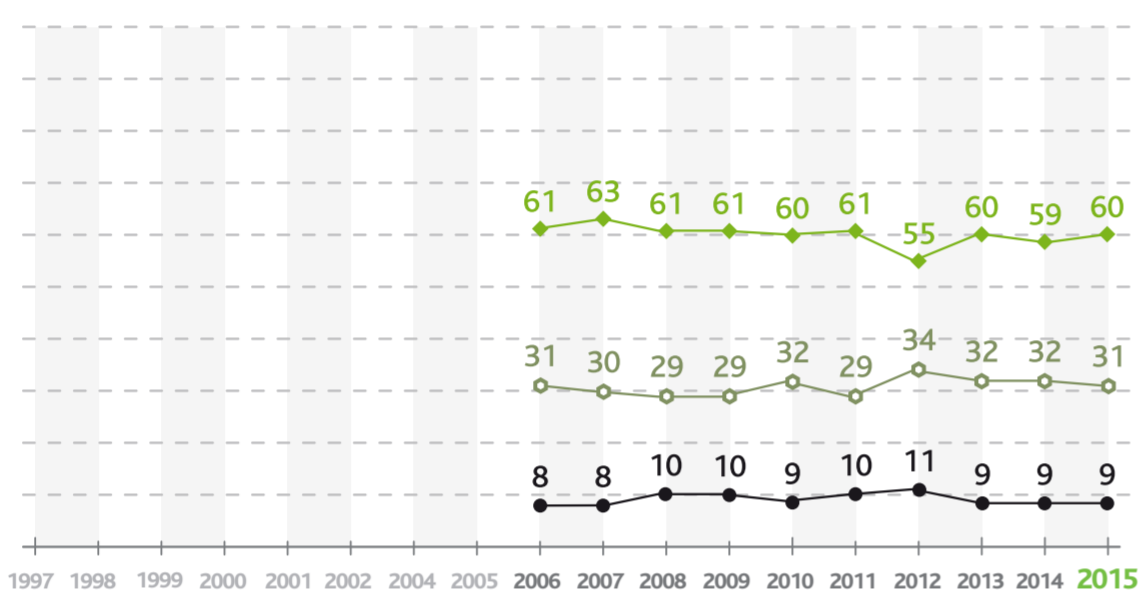
La pollution atmosphérique



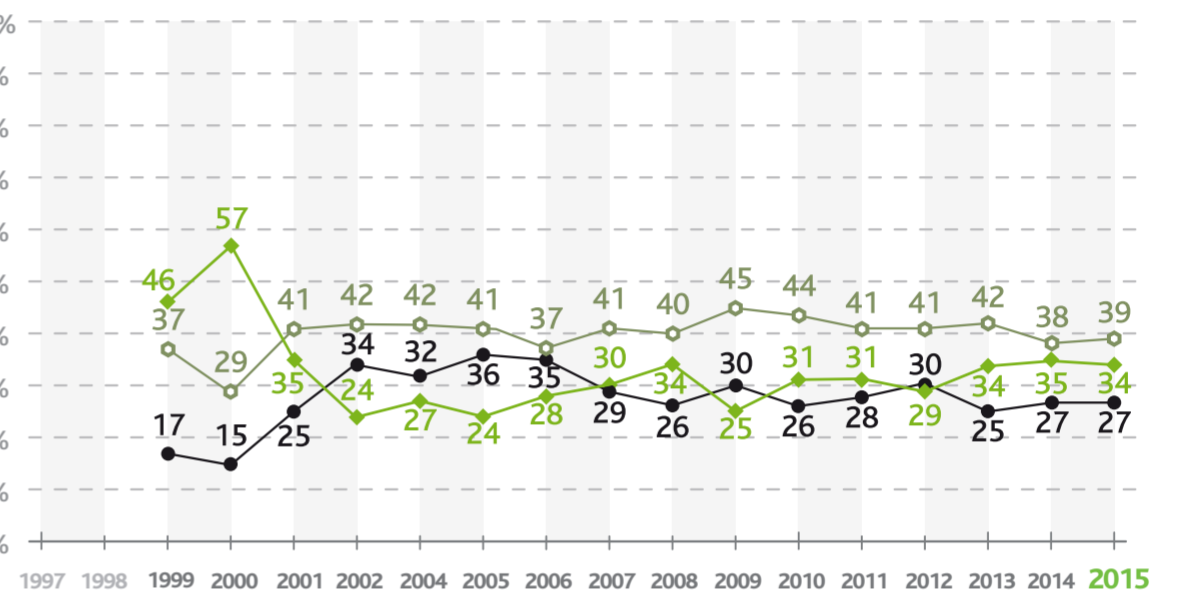
La pollution des lacs, des rivières et des mers



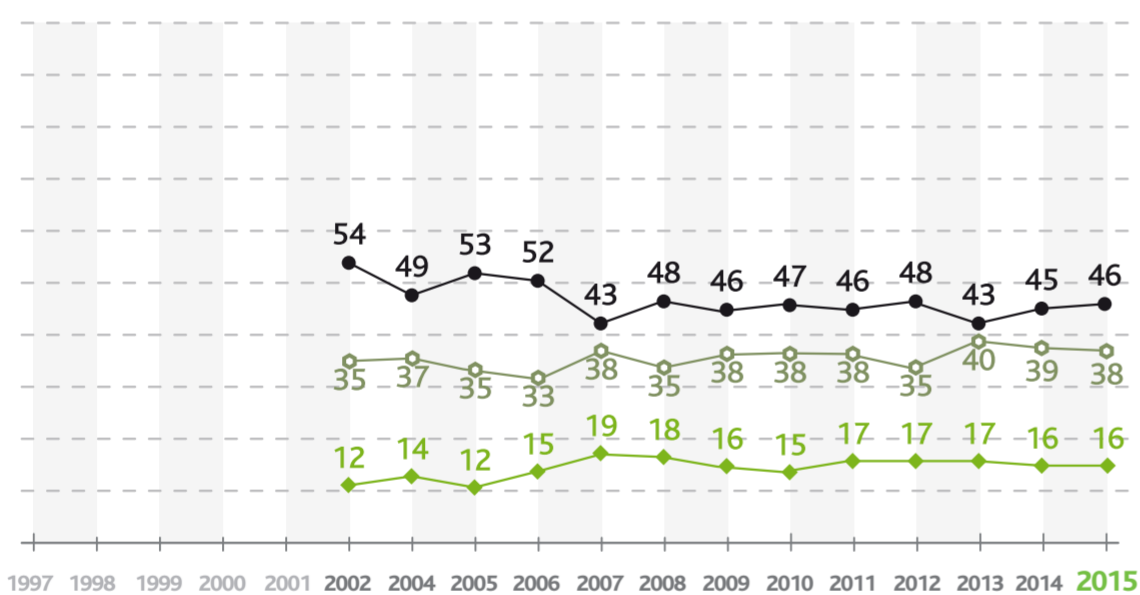
La pollution des sols



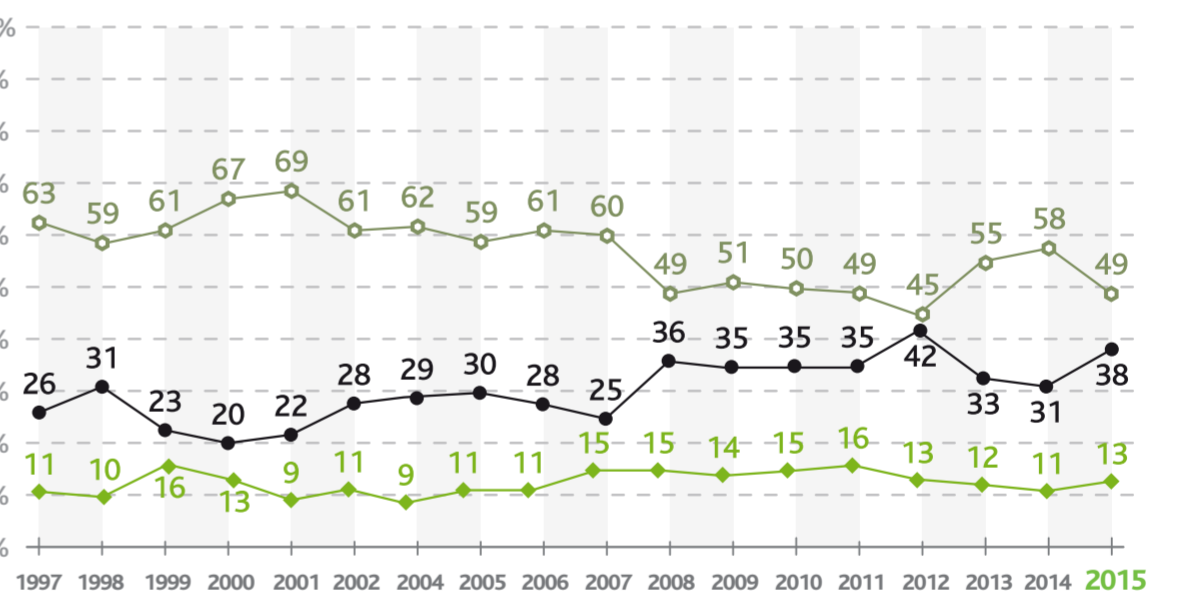
Les produits alimentaires



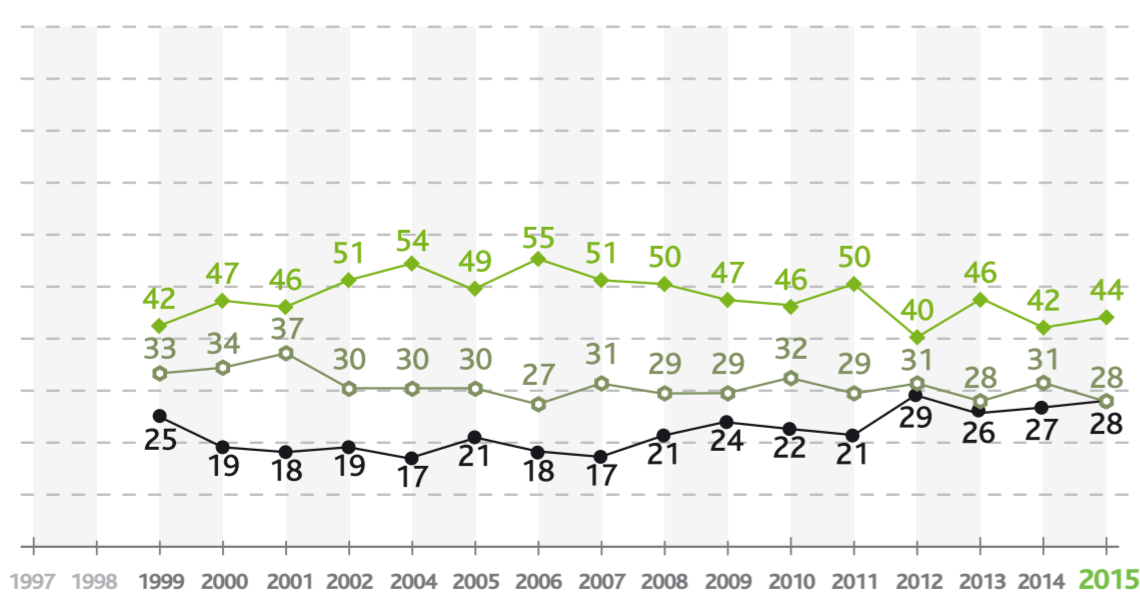
Les radiographies médicales



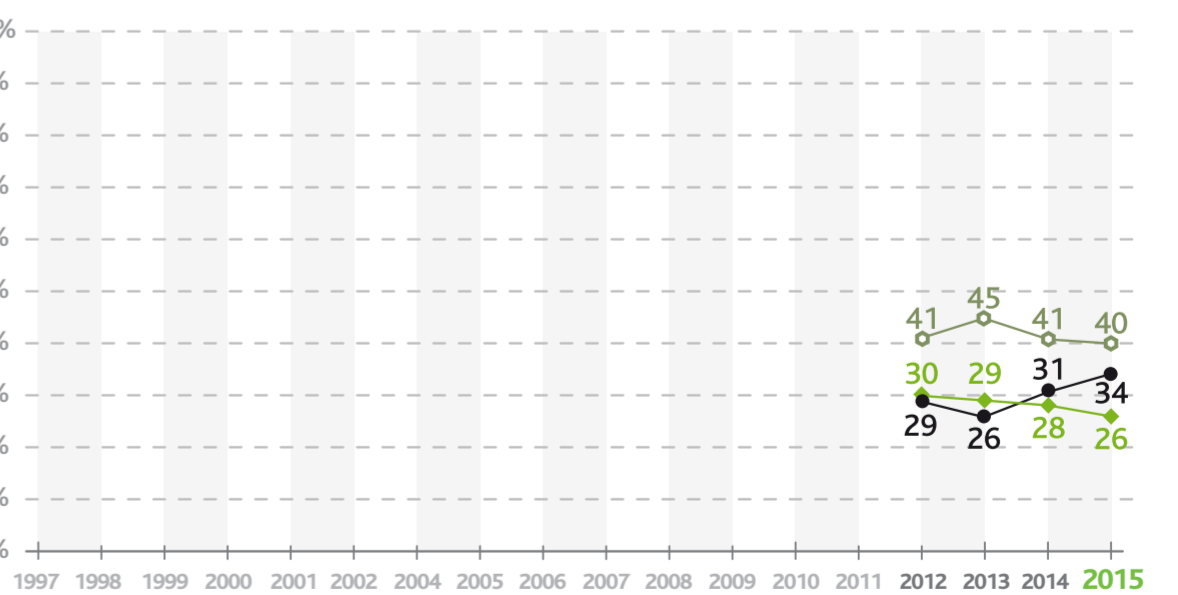
Le radon dans les habitations



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



Les risques médicaux



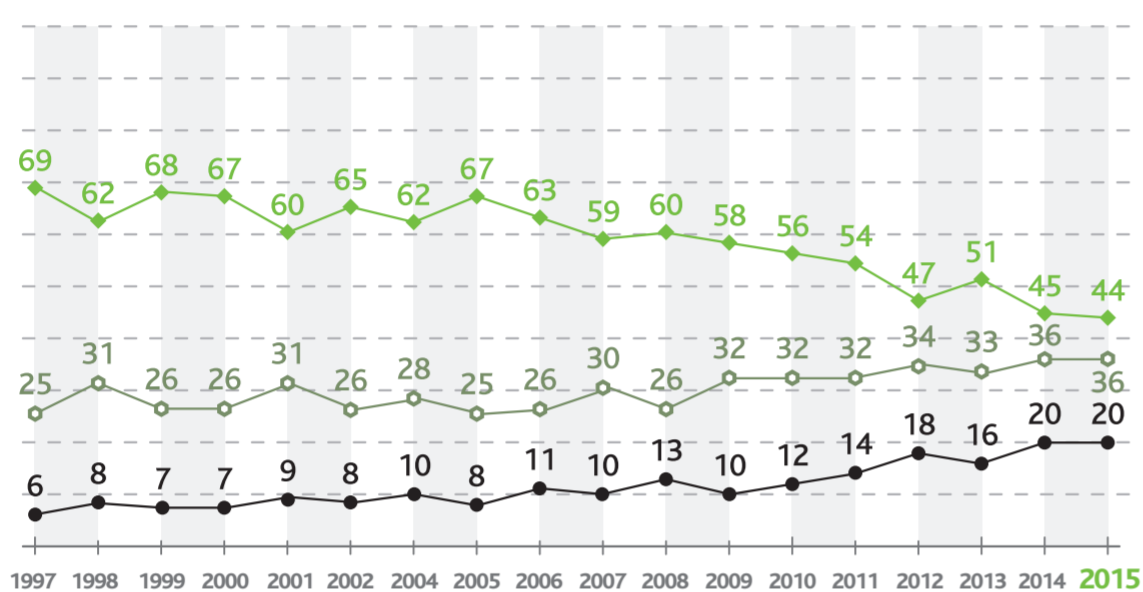
QUESTION

N°1 (suite)

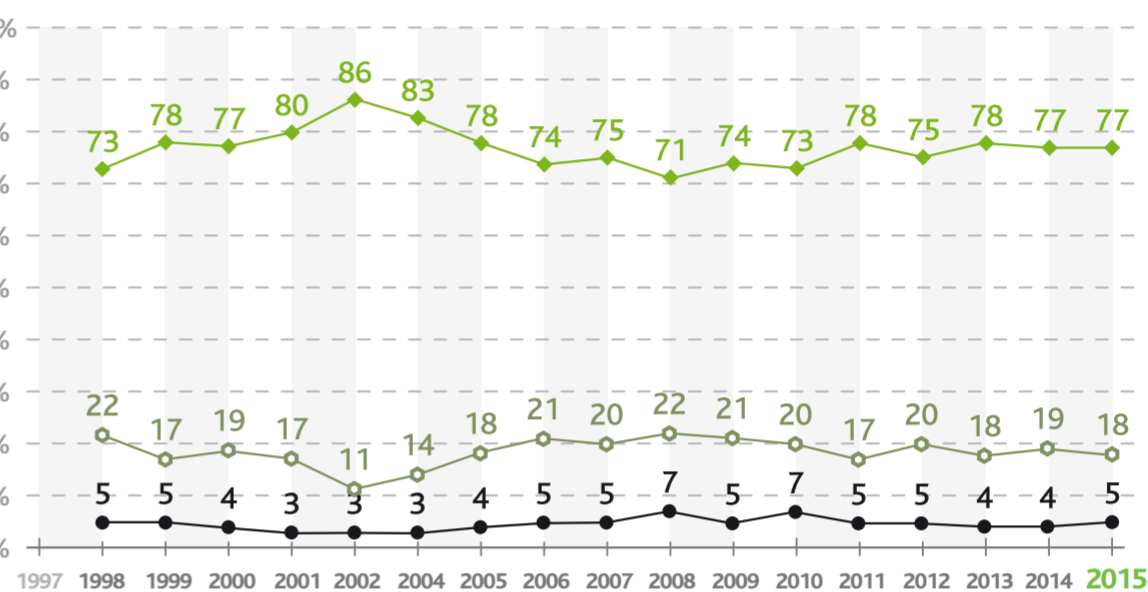
Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont...

ÉVOLUTIONS DES RISQUES POUR LA SOCIÉTÉ 1997 à 2015

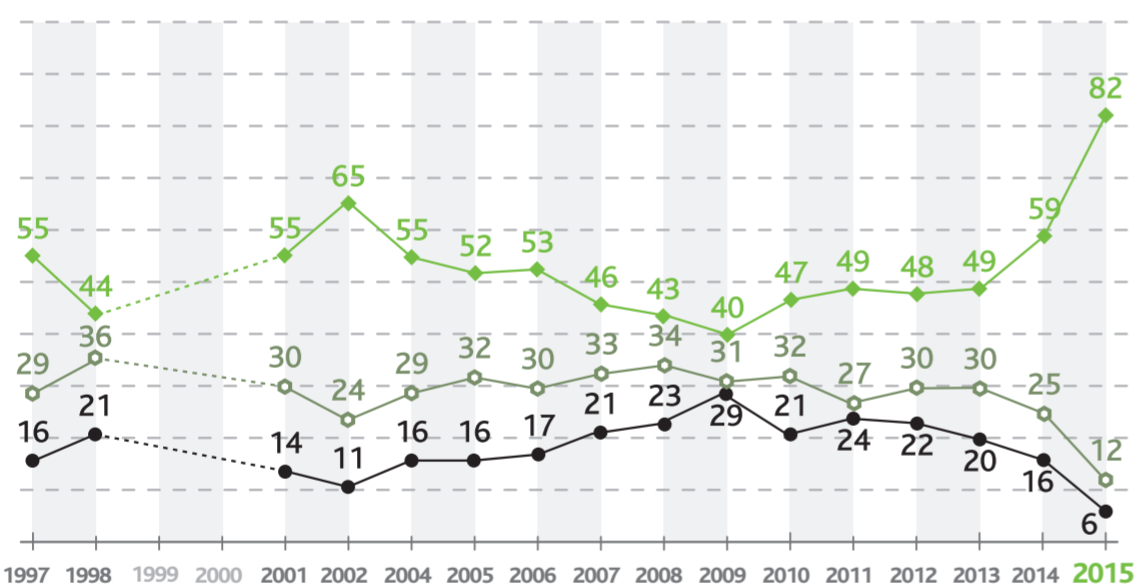
Le sida



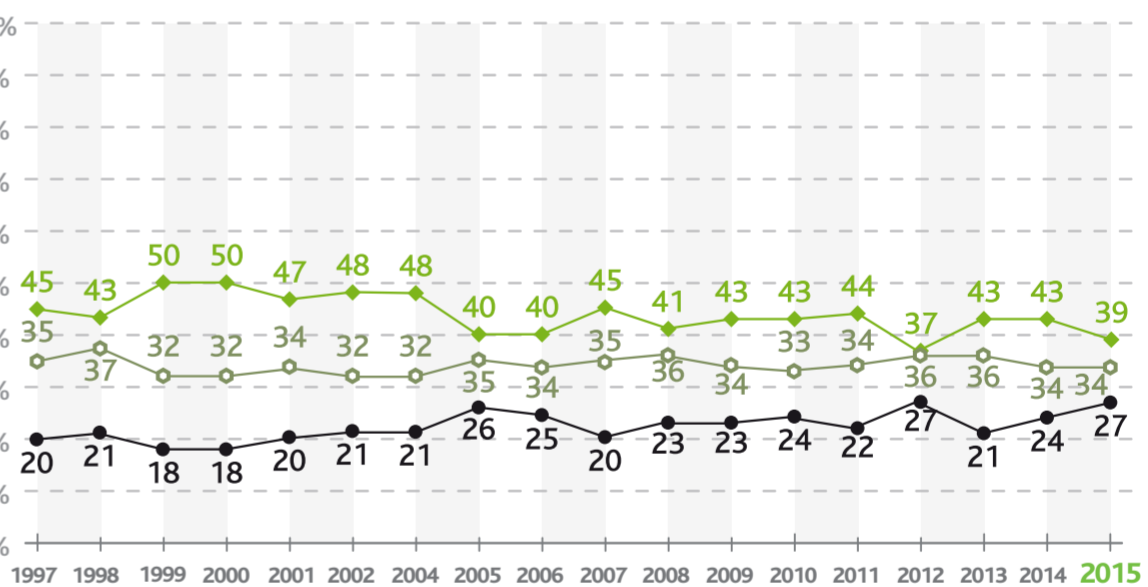
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

L'amélioration de la confiance pour 21 situations sur 34 s'accompagne de mouvements importants dans la hiérarchie des situations allant de celle où l'on a le plus confiance dans les autorités (les incendies de forêt, rang inchangé par rapport à 2014) aux pesticides (- 5 rangs). Les mouvements positifs les plus importants concernent les maladies professionnelles (+ 8 rangs), les incinérateurs de déchets ménagers (+ 4) et les produits alimentaires (+ 4). Outre les pesticides, les mouvements négatifs les plus importants concernent le terrorisme, l'alcoolisme, l'obésité des jeunes, qui perdent 5 rangs, et la drogue (- 4).

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE CONFIANCE QUI TEND À S'AMÉLIORER EN 2015

La confiance est inchangée ou avec une évolution non significative dans 12 situations sur 34, elle augmente dans toutes les autres situations

En 2015, la confiance dans les autorités françaises diminue légèrement pour ce qui concerne le terrorisme, mais cette baisse n'est pas statistiquement significative (- 1 point pour la somme des réponses positives). De même, pour 11 situations, la confiance reste également inchangée ou avec des mouvements d'une ampleur non significative : ce sont les accidents de la route, l'alcoolisme, l'obésité des jeunes, les inondations, la drogue, le tabagisme des jeunes, la pollution atmosphérique, la pollution des lacs, des rivières et des mers, les OGM, les pesticides et la pollution des sols.

Cependant, la tendance observée la plus marquante est que la confiance dans les autorités s'améliore de manière significative pour 22 risques sur 34. Le caractère massif de ce mouvement conduit à formuler une hypothèse globale d'interprétation (au-delà des significations particulières pour tel ou tel risque, qui restent possibles, une signification générale semble en effet ressortir).

UNE LÉGITIMITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE RENFORCÉE PAR LA CRAINTE DU TERRORISME ?

Face au terrorisme, la population rechercherait davantage la protection de l'État et lui accorderait en retour davantage sa confiance

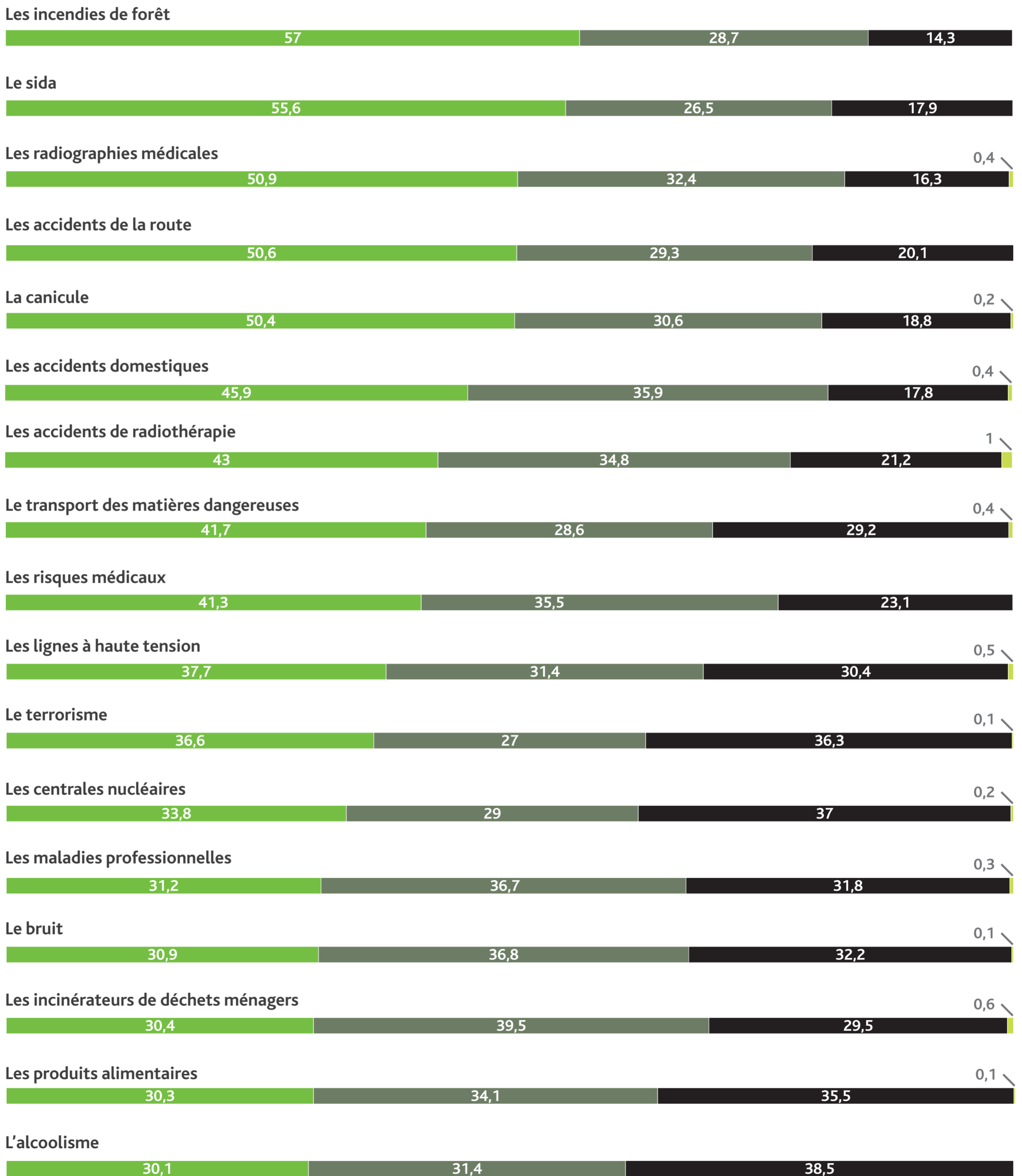
La hausse de la confiance dans beaucoup de situations peut correspondre à une amélioration de l'image des pouvoirs publics liée à la période marquée par les événements terroristes. Il est vrai que le terrorisme est l'un des sujets sur lesquels la confiance ne s'améliore pas, mais il convient de se rappeler que les événements en eux-mêmes conduisent à s'interroger sur l'efficacité du travail de prévention du risque terroriste. Le fait que la confiance dans la protection contre le terrorisme ne diminue pas (ou pas significativement) semble plutôt confirmer l'hypothèse d'un mouvement d'unité nationale. Il est possible, d'une certaine façon, de parler de « réflexe légitimiste » dans la mesure où les attentats de novembre ont eu pour effet de poser à nouveau la question de la légitimité de l'action publique et de la renforcer, notamment sur trois points :

- la seule violence légitime est celle des forces de l'ordre ;
- les valeurs légitimant l'action de l'État (sécurité, défense de l'état de droit...) sont renforcées face à ces actes et aux menaces qu'ils représentent ;
- les citoyens se sentent eux-mêmes légitimes à se prononcer sur les questions de terrorisme, dans la mesure où ils sont directement exposés.

QUESTION N°2

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

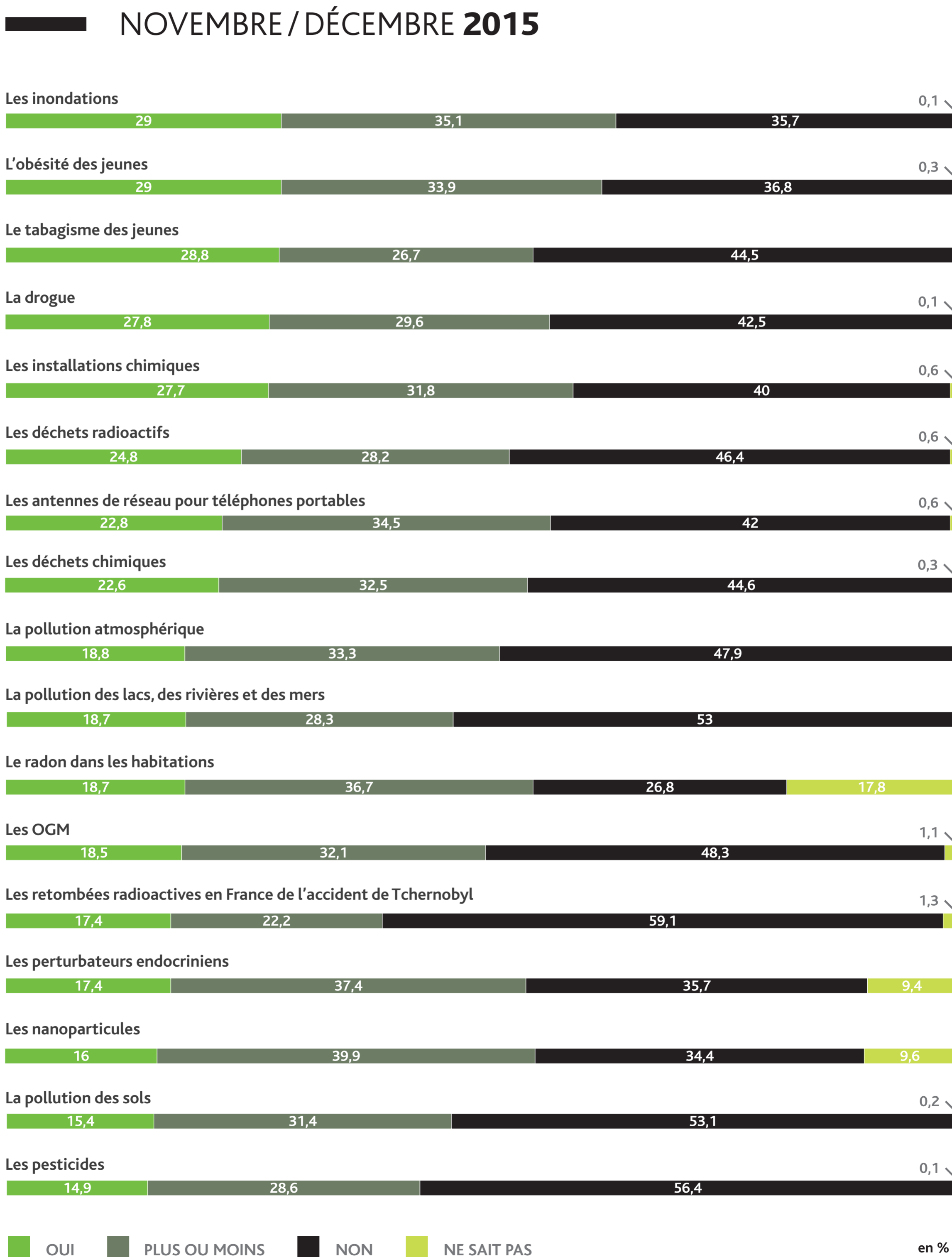


■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

en %

QUESTION N°2 (suite)

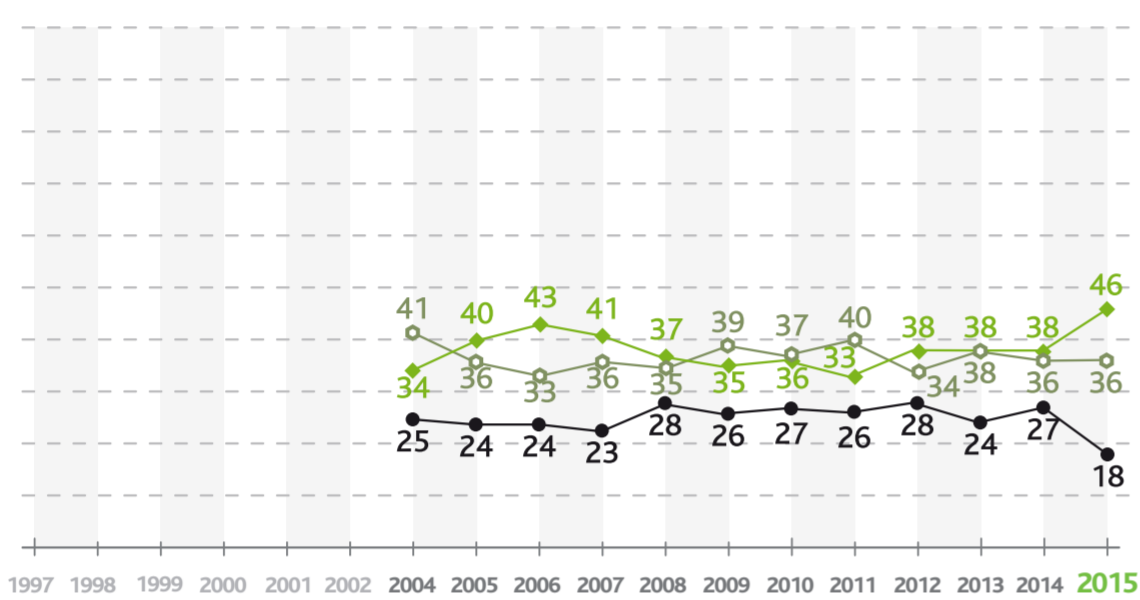
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?



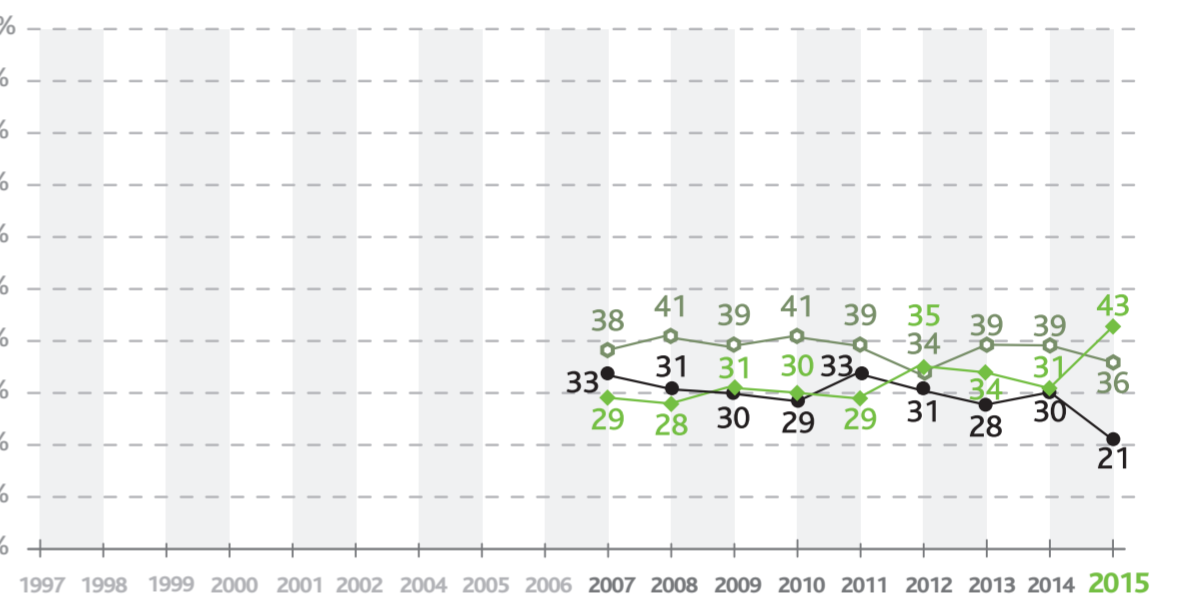
ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER

1997 à 2015

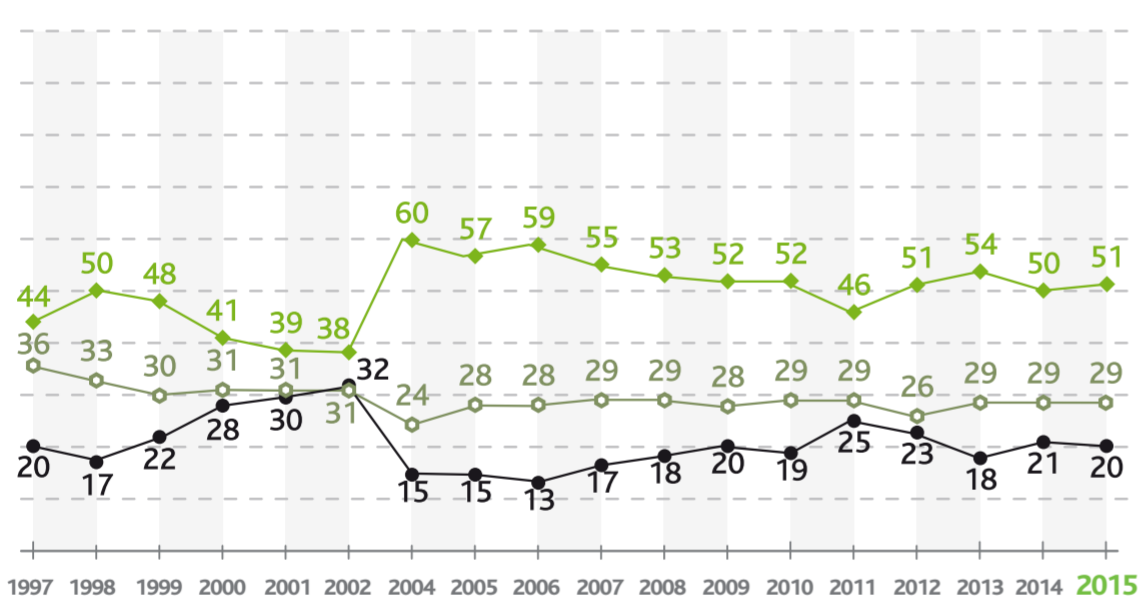
Les accidents domestiques



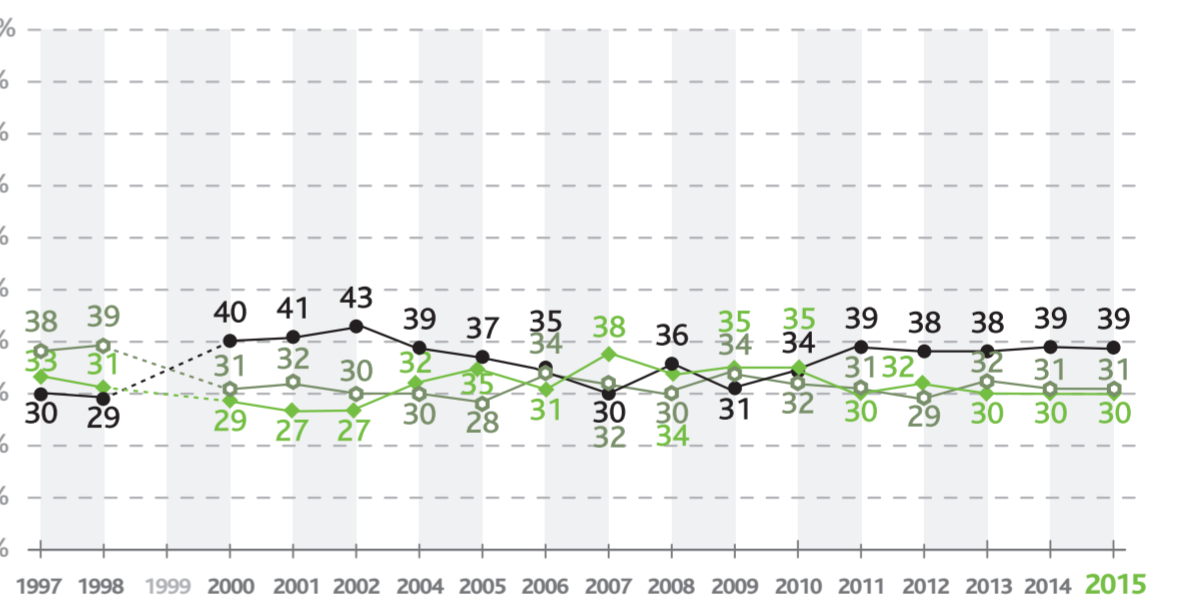
Les accidents de radiothérapie



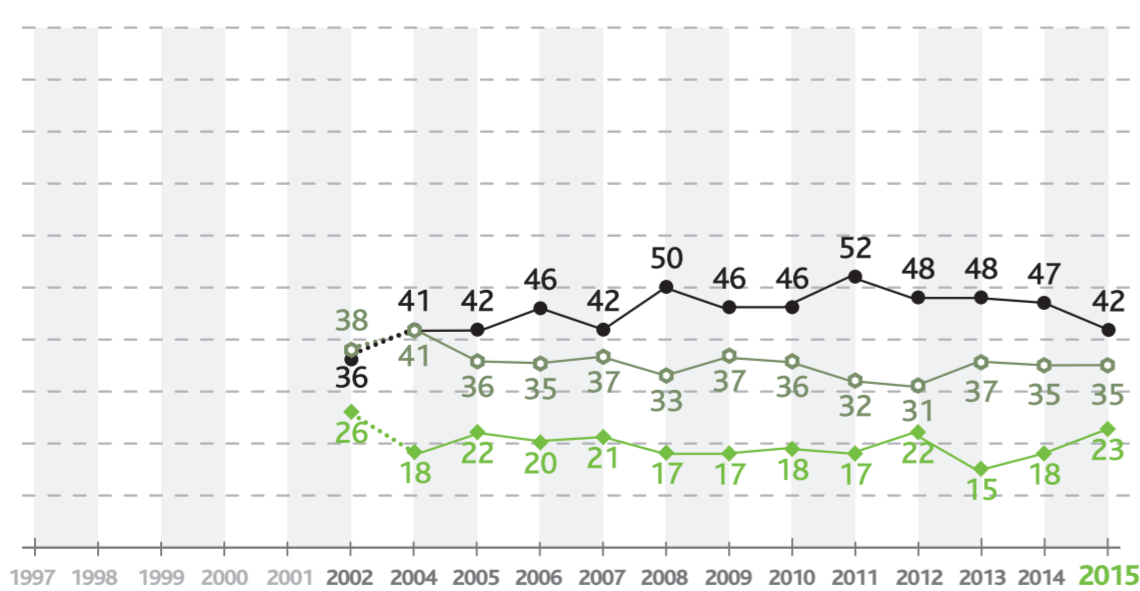
Les accidents de la route



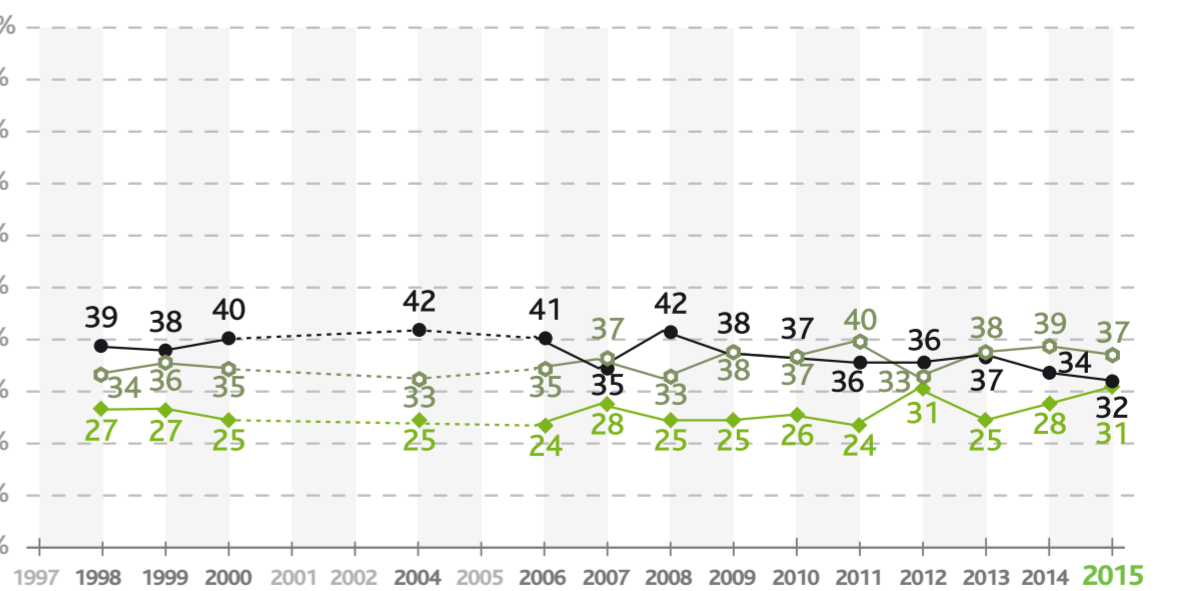
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



Le bruit

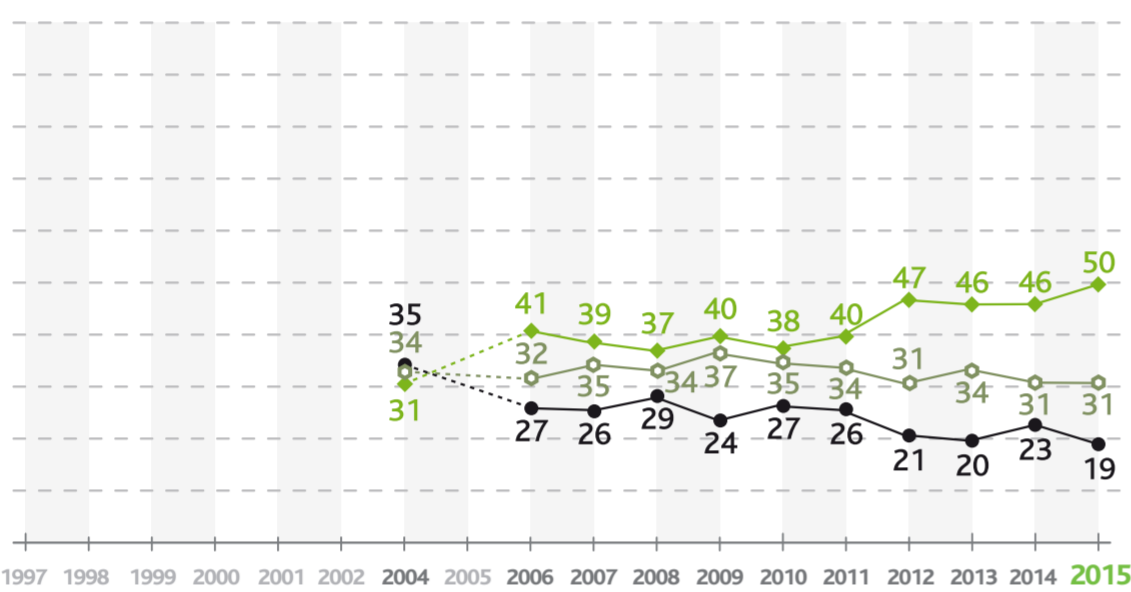


QUESTION N°2 (suite)

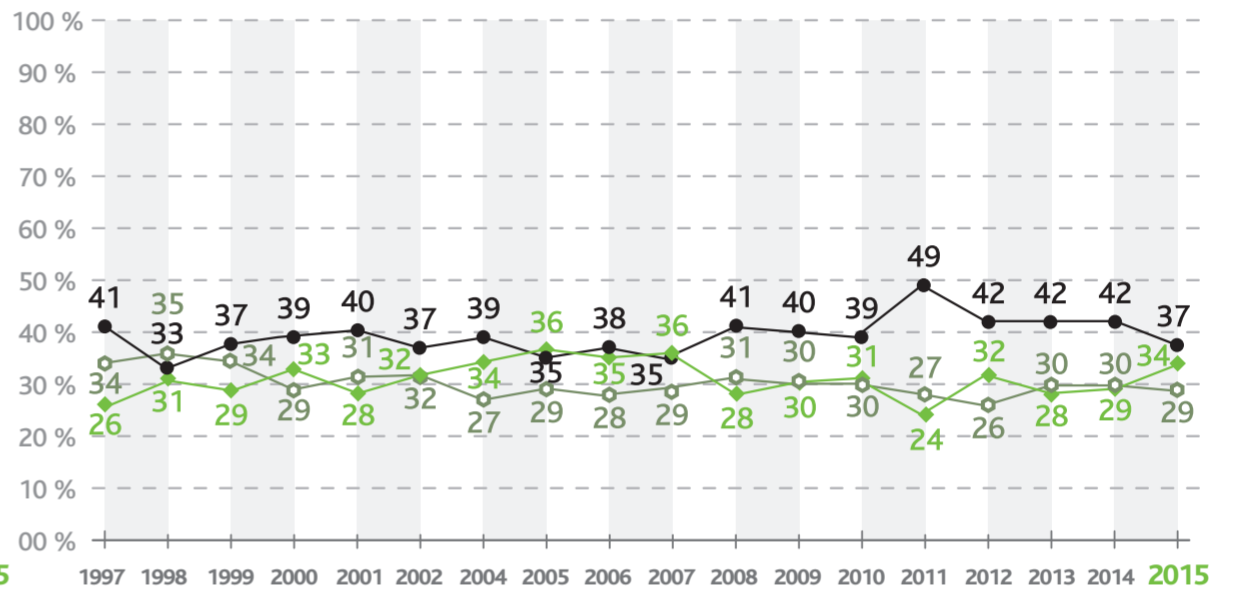
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2015

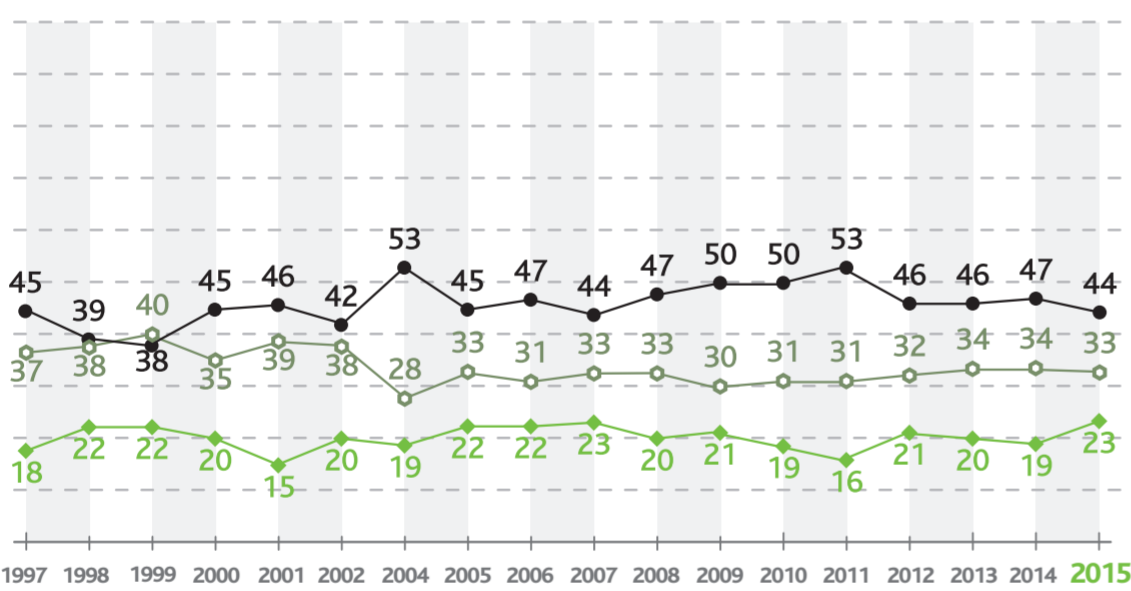
La canicule



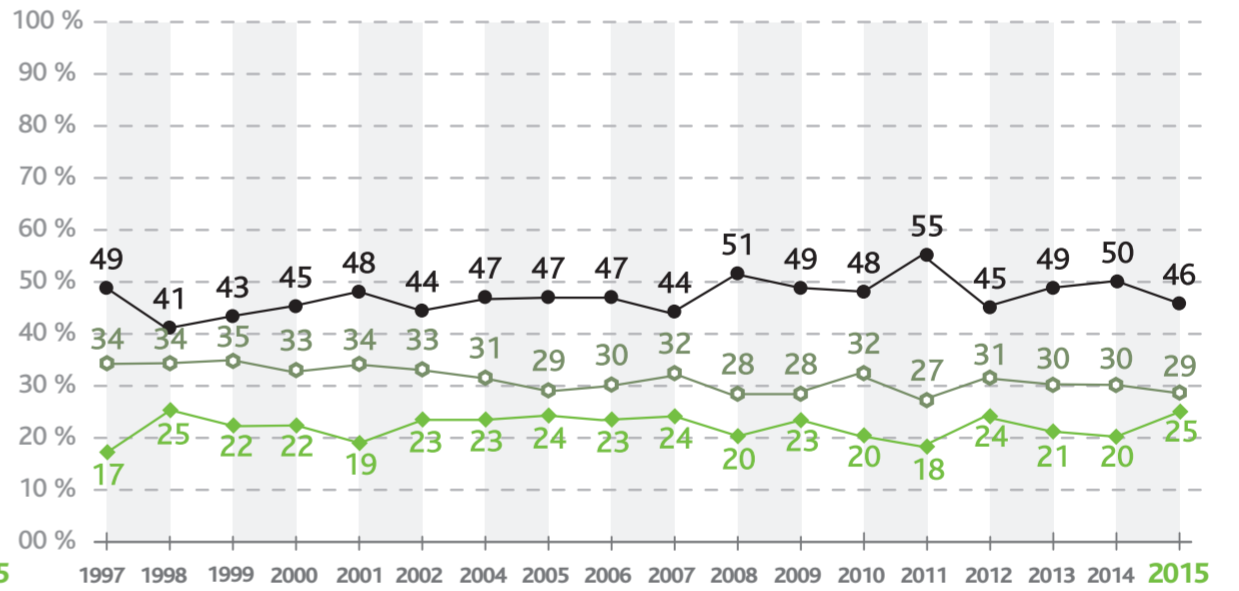
Les centrales nucléaires



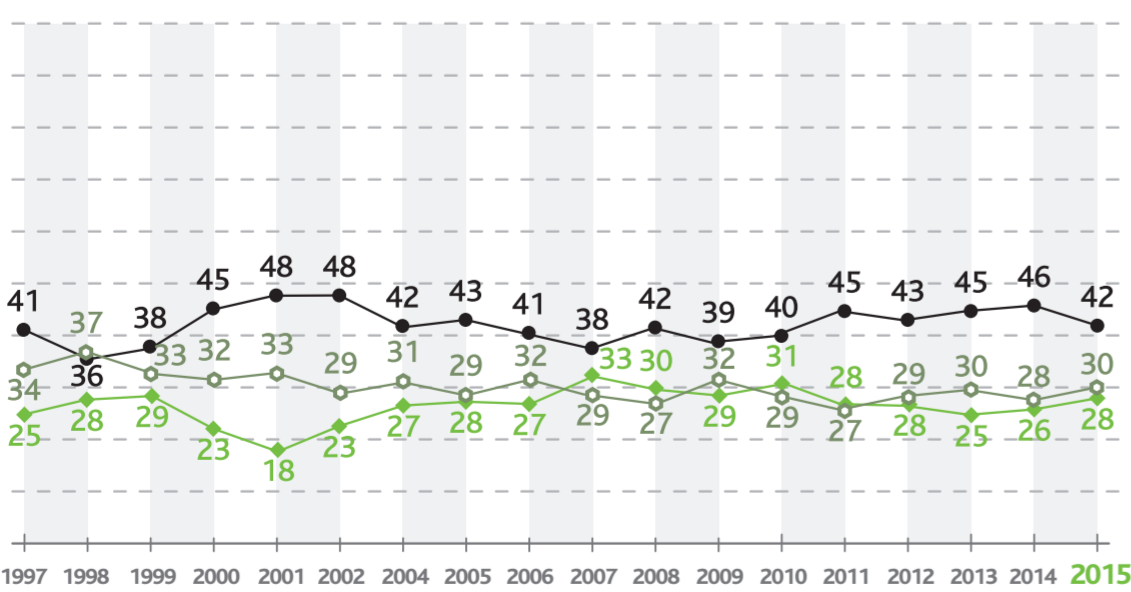
Les déchets chimiques



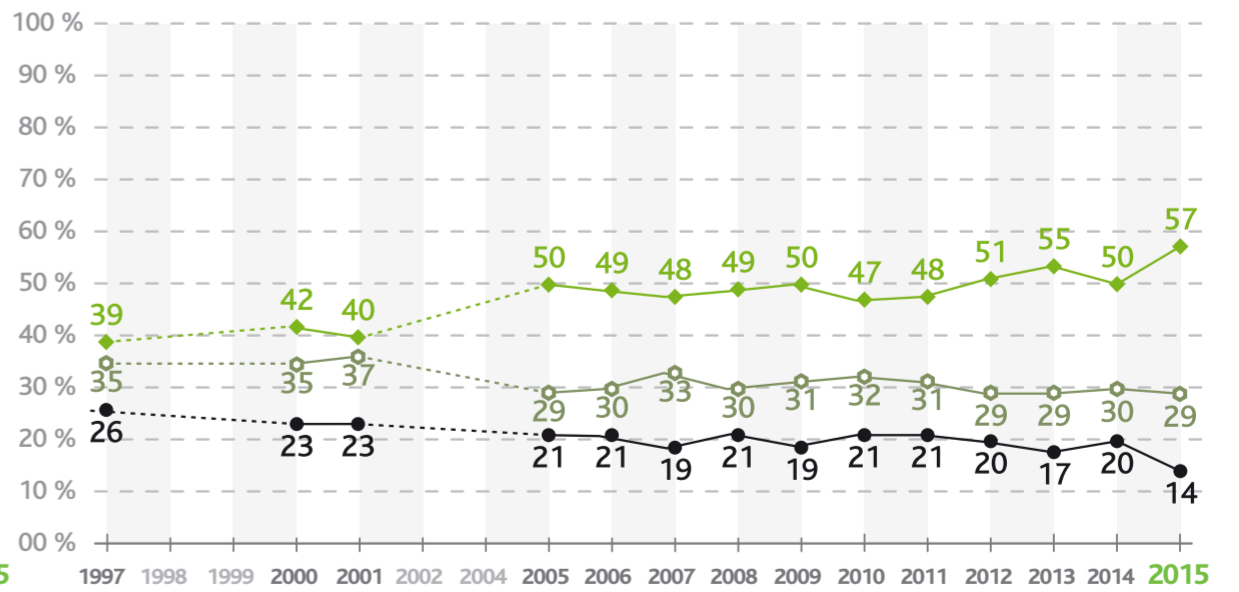
Les déchets radioactifs



La drogue

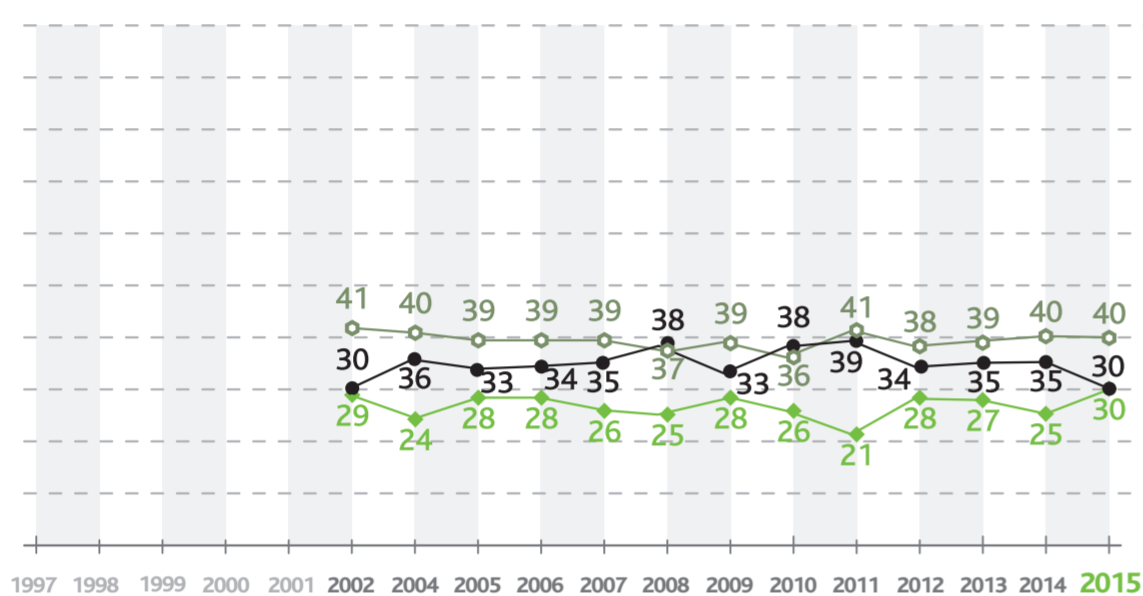


Les incendies de forêt

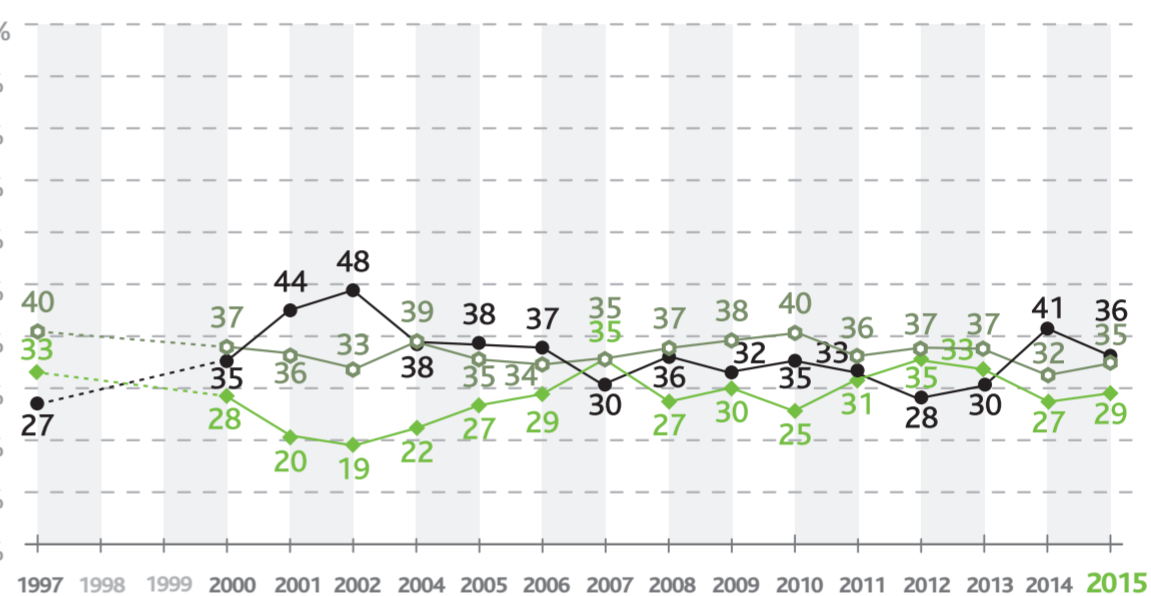


Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «+ ou -». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «+ ou -» n'est pas pertinente.

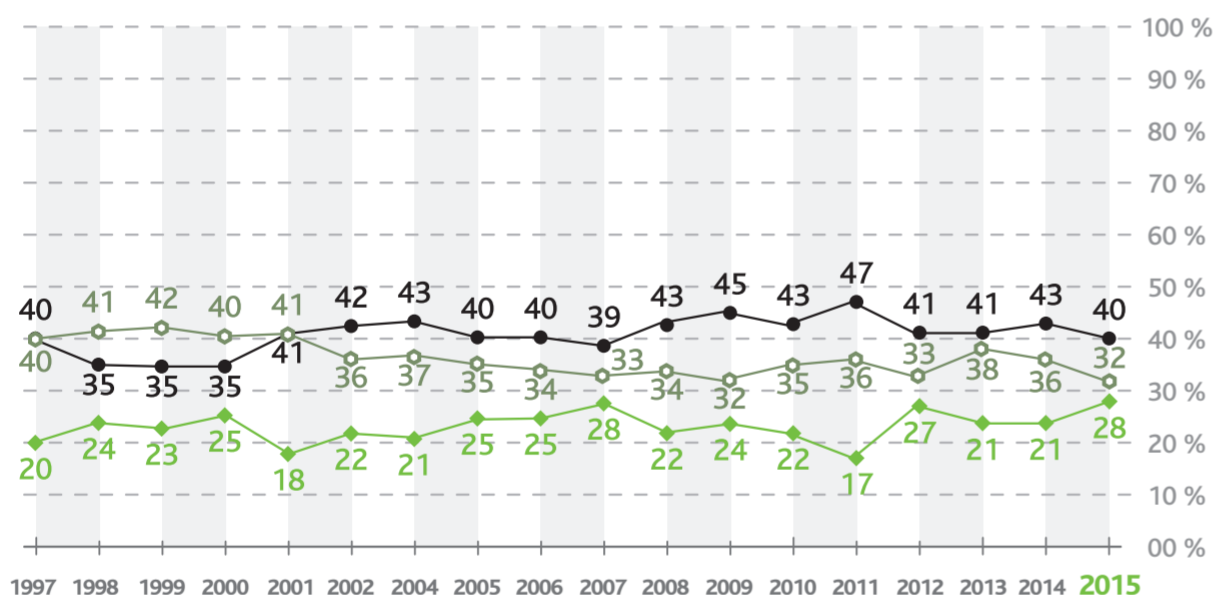
Les incinérateurs de déchets ménagers



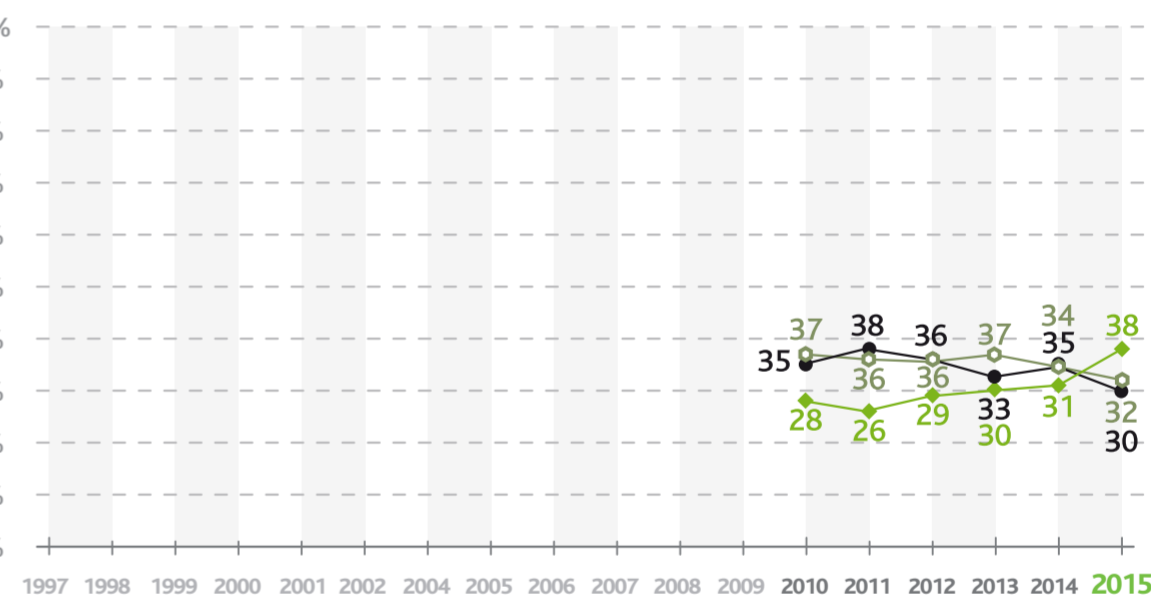
Les inondations



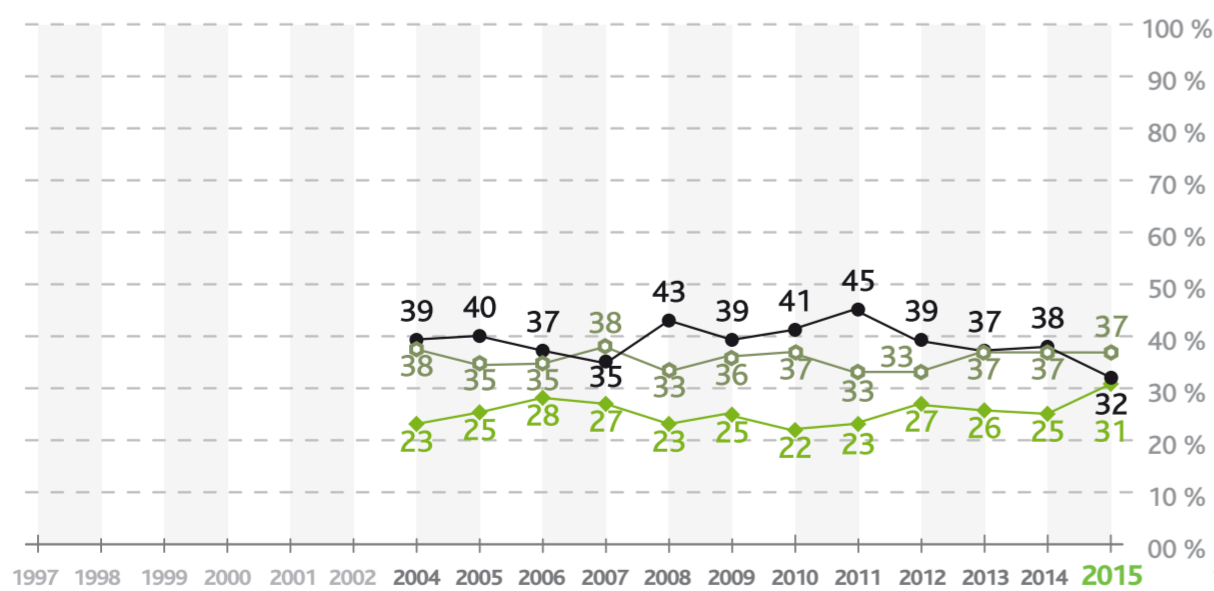
Les installations chimiques



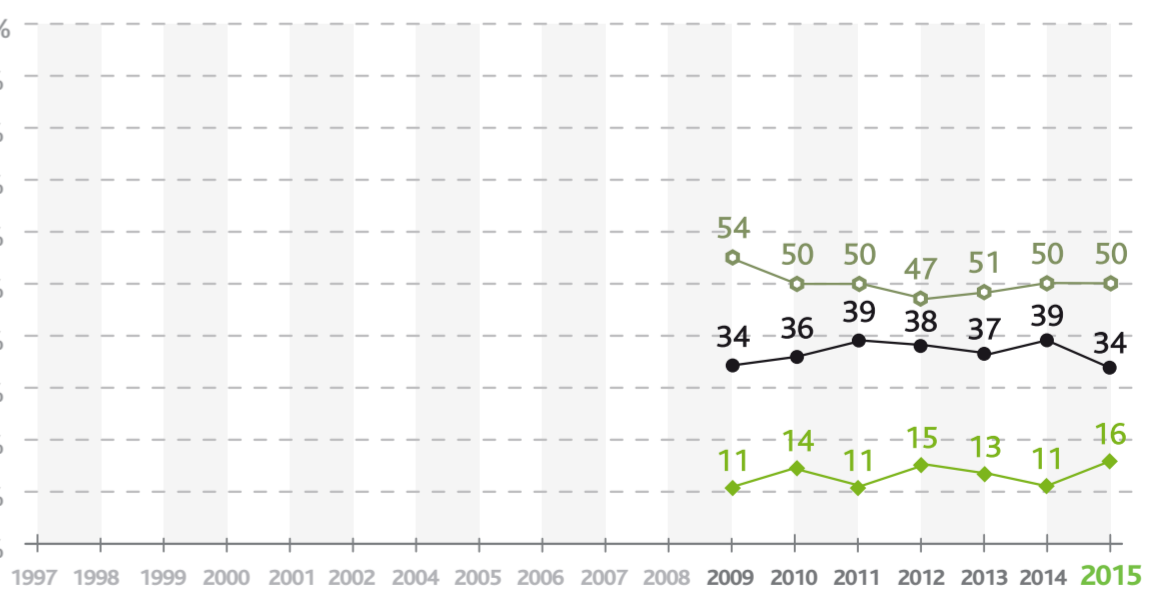
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles



Les nanoparticules

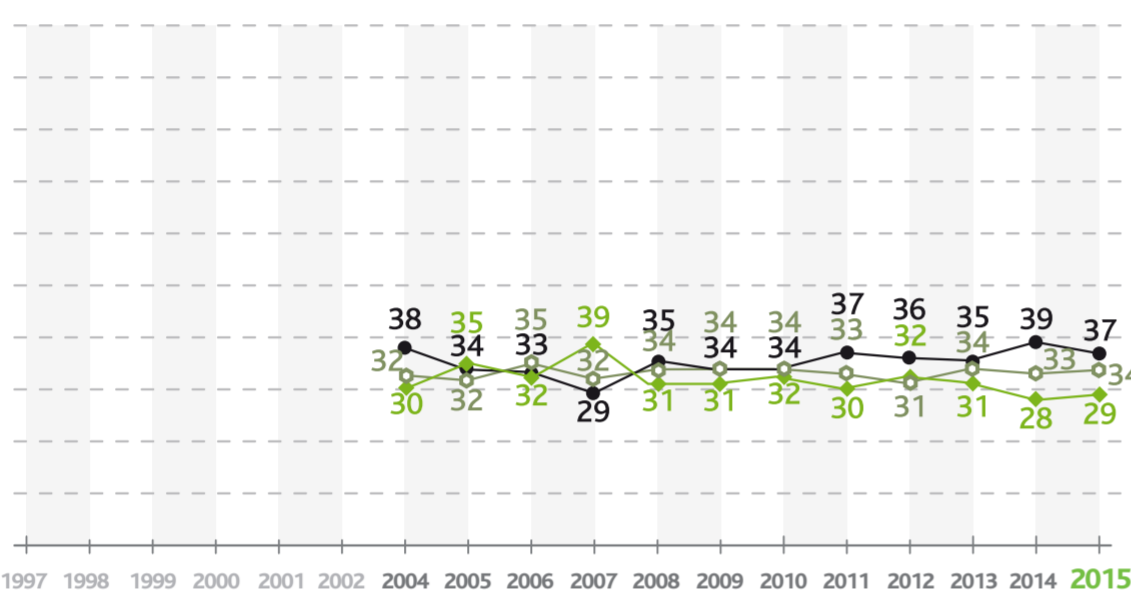


QUESTION N°2 (suite)

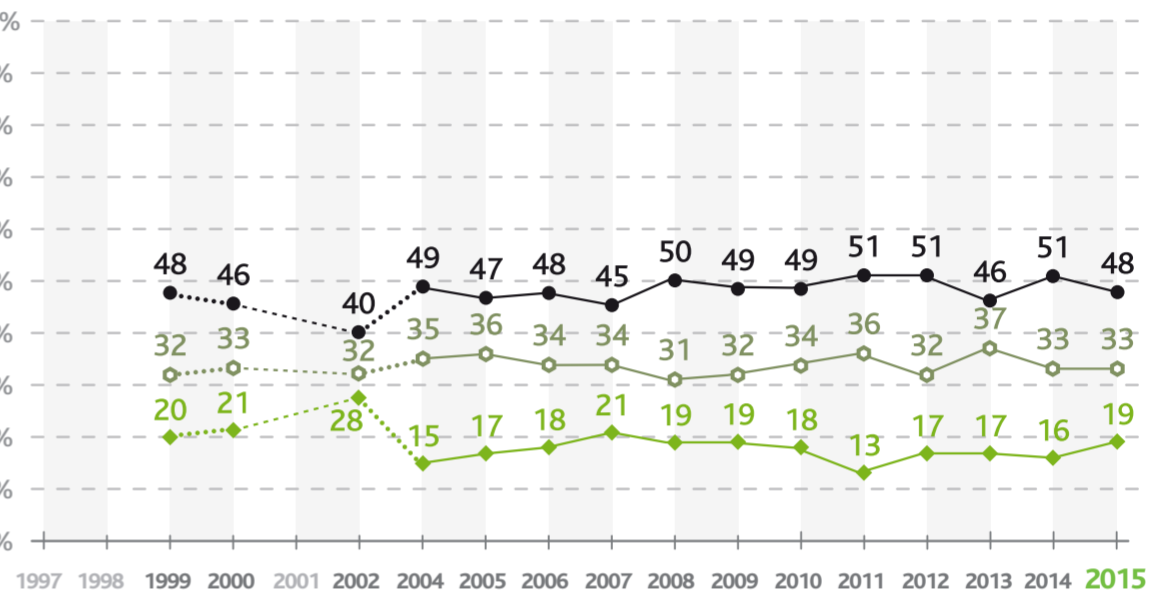
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2015

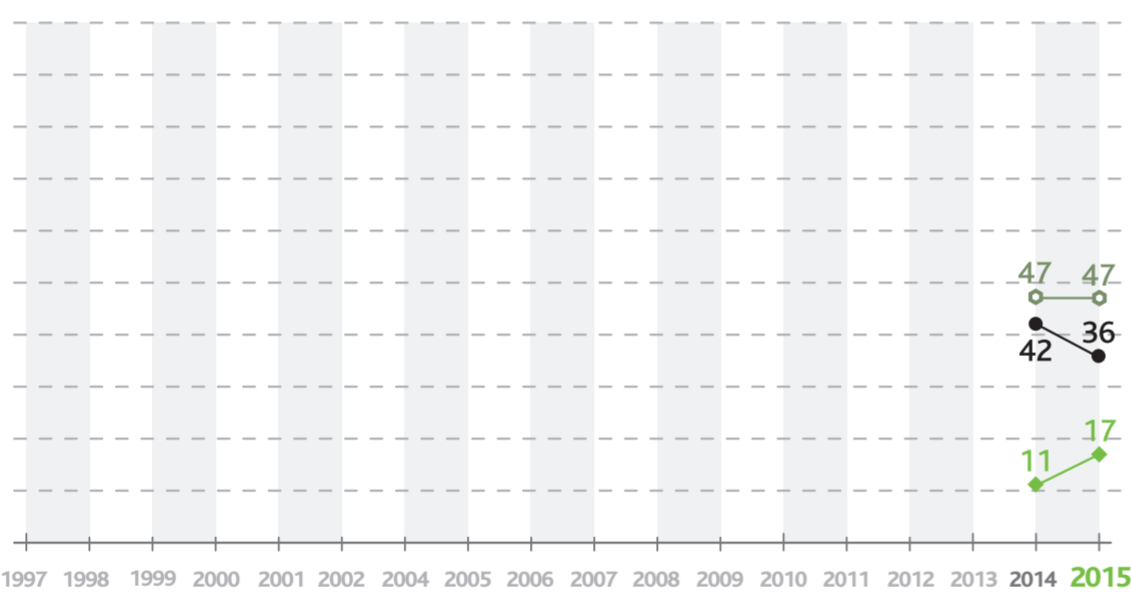
L'obésité des jeunes



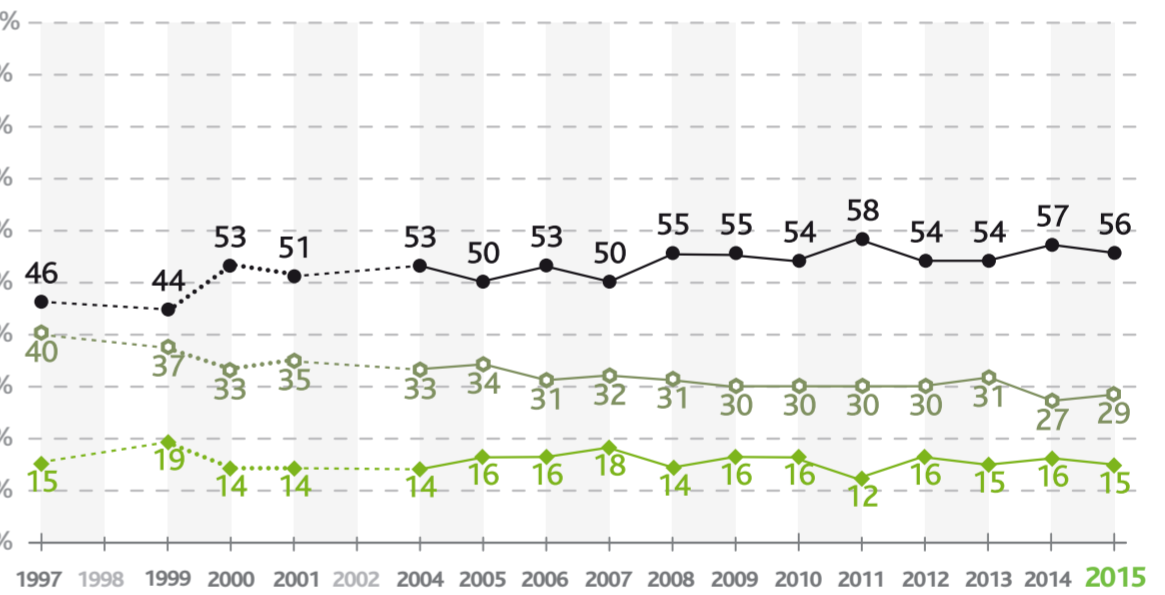
Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



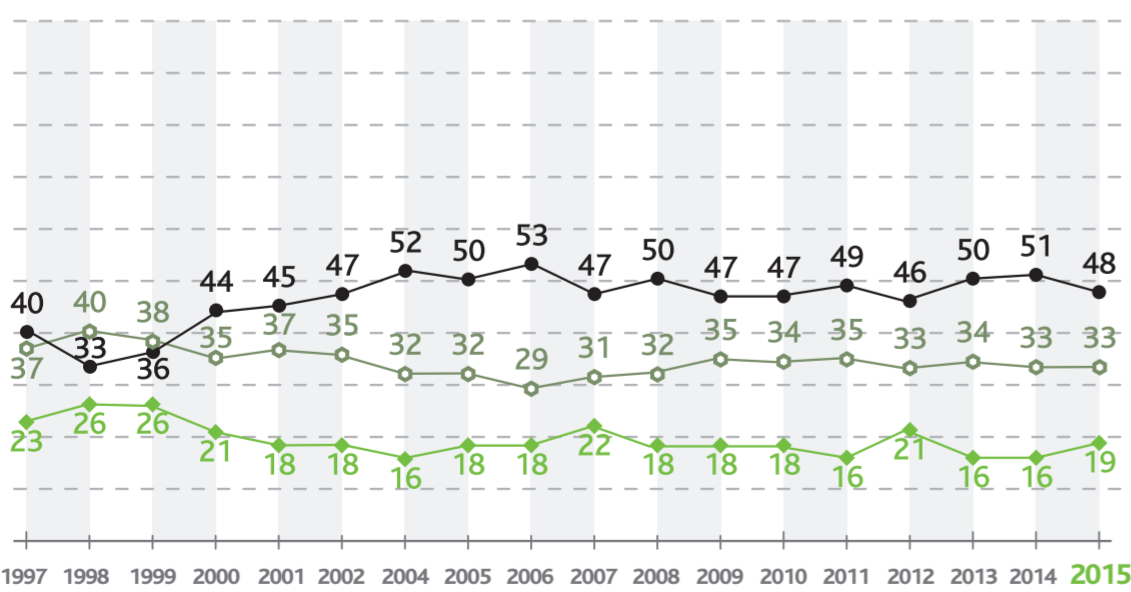
Les perturbateurs endocriniens



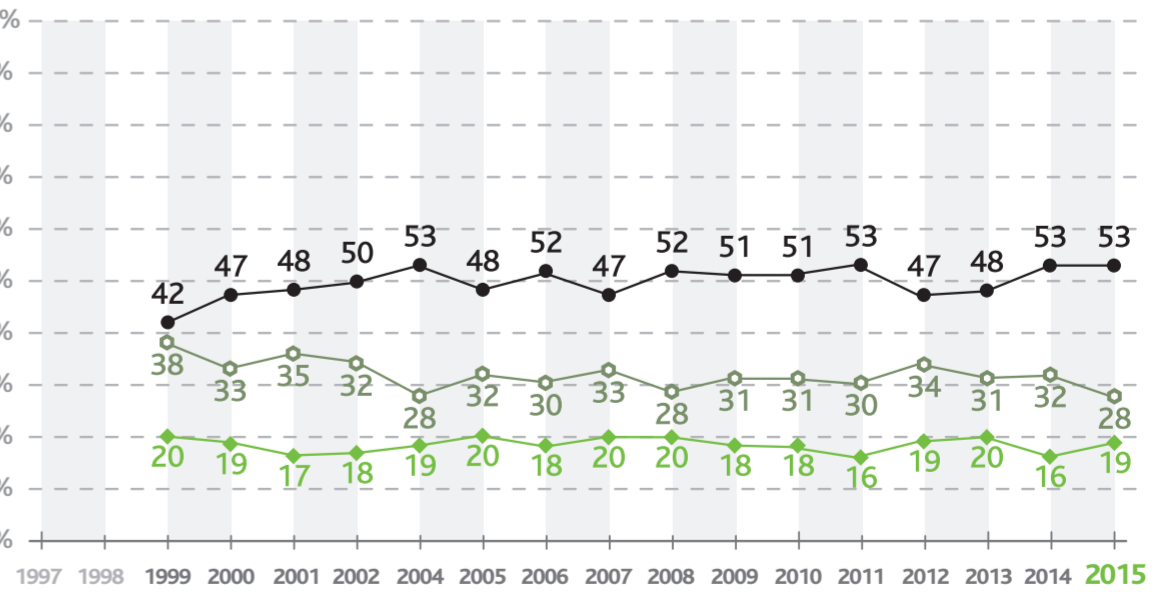
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



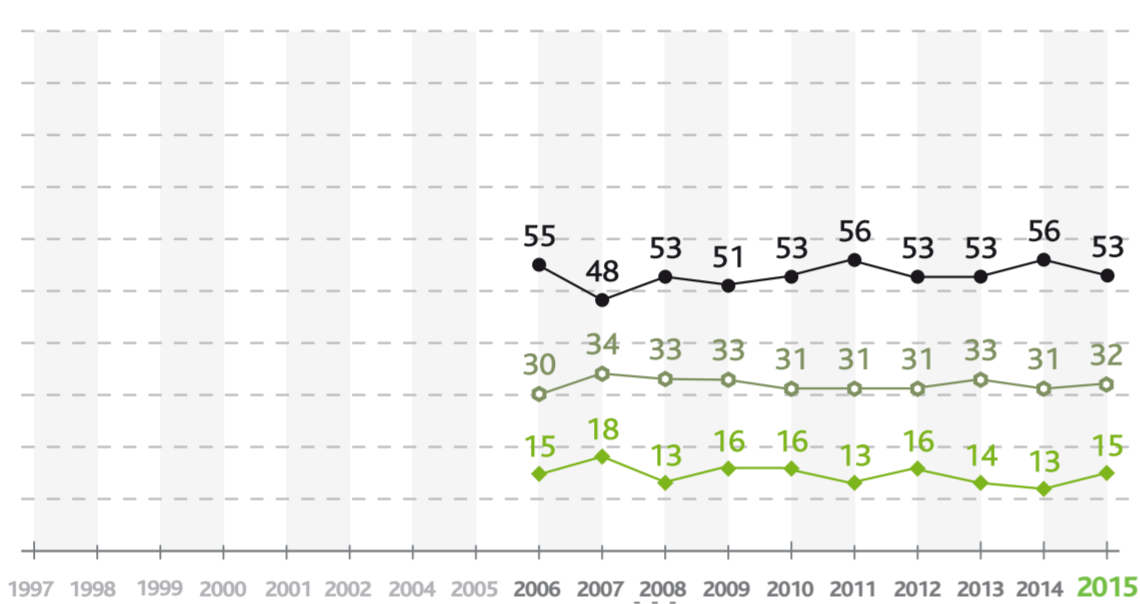
La pollution atmosphérique



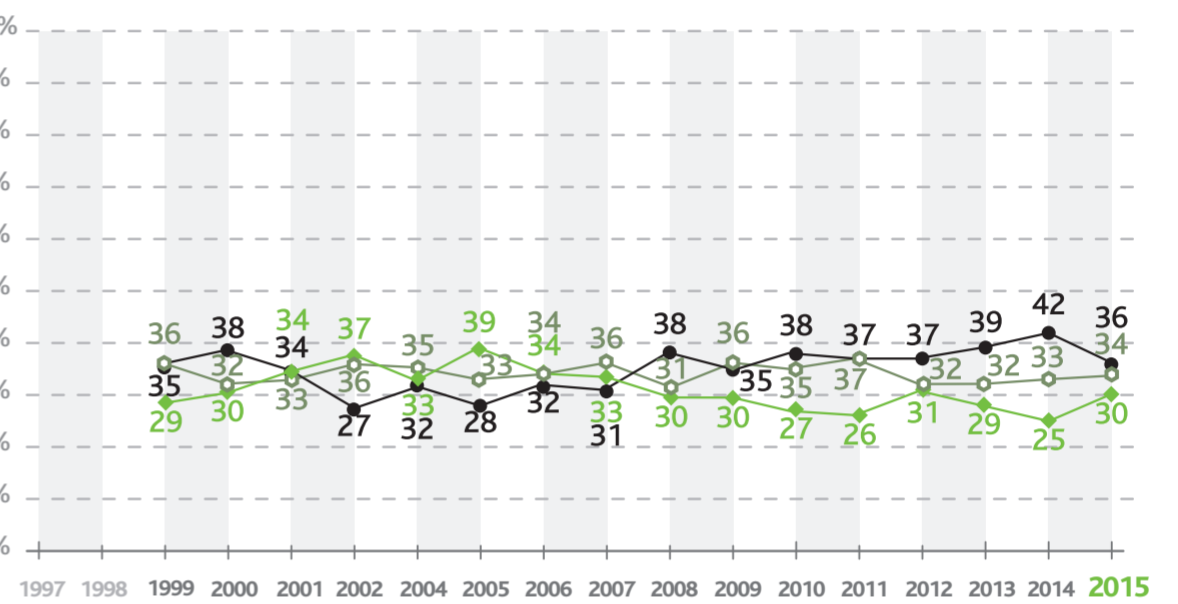
La pollution des lacs, des rivières et des mers



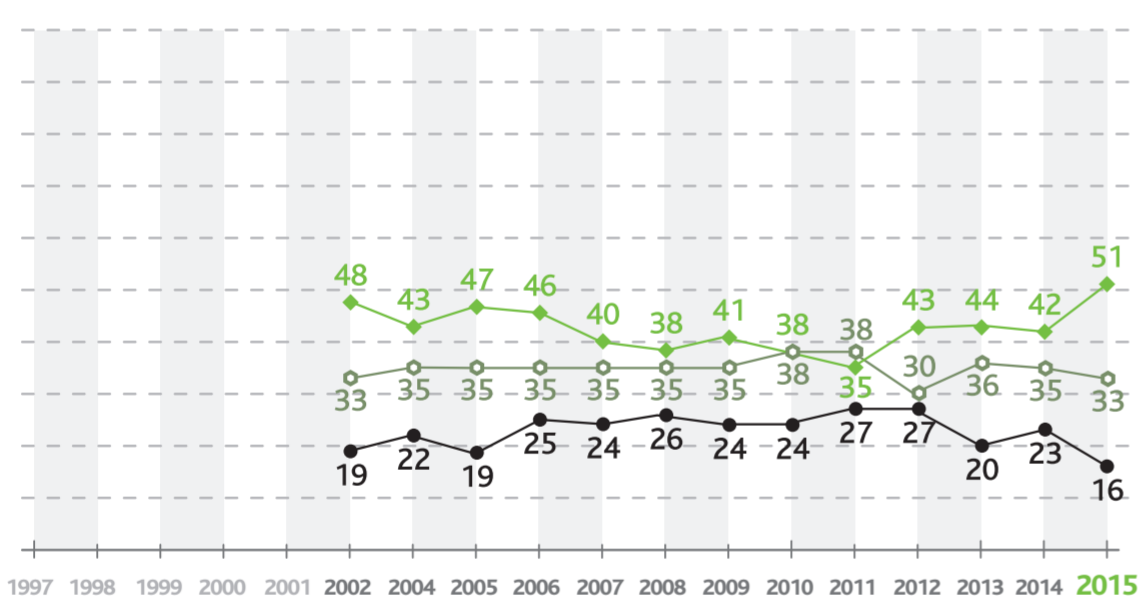
La pollution des sols



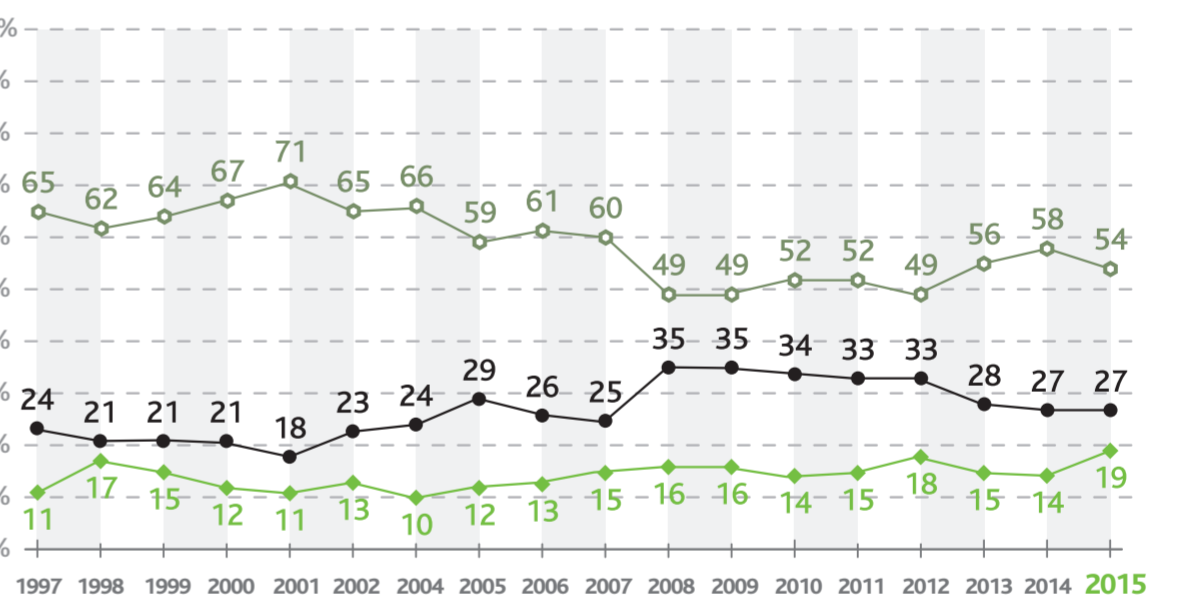
Les produits alimentaires



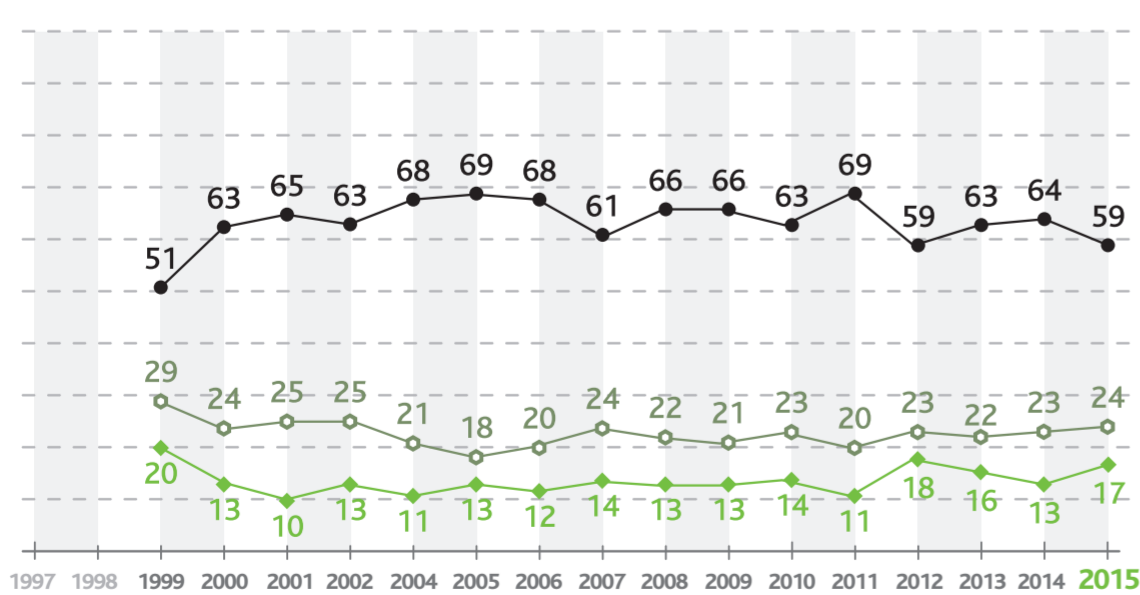
Les radiographies médicales



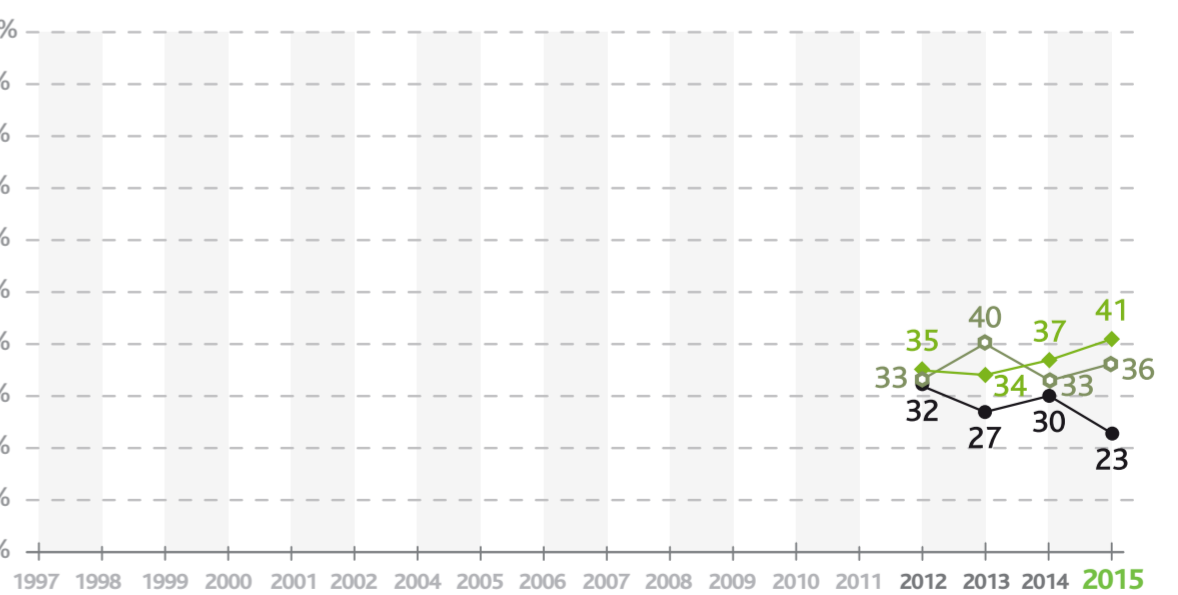
Le radon dans les habitations



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



Les risques médicaux



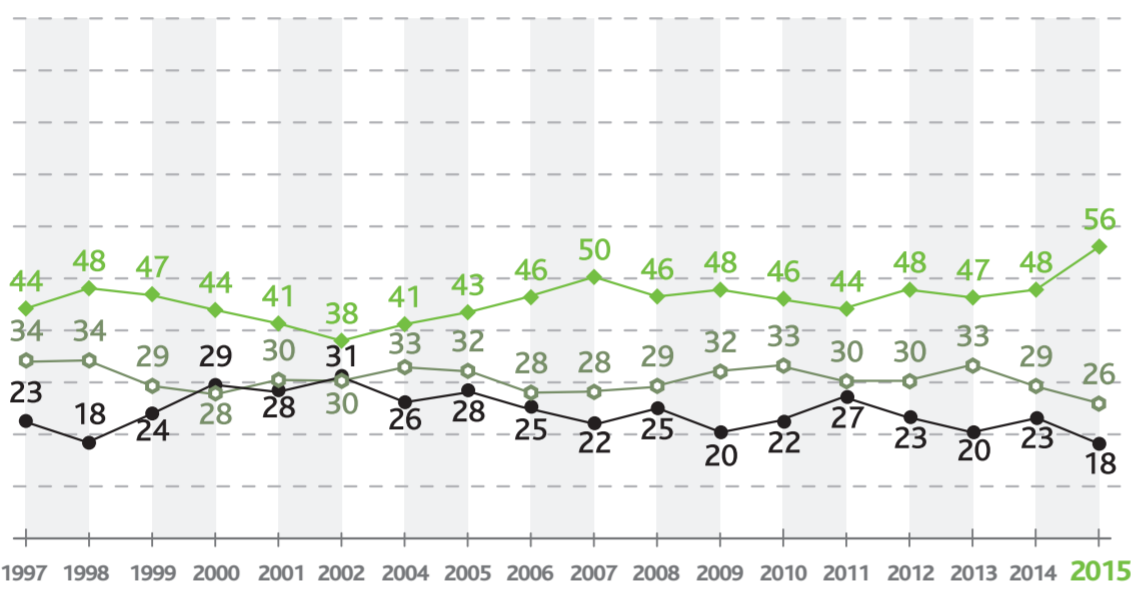
QUESTION

N°2 (suite)

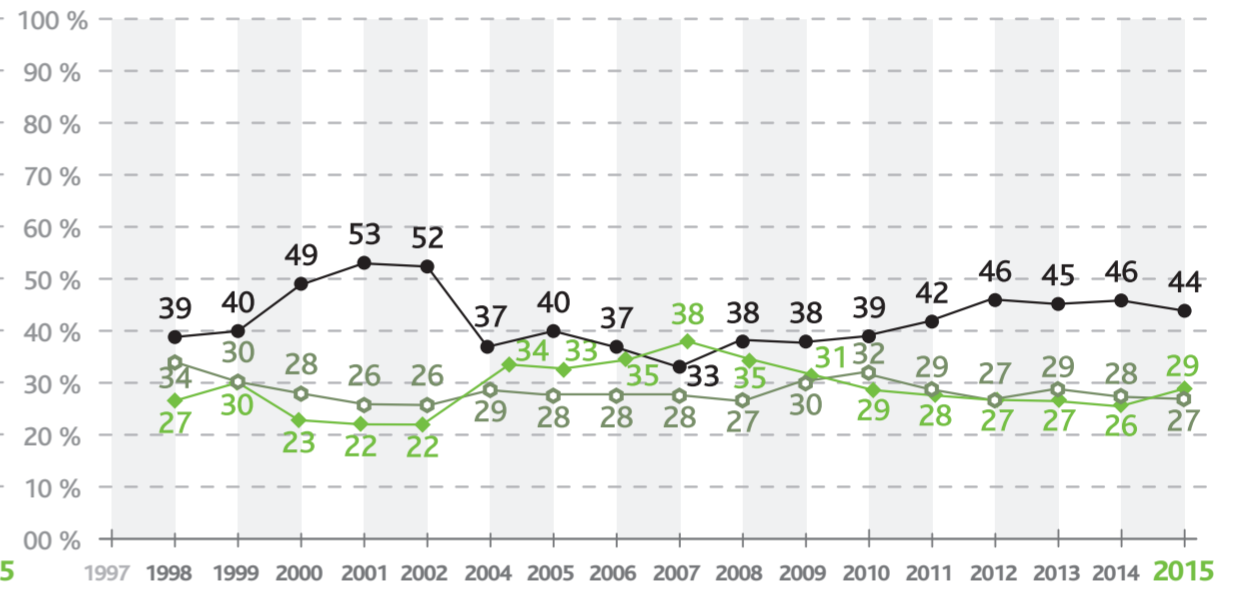
Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

ÉVOLUTIONS DE LA CONFIANCE ACCORDÉE AUX AUTORITÉS PAR LES FRANÇAIS POUR LES PROTÉGER 1997 à 2015

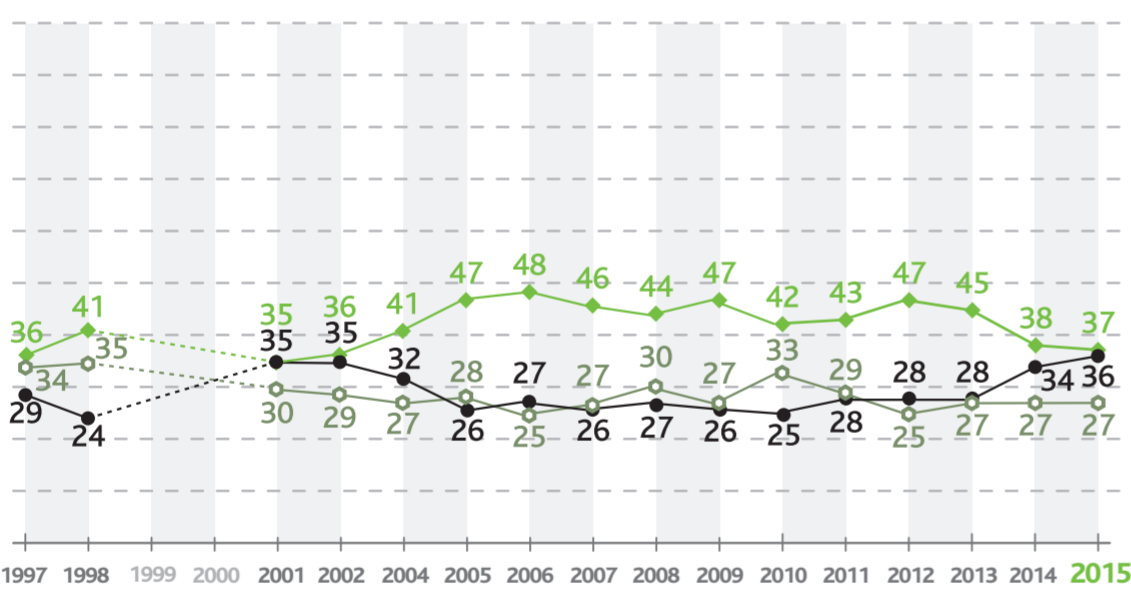
Le sida



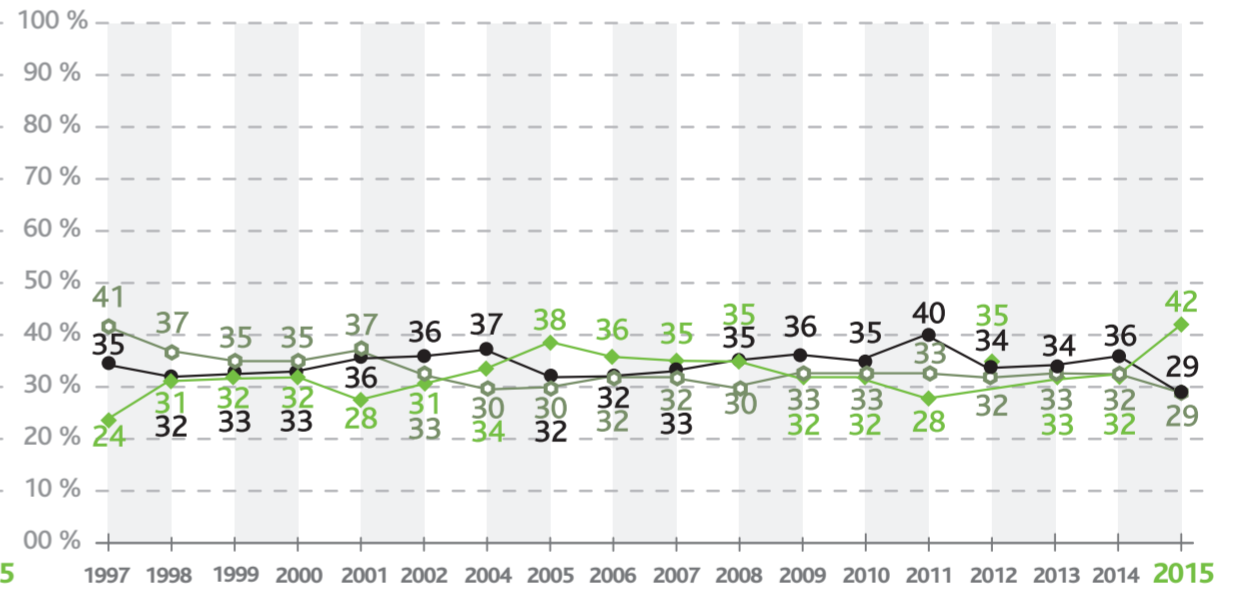
Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



Le transport des matières dangereuses



LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS

En 2015, le sentiment que la vérité est dite s'est amélioré de manière significative pour 22 situations sur 34. Ce mouvement ample ne se traduit pas cependant par un déplacement très important des différentes situations. Les déplacements les plus nets concernent la pollution des sols, qui gagnent 5 rangs, les antennes de réseau pour téléphones portables et les déchets radioactifs, qui perdent chacun 4 rangs.

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

TENDANCE À L'AMÉLIORATION DU SENTIMENT QUE LA VÉRITÉ EST DITE

La vérité des informations reste stable dans 12 situations et s'améliore dans 22

En ce qui concerne le sentiment que l'on dit la vérité sur les dangers liés à différentes situations à risques, c'est-à-dire la crédibilité de l'information sur ces sujets, il convient de remarquer que, dans aucun des cas évoqués, la crédibilité est en baisse. Elle reste inchangée par rapport à 2014 ou fait l'objet de variations non significatives dans 12 situations : les incendies de forêt, les inondations, les produits alimentaires, les centrales nucléaires, la pollution des lacs, des rivières et des mers, les antennes de réseau pour téléphones portables, les pesticides, les déchets radioactifs, les déchets chimiques, les OGM, les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl et les nanoparticules.

Cependant, la tendance principale observée est que la crédibilité tend à augmenter dans 22 situations sur 34. Cette fois-ci, la hausse de l'indicateur concerne aussi le terrorisme. À nouveau, une hypothèse générale demande à être formulée en face d'un mouvement d'opinion aussi étendu.

UNE PAROLE PUBLIQUE PLUS LÉGITIME ?

Comme observé pour la confiance dans l'action des autorités françaises, le choc des attentats terroristes entraînerait un regard plus bienveillant sur la parole publique

La même hypothèse de réflexe d'unité nationale et de renforcement de la légitimité de l'action publique contre le terrorisme peut en effet être formulée. Il convient de rappeler que la question de l'unité nationale a resurgi au premier plan de l'actualité en novembre 2015 à la suite des attentats de Paris. Elle est soulevée chaque fois que le pays est confronté à des événements dramatiques et nécessitant une réponse urgente. Ce regain de légitimité peut toutefois dépasser les événements qui sont à sa source et englober d'autres domaines de l'action publique. Si la légitimité de l'action publique peut être invoquée dans ces deux cas (hausse de la confiance et hausse de la crédibilité), c'est qu'elle peut être à l'origine des deux tendances : une parole publique plus légitime est plus crédible et suscite davantage la confiance des citoyens.

Si la même tendance à la hausse peut être observée à la fois pour la confiance et pour la crédibilité, il faut cependant remarquer que ce ne sont pas tout à fait les mêmes situations qui provoquent une hausse des indicateurs. Seules 13 situations évoluent positivement sur les deux dimensions : le bruit, le radon dans les habitations, le sida, le transport des matières dangereuses, les accidents de radiothérapie,

les accidents domestiques, les incinérateurs de déchets ménagers, les installations chimiques, les lignes à haute tension, les maladies professionnelles, les perturbateurs endocriniens, les radiographies médicales et les risques médicaux. Sont notamment concernées par cette hausse de la confiance et de la crédibilité les situations se rapportant à la santé (sida, maladies professionnelles, perturbateurs endocriniens) ou à l'univers médical (accidents de radiothérapie, radiographies médicales, risques médicaux), ainsi que les risques relatifs à la maison (radon dans les habitations, accidents domestiques) ou à l'univers de vie contemporaine (bruit, incinérateurs de déchets ménagers). Il est possible que le caractère proprement hors norme des attentats terroristes de janvier et de novembre 2015 ait conduit à relativiser des situations qui ressortent davantage du quotidien et à regarder avec plus de bienveillance les questions de confiance et de crédibilité de l'information se rapportant à ces situations, au moins au moment où l'émotion était la plus forte.

QUESTION N°3

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

Les accidents de la route



Le sida



La canicule



Les incendies de forêt



L'alcoolisme



Le tabagisme des jeunes



Les accidents domestiques



L'obésité des jeunes



La drogue



Les inondations



Le bruit



Les radiographies médicales



Le terrorisme



Les risques médicaux



Les maladies professionnelles



La pollution atmosphérique



Les accidents de radiothérapie



OUI PLUS OU MOINS NON NE SAIT PAS

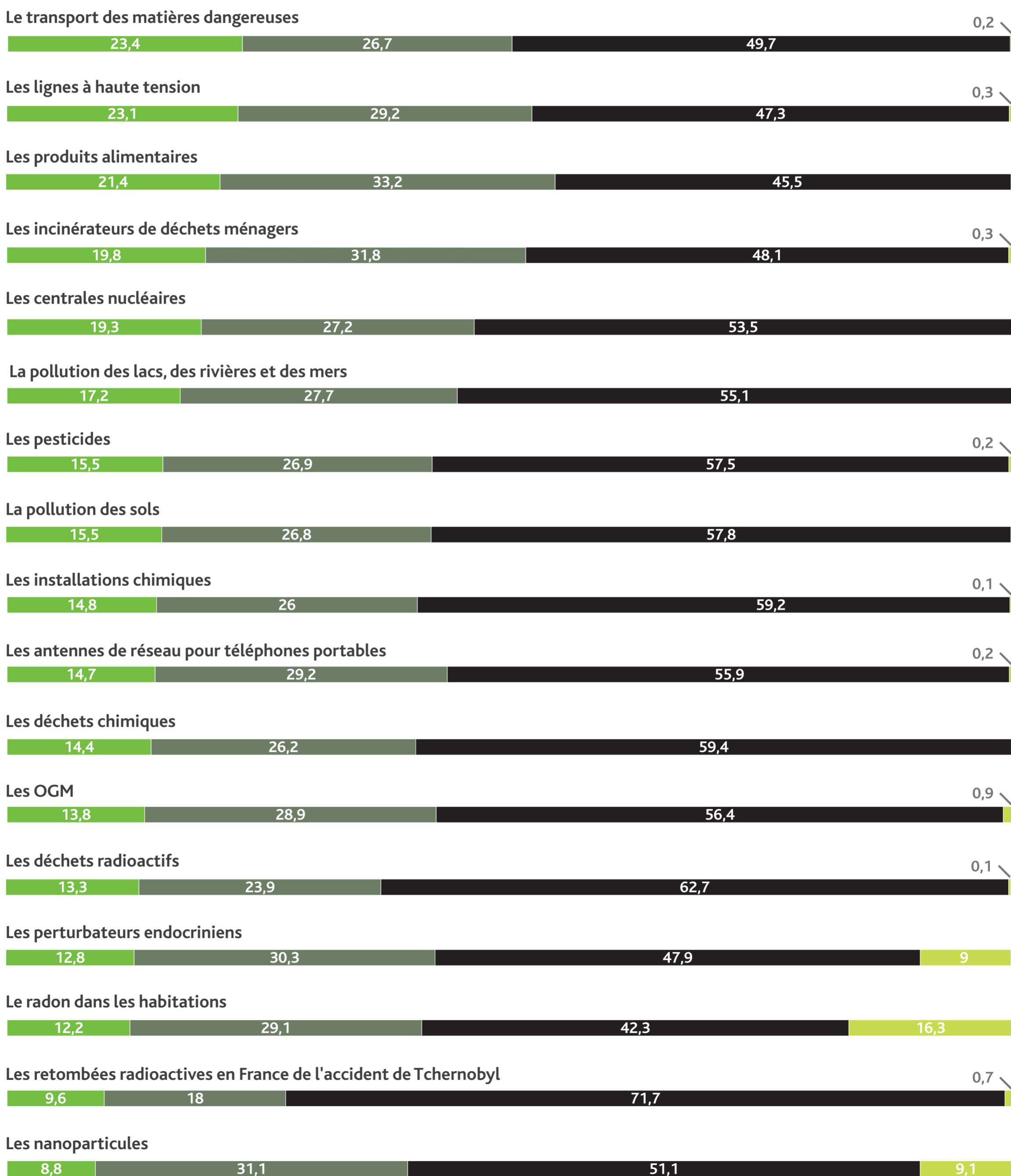
en %

QUESTION

N°3 (suite)

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

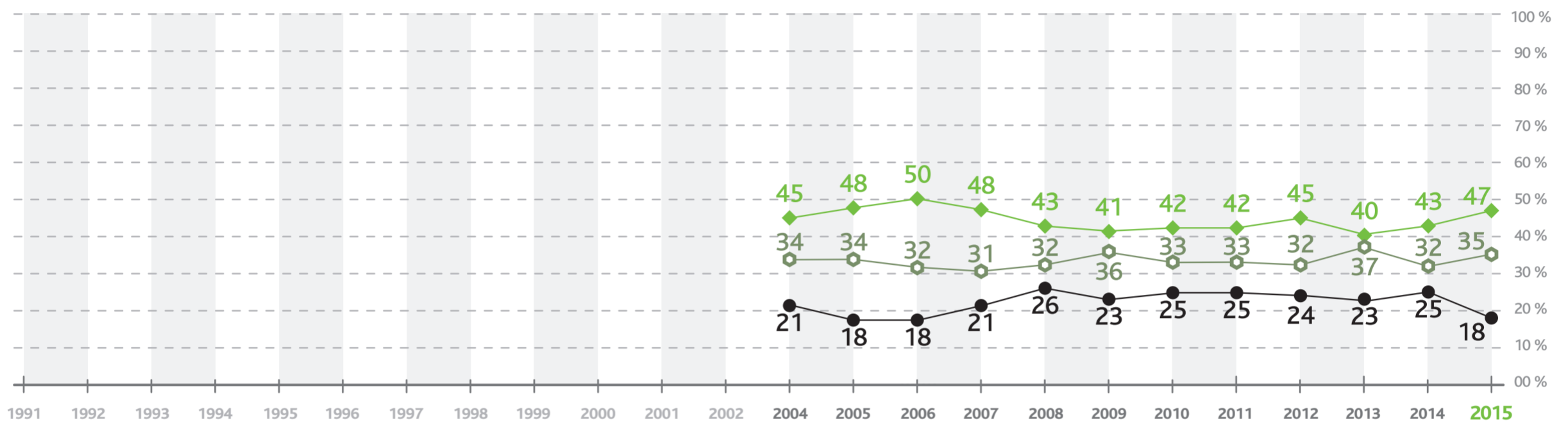
NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



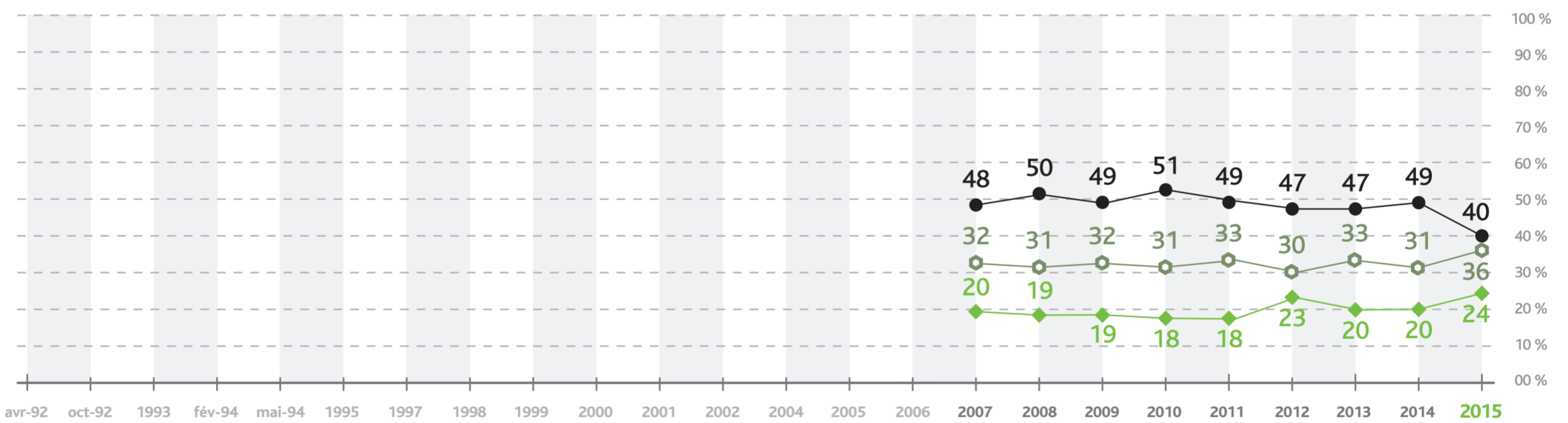
■ OUI
 ■ PLUS OU MOINS
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

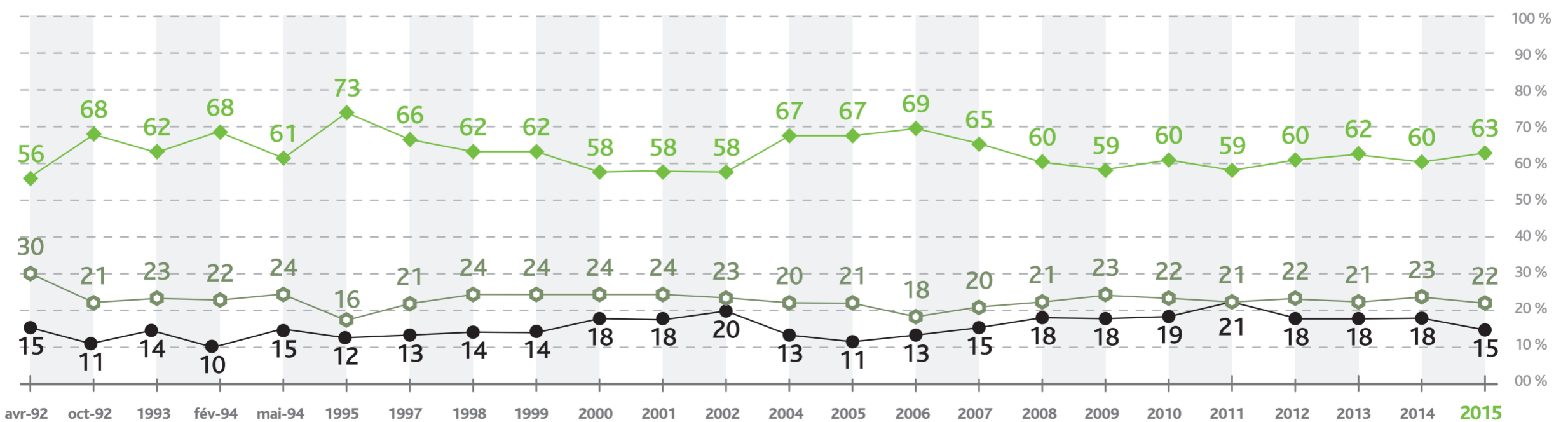
Les accidents domestiques



Les accidents de radiothérapie



Les accidents de la route



◆ OUI ◻ + OU - ● NON

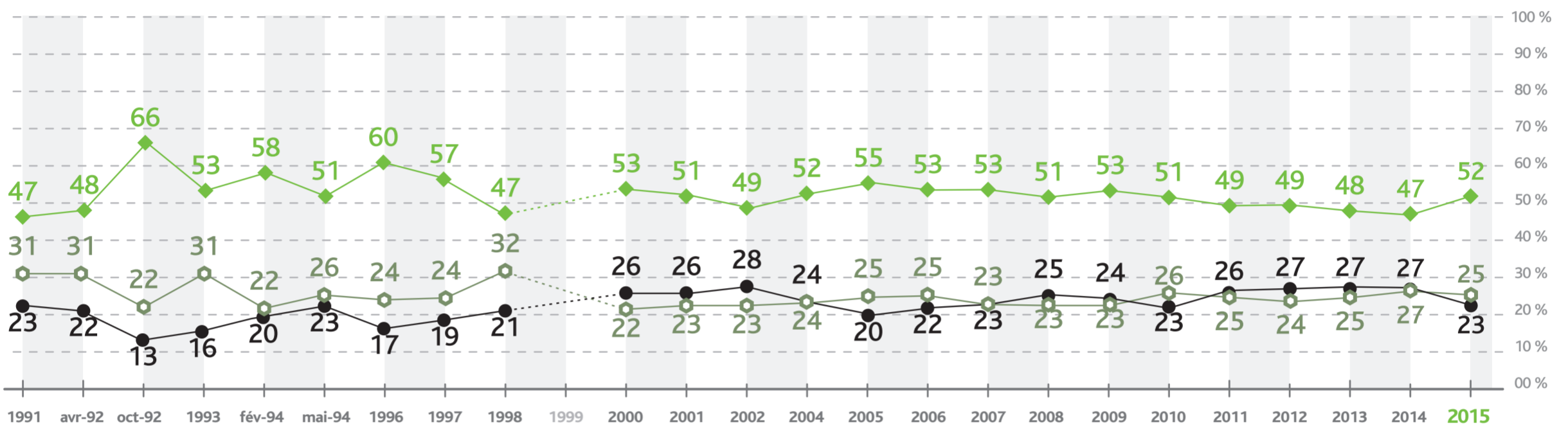
QUESTION

N°3 (suite)

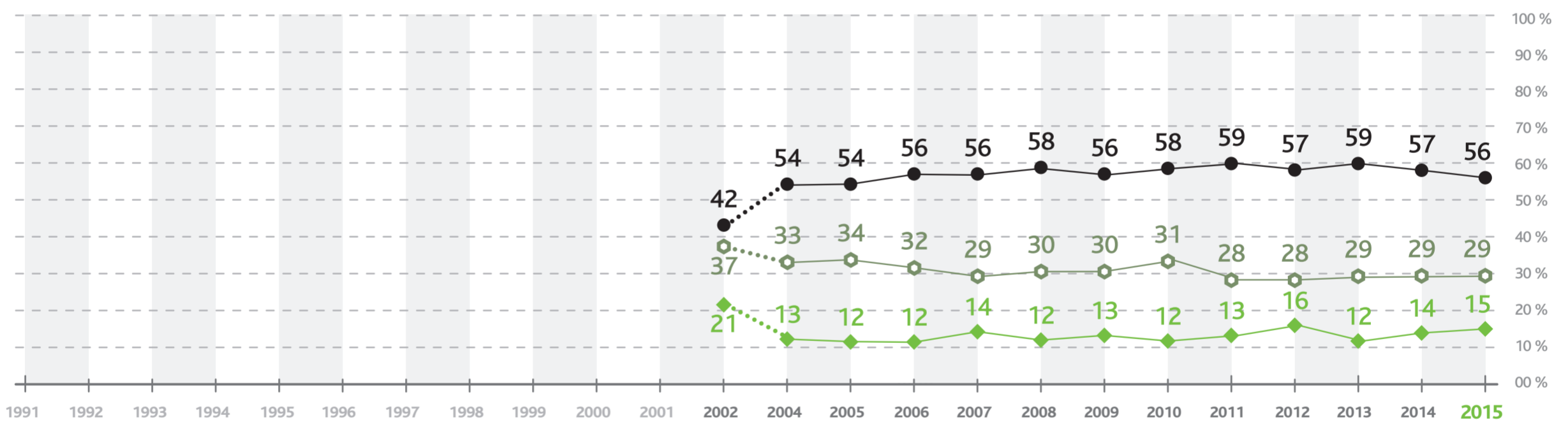
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

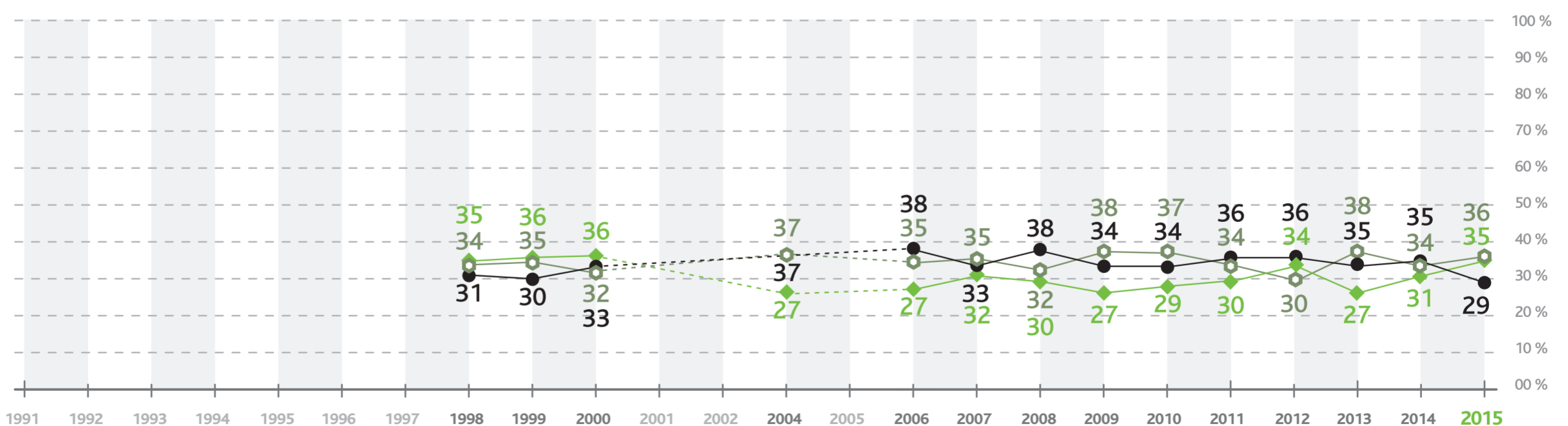
L'alcoolisme



Les antennes de réseau pour téléphones portables depuis 2004 (téléphones portables en 2002)



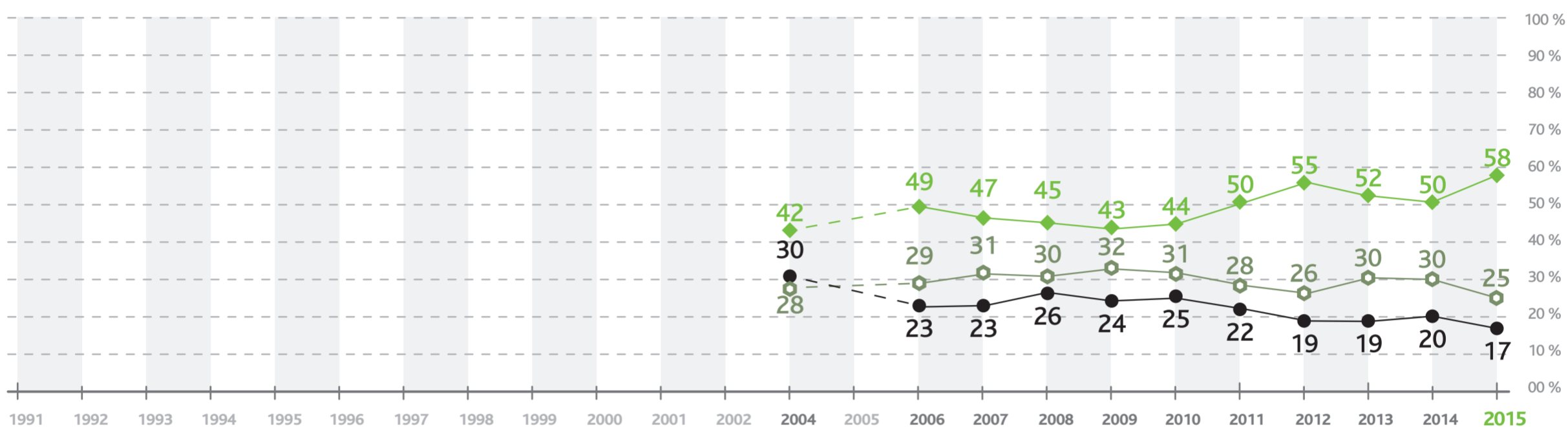
Le bruit



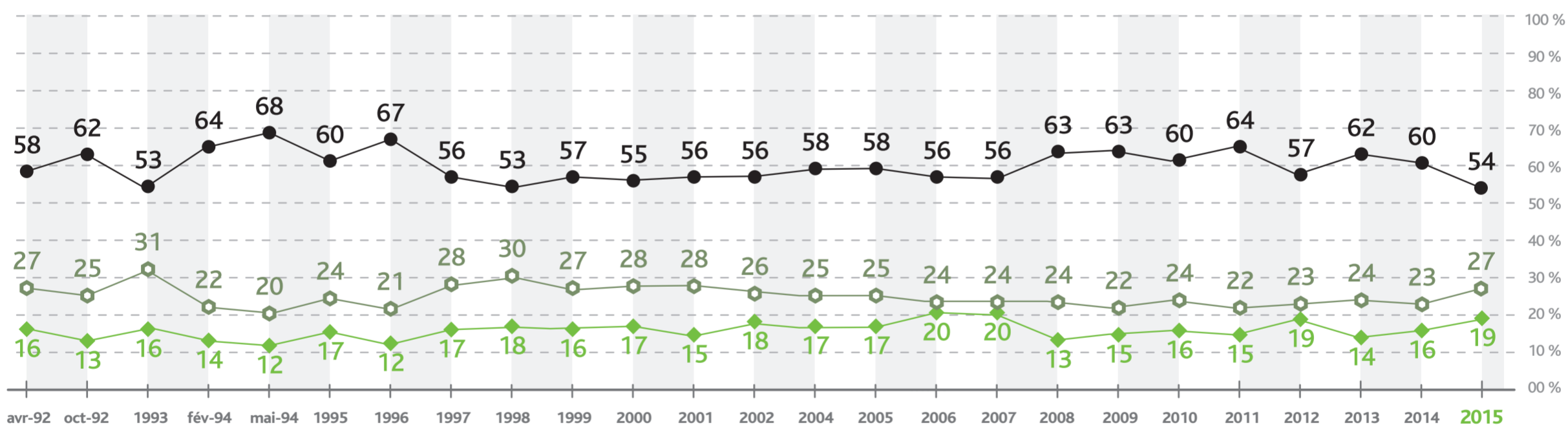
◆ OUI ◊ + OU - ● NON

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages, sauf pour le radon dans les habitations et les nanoparticules. Elles ont été regroupées avec la modalité «+ ou -». En conséquence, pour le radon et les nanoparticules, la modalité «+ ou -» n'est pas pertinente.

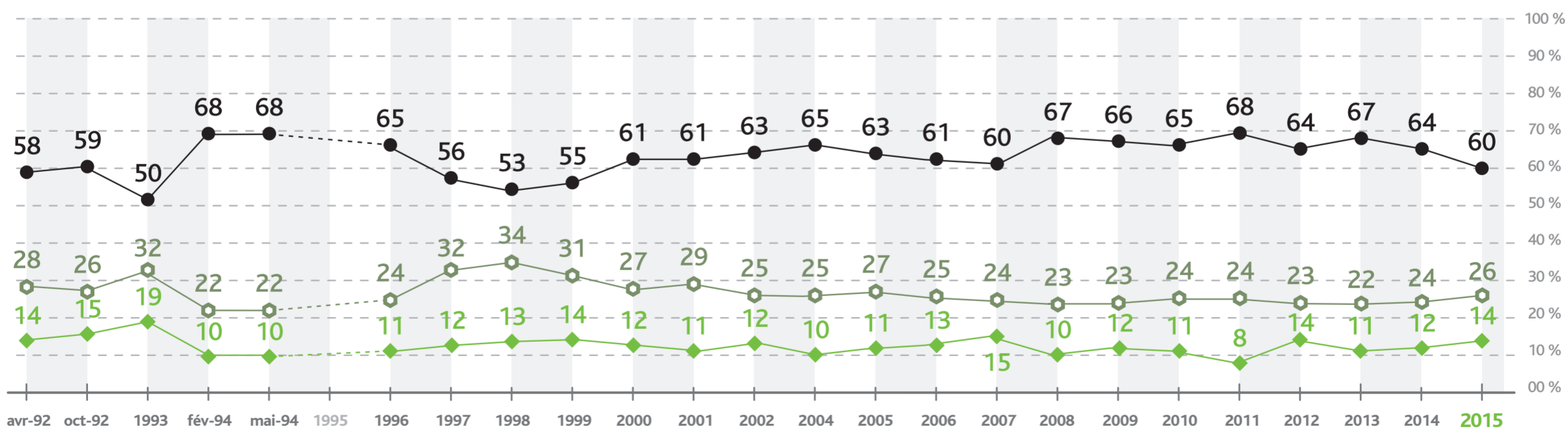
La canicule



Les centrales nucléaires



Les déchets chimiques



◆ OUI ◊ + OU - ● NON

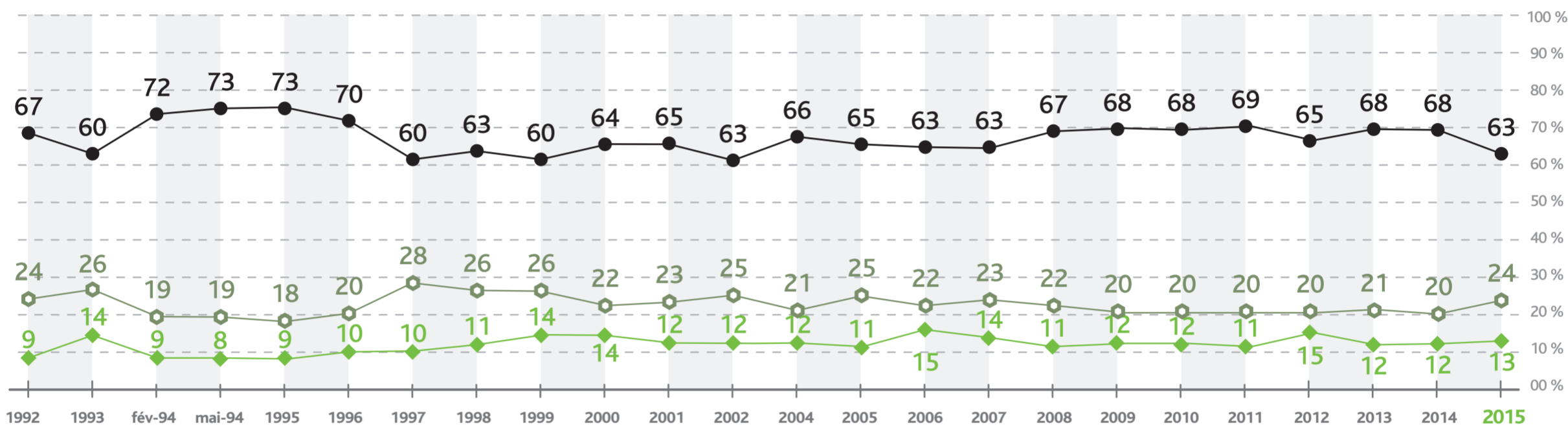
QUESTION

N°3 (suite)

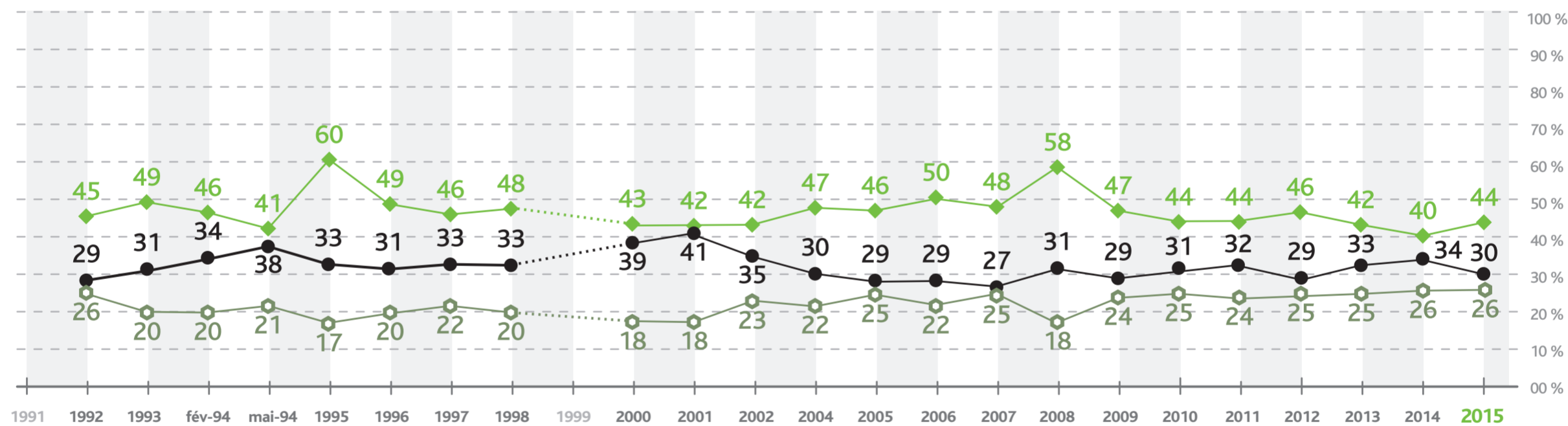
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

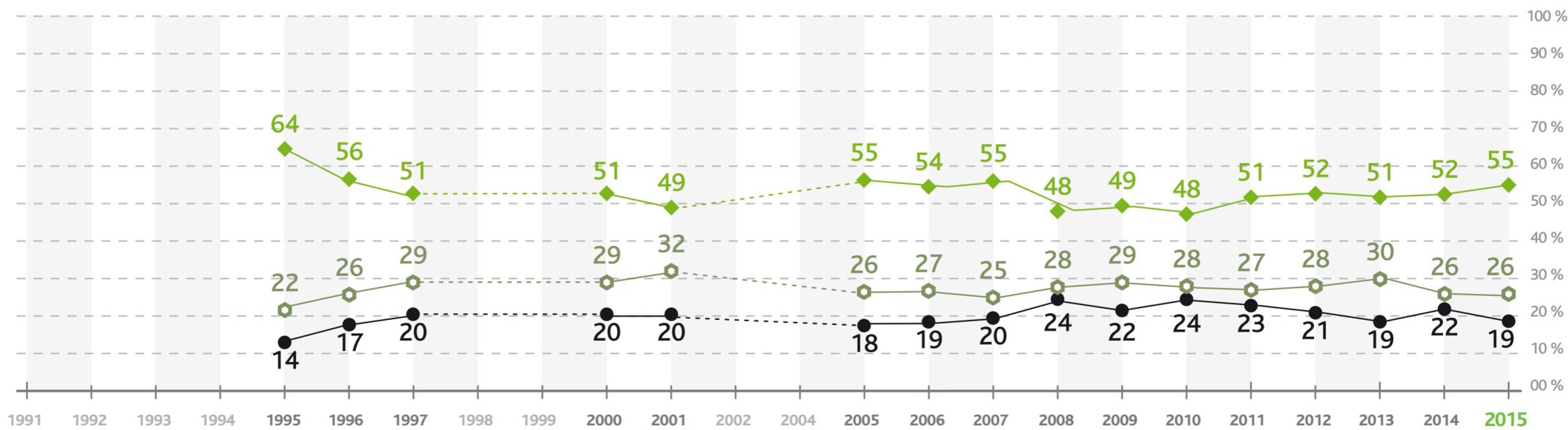
Les déchets radioactifs



La drogue

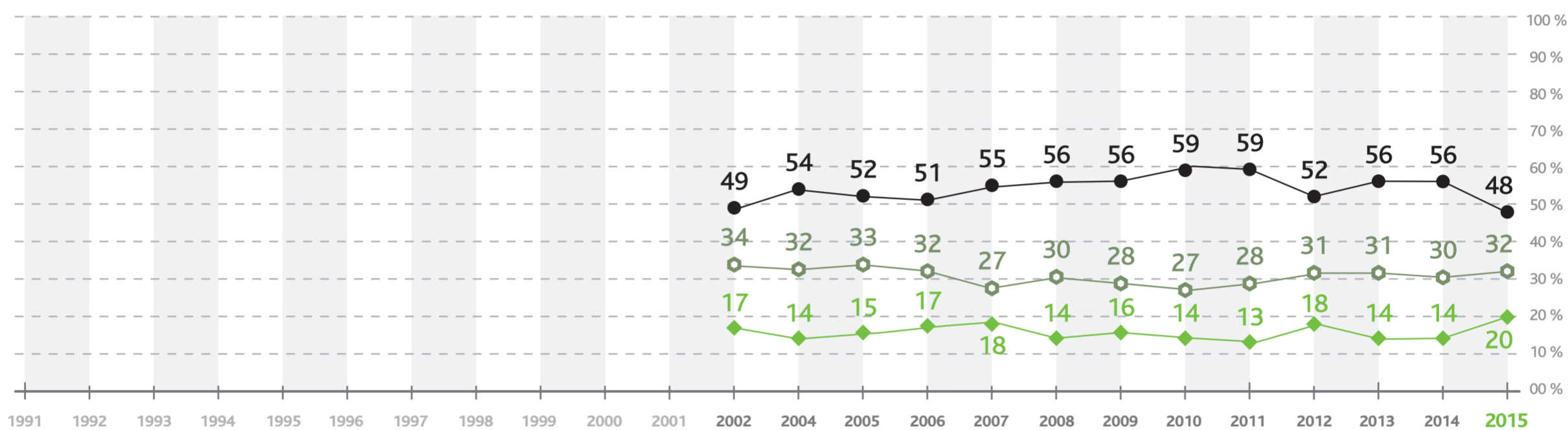


Les incendies de forêt

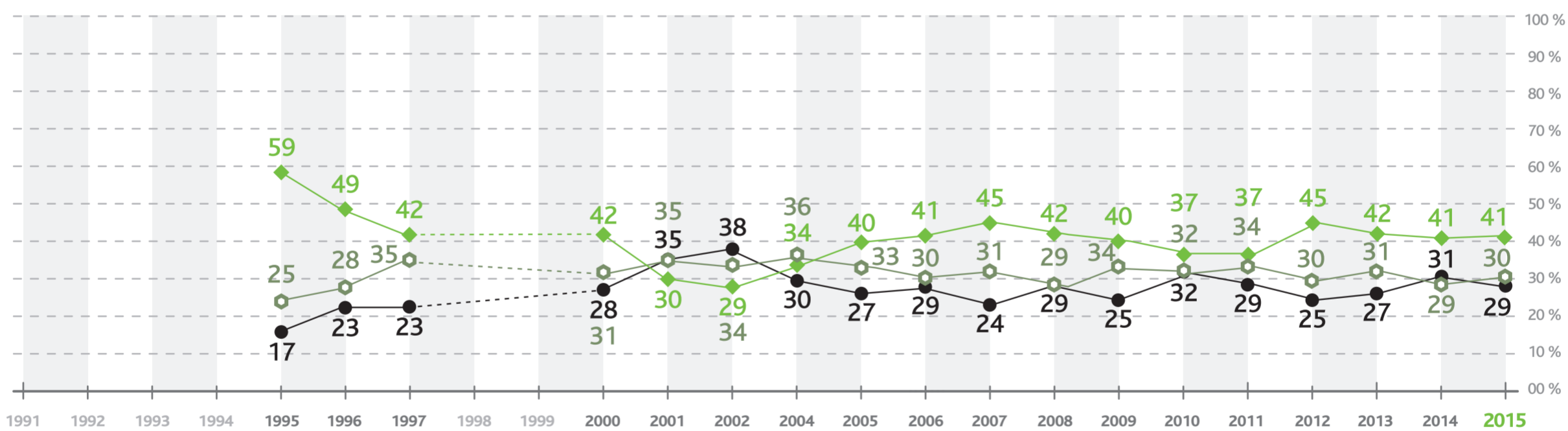


◆ OUI ◊ + OU - ● NON

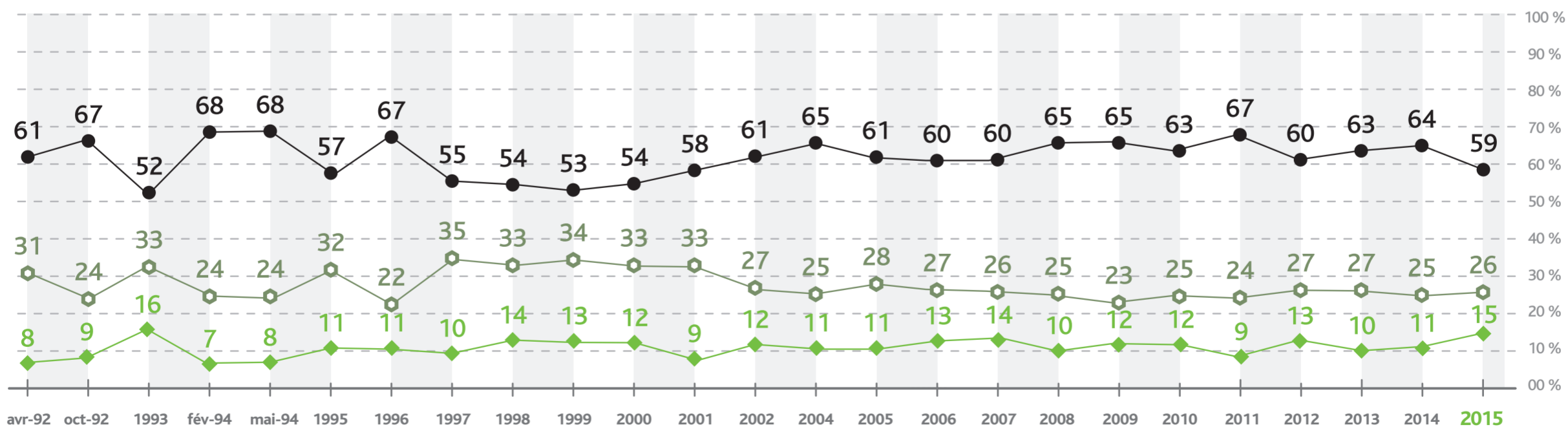
Les incinérateurs de déchets ménagers



Les inondations



Les installations chimiques



◆ OUI
 ◻ + OU -
 ● NON

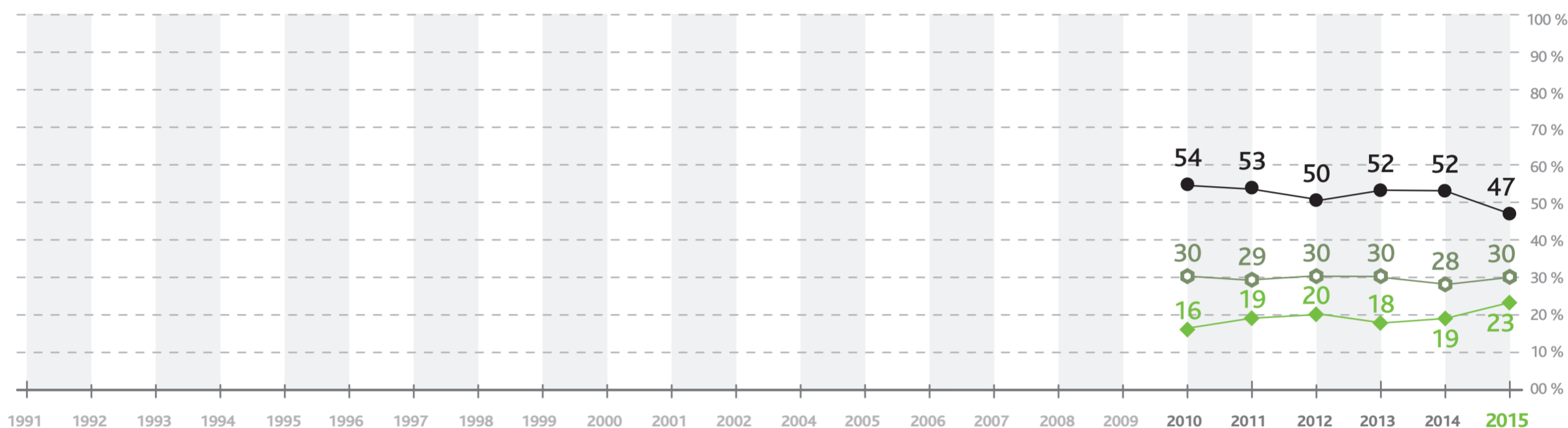
QUESTION

N°3 (suite)

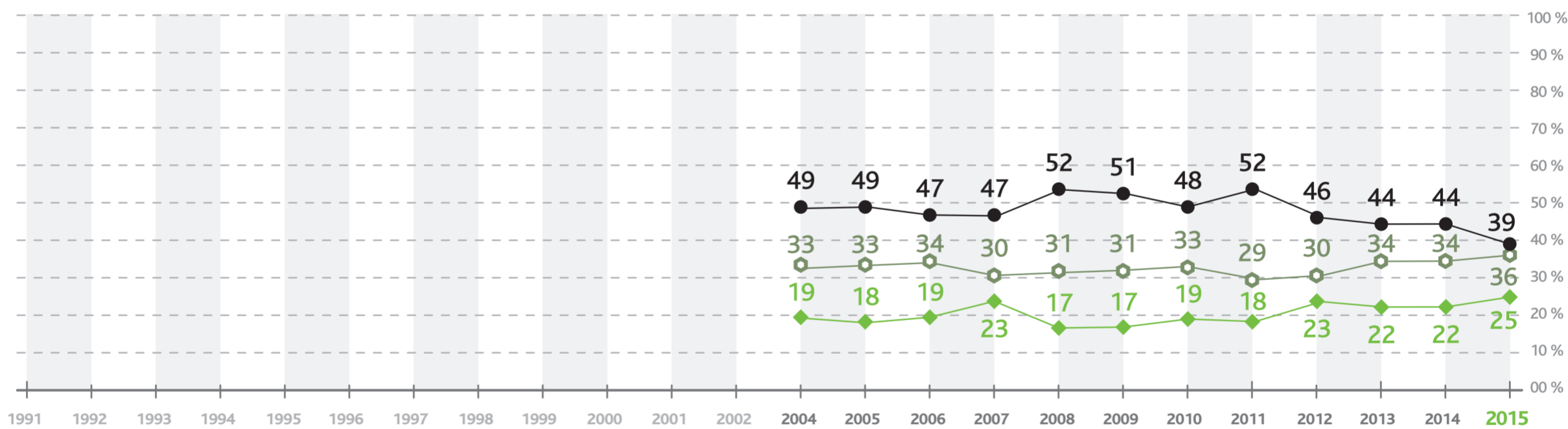
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

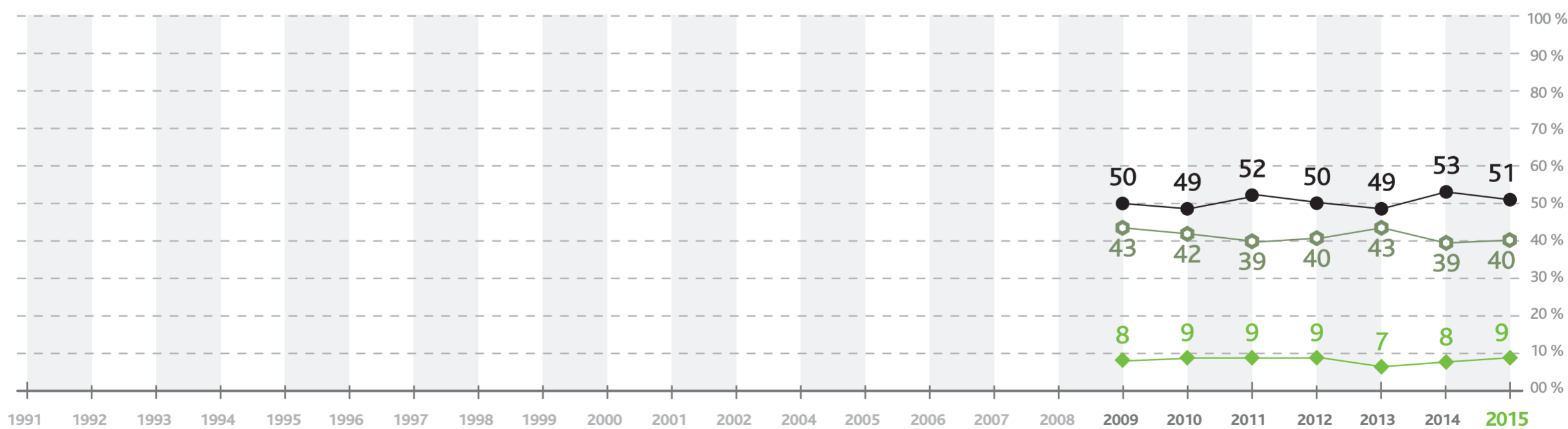
Les lignes à haute tension



Les maladies professionnelles

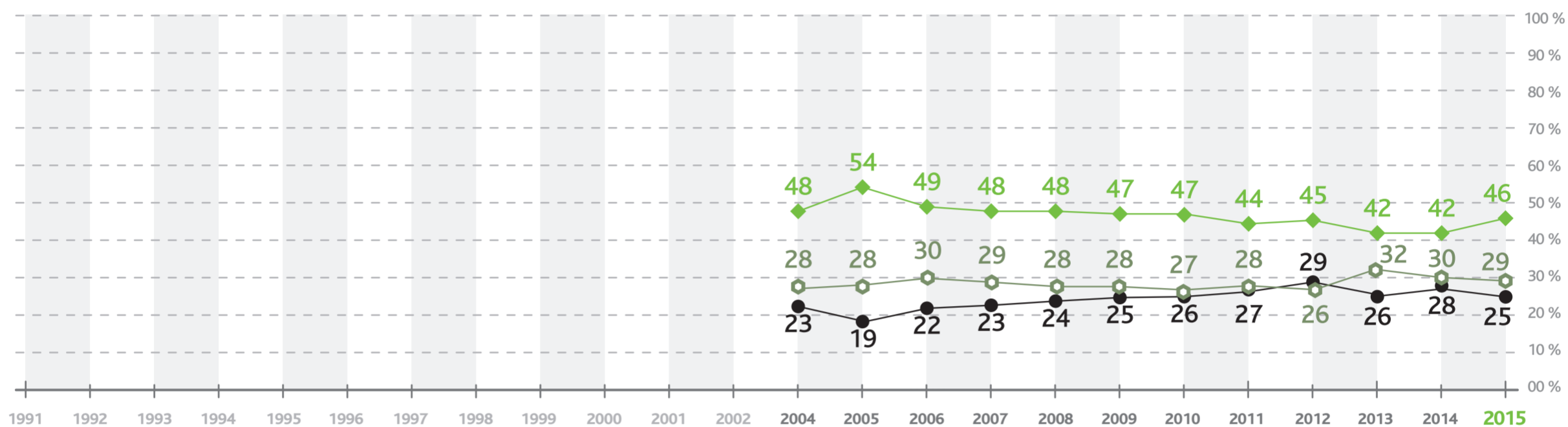


Les nanoparticules

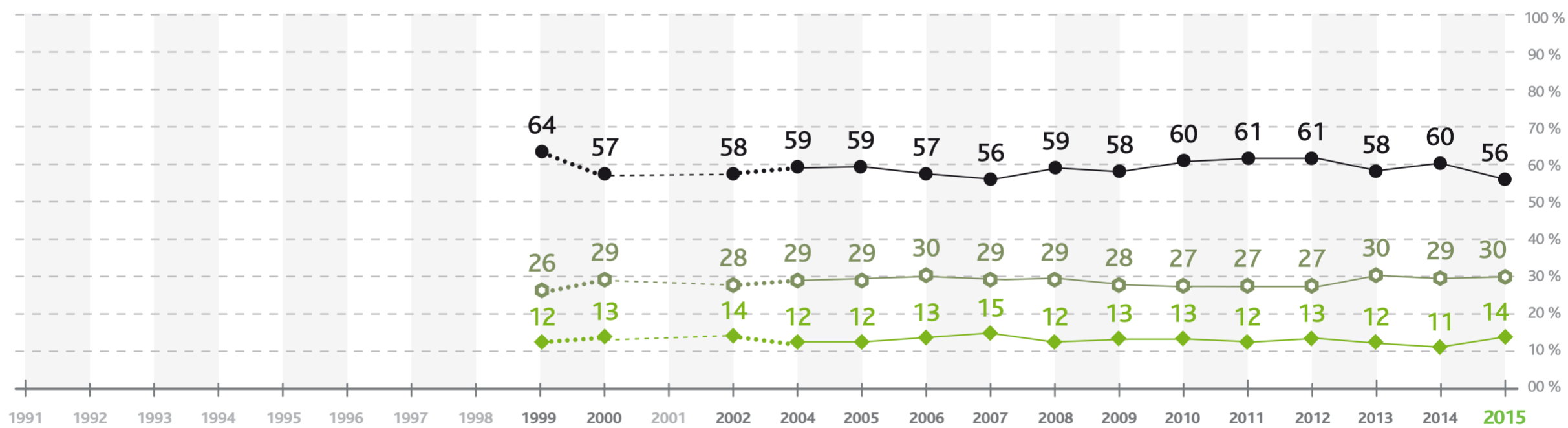


◆ OUI ◻ + OU - ● NON

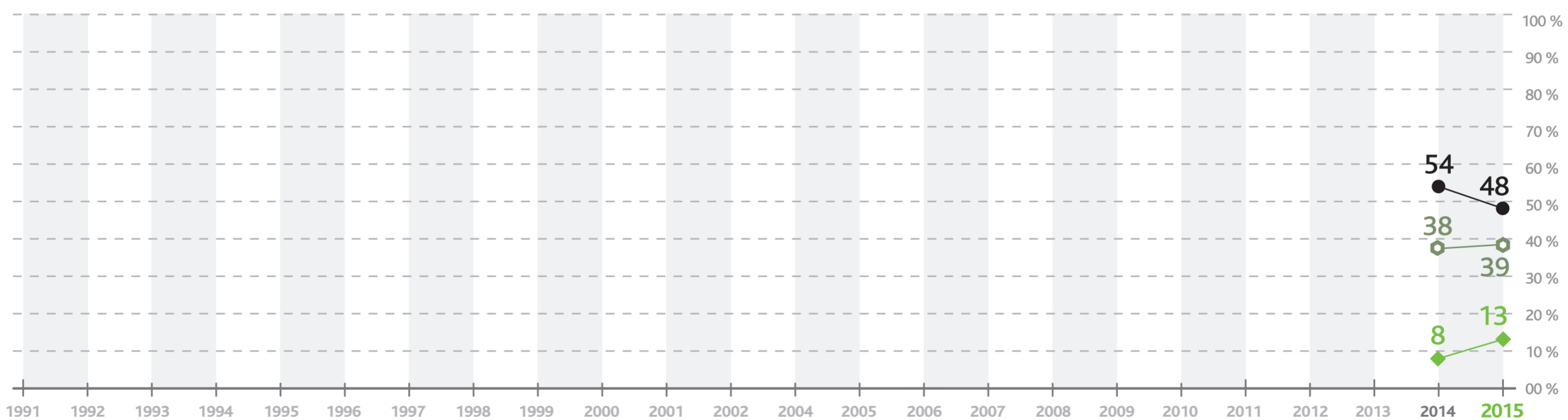
L'obésité des jeunes



Les OGM depuis 2004 (manipulations génétiques jusqu'en 2002)



Les perturbateurs endocriniens



◆ OUI ◻ + OU - ● NON

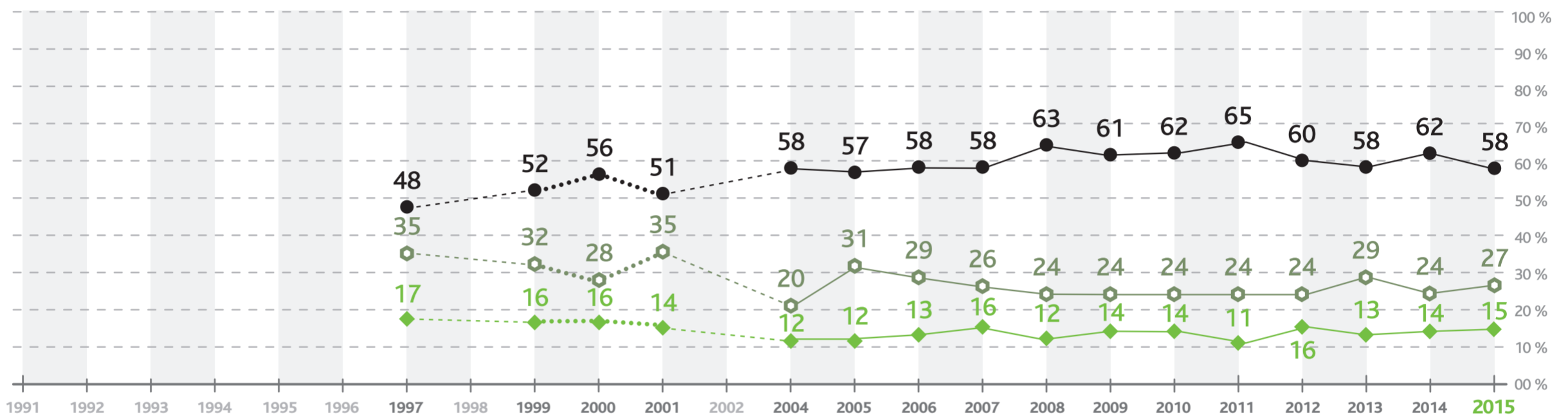
QUESTION

N°3 (suite)

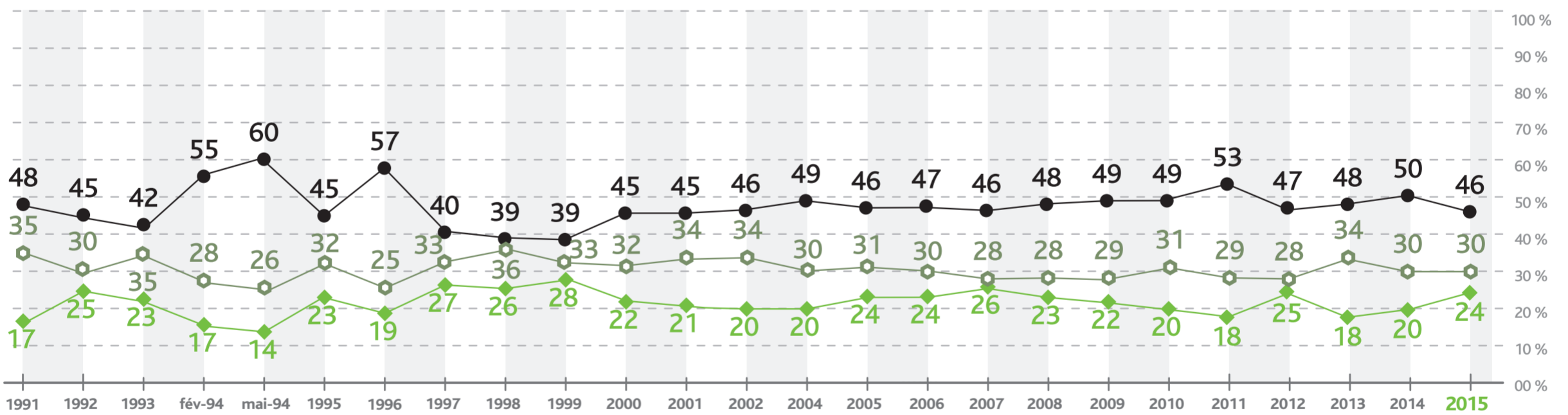
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

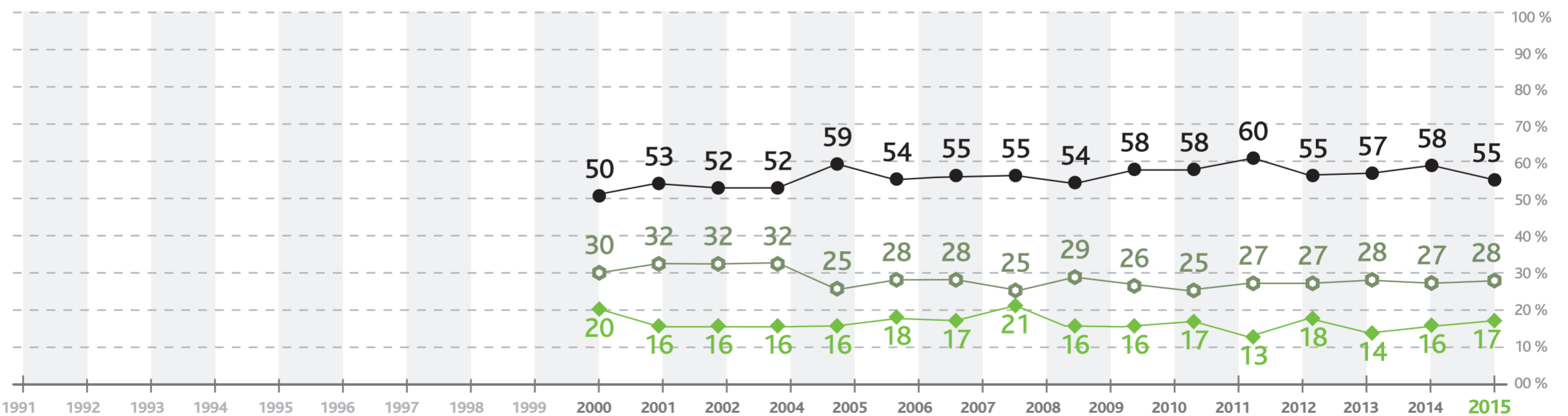
Les pesticides depuis 2004 (les nitrates et pesticides jusqu'en 2001)



La pollution atmosphérique

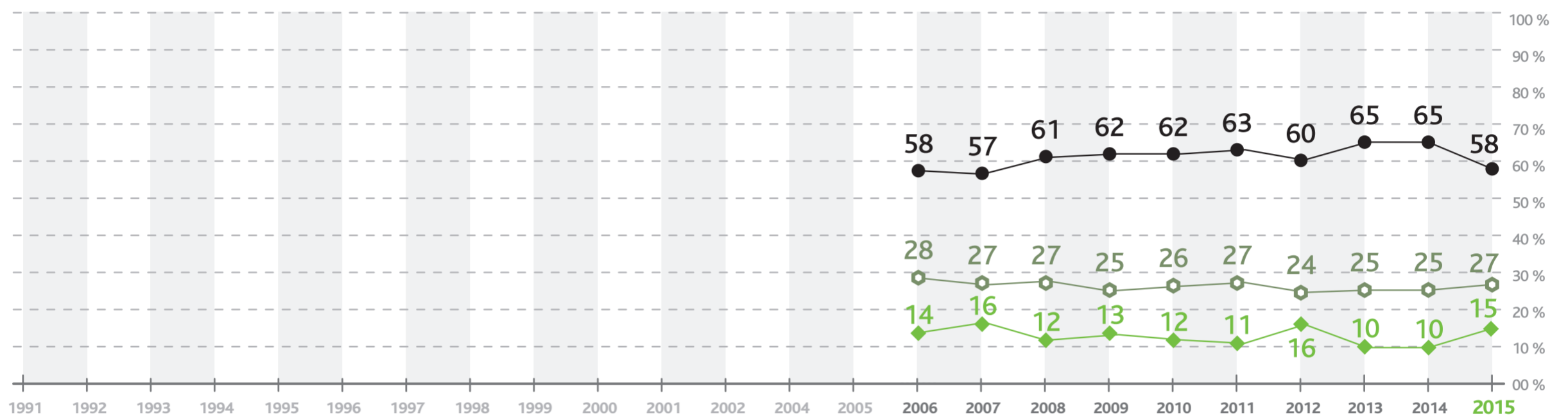


La pollution des lacs, des rivières et des mers

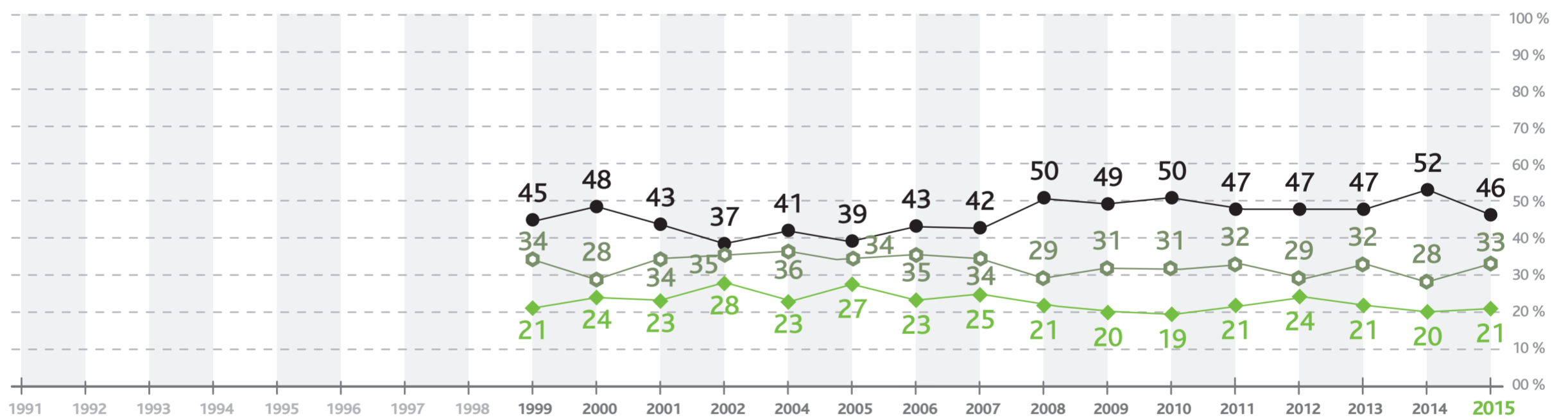


◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

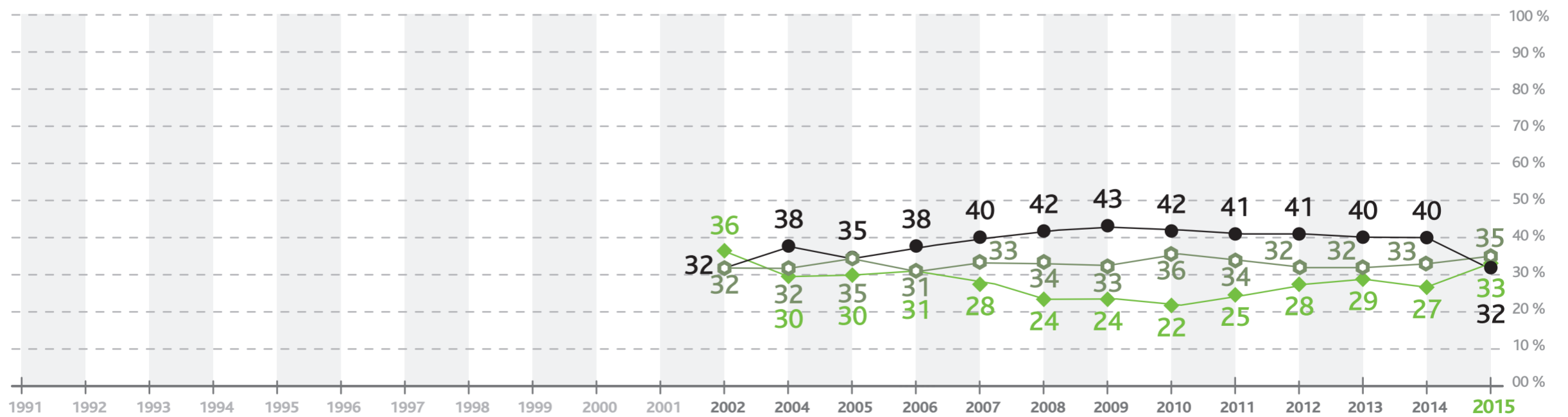
La pollution des sols



Les produits alimentaires



Les radiographies médicales



◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

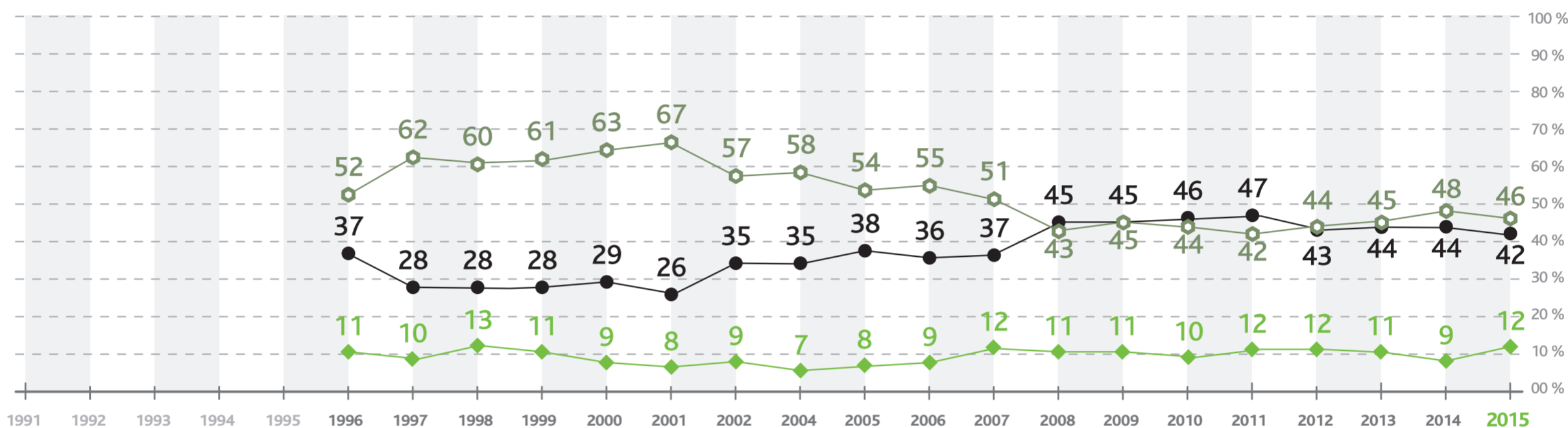
QUESTION

N°3 (suite)

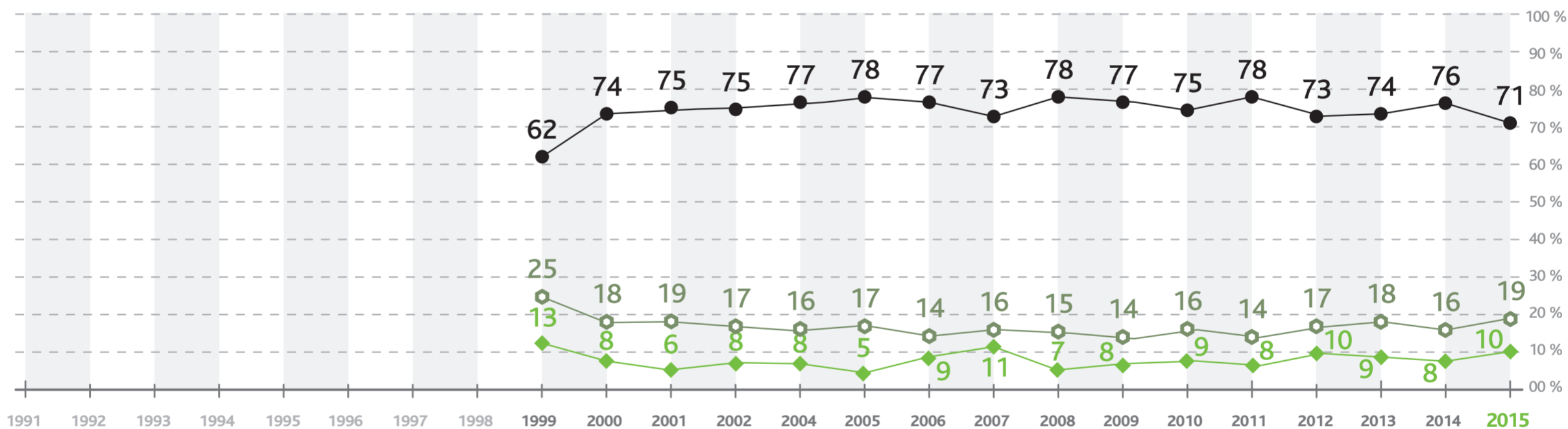
Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

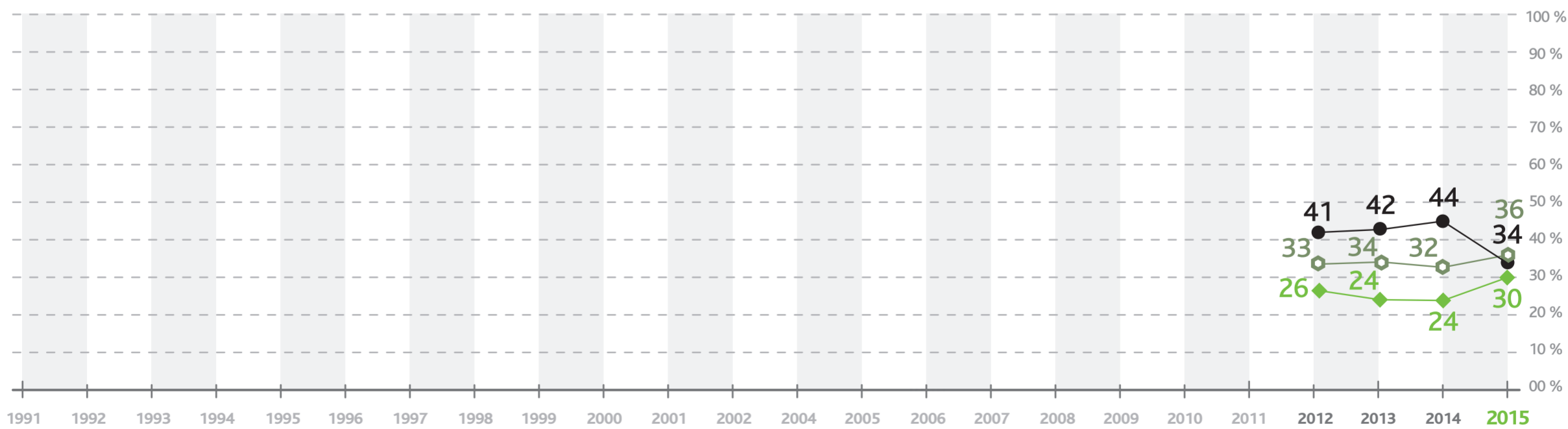
Le radon dans les habitations



Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl

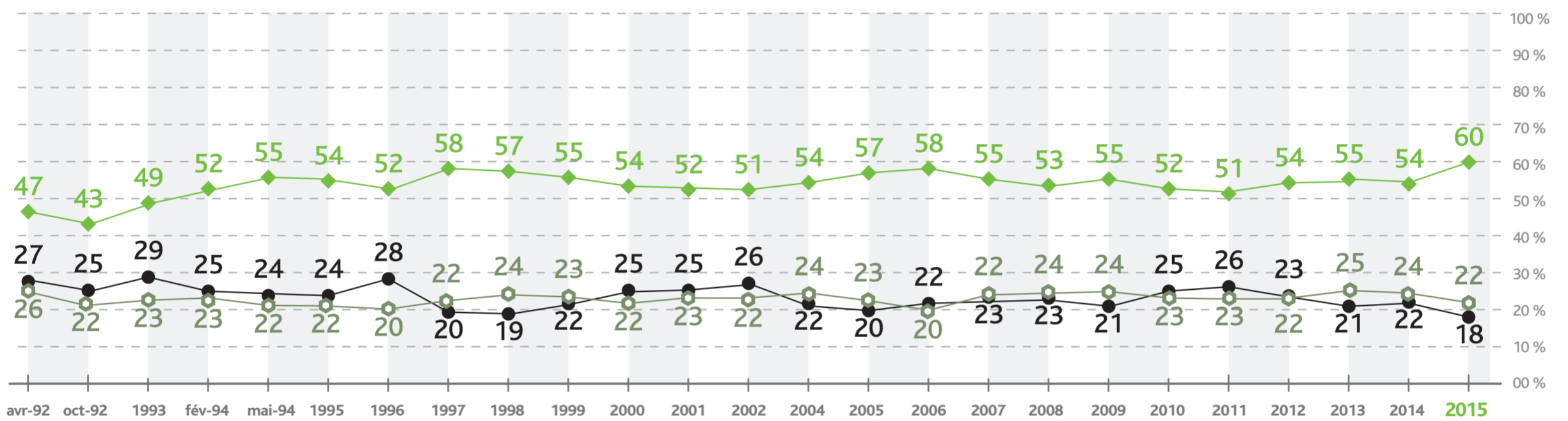


Les risques médicaux

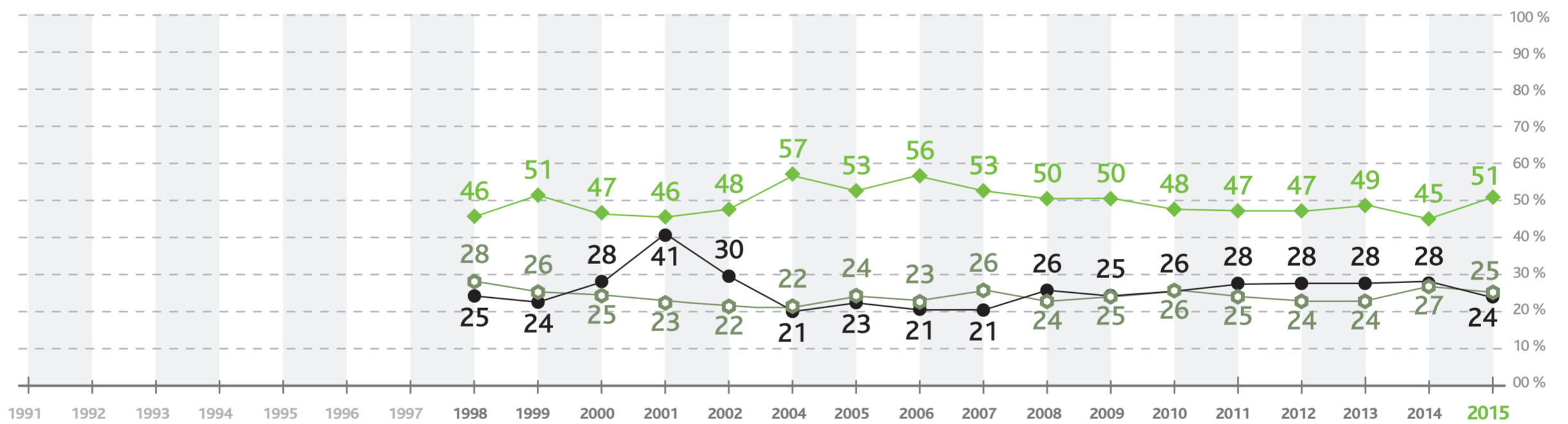


◆ OUI ◊ + OU - ● NON

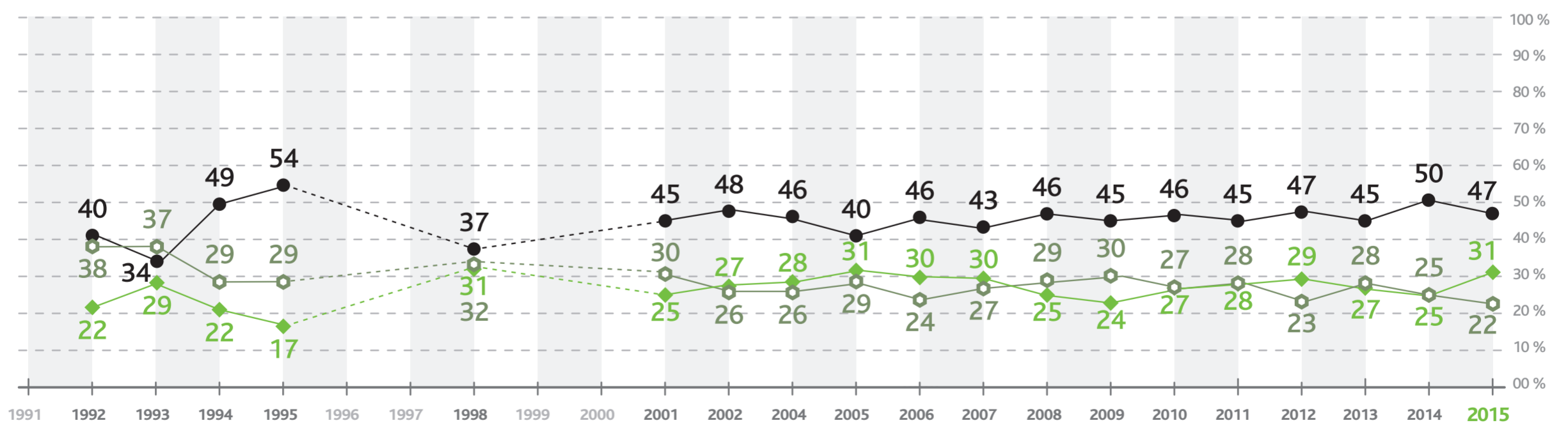
Le sida



Le tabagisme des jeunes



Le terrorisme



◆ OUI ⬡ + OU - ● NON

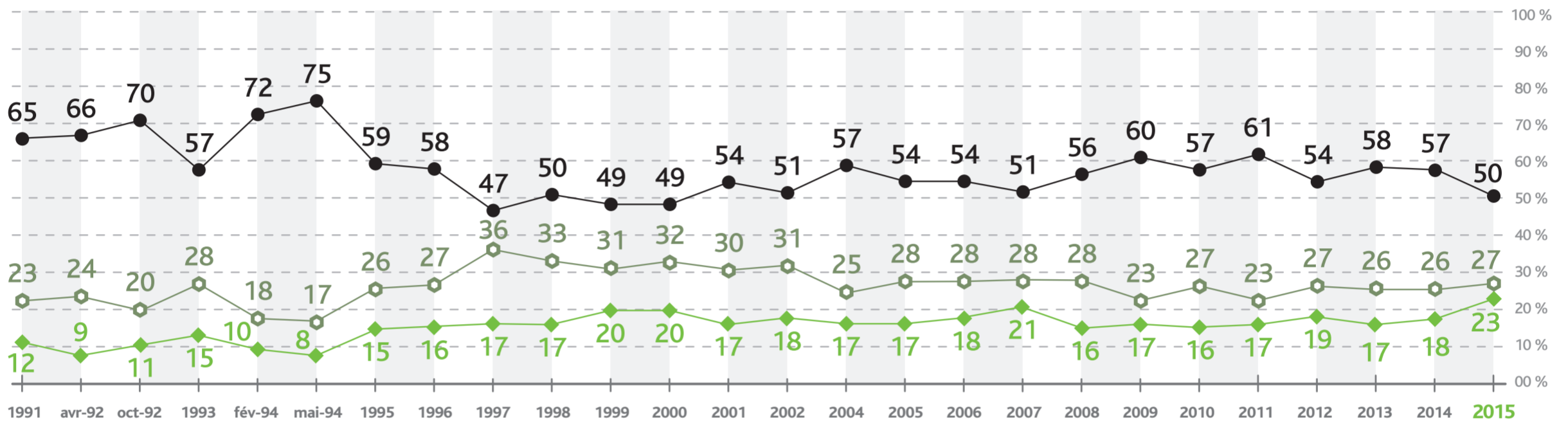
QUESTION

N°3 (suite)

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ DES INFORMATIONS SUR LES DANGERS 1991 à 2015

Le transport des matières dangereuses



◆ OUI ◊ + OU - ● NON

LA HIÉRARCHIE DES 34 SITUATIONS SELON 3 ASPECTS ET LEUR LIEN AVEC L'ACCEPTABILITÉ DES INSTALLATIONS

Comme tous les ans, nous analysons les 34 situations à risques au regard de 3 facteurs : niveau de risque perçu, confiance accordée aux autorités et vérité dite. L'exploitation approfondie de ces 3 facteurs permet de définir des grandes familles de risques. L'onde de choc des attentats terroristes est ici observable : les configurations de ces familles de risques se modifient du fait de mouvements marqués dans la hiérarchie de 2 des 3 facteurs : le niveau de risque perçu et la vérité dite.

QUESTION
N°4

Accepteriez-vous de vivre près...

MÉTHODE POUR HIÉRARCHISER LES 34 SITUATIONS À RISQUES

Le tableau de la page ci-contre montre que les scores obtenus par les 34 situations se situent sur des échelles présentant des amplitudes distinctes selon le facteur de 13 % à 82 % pour le risque perçu comme élevé, de 15 % à 57 % pour la confiance accordée.

Pour la « vérité dite », les situations peuvent être réparties en deux catégories :

- celle où l'information est jugée crédible, avec des scores de 29 % à 63 %, comme pour les radiographies médicales, les inondations, l'alcoolisme ou les accidents de la route ;
- celle où elle est jugée peu crédible, avec des scores inférieurs à 29 % : de la pollution atmosphérique aux nanoparticules, en passant par les centrales nucléaires.

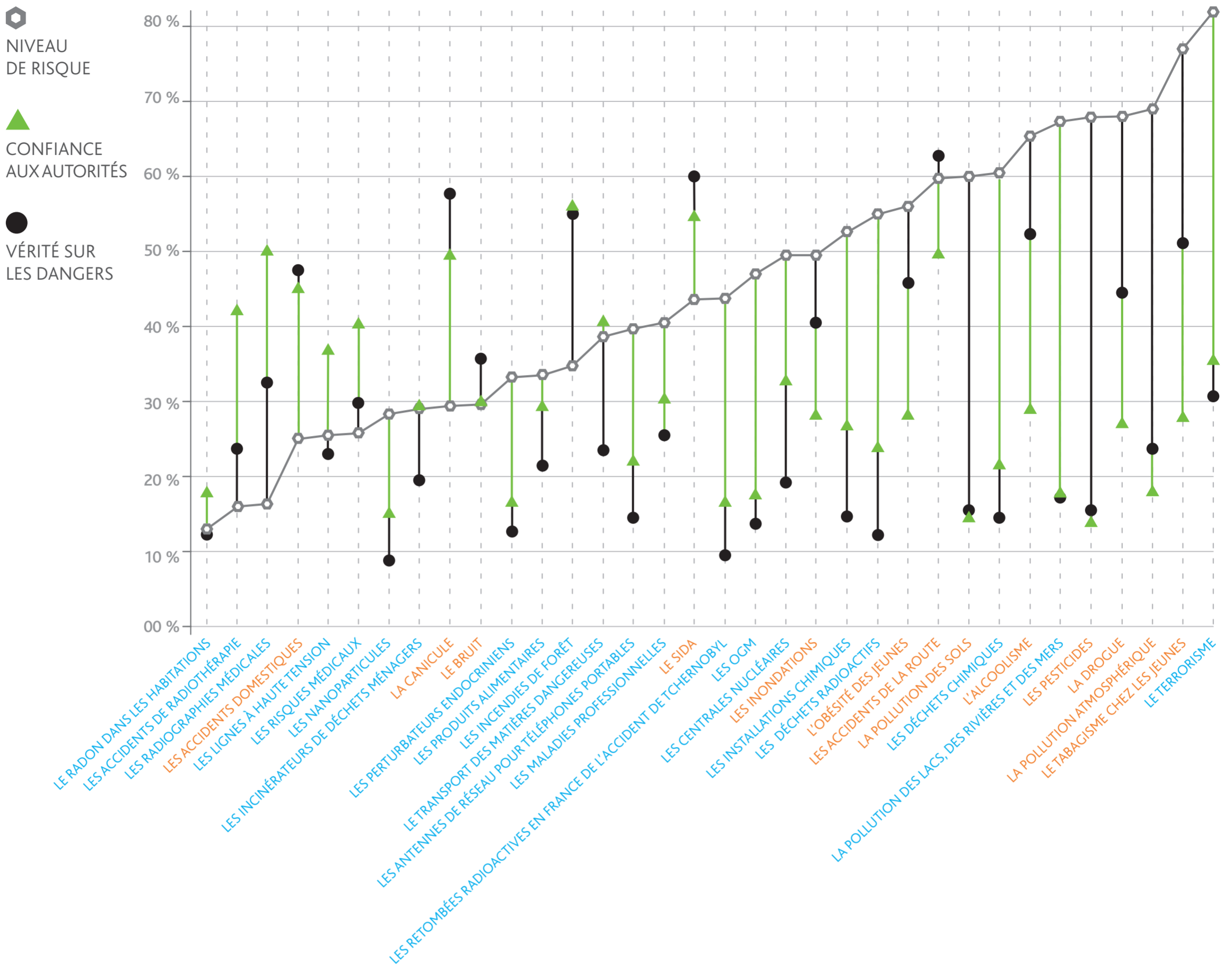
Cela signifie qu'un même niveau de pourcentage n'a pas la même signification selon les 3 aspects. Les pourcentages du « risque perçu » comme élevé sont en général plus importants que ceux de la « confiance » ou de la « vérité dite » et sont plus dispersés. Aussi les graphiques des pages 96 et 98 sont-ils utilisés pour mieux comparer les 34 situations en intégrant la contribution des 3 aspects et en veillant à les homogénéiser.

PERCEPTION DES 34 SITUATIONS À RISQUES SELON 3 ASPECTS	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS LES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
% MAXIMUM	82	63	57
% MINIMUM	13	9	15
MOYENNE DES %	45,1	29,1	31,3
ÉCART TYPE	18,5	16,5	12,3

LES 34 SITUATIONS À RISQUES CLASSÉES SELON LES 3 ASPECTS ÉTUDIÉS : RISQUE PERÇU, VÉRITÉ DITE ET CONFIANCE AUX AUTORITÉS

	NIVEAU DE RISQUE (% de réponses « élevé »)	VÉRITÉ DITE (% de réponses « oui »)	CONFIANCE DANS L'ACTION DES AUTORITÉS (% de réponses « oui »)
AUTOUR DE 80 %	1 LE TERRORISME 82 2 LE TABAGISME DES JEUNES 77		
AUTOUR DE 70 %	3 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE 69 4 LA DROGUE 68 5 LES PESTICIDES 68 6 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 67		
AUTOUR DE 60 %	7 L'ALCOOLISME 66 8 LES DÉCHETS CHIMIQUES 60 9 LA POLLUTION DES SOLS 60 10 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 60 11 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 56	1 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 63 2 LE SIDA 60 3 LA CANICULE 58	1 LES INCENDIES DE FORÊT 57 2 LE SIDA 56
AUTOUR DE 50 %	12 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 55 13 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 53 14 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 50 15 LES INONDATIONS 50 16 LES OGM 47	4 LES INCENDIES DE FORÊT 55 5 L'ALCOOLISME 52 6 LE TABAGISME DES JEUNES 51 7 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 47 8 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 46	3 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 51 4 LES ACCIDENTS DE LA ROUTE 51 5 LA CANICULE 50 6 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 46
AUTOUR DE 40 %	17 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 44 18 LE SIDA 44 19 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 40 20 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 40 21 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 39	9 LA DROGUE 44 10 LES INONDATIONS 41	7 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 43 8 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 42 9 LES RISQUES MÉDICAUX 41 10 LES LIGNES À HAUTE TENSION 38 11 LE TERRORISME 37
AUTOUR DE 30 %	22 LES INCENDIES DE FORÊT 35 23 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 34 24 LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS 33 25 LE BRUIT 30 26 LA CANICULE 29 27 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 29 28 LES NANOPARTICULES 28 29 LES RISQUES MÉDICAUX 26	11 LE BRUIT 35 12 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 33 13 LE TERRORISME 31 14 LES RISQUES MÉDICAUX 30	12 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 34 13 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 31 14 LE BRUIT 31 15 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 30 16 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 30 17 L'ALCOOLISME 30 18 LES INONDATIONS 29 19 L'OBÉSITÉ DES JEUNES 29 20 LE TABAGISME DES JEUNES 29 21 LA DROGUE 28 22 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 28
AUTOUR DE 20 %	30 LES LIGNES À HAUTE TENSION 25 31 LES ACCIDENTS DOMESTIQUES 25 32 LES RADIOGRAPHIES MÉDICALES 16 33 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 16	15 LES MALADIES PROFESSIONNELLES 25 16 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE 24 17 LES ACCIDENTS DE RADIOTHÉRAPIE 24 18 LE TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES 23 19 LES LIGNES À HAUTE TENSION 23 20 LES PRODUITS ALIMENTAIRES 21 21 LES INCINÉRATEURS DE DÉCHETS MÉNAGERS 20 22 LES CENTRALES NUCLÉAIRES 19 23 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 17	23 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 25 24 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 23 25 LES DÉCHETS CHIMIQUES 23 26 LA POLLUTION ATMOSHÉRIQUE 19 27 LA POLLUTION DES LACS, DES RIVIÈRES ET DES MERS 19 28 LE RADON DANS LES HABITATIONS 19 29 LES OGM 19 30 LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS 17 31 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 17 32 LES NANOPARTICULES 16
AUTOUR DE 10 %	34 LE RADON DANS LES HABITATIONS 13	24 LA POLLUTION DES SOLS 15 25 LES PESTICIDES 15 26 LES INSTALLATIONS CHIMIQUES 15 27 LES ANTENNES DE RÉSEAU POUR TÉLÉPHONES PORTABLES 15 28 LES DÉCHETS CHIMIQUES 14 29 LES OGM 14 30 LES DÉCHETS RADIOACTIFS 13 31 LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS 13 32 LE RADON DANS LES HABITATIONS 12 33 LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL 10 34 LES NANOPARTICULES 9	33 LA POLLUTION DES SOLS 15 34 LES PESTICIDES 15

UNE REPRÉSENTATION DES 3 COMPOSANTES DE LA PERCEPTION DES RISQUES CLASSÉE SELON LE NIVEAU DE RISQUE PERÇU



- En orange : les situations ayant un niveau de vérité en pourcentage d'adhésion plus élevé que celui de la confiance
- En bleu : celles ayant un niveau de confiance plus élevé que celui de la vérité

Sur le graphique ci-dessus, chacun des 34 risques est représenté par 3 points : le niveau de risque perçu, la confiance dans les actions des autorités et la vérité dite. Les risques sont rangés selon leur perception du moins dangereux au plus dangereux (de 1 à 34). On voit que les scores de confiance (triangle vert) et de vérité (rond noir) sont en général inférieurs au score du niveau de risque. Ce n'est pas le cas pour le radon dans les habitations, les accidents de radiothérapie, les radiographies médicales, les accidents domestiques, les risques médicaux, la canicule, le bruit, les incendies de forêt et le sida.

Comme les autres années, cette comparaison des pourcentages sur les 3 aspects, risque perçu, confiance et vérité, met en évidence 2 types de risques.

- Les risques qui peuvent toucher l'intégrité physique de la personne et sur lesquels « on a le sentiment de pouvoir agir soi-même » : accidents domestiques, canicule, bruit, sida, inondations, obésité des jeunes, accidents de la route, pollution des sols, alcoolisme, pesticides, drogue, pollution atmosphérique et tabagisme des jeunes (libellés en orange sur le graphique). Leur point commun est de recueillir des scores de vérité plus élevés que ceux de la confiance.
- Les risques plus collectifs et/ou industriels gérés par des spécialistes : pollution de l'eau, terrorisme, déchets chimiques ou radioactifs, centrales nucléaires, installations

chimiques, transport des matières dangereuses, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl, maladies professionnelles, OGM, etc. (libellés en bleu sur le graphique). Qu'ils soient considérés à risques élevés ou faibles, l'aspect « confiance aux autorités » recueille des pourcentages plus forts que ceux de la vérité.

Il convient de remarquer que 3 risques collectifs doivent être rapprochés de la catégorie des risques touchant à la personne, du fait que la crédibilité de l'information y est en 2015 supérieure à la confiance : pollution des sols, pollution atmosphérique, pesticides. Une hypothèse peut être formulée à propos de ce mouvement. Les Français auraient davantage conscience des comportements individuels à l'origine de ces risques et des responsabilités personnelles qu'ils engagent. Prendre sa voiture malgré une alerte à la pollution, désherber un champ ou son jardin personnel avec un pesticide, jeter de l'huile de vidange dans un terrain qui n'est pas prévu pour cela sont des actions peut-être moins bien admises que par le passé et dont l'impact écologique serait vu comme moins négligeable. Dans ces cas, une information sur de tels actes serait vue comme plus crédible, sans pour autant avoir un impact sur la confiance dans les autorités.

La confiance dans les autorités et le sentiment que la vérité est dite sur les dangers sont deux dimensions bien distinctes : des scores élevés de confiance peuvent aller de pair avec un faible niveau de vérité, et inversement

En fait, les deux indicateurs peuvent être utilisés conjointement pour bien différencier les situations à risques entre elles. L'observation du graphique permet donc de noter également les points suivants :

- Des situations où les indicateurs de confiance et de vérité sont faibles, en distinguant celles qui correspondent à un risque perçu comme élevé par une majorité de Français (les pesticides, la pollution des sols, la pollution des lacs, des rivières et des mers, la pollution atmosphérique, les déchets chimiques, les déchets radioactifs, les installations chimiques) et celles où le risque perçu est moins élevé (les nanoparticules, les retombées radioactives en

France de l'accident de Tchernobyl, les perturbateurs endocriniens, les OGM, les antennes de réseau pour téléphones portables).

- Des situations où le sentiment que la vérité est dite domine mais où les Français n'accordent guère leur confiance aux autorités : la drogue, le tabagisme des jeunes, les inondations, l'obésité des jeunes, l'alcoolisme.
- Des situations où la confiance dans les autorités domine mais où les Français tendent à estimer que la vérité n'est pas dite : les risques médicaux, le transport des matières dangereuses, les accidents de radiothérapie, les radiographies médicales.
- Des situations, enfin, où confiance et crédibilité de l'information sont bonnes : les accidents domestiques, la canicule, le sida, les incendies de forêt.

Les risques peuvent être regroupés par familles en fonction de leur perception

Cette analyse montre que la perception des risques par le public suit une logique d'ensemble qui s'appuie sur l'importance perçue du risque mais aussi sur la « *confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection* » et sur la vérité perçue de l'information donnée sur les dangers. Autrement dit, une image de l'opinion des Français qui ne s'appuierait que sur l'importance perçue des risques serait incomplète. En effet, elle ignorerait des déterminants essentiels, à savoir la confiance dans l'action des autorités et la crédibilité de l'information, et par conséquent perdrait la profondeur d'appréciation.

Le graphique de la page 98 offre une bonne représentation des proximités entre les différents risques sur ces trois dimensions. Cette analyse reconduite tous les ans depuis 2004 sur les trois dimensions conduit à confirmer globalement l'existence de 4 familles ou univers de risques.

Au cours des années, la liste des risques varie légèrement pour tenir compte des préoccupations du public sans modifier les contours des familles.

En 2015, deux mouvements assez systématiques peuvent être observés :

- **les risques collectifs non industriels** tendent à être perçus comme moins élevés, à l'exception de la canicule, mais il est vrai, comme cela a été signalé, que l'été 2015 a été le deuxième plus chaud après celui de 2003 ;
- la confiance dans les autorités s'est nettement améliorée pour ce qui concerne la plupart des **risques technologiques attachés à des sites et des actions identifiables**. Il en va un peu de même en ce qui concerne la vérité sur ces risques. La seule vraie exception est le terrorisme, mais l'année 2015 peut être vue comme très particulière sur ce sujet.

PROXIMITÉ OU ÉLOIGNEMENT D'UNE SITUATION PAR RAPPORT AUX AUTRES



Lecture du graphique ci-dessus

On utilise une technique statistique qui consiste à « centrer » et « réduire », ce qui revient, pour chaque situation, à en soustraire la moyenne obtenue sur l'aspect considéré et à la diviser par son écart type. Ces opérations permettent d'obtenir des données indépendantes de l'échelle choisie ayant une même moyenne et une même dispersion, et donc de faciliter la comparaison des trois aspects. Après avoir effectué ces opérations, si les niveaux de risque, de confiance et de vérité sont grands, leurs moyennes centrées et réduites seront positives et grandes.

Les risques sont rangés comme sur le graphique de la page 96. Les traits verts verticaux mesurent l'écart entre confiance et vérité.

À gauche de l'axe vertical (les radiographies médicales, les accidents de radiothérapie, les lignes à haute tension, les risques médicaux, la canicule, ..., les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl) figurent les situations considérées à moindre risque par la majorité des personnes interrogées. Les scores de confiance et/ou de vérité sont plus élevés que ceux relatifs au niveau de risque perçu. Les antennes de réseau pour téléphones portables, les perturbateurs endocriniens et les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl échappent à cette règle. Perçus comme présentant un risque moins élevé que la moyenne, ces trois situations souffrent d'un manque

de confiance et de crédibilité d'information. Globalement, lorsque le niveau de risque perçu augmente, la confiance et la vérité diminuent.

À droite de l'axe vertical se trouvent les risques plus élevés. Ils se répartissent en deux groupes séparés par l'axe horizontal :

- *en dessous de l'axe horizontal* : les OGM, les centrales nucléaires, les installations chimiques, les déchets radioactifs, la pollution des sols, les déchets chimiques, la pollution atmosphérique, les pesticides, la pollution des lacs, des rivières et des mers. Ce sont les situations perçues comme présentant un risque élevé, pour lesquelles la confiance ne peut être accordée et où il existe un faible crédit à l'information sur les dangers représentés ;
- *au-dessus de l'axe horizontal* : les maladies professionnelles (qui se situent juste au croisement de l'axe horizontal et de l'axe vertical), le sida, les inondations, l'obésité des jeunes, les accidents de la route, l'alcoolisme, la drogue et le tabagisme des jeunes et, légèrement en dessous de l'axe horizontal, le terrorisme. Les risques associés à ces situations sont perçus comme élevés mais la confiance dans les actions menées par les autorités reste élevée et l'information donnée sur les dangers qu'ils représentent est perçue comme satisfaisante.

4 FAMILLES DE RISQUES, 4 TYPES D'ATTENTE DE LA PART DU PUBLIC

Globalement, des positionnements stables des familles de risques résultent de cette mise en perspective depuis 1997 : les Français discernent, de façon assez fine, les différents types de risques qu'ils perçoivent. En 2015, les 4 familles de risques identifiées depuis de nombreuses années se red-

sinent en suivant une logique fondée sur l'importance perçue du risque, sur la confiance en les autorités françaises pour leurs actions de protection et sur la véracité perçue de l'information à leur sujet.

Les risques individuels (tabagisme des jeunes, drogue, alcoolisme, accidents de la route, obésité des jeunes, sida)

Ils sont toujours perçus comme relativement élevés. Ils bénéficient d'une information plutôt crédible, avec des taux de réponse positive parfois très forts pour le sida et les accidents de la route. Pour cette famille, la confiance envers les pouvoirs publics est plutôt supérieure à la moyenne. Elle se positionne donc toujours dans le quart supérieur droit de la figure. Au sein de cette famille globalement stable, l'ordre des risques peut varier selon les politiques publiques menées.

Les risques relatifs aux pollutions diffuses (pollution de l'air ou de l'eau, pesticides, pollution des sols, retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl)

Tous figurent dans le quart inférieur droit du graphique, sauf, depuis l'an passé, les retombées en France de l'accident de Tchernobyl, qui rejoignent le quart inférieur gauche du graphique. Ils sont perçus comme présentant des risques élevés, mais ils se différencient des précédents par des scores très bas en termes de confiance dans l'action publique et de crédibilité des informations mises à la disposition du public.

Les risques collectifs non industriels (accidents domestiques, canicule, bruit, inondations)

Ils se situent en général dans le quart supérieur gauche (risques perçus comme faibles, confiance et vérité au-dessus de la moyenne). Ces risques sont réputés plutôt faibles, bénéficiant d'une bonne information et avec un niveau de confiance dans l'action conduite au-dessus de la moyenne.

Les risques technologiques attachés à des sites et des actions identifiables (radiographies médicales, accidents de radiothérapie, produits alimentaires, lignes à haute tension, incinérateurs de déchets ménagers, nanoparticules, transport des matières dangereuses, centrales nucléaires, installations chimiques, déchets radioactifs ou chimiques...)

Ils présentent un point commun : leur score dans la catégorie de la confiance est toujours supérieur à celui de la vérité. À l'exception des incendies de forêt, les risques de cette famille souffrent d'un déficit de confiance dans l'information donnée. Ils forment une famille dont les niveaux de risque sont très variés/dispersés, du risque lié aux radiographies médicales (perçu comme le plus faible) à celui du terrorisme. On peut distinguer deux sous-familles.

La première sous-famille se compose de risques « collectifs », tels ceux liés aux produits alimentaires ou aux accidents de radiothérapie, perçus comme globalement moins dangereux que la moyenne, ce qui étend vers la gauche la position de cette famille sur le graphique. L'exception la plus notable est le terrorisme, qui se situe tout à fait à droite sur le graphique, cette situation étant celle où le risque est considéré comme le plus élevé cette année.

La seconde est constituée par des risques industriels qui vont du transport des matières dangereuses, assez proche du risque perçu moyen, aux installations chimiques, centrales nucléaires, déchets chimiques et déchets radioactifs, perçus comme présentant des risques plus sérieux que la moyenne, ce qui étend vers la droite la position de cette famille sur le graphique.

À noter : les centrales nucléaires qui, avec un taux de confiance dans l'action des autorités supérieur à la moyenne, constituaient depuis 2004 une exception relative. Elles se situaient vers le centre mais plutôt à gauche de l'axe vertical et se déplacent depuis 2008 vers la droite dans le graphique, signe d'un risque perçu comme plus élevé.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Les perturbateurs endocriniens ne rejoignent aucune de ces familles, comme les antennes de réseau pour téléphones portables, les OGM, mais se rapprochent des risques relatifs aux pollutions diffuses.

VIVRE PRÈS D'UNE INSTALLATION

La majorité des Français ne souhaiterait pas vivre près d'une installation à risques

Une autre approche de la perception de la population au sujet des risques consiste à aborder des questions de nature comportementale, qui renvoient à une forme de mise en situation de la personne interrogée. Dans le cas présent, il s'agit de questions hypothétiques où la personne interrogée indique si elle accepterait de vivre près de telle ou telle installation.

Parmi les diverses installations évoquées, le parc éolien est la seule installation à proximité de laquelle la majorité des Français (52 %) accepterait de vivre. Les installations qui sont les plus rejetées sont les sites de stockage de déchets (chimiques ou radioactifs), la décharge d'ordures ménagères et l'installation chimique importante, qui semblent acceptables à moins d'un Français sur dix. La vie à proximité d'un aéroport, d'une zone inondable ou d'une centrale nucléaire apparaît acceptable aux yeux de moins d'une personne sur cinq. Enfin, l'antenne de réseau pour téléphones portables, les lignes à haute tension, le centre de recherche nucléaire et la zone sismique sont acceptés par une proportion minoritaire mais significative de Français : entre un quart et près de la moitié selon l'installation considérée.

Depuis une trentaine d'années que cette question est posée dans le Baromètre IRSN, le niveau d'acceptabilité de l'implantation d'installations industrielles potentiellement dangereuses a sensiblement baissé. Comme nous l'indiquons

dans le rapport 2015, c'est la manifestation d'un syndrome NIMBY (Not In My BackYard, « pas dans mon jardin »). La dégradation de l'acceptabilité des 4 types d'installations semble s'être effectuée en trois temps : une baisse à peu près constante de 1982 à 1996, une remontée entre 1997 et 2000, puis une nouvelle baisse assez rapide de 2004 à 2011, où l'on retrouve les niveaux de 1996, et une légère hausse depuis.

L'acceptabilité des centrales nucléaires est faible et a baissé de près de 18 points par rapport à l'année 1982, mais ce résultat doit être relativisé, d'une part parce que la centrale nucléaire reste mieux perçue que l'installation chimique importante, le site de stockage de déchets radioactifs ou le site de stockage de déchets chimiques et, d'autre part, parce que l'acceptation de l'éventualité de vivre près d'une centrale nucléaire est un peu remontée depuis 2011¹ et se situe maintenant autour de 18-20 %.

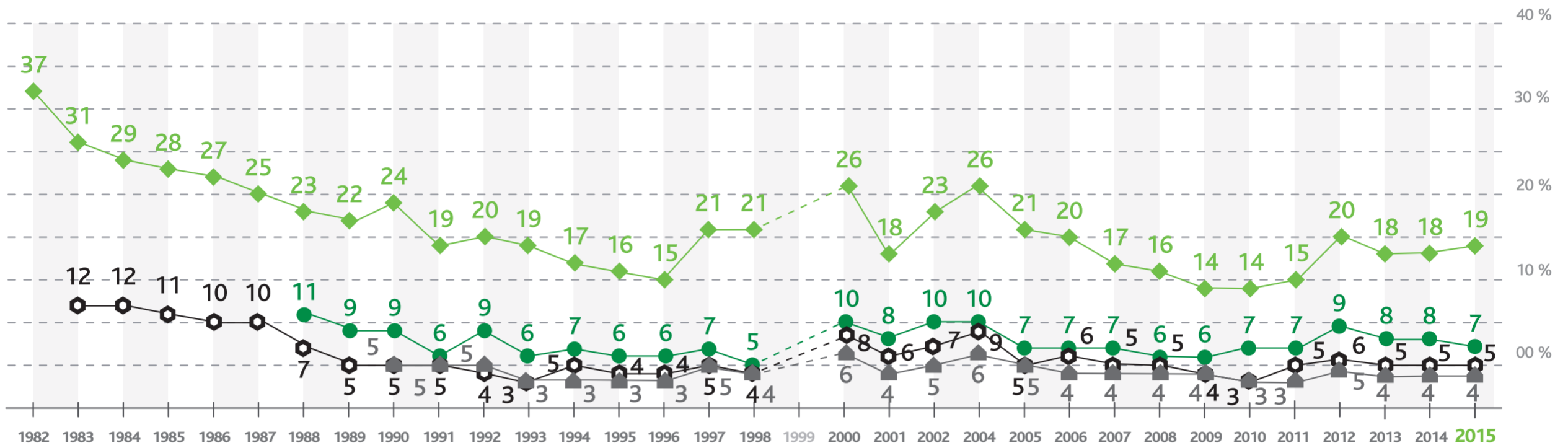
↘ 50 %

Depuis 1982, la proportion des Français qui accepteraient de vivre près d'une centrale nucléaire a diminué de moitié.

1. Plusieurs sources et dispositifs d'enquête de cette période ayant indiqué des signes d'une remontée de l'acceptation de l'énergie nucléaire ont conduit des chercheurs en science politique à étudier ce mouvement de l'opinion. Leur travaux identifient des liens avec la campagne présidentielle de 2011-2012. Selon ces chercheurs, l'effet de la campagne électorale aurait été significatif sur une partie de l'électorat, ce qui permettrait d'expliquer le regain d'adhésion à l'énergie nucléaire, et ainsi cette hausse de l'acceptabilité des centrales nucléaires. Voir Sylvain Brouard, Florent Gougou, Isabelle Guinaudeau et Simon Persico, « Un effet de campagne. Le déclin de l'opposition des Français au nucléaire en 2011-2012 », *Revue française de science politique*, 2013/6.

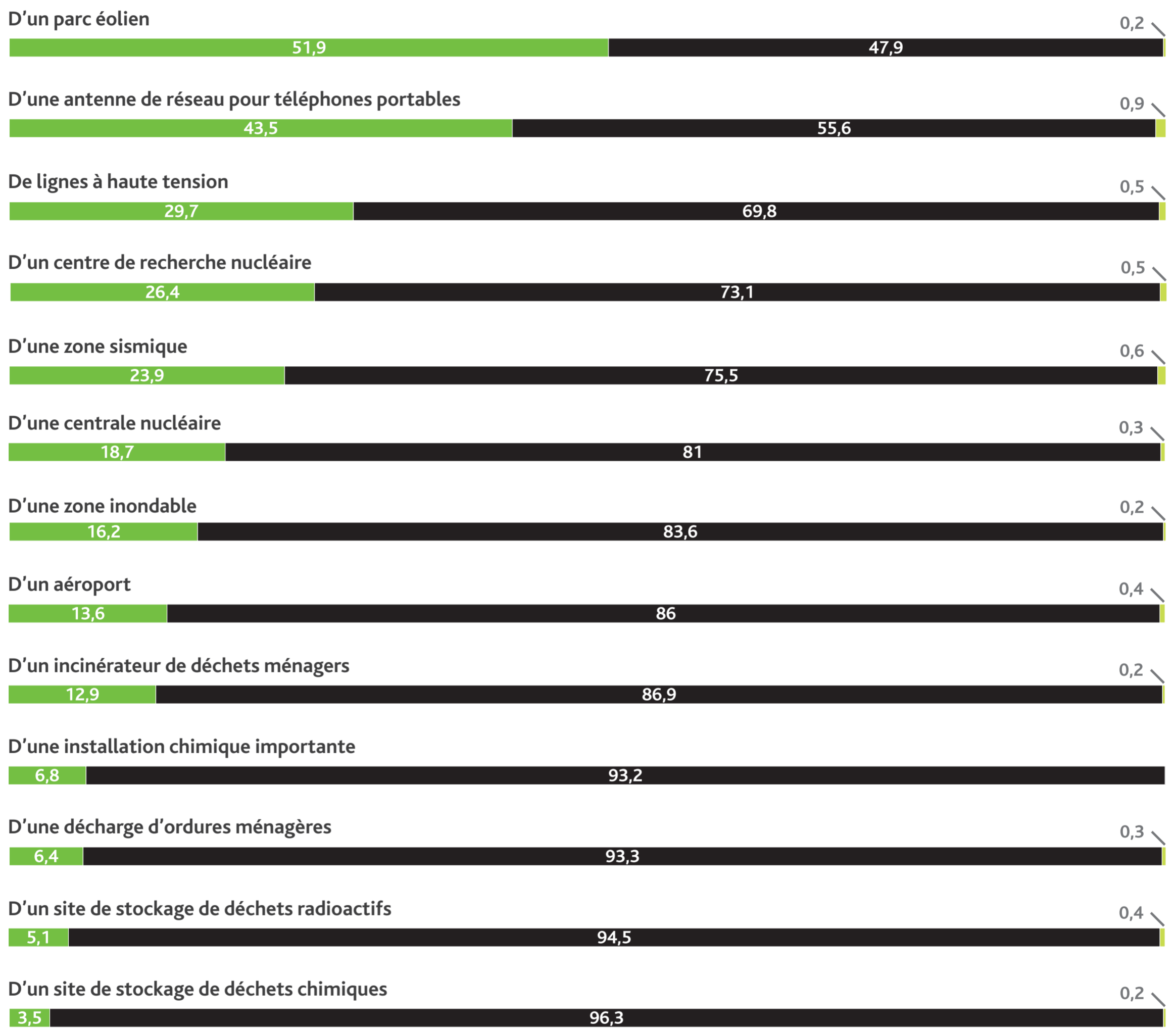
ÉVOLUTIONS 1982 à 2015

Évolution depuis 1982 des % de réponses « oui »
à la question : « Accepteriez-vous de vivre près... »



- ◆ D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE
- D'UNE INSTALLATION CHIMIQUE IMPORTANTE
- ◻ D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS RADIOACTIFS
- ▲ D'UN SITE DE STOCKAGE DE DÉCHETS CHIMIQUES

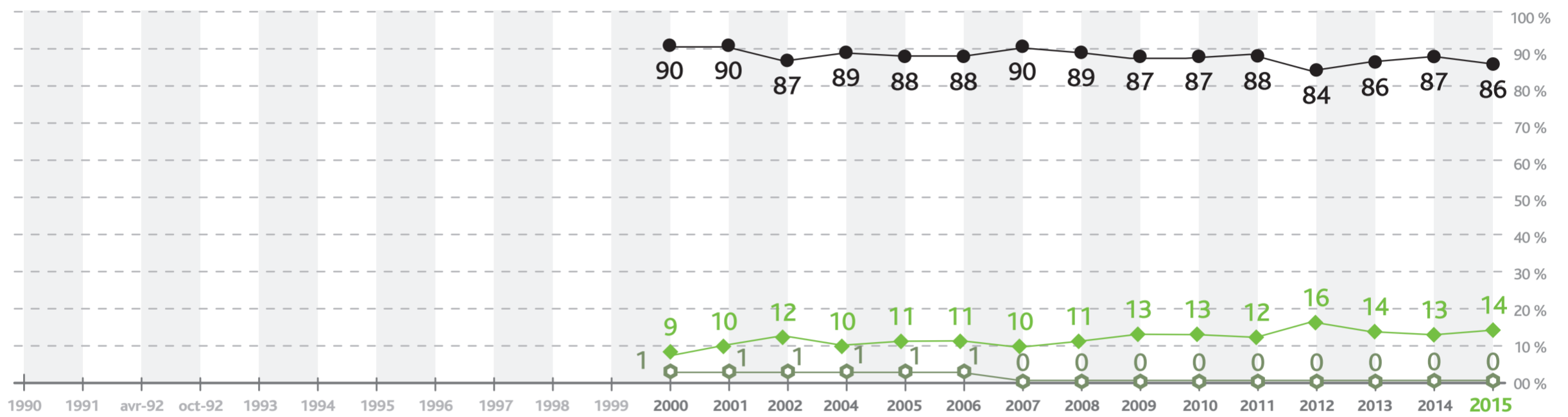
NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



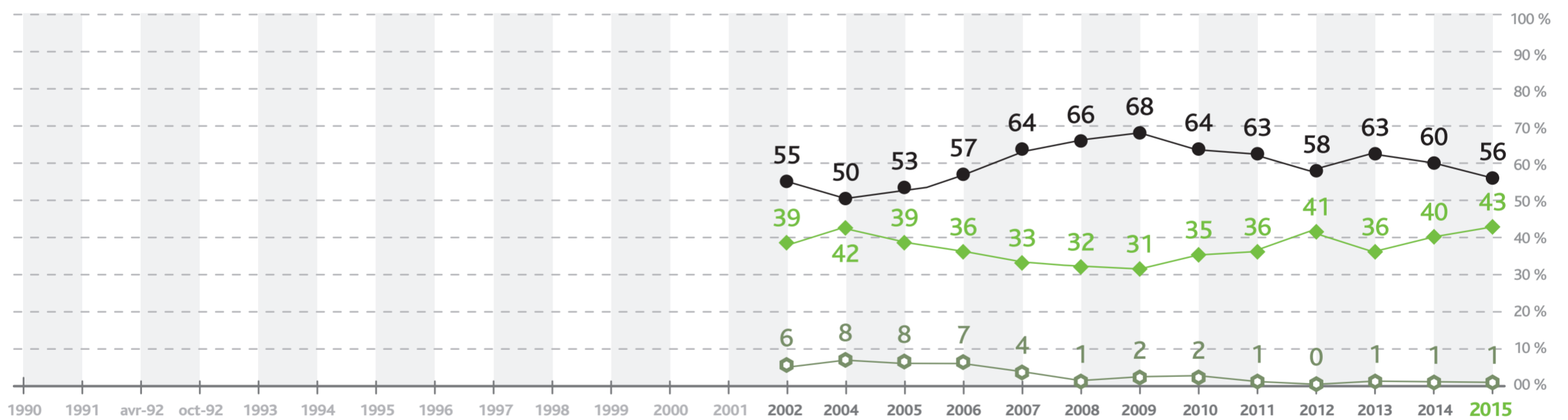
■ OUI
 ■ NON
 ■ NE SAIT PAS
 en %

ÉVOLUTIONS 1990 à 2015

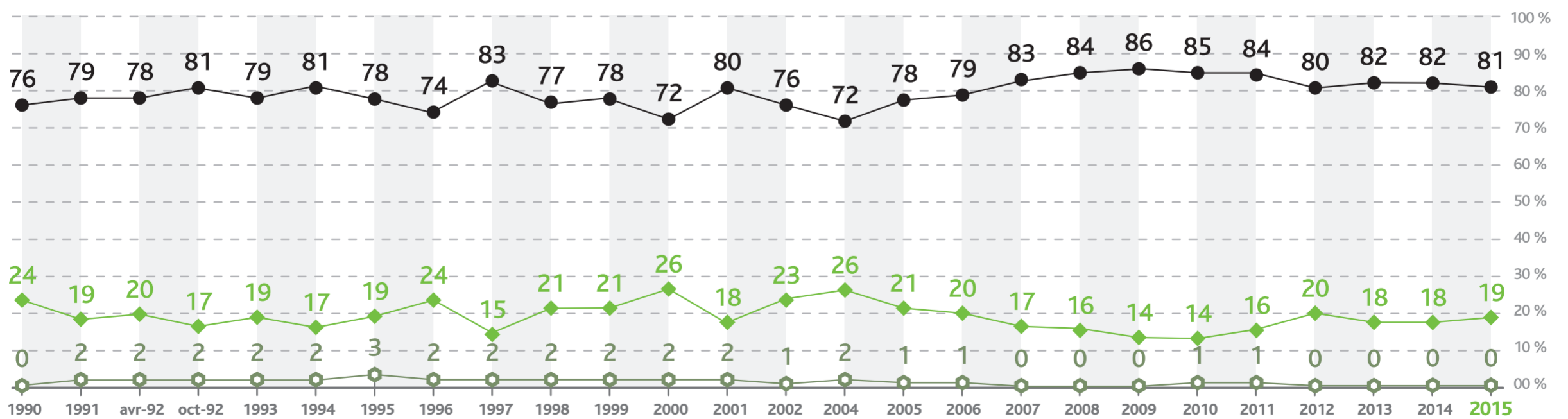
D'un aéroport



D'une antenne de réseau pour téléphones portables



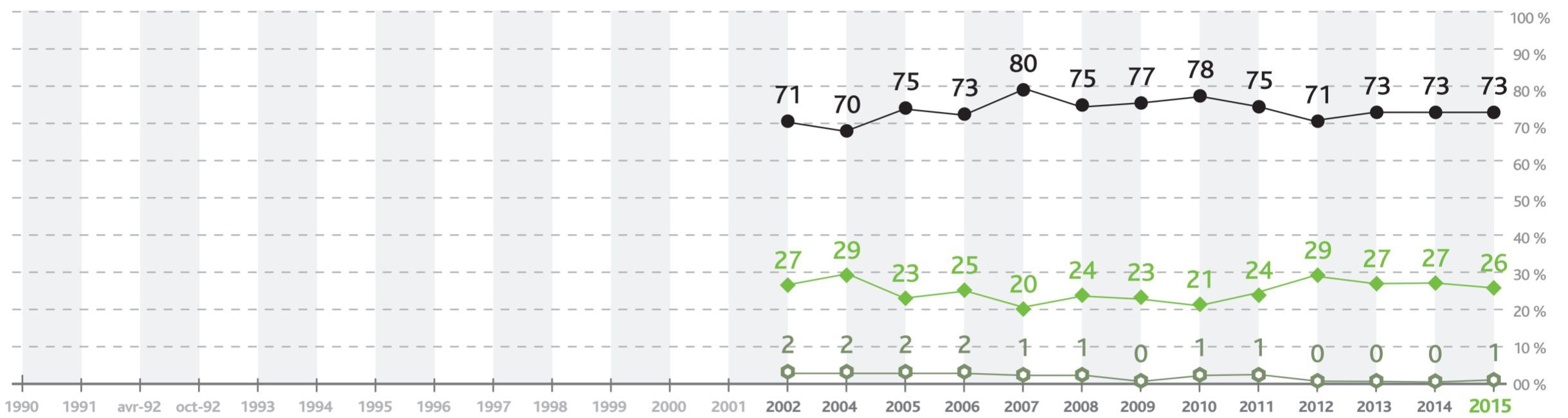
D'une centrale nucléaire



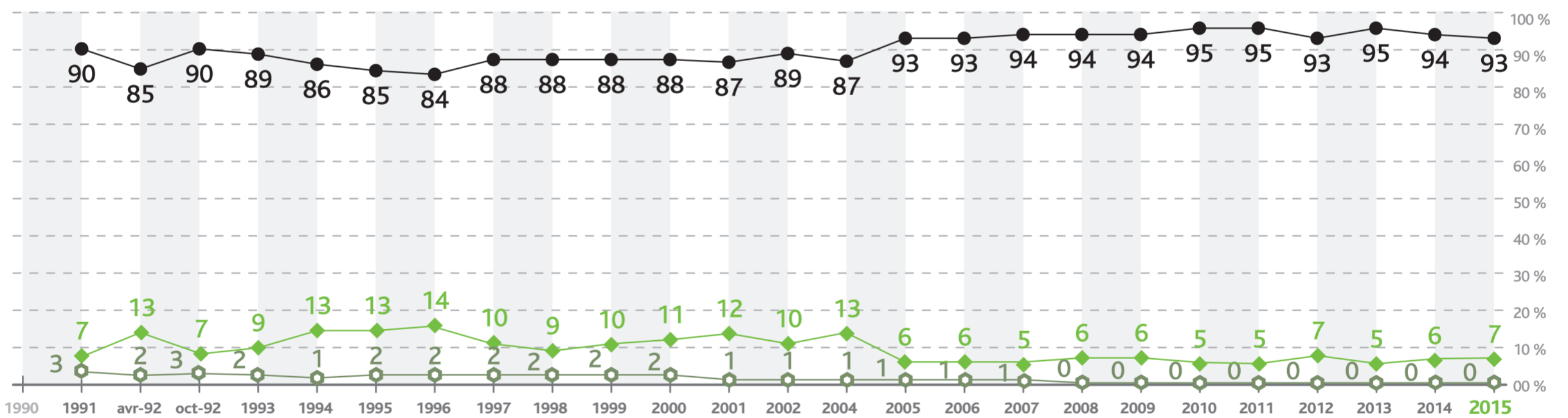
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

ÉVOLUTIONS 1990 à 2015

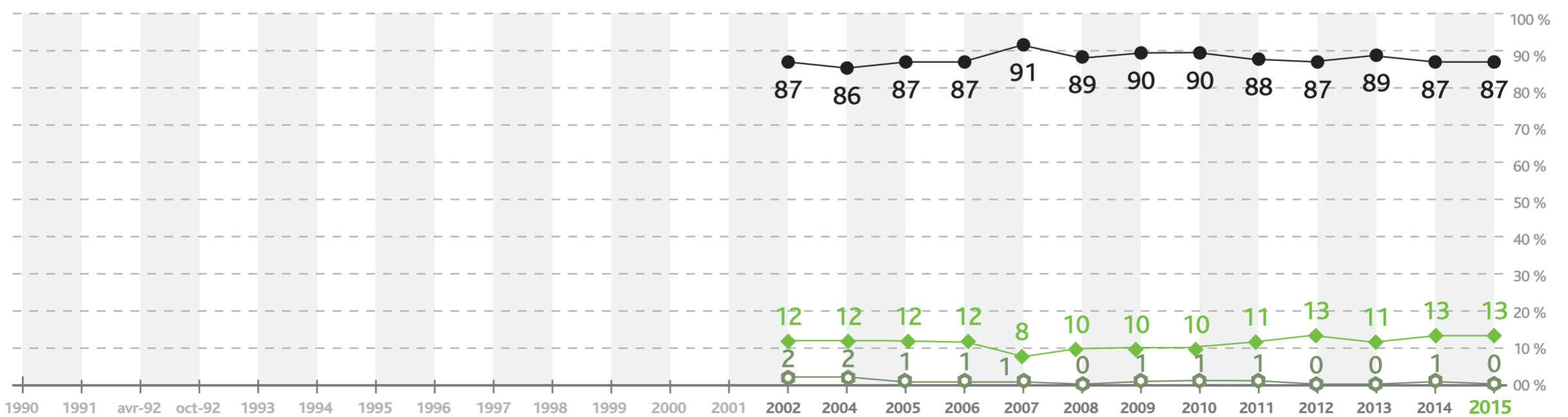
D'un centre de recherche nucléaire



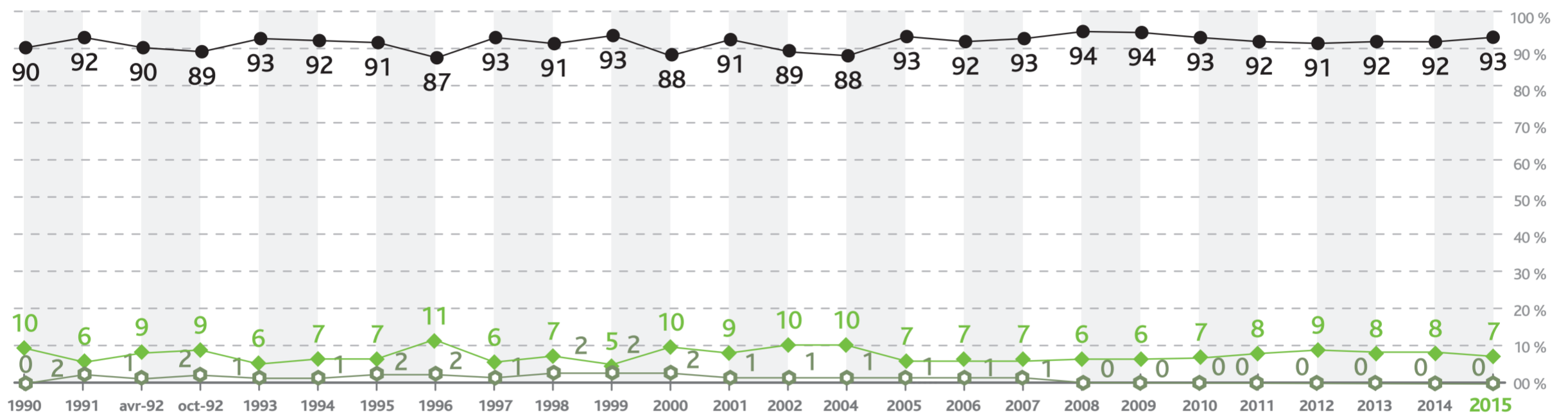
D'une décharge d'ordures ménagères



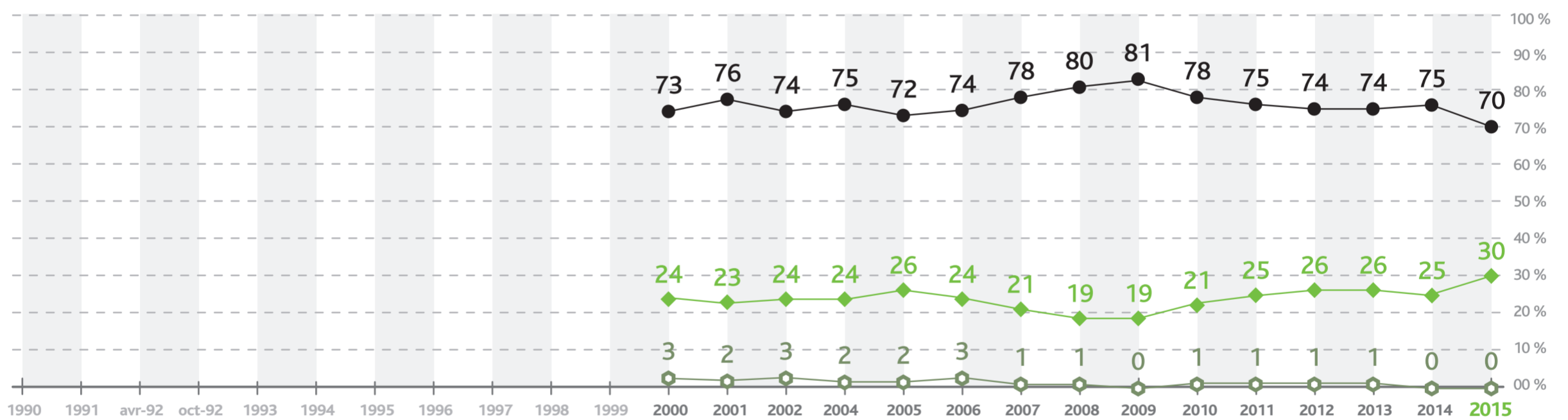
D'un incinérateur de déchets ménagers



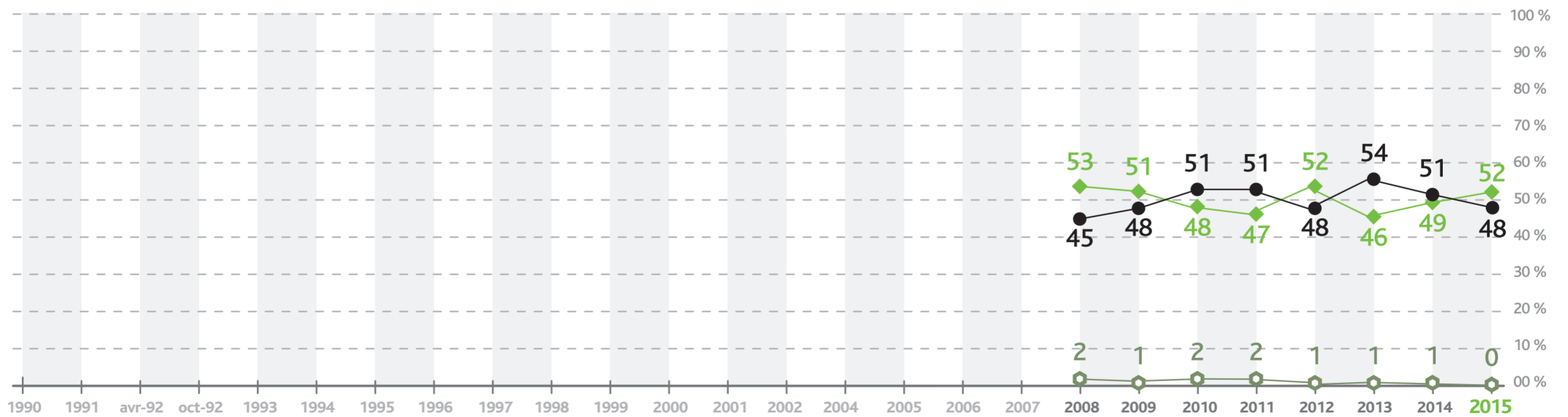
D'une installation chimique importante



De lignes à haute tension



D'un parc éolien



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

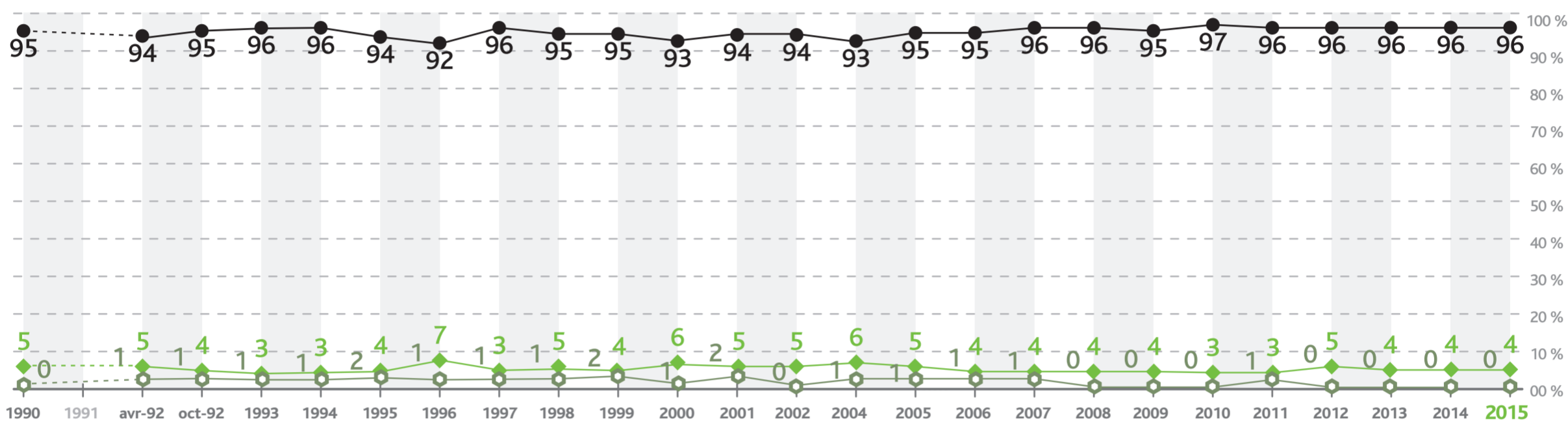
QUESTION

Accepteriez-vous de vivre près...

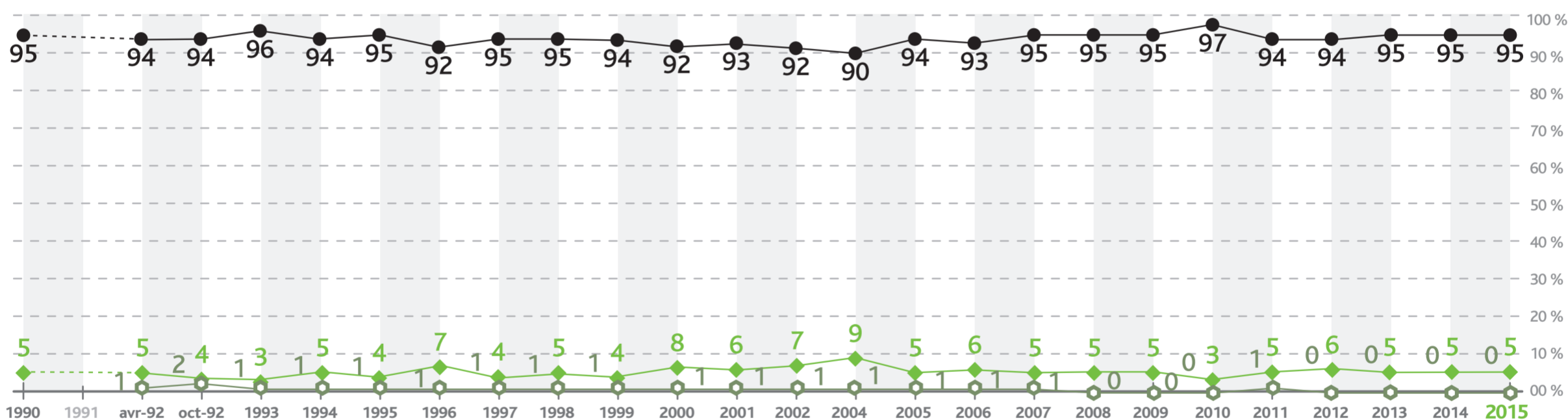
N°4 (suite)

ÉVOLUTIONS 1990 à 2015

D'un site de stockage de déchets chimiques

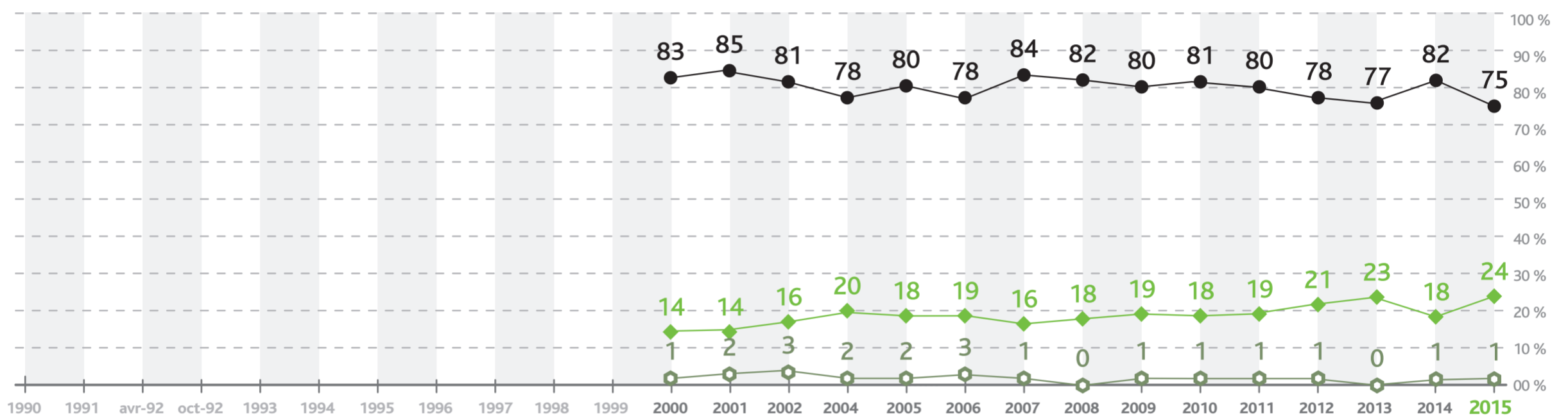


D'un site de stockage de déchets radioactifs

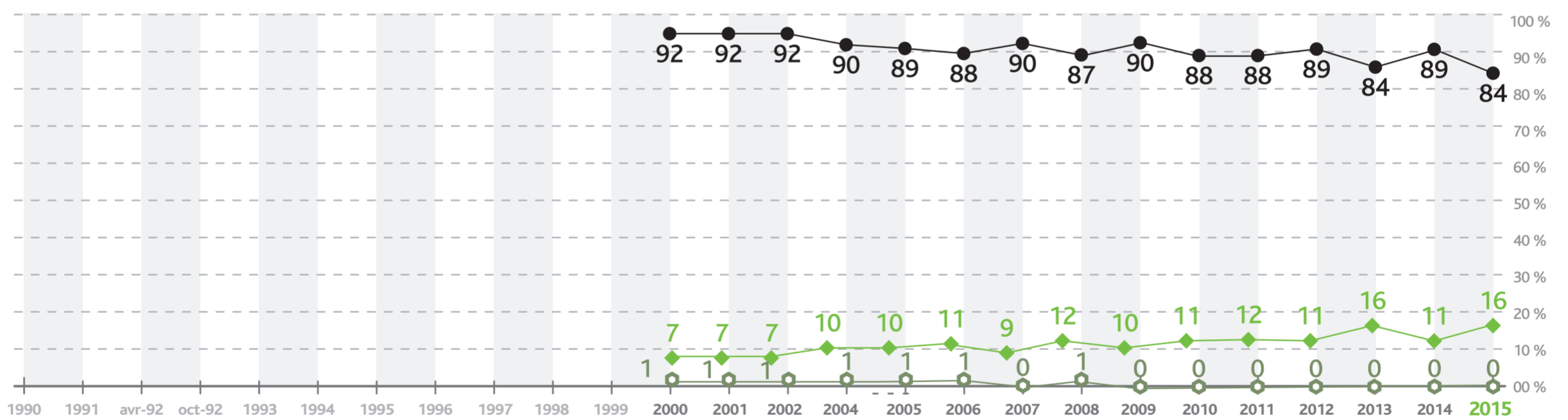


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

D'une zone sismique



D'une zone inondable



ZOOM SUR LE NUCLÉAIRE

—

PARTIE 4

DOMAINE

4.1 — LES ATTENTES EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DU RISQUE NUCLÉAIRE	110 - 115
4.2 — LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS AU SUJET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE	116 - 119
4.3 — LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE	120 - 137
4.4 — LA CRAINTE DU RISQUE D'ACCIDENT GRAVE	138 - 142
4.5 — PERCEPTION DE DEUX ACCIDENTS NUCLÉAIRES MAJEURS : TCHERNOBYL (1986) ET FUKUSHIMA (2011)	143 - 147

LES ATTENTES EN MATIÈRE DE MAÎTRISE DU RISQUE NUCLÉAIRE

Les attentes de la population au sujet du risque nucléaire font l'objet de deux questions. La première porte sur la situation actuelle, telle qu'elle est perçue par les Français : gravité d'un accident éventuel, sûreté des installations, risques de santé liés aux sites nucléaires, impact de ces sites sur l'environnement. La seconde question a trait à l'évaluation de différentes mesures qui pourraient renforcer la sûreté des sites nucléaires.

QUESTION N°1

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

QUESTION N°2

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

PERCEPTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Plus de neuf Français sur dix estiment qu'un accident dans une centrale nucléaire aurait des conséquences très graves

La crainte associée à l'idée d'un accident important est très élevée : la quasi-totalité des Français estime que si un accident se produisait dans une centrale nucléaire en France, il aurait des conséquences très graves. Cette crainte conduit plus de neuf personnes sur dix à juger que les responsables des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même très improbables. Ces deux opinions sont stables par rapport à 2014. Cette crainte est d'ailleurs à rapprocher du classement très explicite des installations les plus susceptibles de générer des catastrophes (voir section 1.3).

Cependant, à côté des risques d'accident, les installations nucléaires font aussi redouter des risques chroniques, soit pour la santé, soit sur l'environnement. Les doutes sur le fait qu'«*autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs*» et qu'«*autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs*» sont exprimés par une majorité relative des Français interrogés. L'idée selon laquelle «*autour des centrales nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs*», qui avait semblé regagner du terrain en 2014, recule et retrouve sa tendance des années 2007-2011. Cependant, les Français semblent un peu moins redouter que la radioactivité des centrales nucléaires provoque des cancers (-3 points).

Les Français expriment cette année une plus grande confiance dans la sûreté des centrales nucléaires : près de la moitié d'entre eux estime que «*toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises*», avec une proportion en hausse de 7 points. Cela peut être interprété comme un retour positif de l'impact des évaluations complémentaires de sûreté (ECS) réalisées à la suite de l'accident de Fukushima, également connues sous le terme de «*stress tests*», ainsi que des montants d'investissements prévus par EDF pour y faire face (opération appelée parfois «*grand carénage*» dans la presse, en lien avec les réexamens de sûreté).

Enfin, en ce qui concerne l'impact sur l'environnement, les craintes relatives à la contamination des nappes phréatiques sont stables et à un niveau assez élevé : près de deux Français sur trois estiment que les sites nucléaires peuvent provoquer une telle contamination.

46 %

des répondants estiment que toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises, soit une augmentation de 7 points par rapport à 2014.

LE RENFORCEMENT DE LA SÛRETÉ DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Multiplier les inspections, prendre davantage en compte le facteur humain et développer la recherche pour la sûreté des réacteurs sont les trois priorités pour les Français

Parmi les mesures visant à renforcer la sûreté des installations nucléaires, celle qui apparaît comme la plus prioritaire consiste à multiplier les inspections dans les installations nucléaires : près de quatre Français sur cinq soutiennent cette priorité. Deux autres priorités apparaissent également très importantes et sont déclarées prioritaires par trois Français sur quatre : développer la recherche pour améliorer la sûreté, et améliorer la sûreté en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail. Enfin, plus de deux Français sur trois pointent comme prioritaire la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.

Deux mesures apparaissent moins prioritaires : renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne,

et développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires.

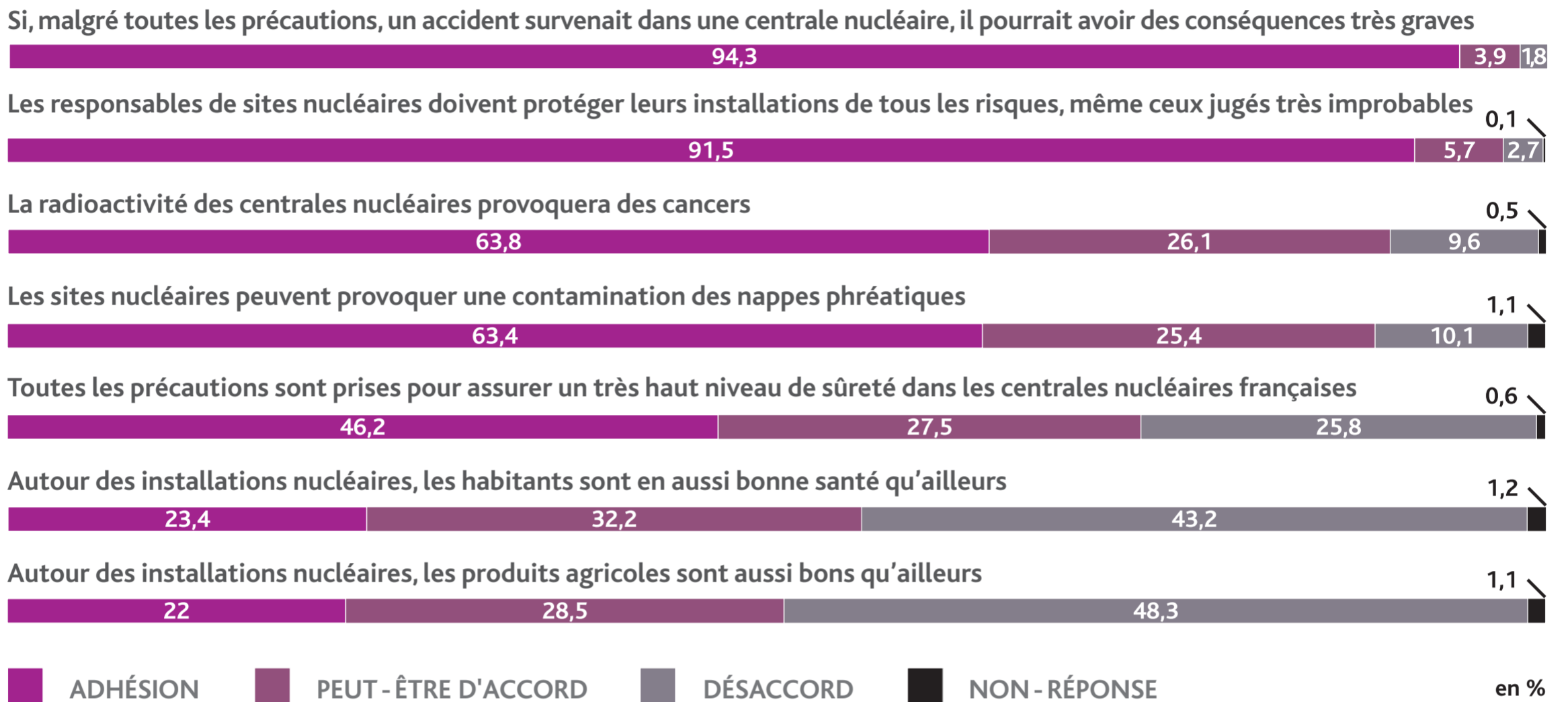
En effectuant la comparaison avec les réponses des années précédentes, une tendance plus globale se dessine : toutes les réponses «*prioritaire*» tendent à reculer. L'hypothèse qui peut être avancée est qu'en face d'événements majeurs, comme les attentats, certains Français révisent leurs priorités, tous domaines confondus. Cette hypothèse s'inscrit dans la continuité d'un réflexe d'unité nationale : la gravité des attentats terroristes conduit à relativiser la valeur des priorités, aussi bien en améliorant la confiance dans les institutions (voir partie 3) qu'en réévaluant certaines priorités. Un résultat semble d'ailleurs confirmer cette hypothèse : la baisse des réponses «*prioritaire*» va de pair avec une montée des réponses «*important mais pas prioritaire*» et la somme des deux réponses ne bouge pas, ce qui tend à montrer que l'importance effective de ces mesures n'a pas réellement changé.

QUESTION N°1

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante : pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, peut-être d'accord, bien d'accord, entièrement d'accord.

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

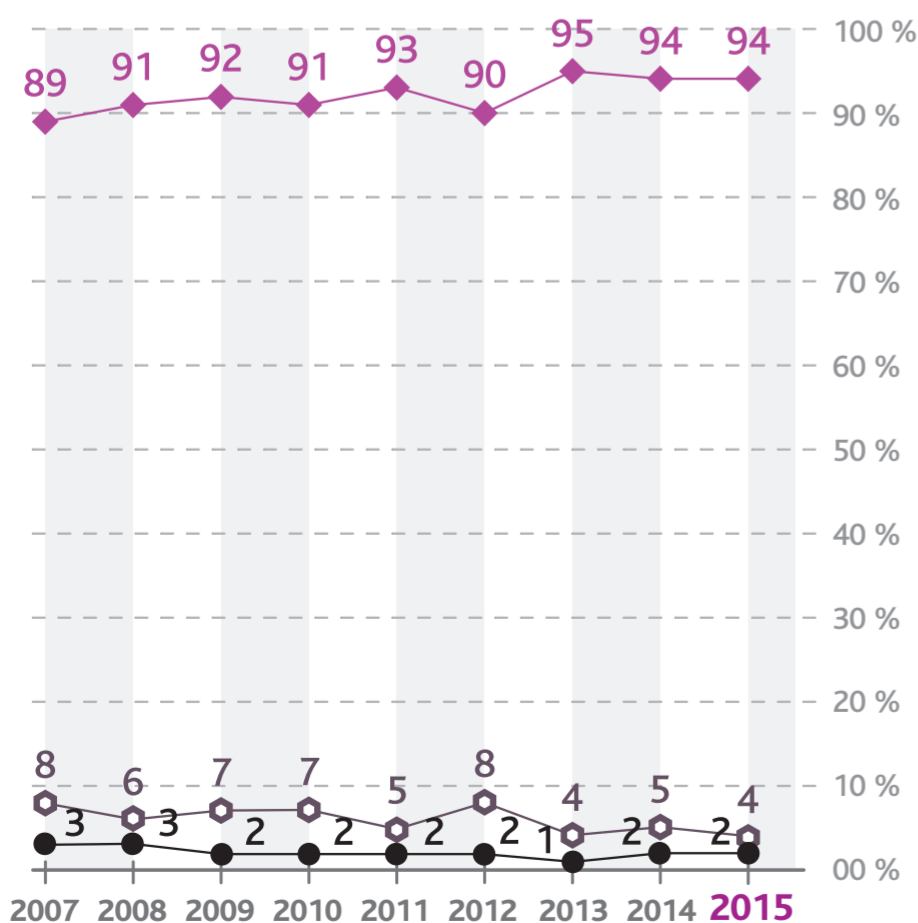
La modalité «adhésion» regroupe les modalités «bien d'accord» et «entièrement d'accord»; «désaccord» regroupe les «pas du tout d'accord» et «pas tellement d'accord».



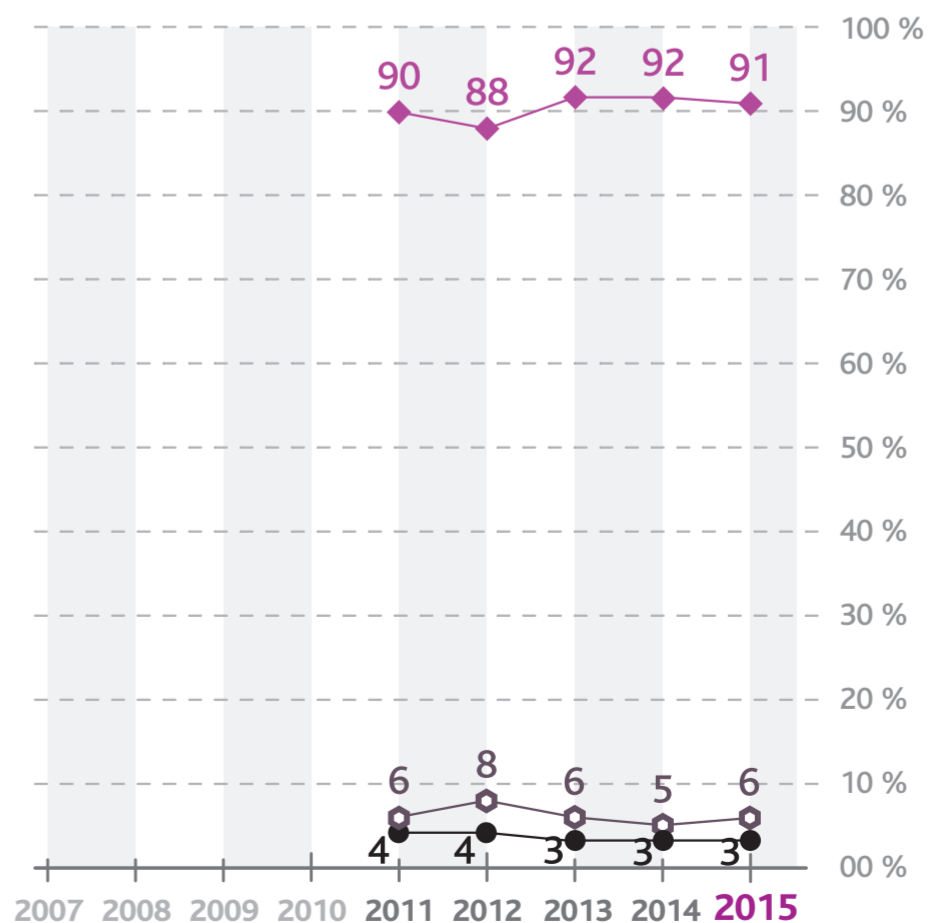
ÉVOLUTIONS 2007 À 2015

Les «non-réponses» représentent de très faibles pourcentages. Elles ont été regroupées avec la modalité «peut-être d'accord».

Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves.

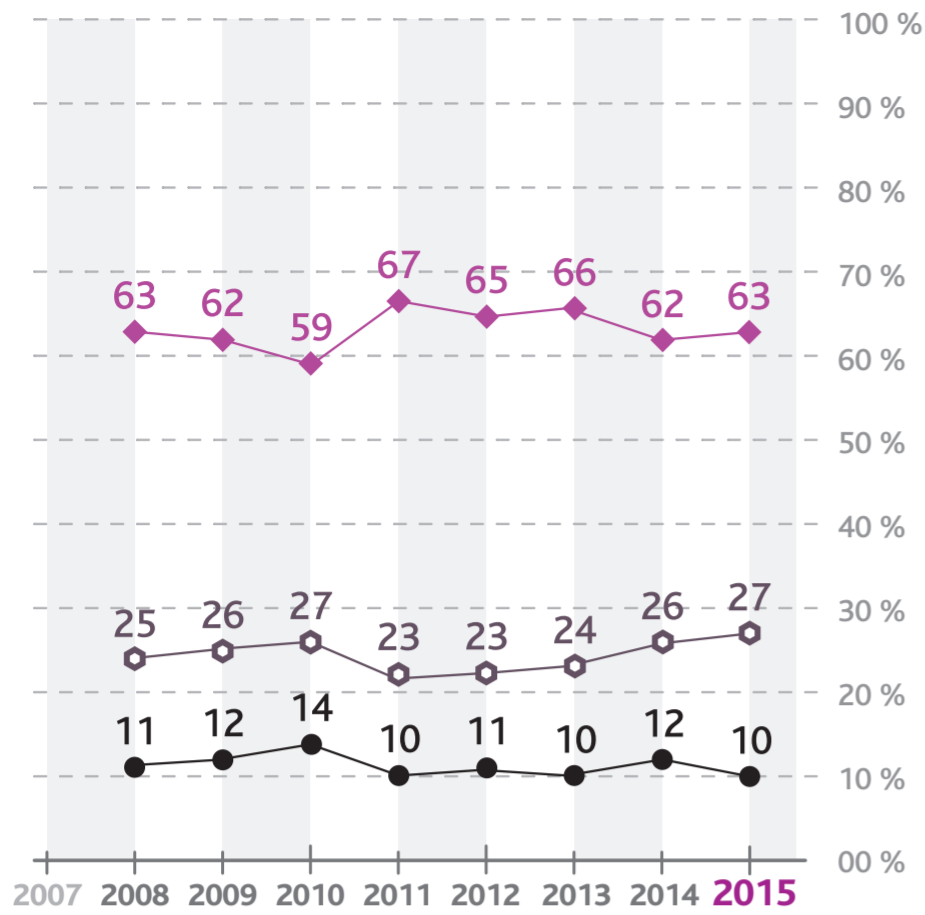


Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables.

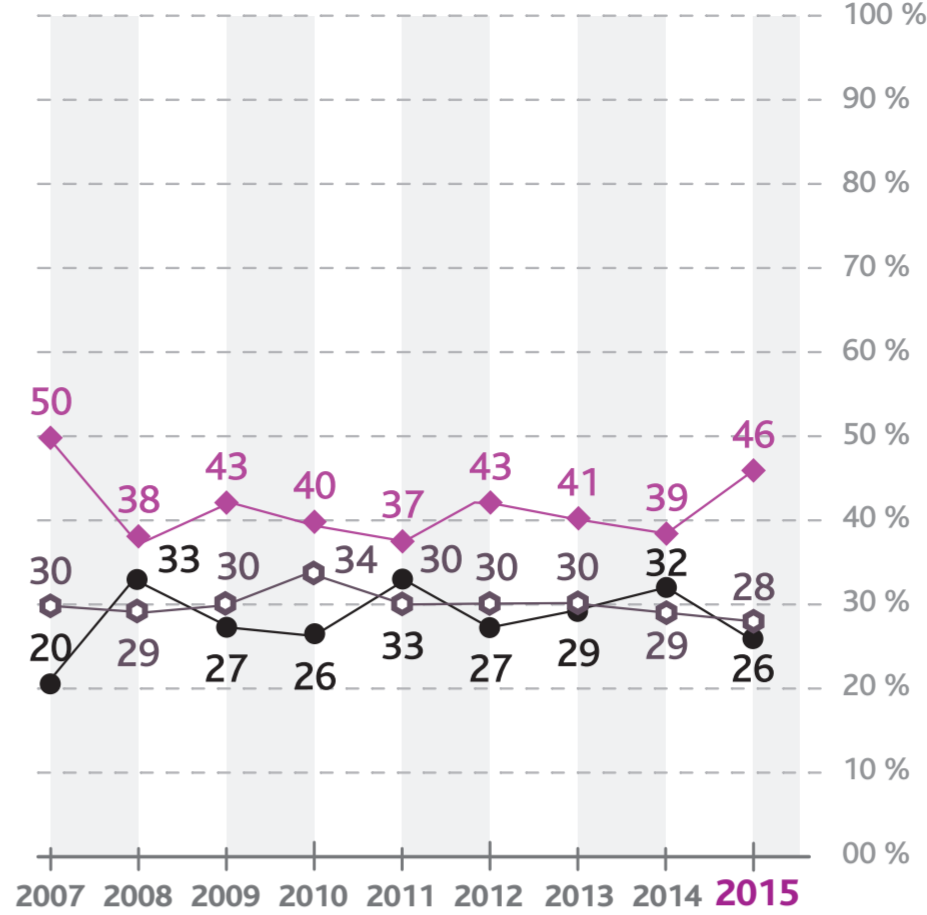


◆ ADHÉSION
 ◆ PEUT-ÊTRE D'ACCORD
 ● DÉSACCORD

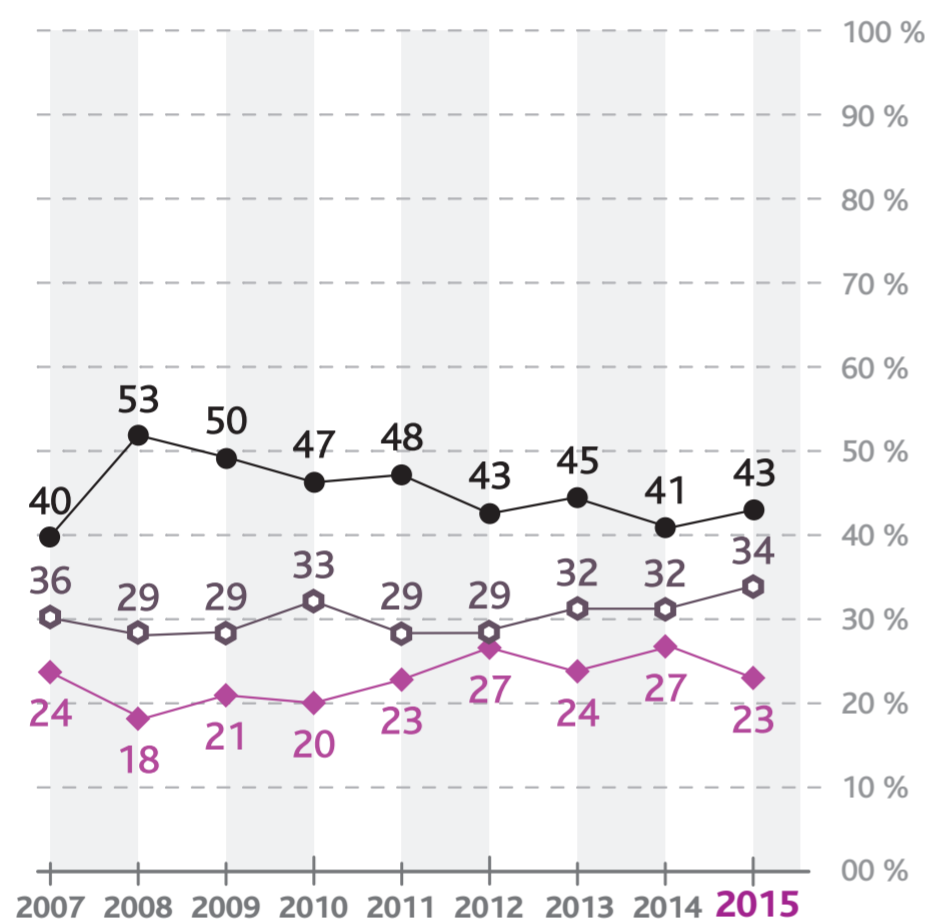
Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques.



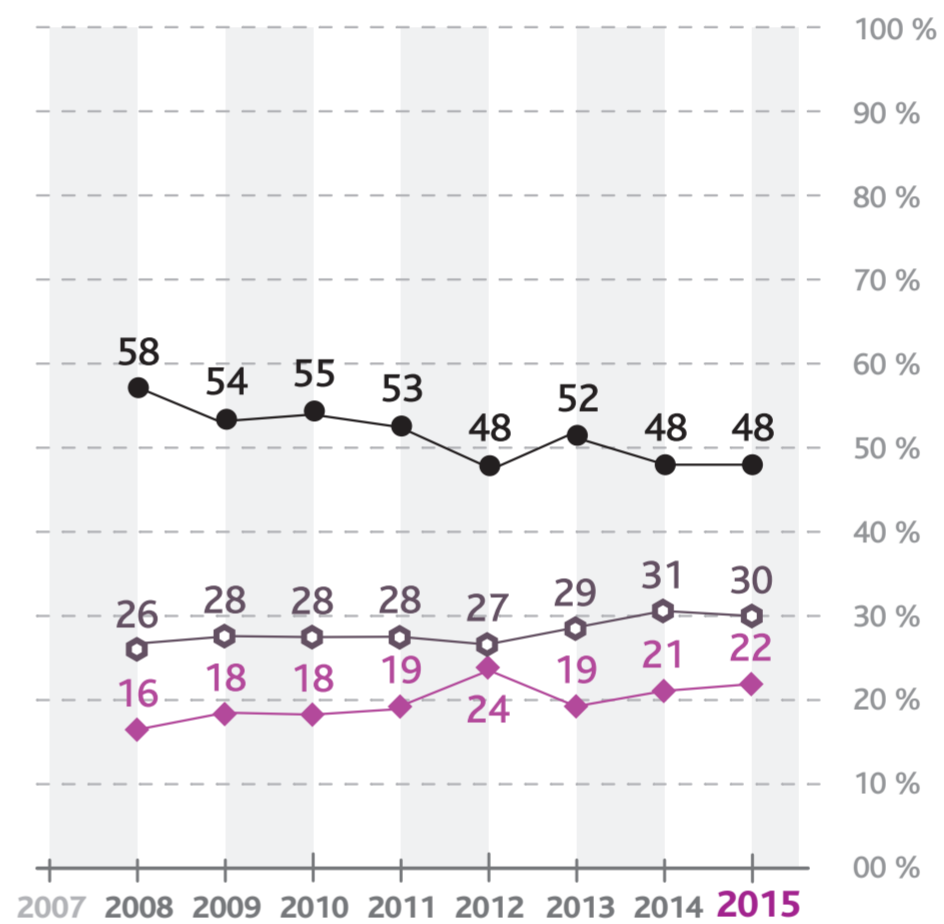
Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises.



Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs.

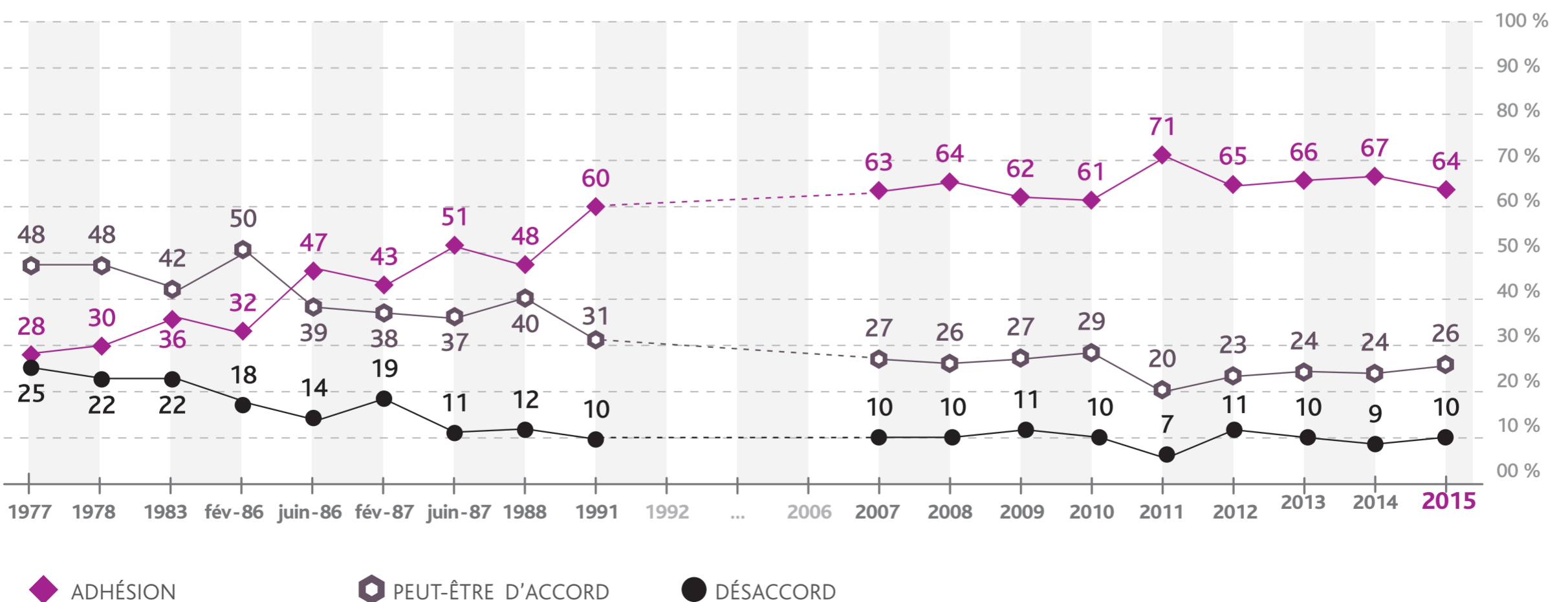


Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs.



ÉVOLUTIONS 1977 À 2015

La proposition «*La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers*» était posée dans les enquêtes Agoramétrie entre 1977 et 1991. On observe une augmentation des % d'accord après la survenue de l'accident de Tchernobyl. Le temps ne semble rien avoir changé. Ils sont toujours plus de 60 % à adhérer à cette proposition.

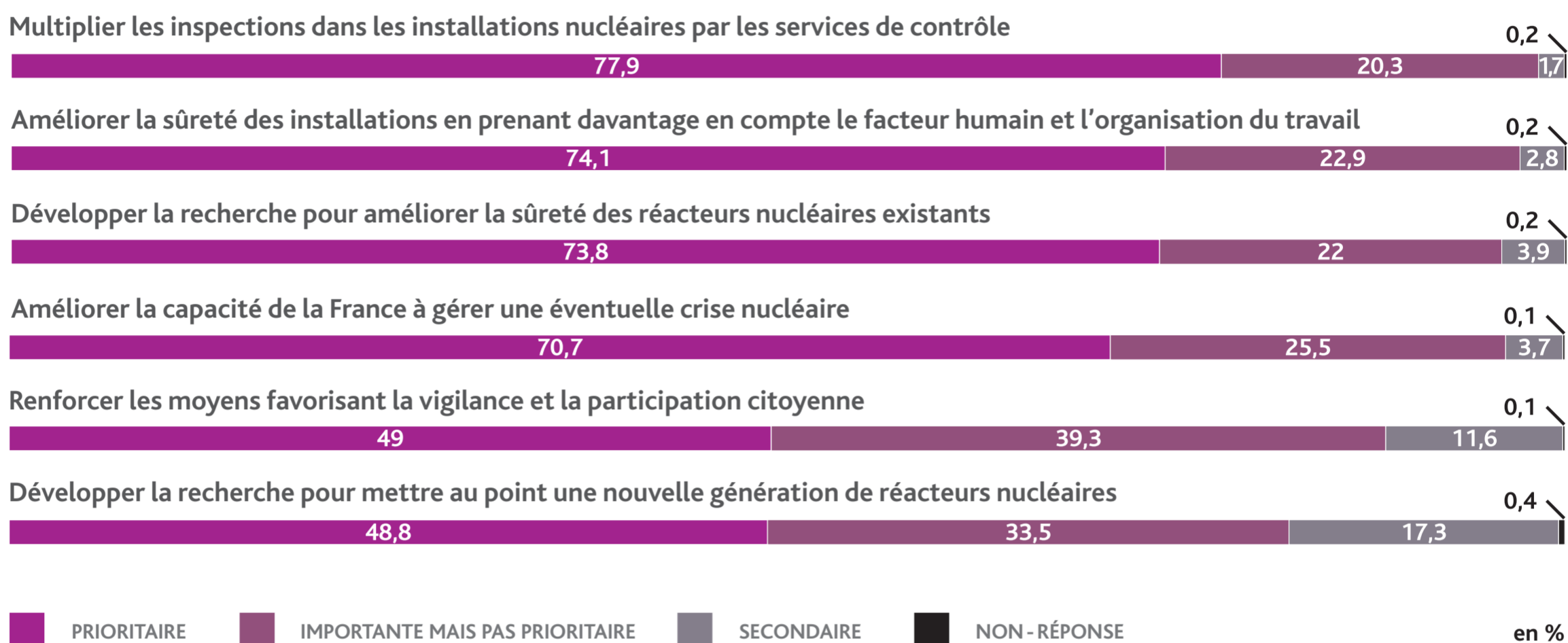


◆ ADHÉSION ◊ PEUT-ÊTRE D'ACCORD ● DÉSACCORD

QUESTION N°2

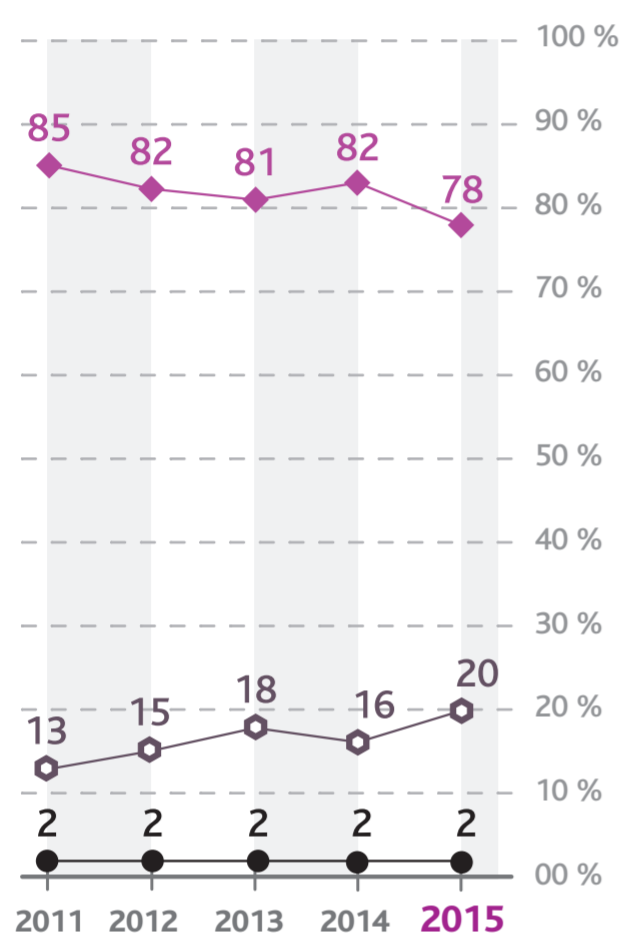
Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015

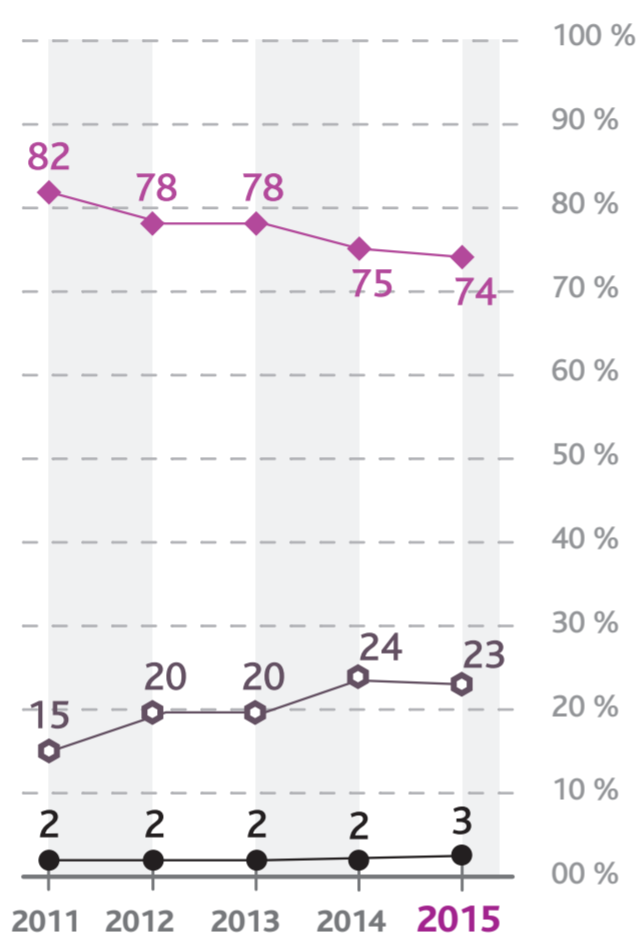


ÉVOLUTIONS 2011 À 2015

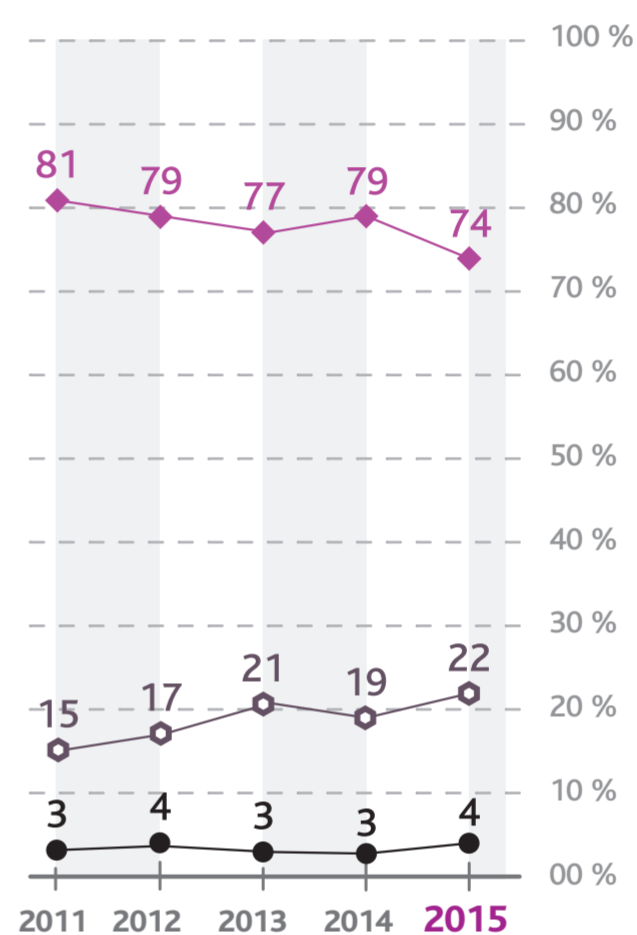
Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle.



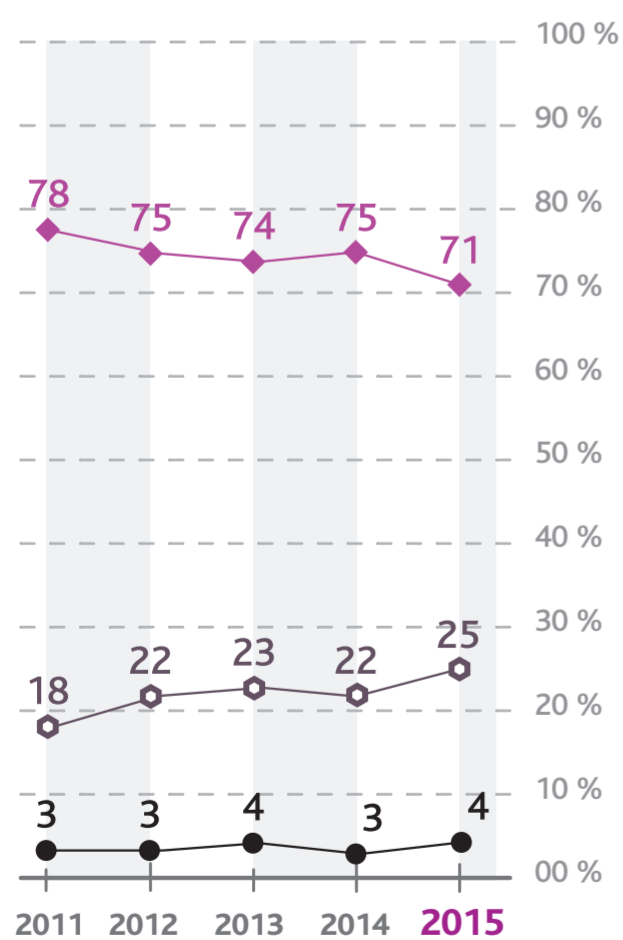
Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail.



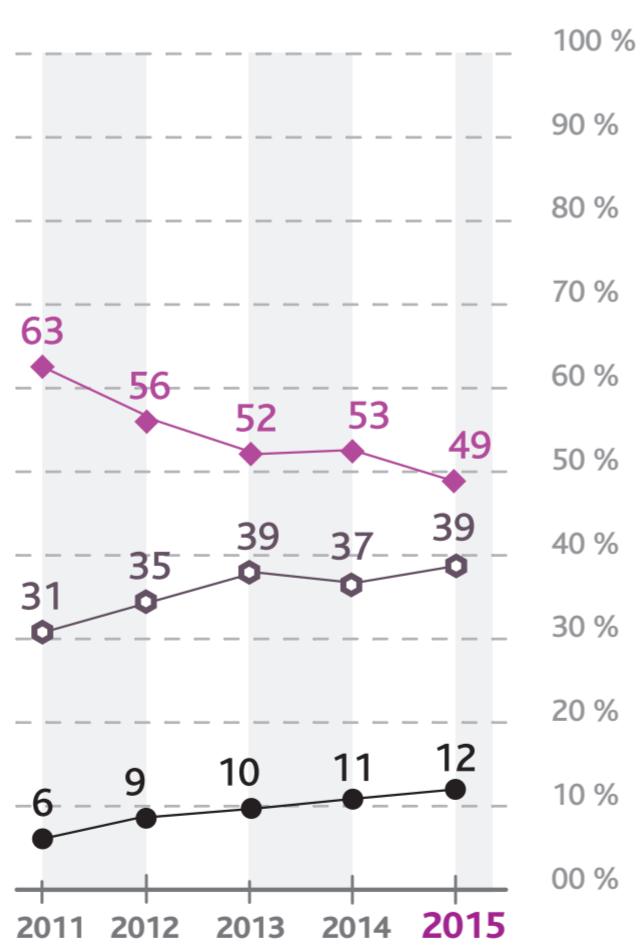
Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants.



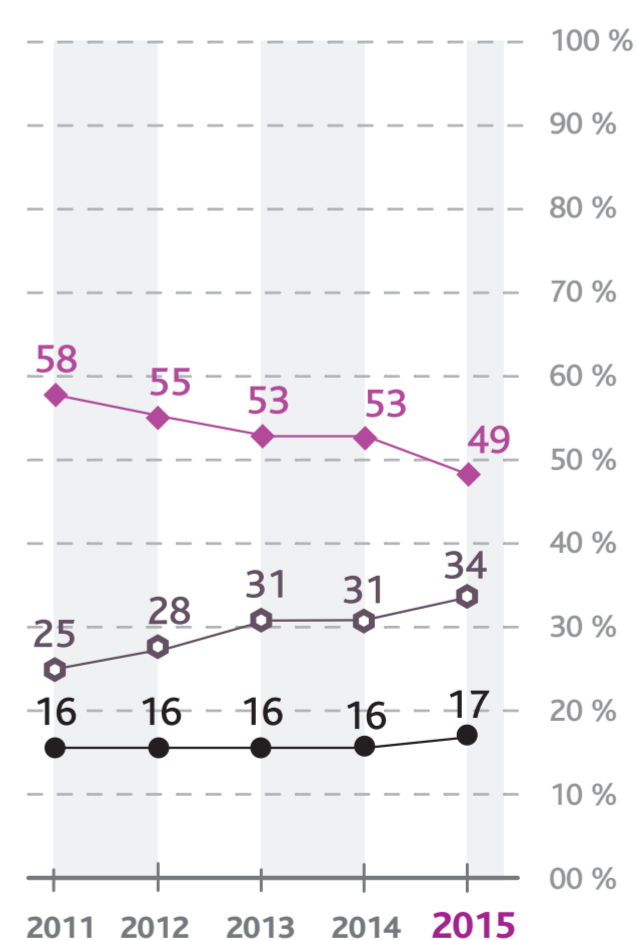
Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire.



Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne.



Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires.



LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS AU SUJET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Objet de débat public, l'énergie nucléaire est évaluée à l'aune de différents arguments qui lui sont favorables ou défavorables. Cette argumentation est suivie dans le Baromètre IRSN depuis le début des années 2000, ce qui donne un recul d'environ 15 ans. Par ailleurs, une question comparant les différentes formes d'énergie, reprise de l'enquête de 2013, permet de situer l'énergie nucléaire par rapport aux énergies renouvelables et aux énergies fossiles.

QUESTION N°3

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

QUESTION N°4

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

QUESTION N°5

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ?

LES ARGUMENTS POUR ET CONTRE LE NUCLÉAIRE

L'indépendance énergétique, du côté de l'adhésion, et les accidents de Tchernobyl et de Fukushima, du côté de l'opposition, sont les arguments avancés par les Français

L'argument le plus fort en faveur du nucléaire demeure l'indépendance énergétique : cette réponse est choisie par quatre personnes sur dix. Après un score plus élevé en 2012 (c'est-à-dire l'année ayant suivi l'accident de Fukushima), les réponses d'adhésion à cet argument sont revenues depuis 2013 à un niveau proche de ce qu'elles étaient auparavant.

Un autre argument cité en faveur du nucléaire est le coût du kilowattheure, mentionné par un peu moins d'une personne sur cinq. Depuis 2013, cet argument a assez sensiblement reculé (- 7 points). Il convient toutefois de remarquer que le pourcentage observé cette année reste supérieur à ce qu'il était en 2006, 2008 et 2009. Ce recul relatif de l'argument économique peut être analysé comme un contrecoup de la baisse du prix du pétrole qui rend cet avantage moins net. En lien avec cet argument économique, il convient de rappeler la publication en 2012 du rapport de la Cour des comptes sur les coûts de la filière électronucléaire¹, qui mettait en avant l'accroissement des coûts présents et futurs de cette filière.

Deux arguments en faveur de l'énergie nucléaire gagnent du terrain depuis quelques années : l'absence d'émission de gaz carbonique et la sûreté des installations nucléaires. L'absence d'émission de gaz carbonique (qui progresse de 3 points en 2015 et de 8 points par rapport à 2012) doit sans doute être interprétée dans la perspective des préoccupations des Français au sujet du réchauffement climatique, préoccupations renforcées en 2015 par la tenue de la COP21 à Paris. Par ailleurs, la sûreté des installations nucléaires,

si elle n'a progressé que de 2 points par rapport à 2014 (un écart non significatif), elle a toutefois monté de 6 points au total depuis 2011.

Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima continuent d'apparaître comme l'argument le plus fort contre le nucléaire : un peu plus d'un Français sur trois retient cet argument. Cependant, il décline sensiblement : baisse de 3 points par rapport à 2014 (ce qui n'est pas statistiquement significatif) et de 8 points par rapport à 2013. Au total, l'argument des accidents de Tchernobyl et de Fukushima retrouve à peu près le niveau auquel il était avant 2011, c'est-à-dire avant la catastrophe de Fukushima.

Le recul s'effectue au profit principalement d'un argument qui progresse encore, celui des déchets nucléaires. En 2015, plus d'une personne sur quatre estime qu'il s'agit de l'argument le plus fort contre le nucléaire. L'actualité et les débats liés au projet d'enfouissement des déchets radioactifs dans le centre industriel de stockage géologique Cigéo de Bure peuvent en partie expliquer la progression de cet argument depuis deux ans (+ 6 points par rapport à 2013).

+ 6

points d'augmentation, depuis 2013, du pourcentage des personnes citant les déchets nucléaires comme l'argument le plus fort contre le nucléaire.

LES QUALITÉS ATTRIBUÉES AUX DIFFÉRENTES FORMES D'ÉNERGIE

L'énergie solaire reste l'énergie plébiscitée par les Français, alors que l'énergie éolienne supprime en 2015 l'énergie nucléaire sur les critères économiques

Le troisième indicateur apportant une évaluation de la place de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique est une question comparant les différentes formes d'énergie et demandant aux Français laquelle correspond le mieux à différentes qualités présentées. Dans ce cadre, les énergies les plus valorisées par les Français sont l'énergie solaire, en premier, suivie de l'énergie éolienne. Sur presque tous les critères, et notamment les critères économiques et environnementaux, ce sont les deux premières énergies retenues. Elles ne sont

surclassées que sur le critère de performance, où l'énergie nucléaire est citée en premier.

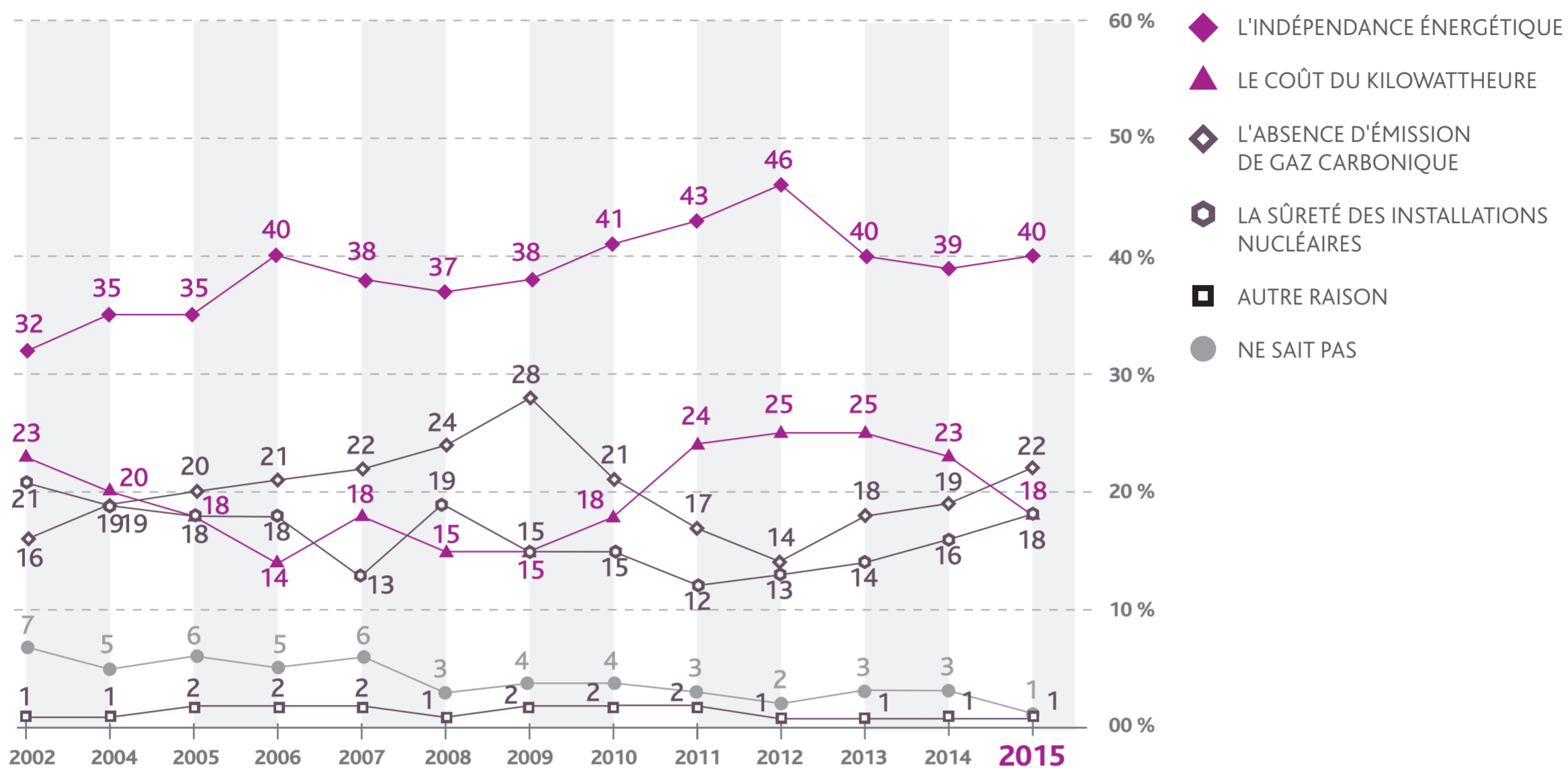
Le classement des différentes formes d'énergie concorde assez bien avec la précédente réponse à cette question, en 2013. Cependant, il convient de remarquer que l'énergie nucléaire décline et qu'elle est même dépassée aujourd'hui par l'énergie éolienne sur deux critères économiques : l'énergie la moins coûteuse en investissement par kilowatt (baisse de 5 points du nucléaire et hausse de 4 et 5 points, respectivement pour l'éolien et pour le solaire), et l'énergie la moins chère à exploiter par kilowattheure produit (baisse de 3 points pour le nucléaire et hausse de 6 points pour le solaire).

¹. Ce rapport, actualisé en 2014, confirme l'accroissement des coûts de la filière nucléaire. Cour des comptes, *Les Coûts de la filière électronucléaire*, janvier 2012, et Cour des comptes, *Le Coût de production de l'électricité nucléaire*. Actualisation 2014, mai 2014.

QUESTION N°3

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

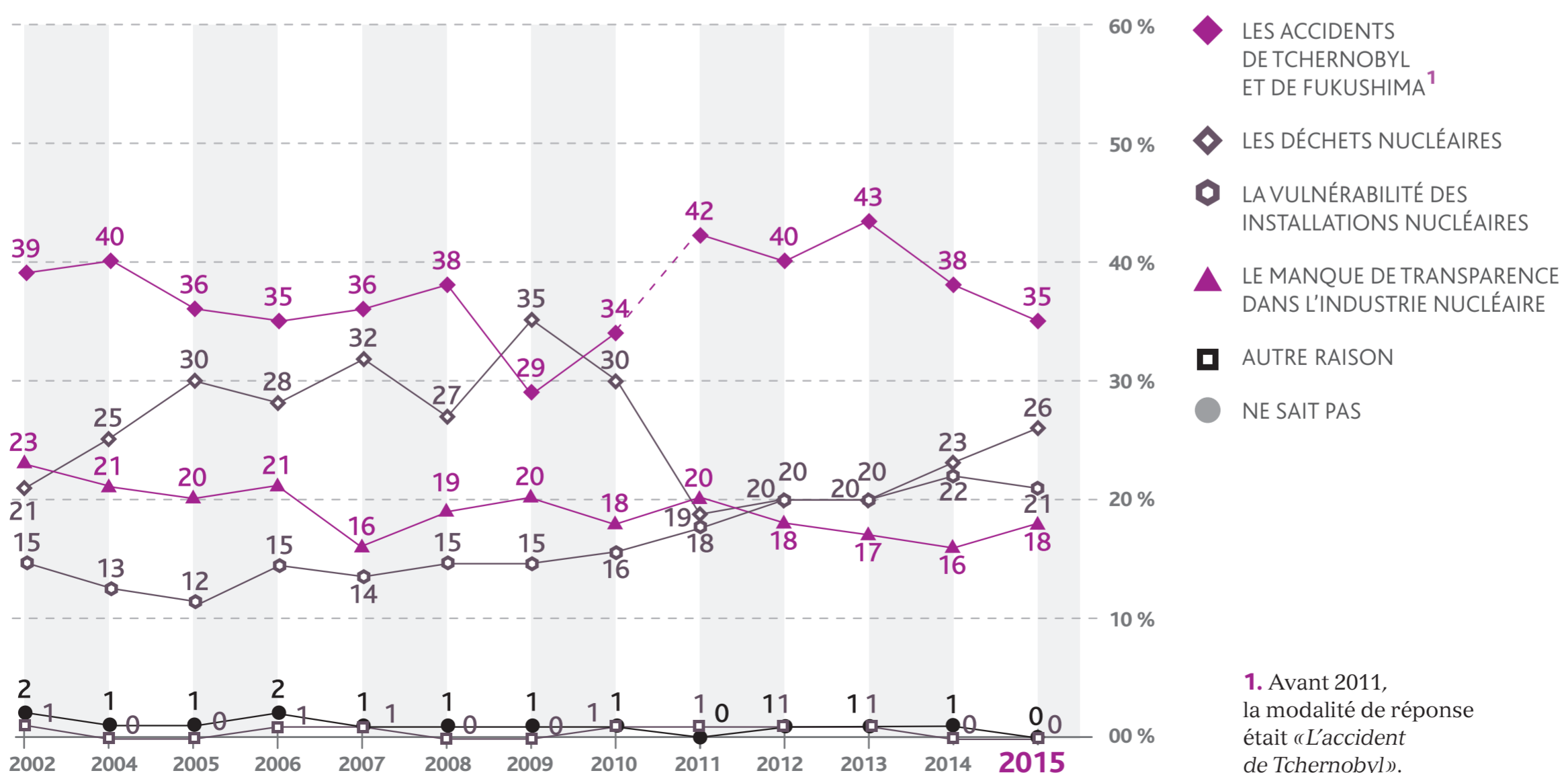
ÉVOLUTIONS 2002 À 2015



QUESTION N°4

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

ÉVOLUTIONS 2002 À 2015



1. Avant 2011, la modalité de réponse était «L'accident de Tchernobyl».

QUESTION N°5

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ?

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



en %



LA COMPÉTENCE ET LA CRÉDIBILITÉ DES INTERVENANTS DU NUCLÉAIRE

Les acteurs intervenant dans le domaine nucléaire sont nombreux : milieux scientifiques, experts et organismes de contrôle, acteurs industriels, associations, responsables politiques. L'image de ces différents acteurs (désignés explicitement dans la formulation des questions) est suivie depuis 25 ans au travers de deux critères portant sur leur compétence technique dans le domaine nucléaire et leur crédibilité comme source d'information.

QUESTION N°6

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

QUESTION N°7

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

COMPÉTENCE

Le CNRS, l'IRSN, le CEA et les organismes d'experts internationaux sont perçus comme les acteurs les plus compétents

En tête de classement sur la compétence perçue se trouvent les organismes ayant une forte composante scientifique et technique (CNRS, IRSN, CEA, organismes d'experts internationaux, Andra, organismes de contrôle de l'État, EDF, Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire – HCTISN –, Académie des sciences, Areva) : plus des deux tiers des Français estiment que les acteurs de ces organismes sont compétents. Viennent ensuite des acteurs, certes non spécialisés dans le nucléaire mais investis dans le domaine (OPECST, médecins, associations écologistes) : environ un Français sur deux les juge compétents. Enfin, moins d'une personne sur deux voit les organisations citoyennes et les responsables

politiques comme compétents (associations de consommateurs, CLI, gouvernement, syndicats, élus locaux, journalistes, hommes politiques).

Il faut souligner que plusieurs acteurs voient leur compétence technique mieux perçue en 2015 qu'en 2014 : l'IRSN (+ 5 points), les organismes d'experts internationaux (+ 5), EDF (+ 2), les organismes de contrôle de l'État (+ 4), le HCTISN¹ (+ 5), l'Académie des sciences (+ 4), Areva (+ 5), l'OPECST (+ 4) et le gouvernement (+ 4). Ces organismes et institutions tendent à retrouver dans l'opinion des niveaux de compétence technique qu'ils connaissaient auparavant. La compétence perçue ne baisse de manière significative que pour les journalistes (- 3 points).

VÉRITÉ

L'indépendance apparaît comme un critère essentiel pour estimer qu'un organisme dit la vérité sur le nucléaire : le CNRS est toujours en tête du classement

Le classement des acteurs selon le critère de la crédibilité (« dire la vérité ») est assez différent. En tête, à nouveau, le CNRS : près de deux Français sur trois estiment que cet organisme dit la vérité au sujet du nucléaire. Viennent en deuxième position des acteurs jugés par un peu plus d'un Français sur deux comme disant la vérité : les associations de consommateurs, les médecins, les associations écologistes, l'IRSN, les organismes d'experts internationaux, l'Académie des sciences et le CEA. Sept acteurs apparaissent ensuite comme disant la vérité aux yeux d'à peu près 40 % de la population : l'Andra, le HCTISN, les organismes de contrôle de l'État, EDF, l'OPECST, les CLI et Areva. Les autres acteurs sont vus comme moins voire peu crédibles par la majorité de la population : moins d'un tiers des Français juge crédibles les journalistes, les syndicats, les élus locaux, le gouvernement et les hommes politiques.

De même que pour le critère compétence technique, l'année 2015 fait apparaître d'une manière générale une augmentation de la crédibilité pour plusieurs organismes et acteurs intervenant dans le domaine du nucléaire : l'IRSN (+ 6), les organismes de contrôle de l'État (+ 5), EDF (+ 5), l'Andra (+ 6), Areva (+ 4), les médecins (+ 3), les organismes d'experts internationaux (+ 3) et le gouvernement (+ 3). Tous ces organismes retrouvent des niveaux de crédibilité déjà atteints dans le passé. Il est possible que les attentats et la politique de sécurité qui est appliquée renforcent le lien avec les institutions.

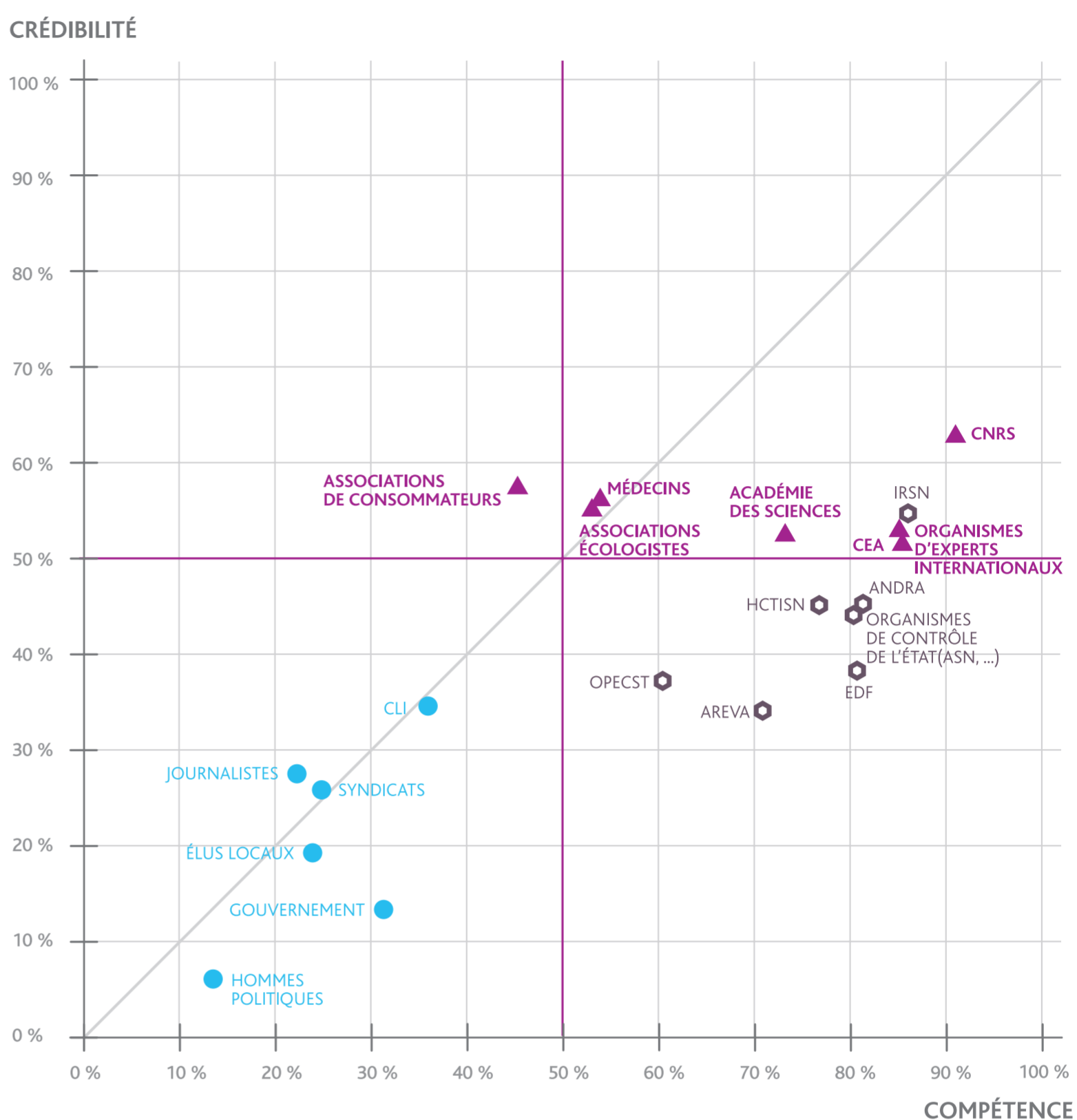
UN REGARD

confiant des Français interrogés sur les experts et sur les institutions scientifiques et techniques intervenant dans le nucléaire.

1. Il convient de rappeler que le HCTISN a été entièrement renouvelé en février 2015 et a relancé ses activités à partir de mars 2015.

VÉRITÉ - COMPÉTENCES DES INTERVENANTS

Chaque intervenant du domaine du nucléaire étant rangé dans le diagramme selon son score de compétence et de crédibilité, on obtient le graphique ci-contre, où apparaît nettement la position des intervenants. Sur la diagonale sont positionnés ceux qui sont jugés à un niveau de compétence et de crédibilité comparables. En dessous de la diagonale, ceux que le public juge plus compétents que crédibles et, au-dessus, ceux à qui on accorde plus de crédibilité que de compétence.



QUESTION N°6 — COMPÉTENCE

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

70 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	90,6	8,5	0,9
L'IRSN	86,7	10,5	2,8
LE CEA	85,5	11,6	2,9
Les organismes d'experts internationaux	85,1	13,4	1,5
L'Andra	81,7	14,9	3,4
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	80,9	17,3	1,8
EDF	80,5	18,5	1
Le HCTISN	76,9	20,7	2,5
L'Académie des sciences	73,4	24,1	2,5
Areva	71,4	22,4	6,2
- de 70 %			
L'OPECST	60,7	30,3	9
Les médecins	53,4	45,1	1,5
Les associations écologistes	53	45,4	1,7
- de 50 %			
Les associations de consommateurs	45,2	53,8	1
Les CLI	36	54,7	9,3
Le gouvernement	30,6	68,7	0,7
Les syndicats	25	73,8	1,2
Les élus locaux	23,2	76,3	0,5
Les journalistes	21,3	77,8	1
Les hommes politiques	14	85,5	0,5

QUESTION N°7 — VÉRITÉ

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

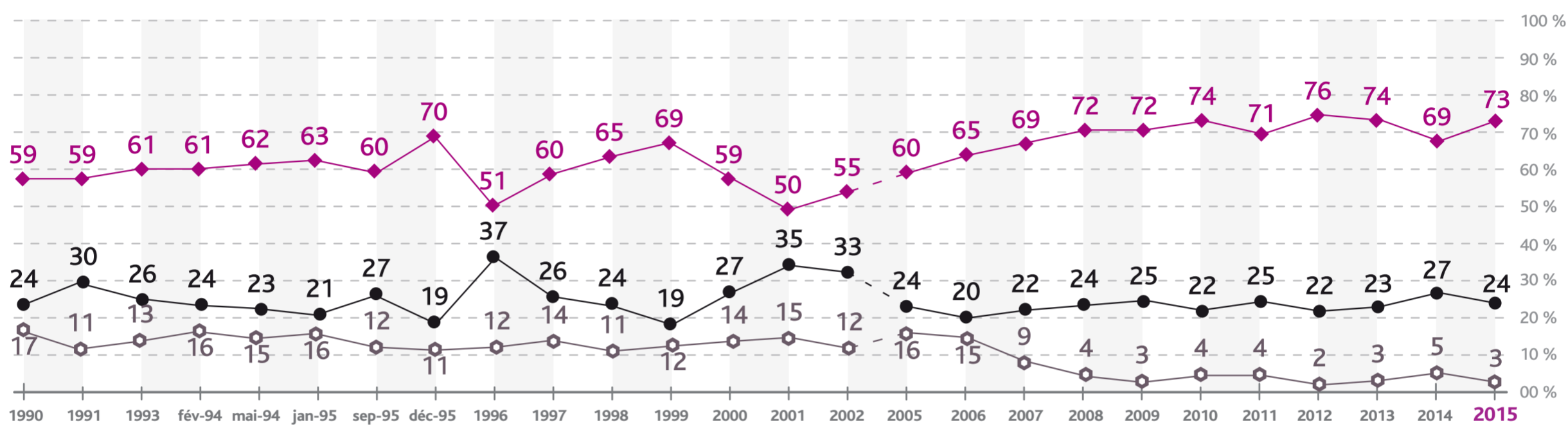
60 % et +	OUI	NON	NE SAIT PAS
Le CNRS	63,2	34,3	2,6
- de 60 %			
Les associations de consommateurs	58,4	40,1	1,6
Les médecins	57,6	39,6	2,9
Les associations écologistes	55,5	42,9	1,6
L'IRSN	55,1	40,4	4,5
Les organismes d'experts internationaux	53,9	42,8	3,2
L'Académie des sciences	53,8	41,9	4,2
Le CEA	51,4	44,5	4,1
- de 50 %			
L'Andra	45,7	50,4	3,9
Le HCTISN	45,4	50,6	4
Les organismes de contrôle de l'État (ASN, etc.)	44,1	53,4	2,5
- de 40 %			
EDF	39,4	58,6	2,1
L'OPECST	38,5	53,9	7,6
Les CLI	34,7	57	8,3
Areva	34,4	60	5,6
- de 30 %			
Les journalistes	28,7	69,5	1,8
Les syndicats	27,4	70,3	2,4
Les élus locaux	19,7	79	1,3
Le gouvernement	13,4	85,5	1,1
Les hommes politiques	7,3	91,8	0,9

QUESTION N°6

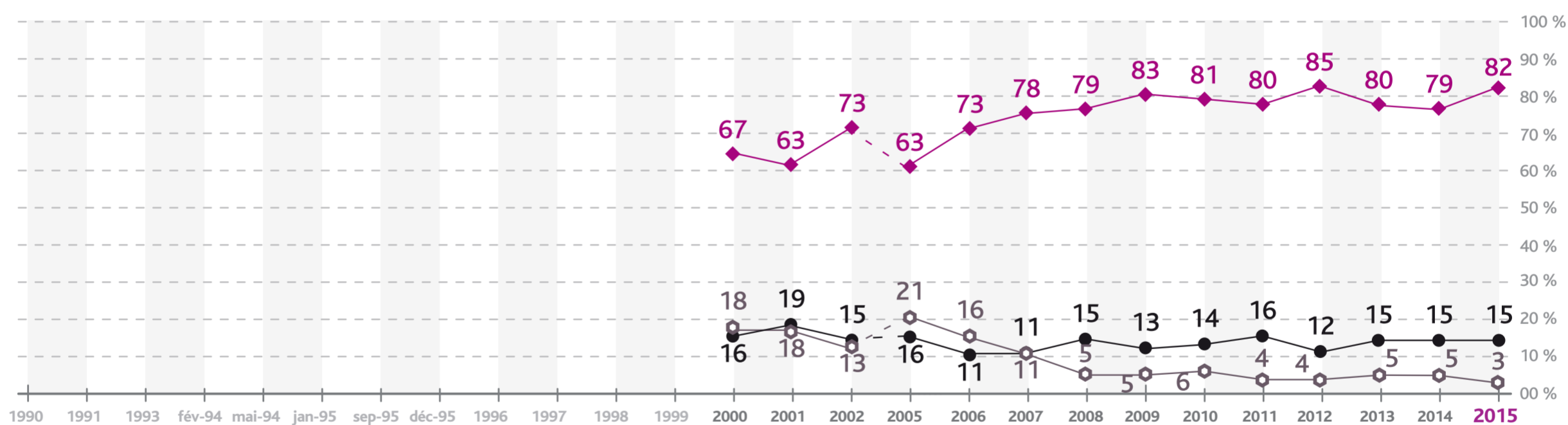
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2015

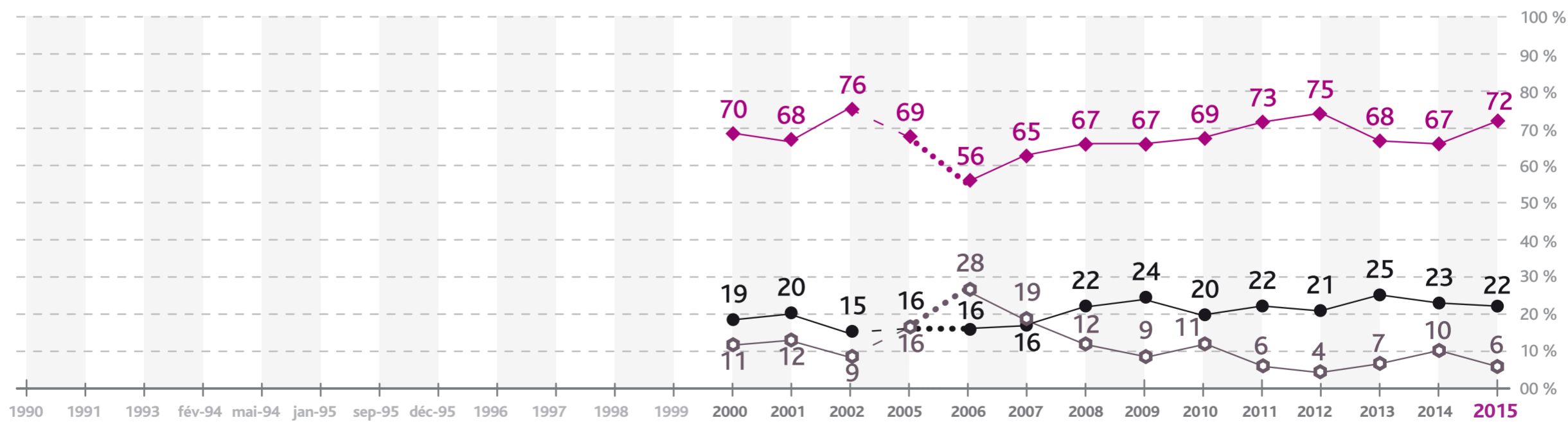
L'Académie des sciences



L'Andra

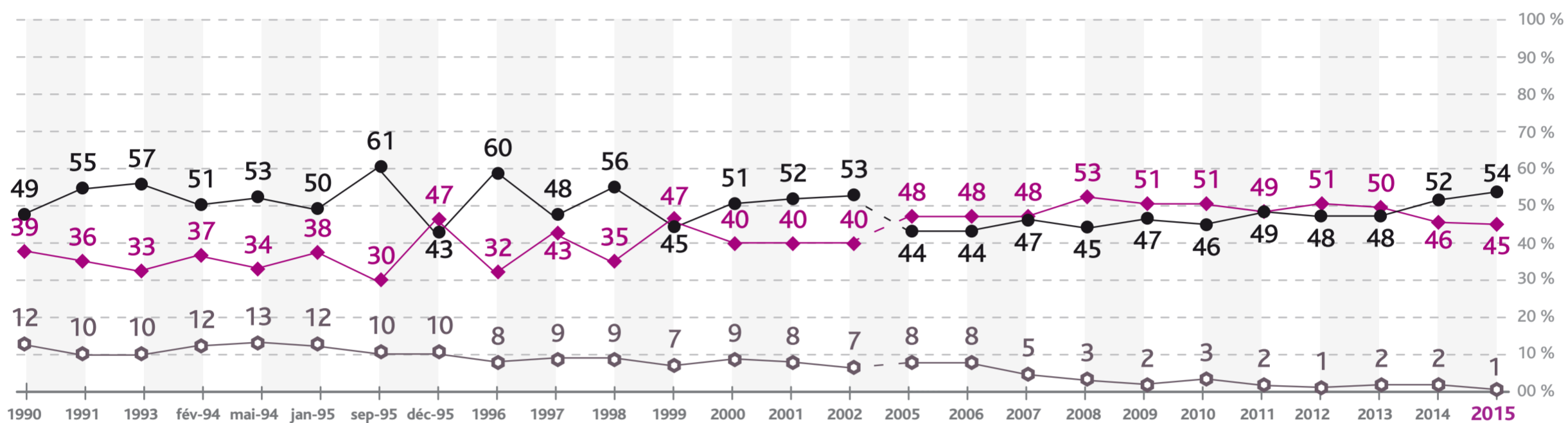


Areva (Cogema jusqu'en 2005)

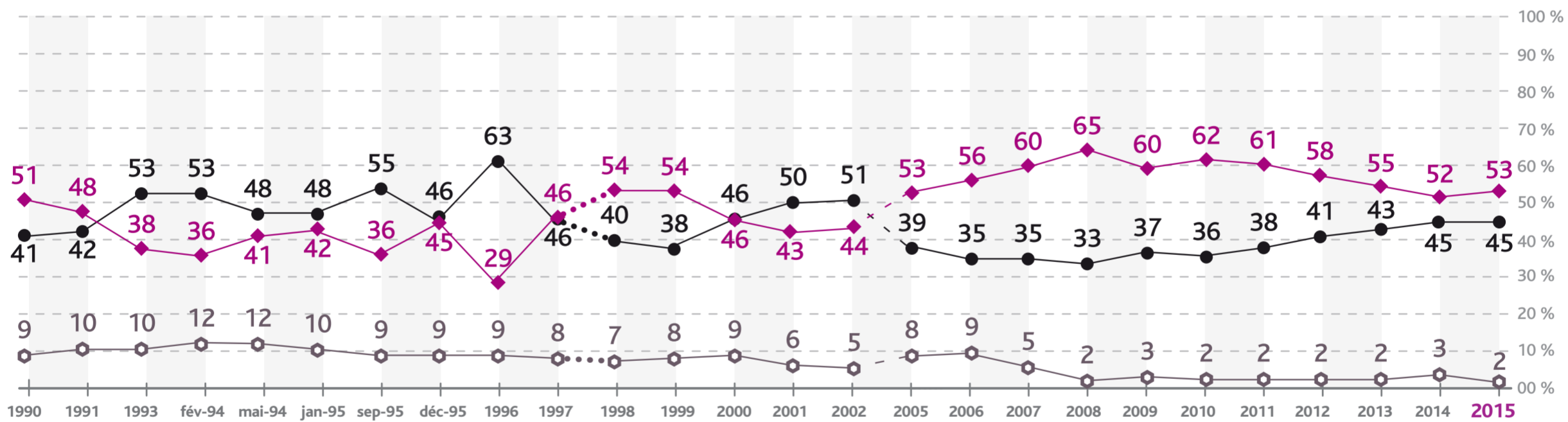


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

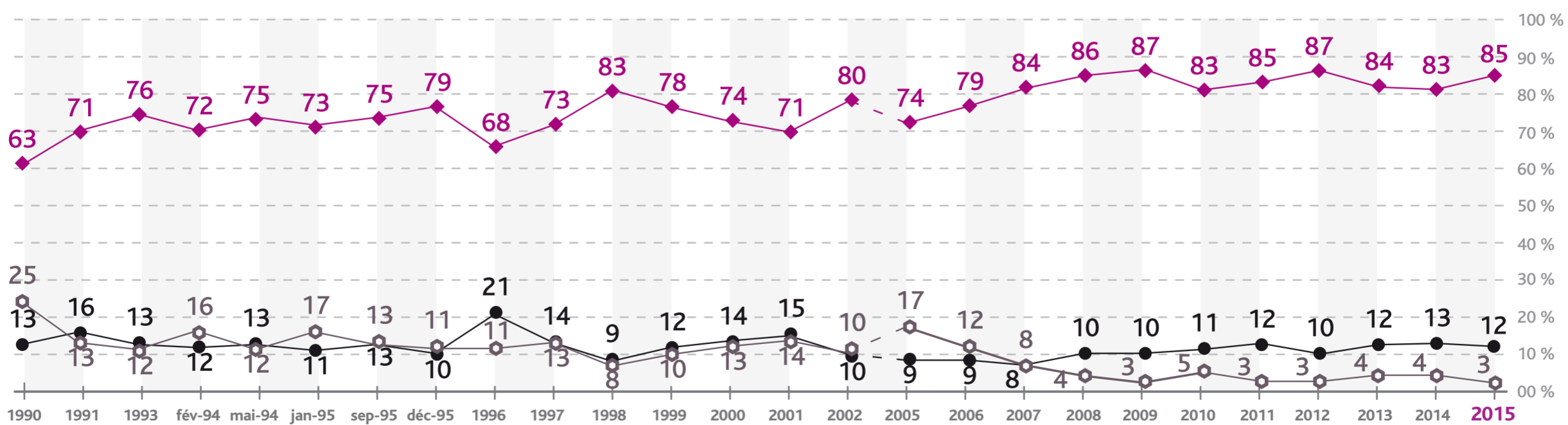
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)



Le CEA



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

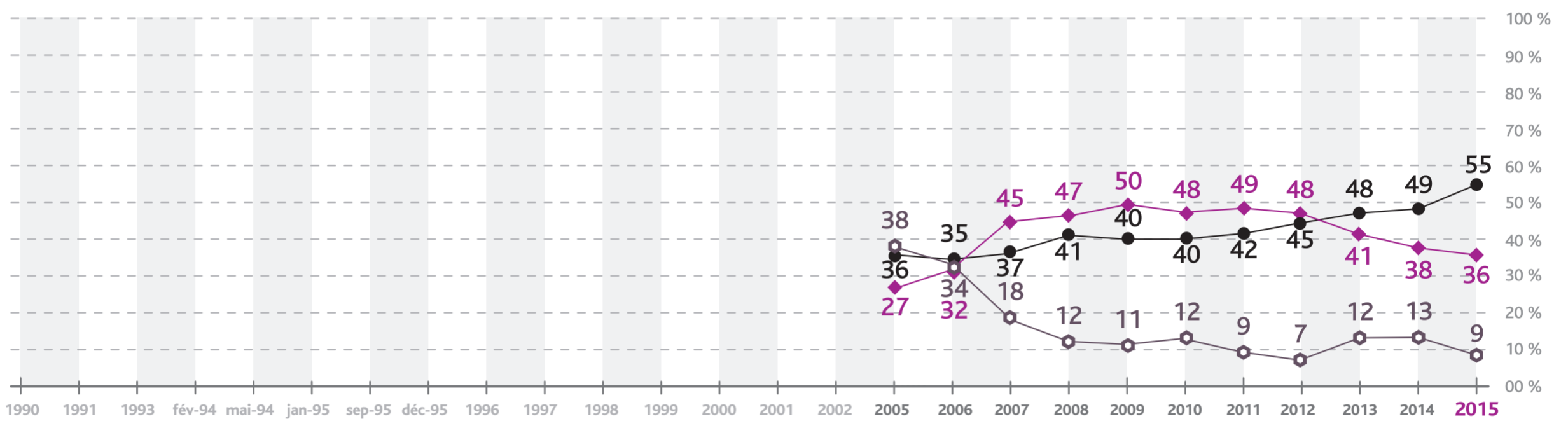
QUESTION

N°6 (suite)

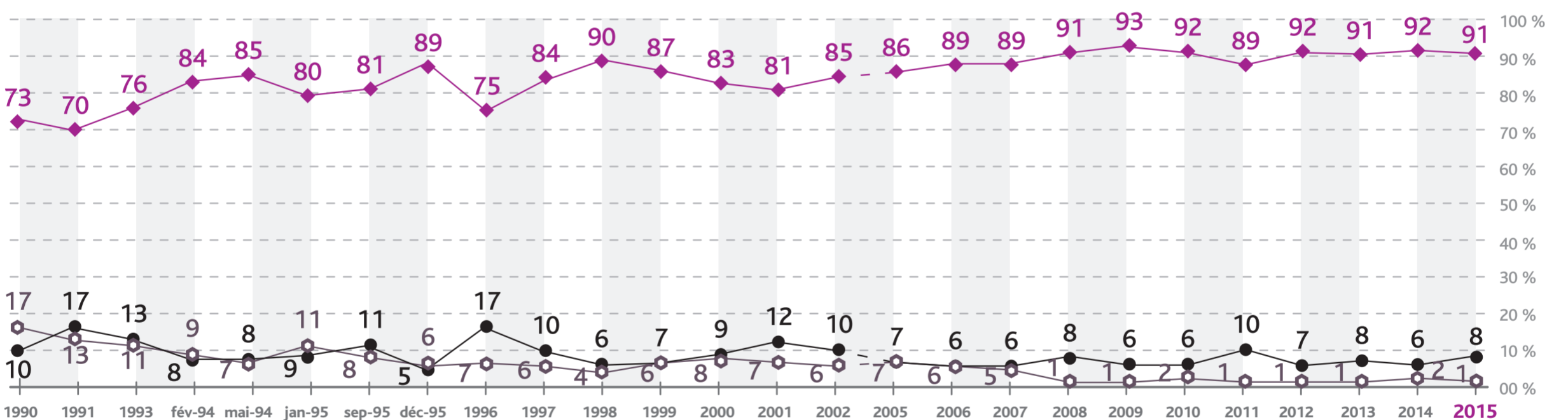
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2015

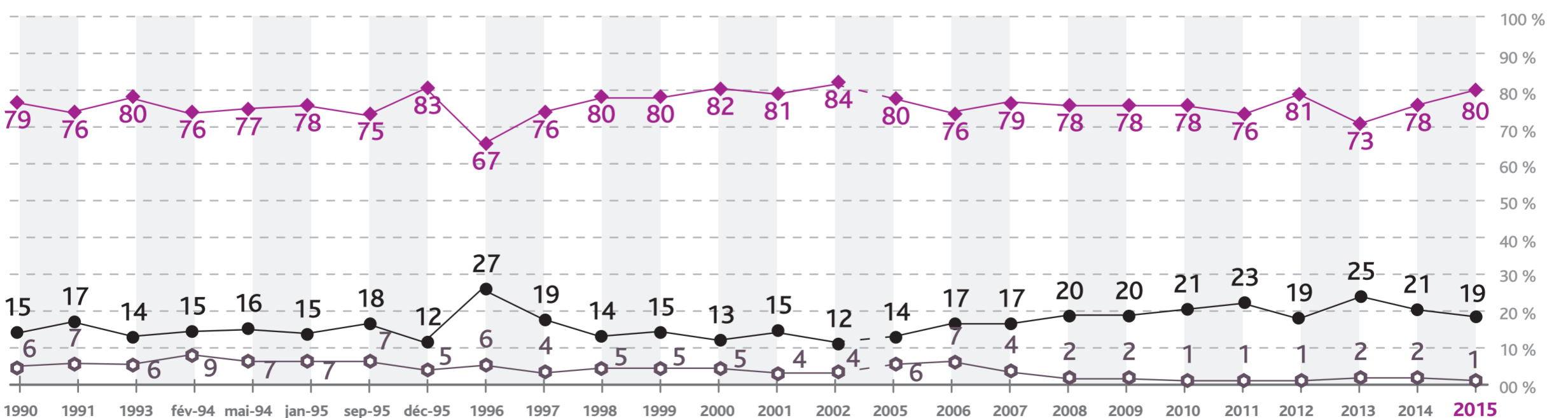
Les CLI



Le CNRS

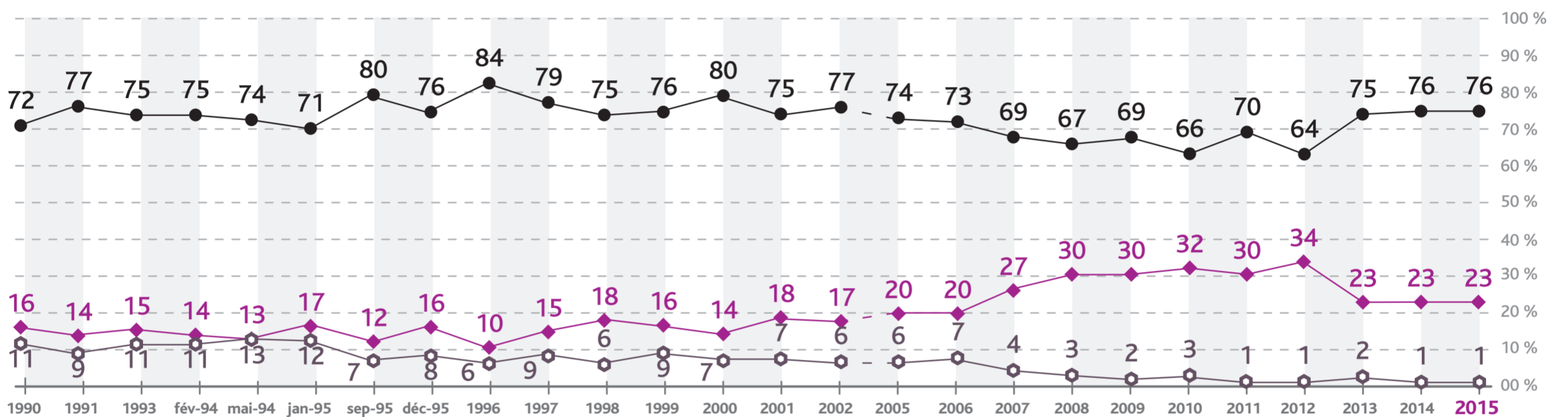


EDF

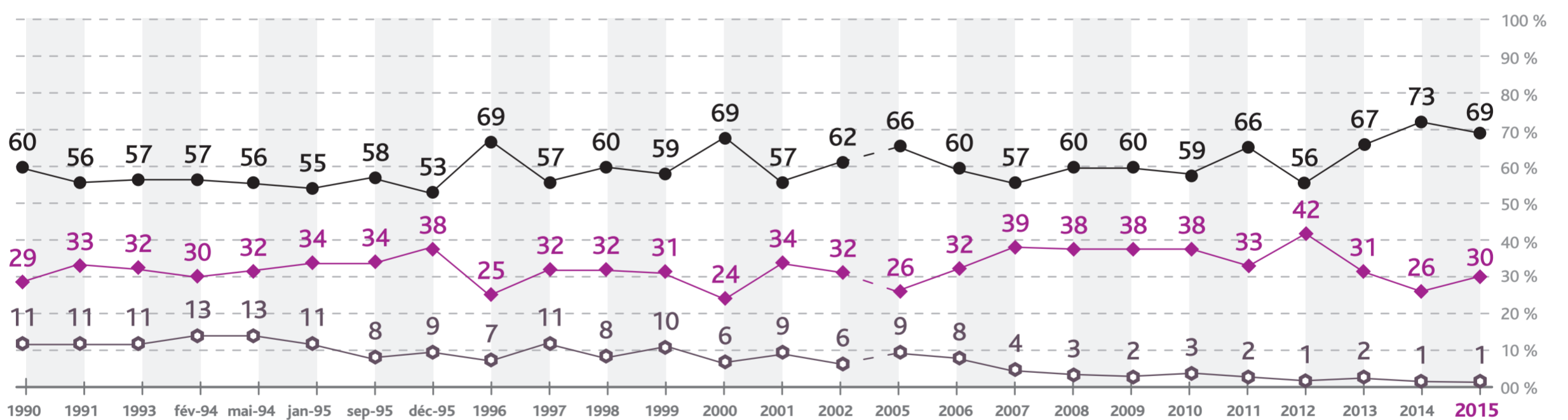


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

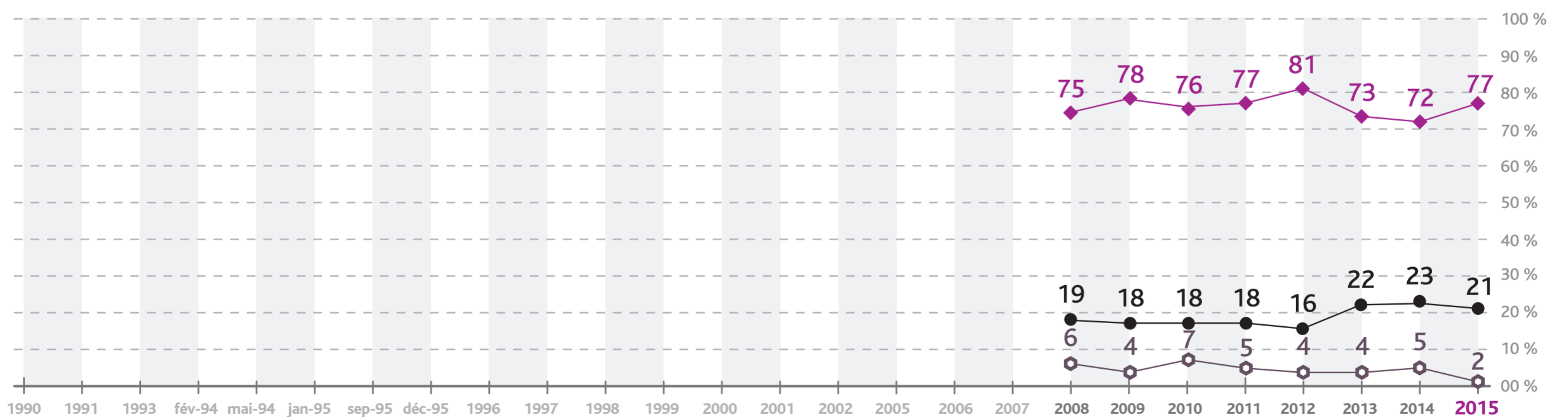
Les élus locaux



Le gouvernement



Le HCTISN



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

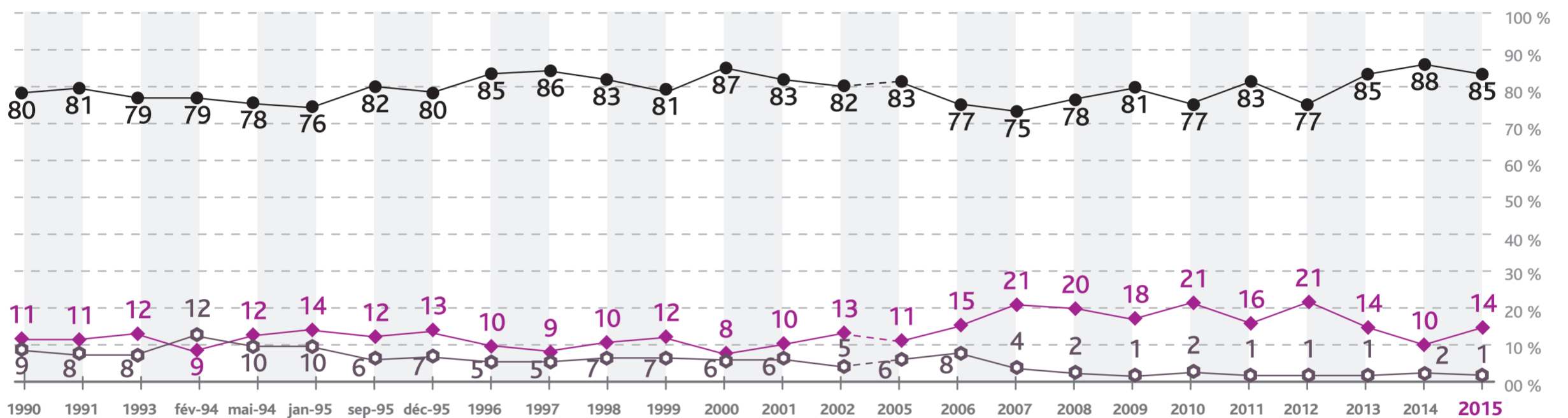
QUESTION

N°6 (suite)

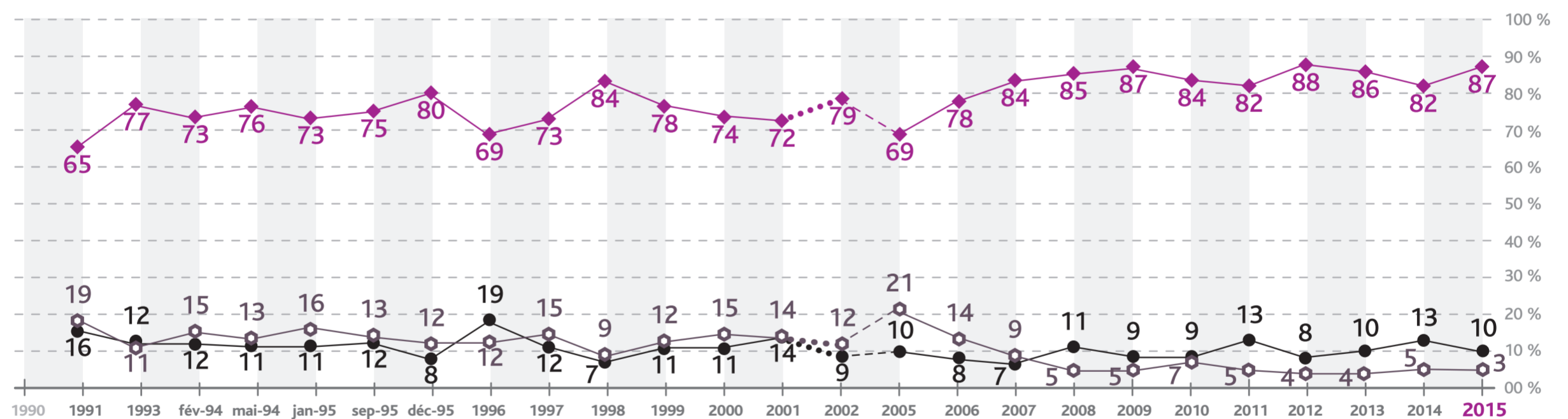
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2015

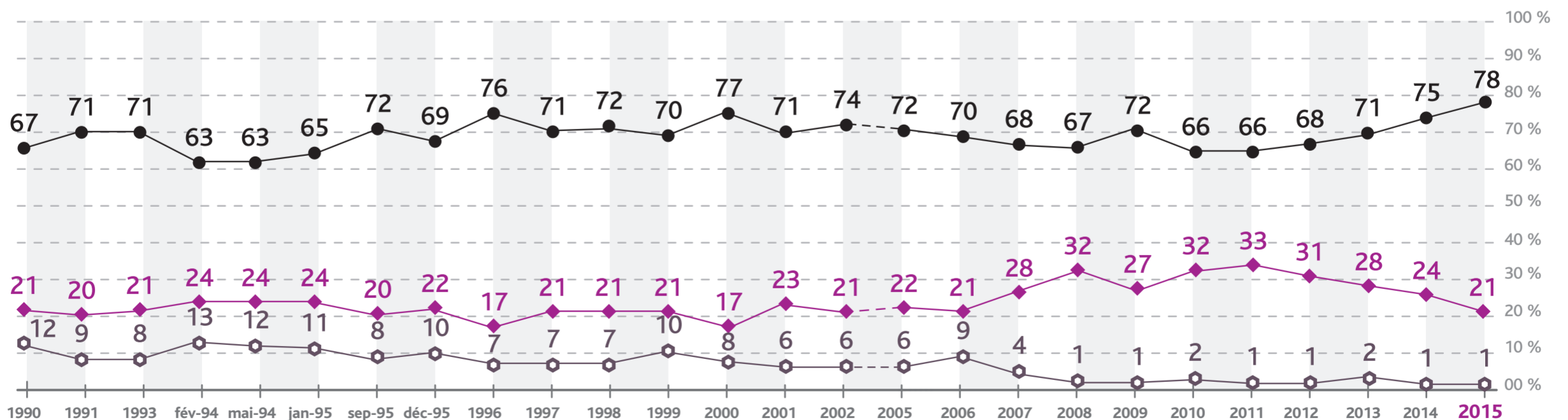
Les hommes politiques



L'IRSN²



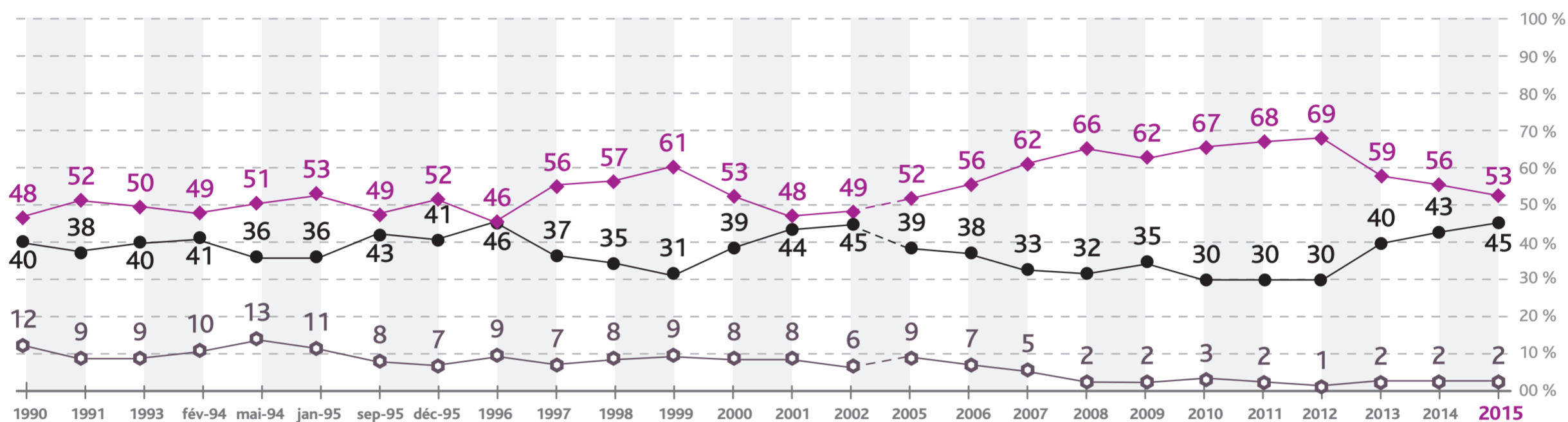
Les journalistes



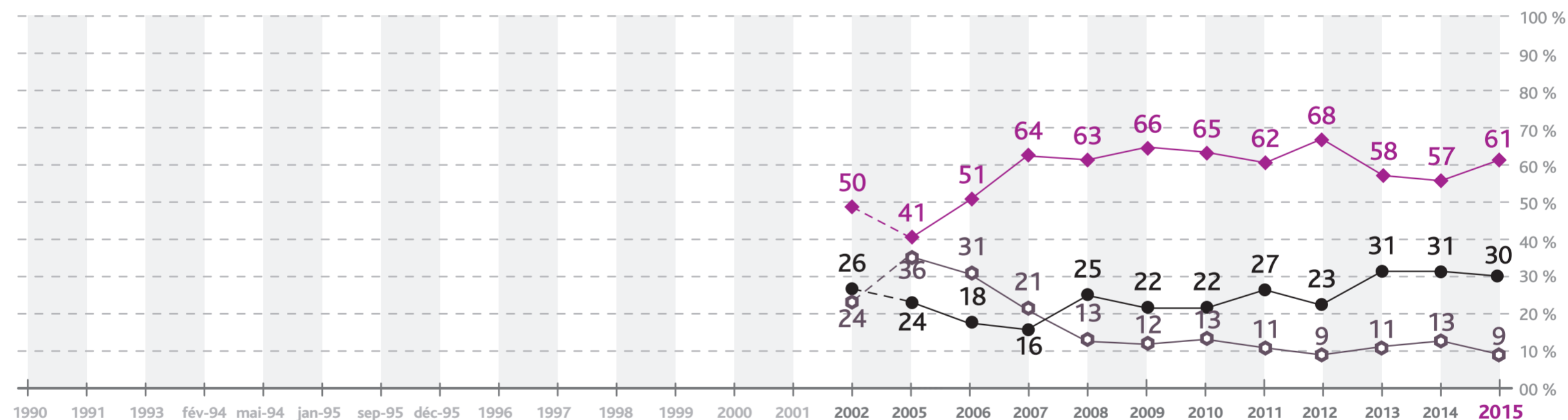
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

2. En novembre 2002, l'intitulé « IPSN », Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par « IRSN », Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

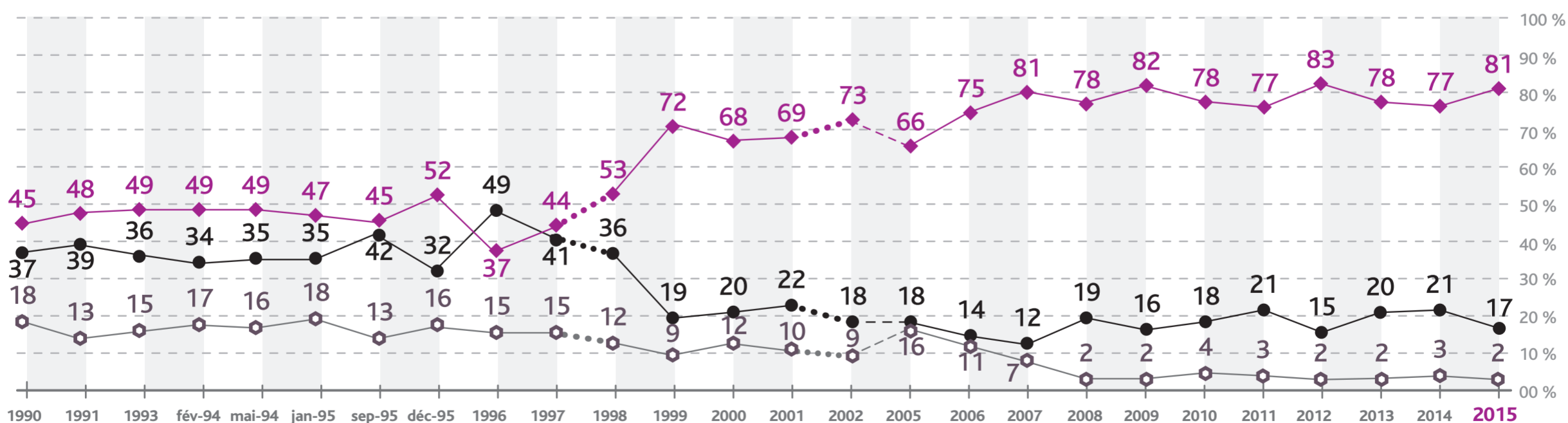
Les médecins



L'OPECST



Les organismes de contrôle de l'État³



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

3. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

QUESTION

N°6 (suite)

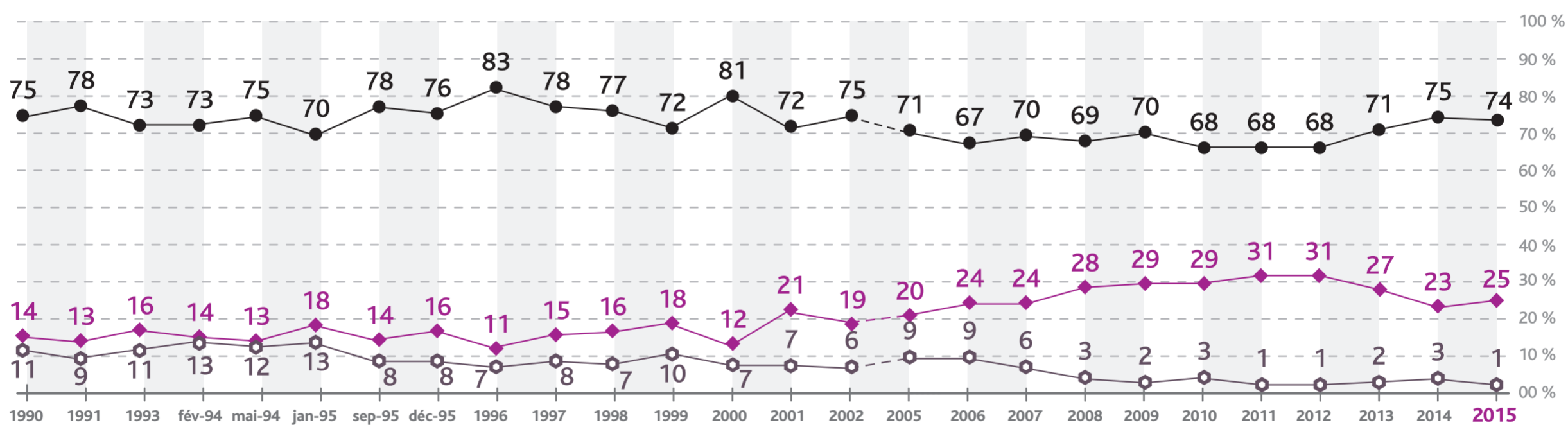
Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

ÉVOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE 1990 À 2015

Les organismes d'experts internationaux⁴



Les syndicats



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

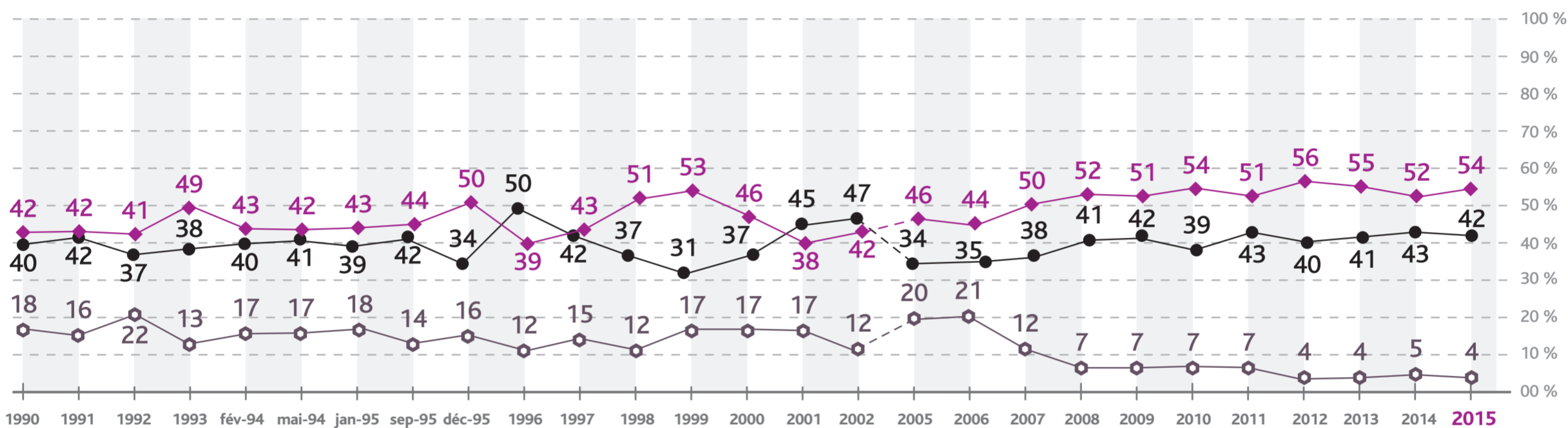
4. En octobre 1999, l'intitulé « Les organismes d'experts internationaux » avait été remplacé par « Les organismes internationaux ».

QUESTION N°7

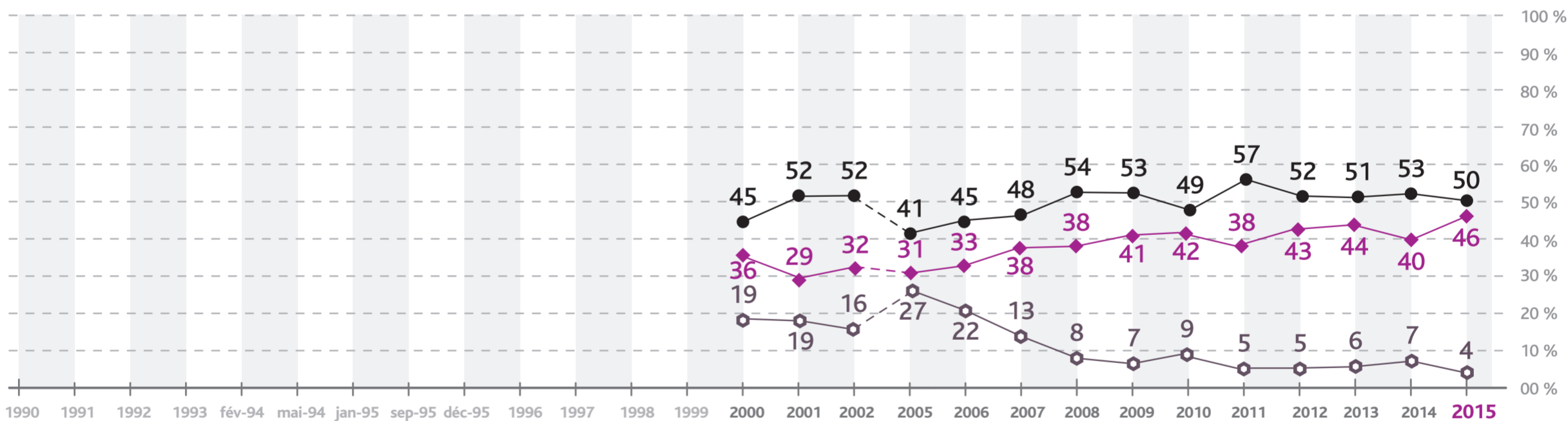
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2015

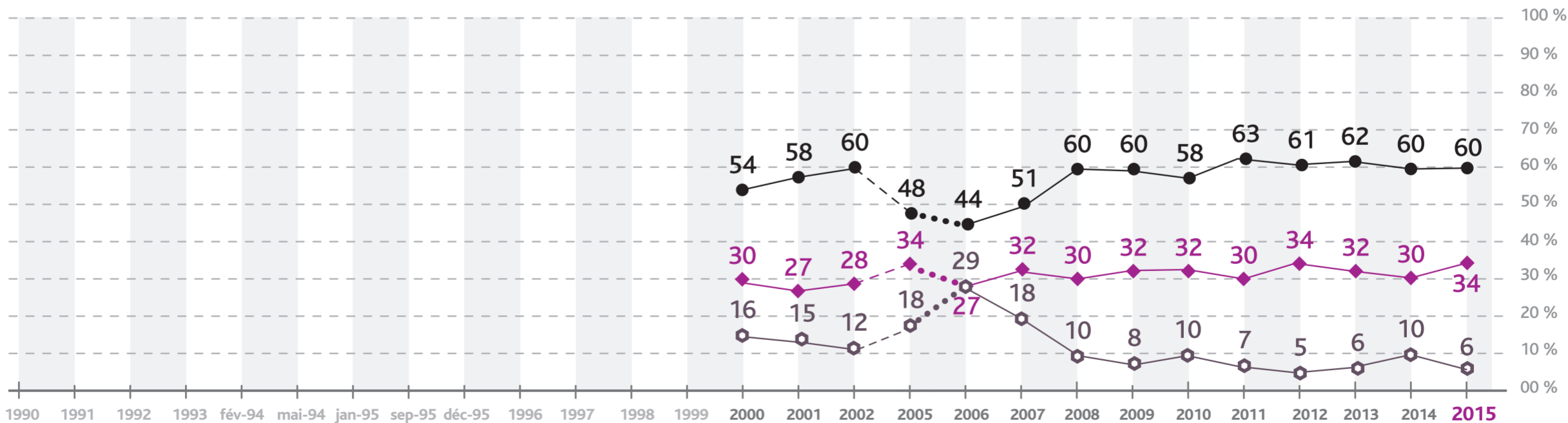
L'Académie des sciences



L'Andra



Areva (Cogema jusqu'en 2005)



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

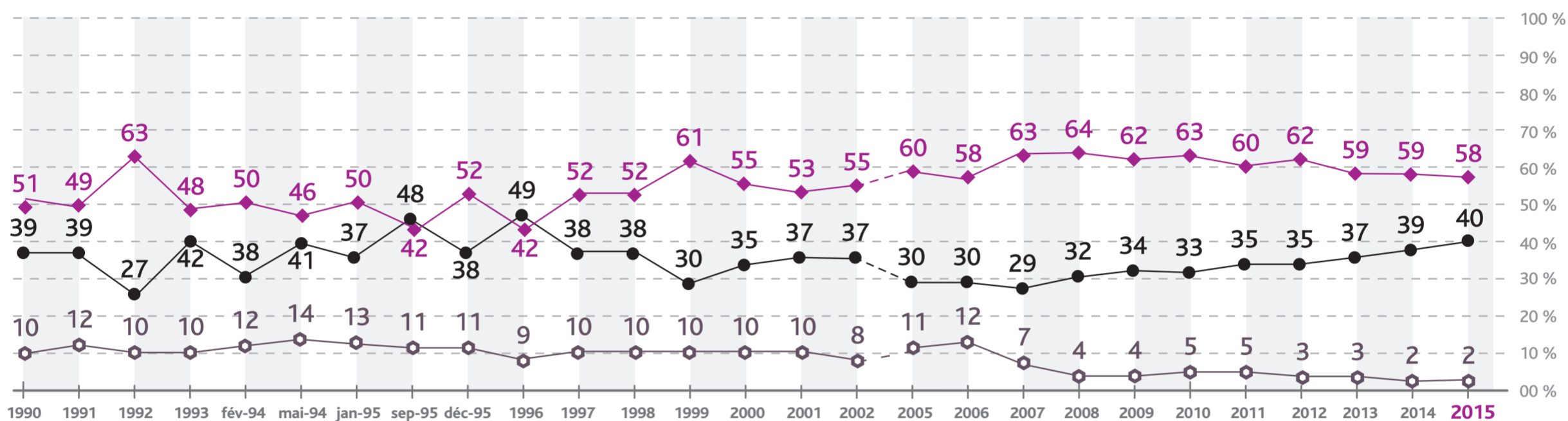
QUESTION

N°7 (suite)

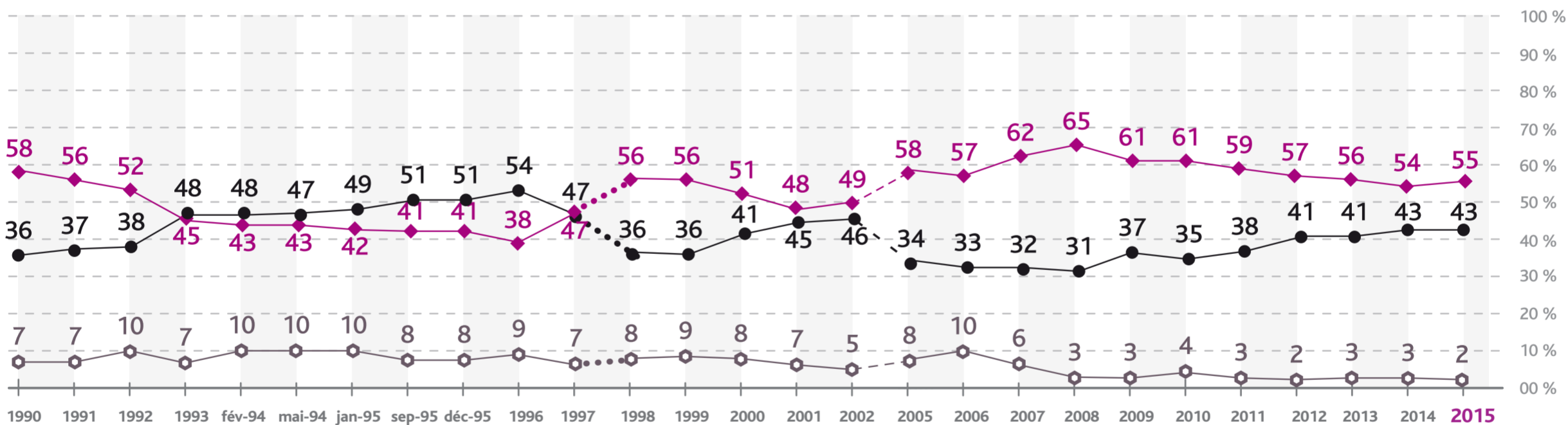
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2015

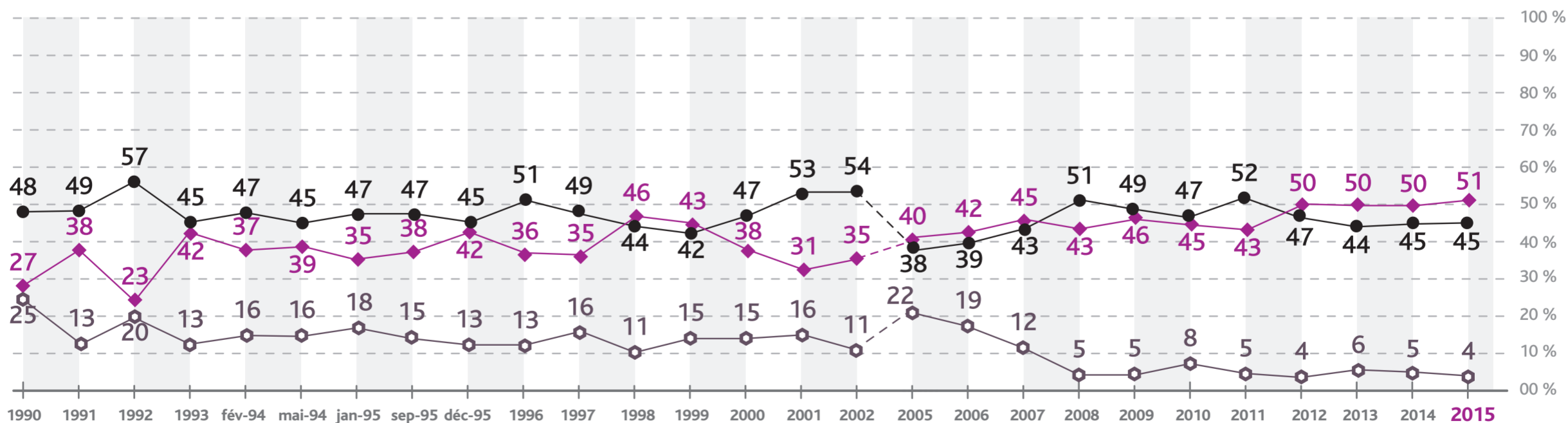
Les associations de consommateurs



Les écologistes (depuis 1998, il s'agit des associations écologistes)

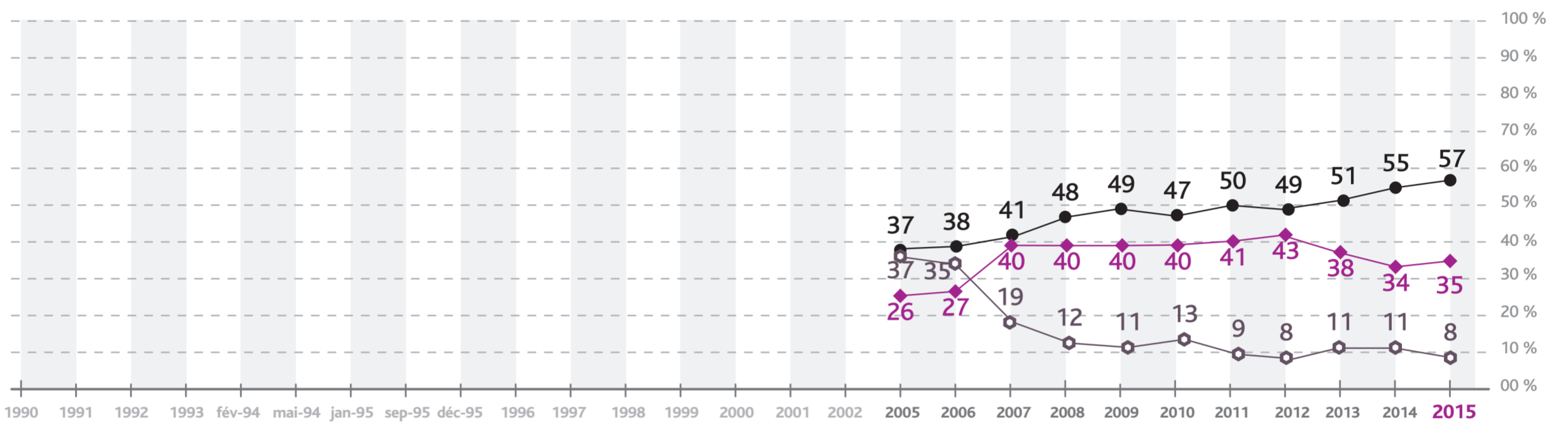


Le CEA

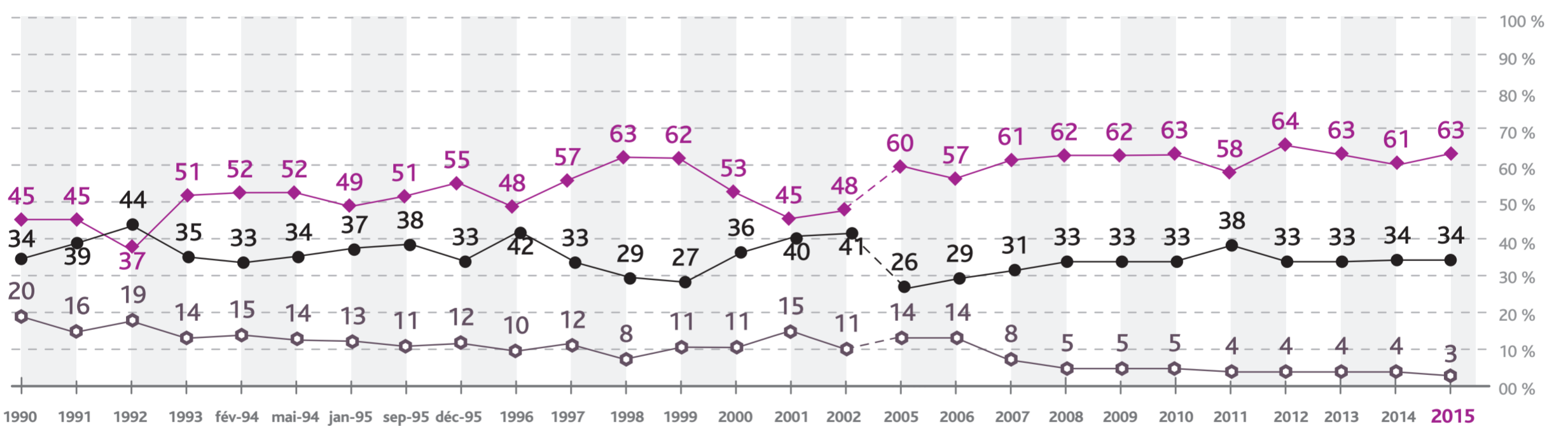


◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

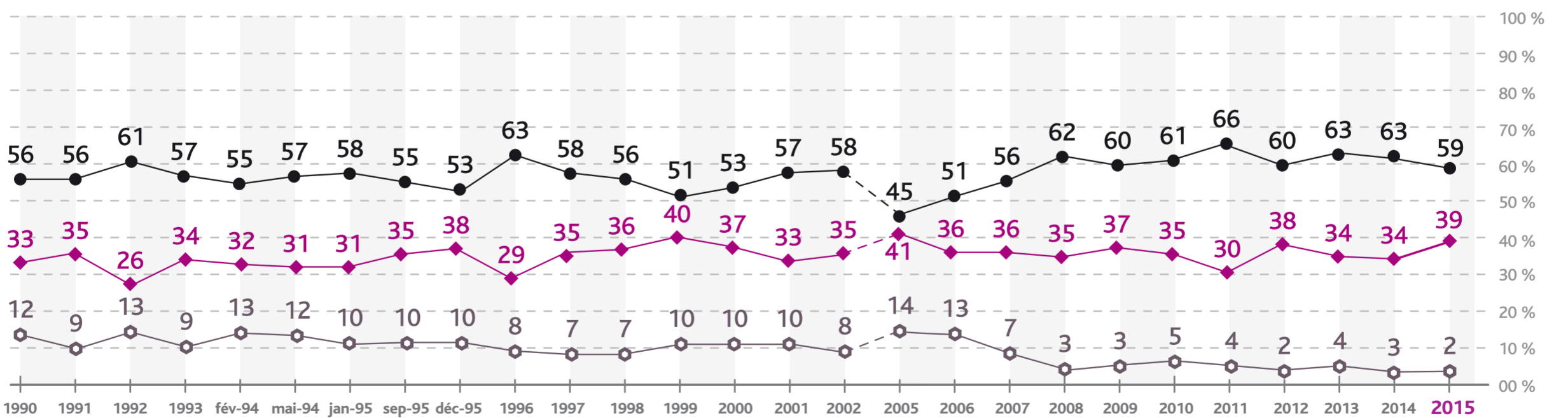
Les CLI



Le CNRS



EDF



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

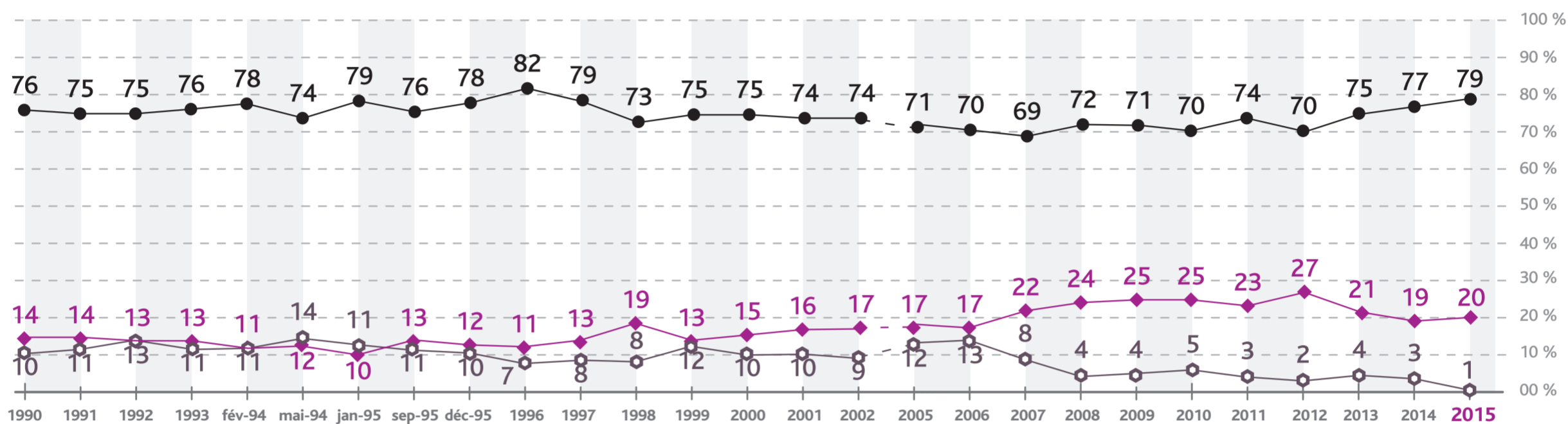
QUESTION

N°7 (suite)

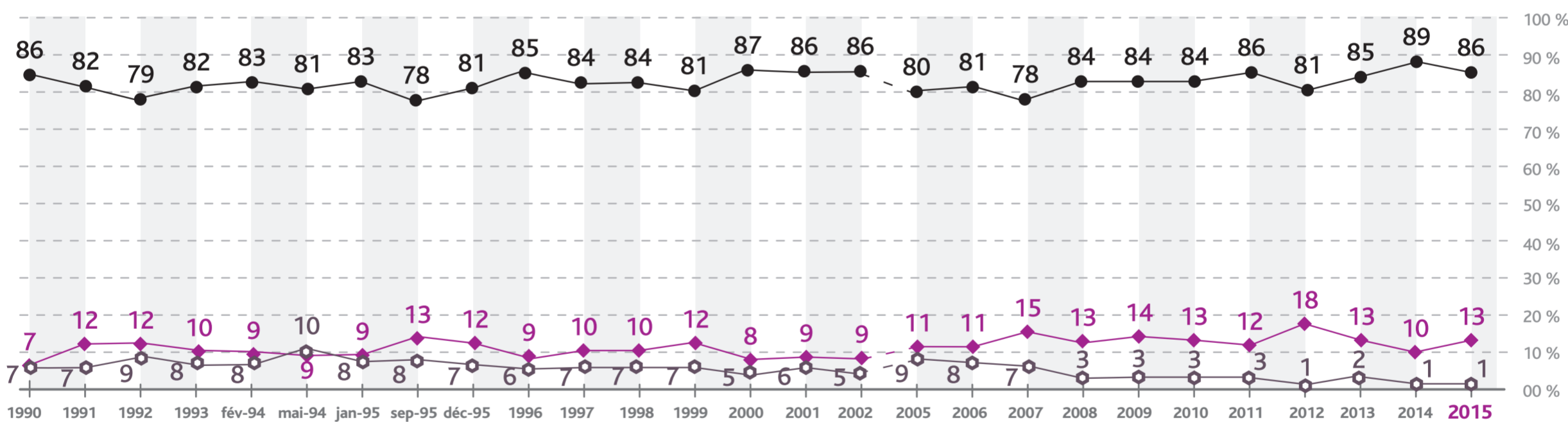
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2015

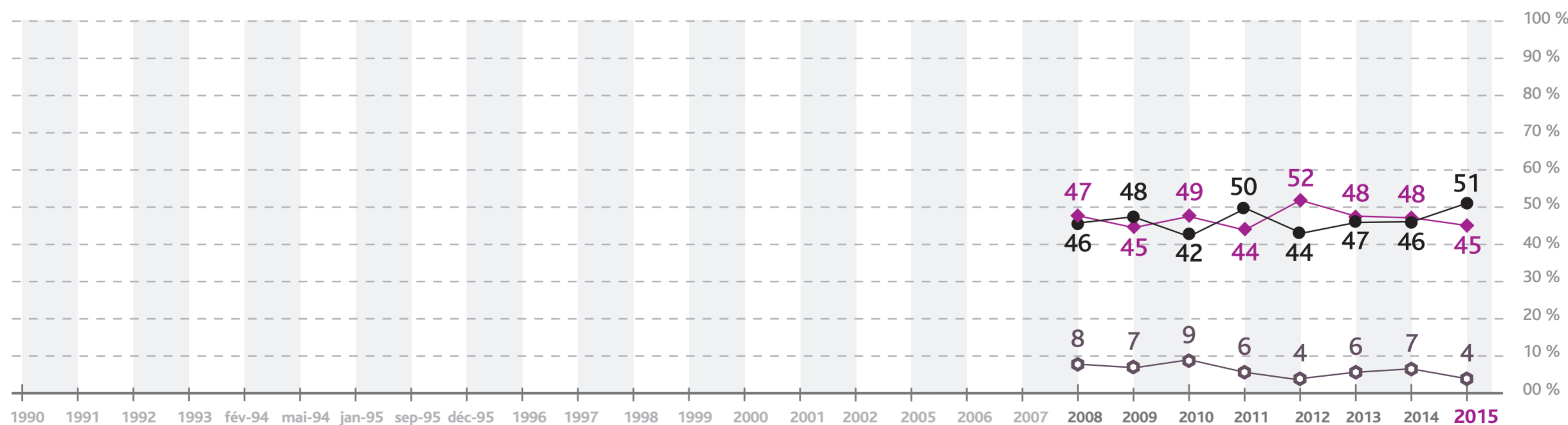
Les élus locaux



Le gouvernement

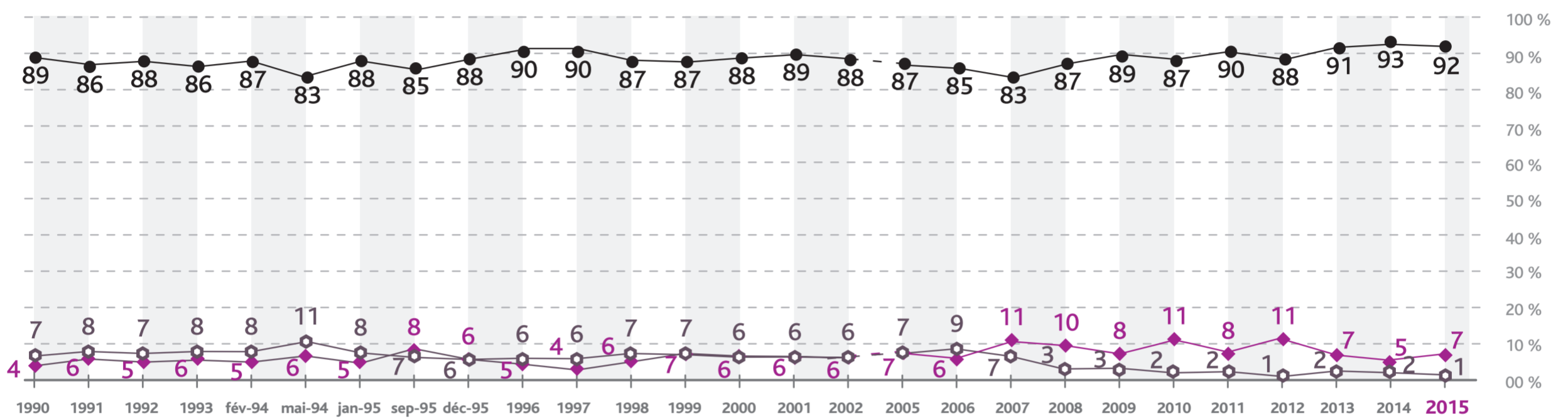


Le HCTISN

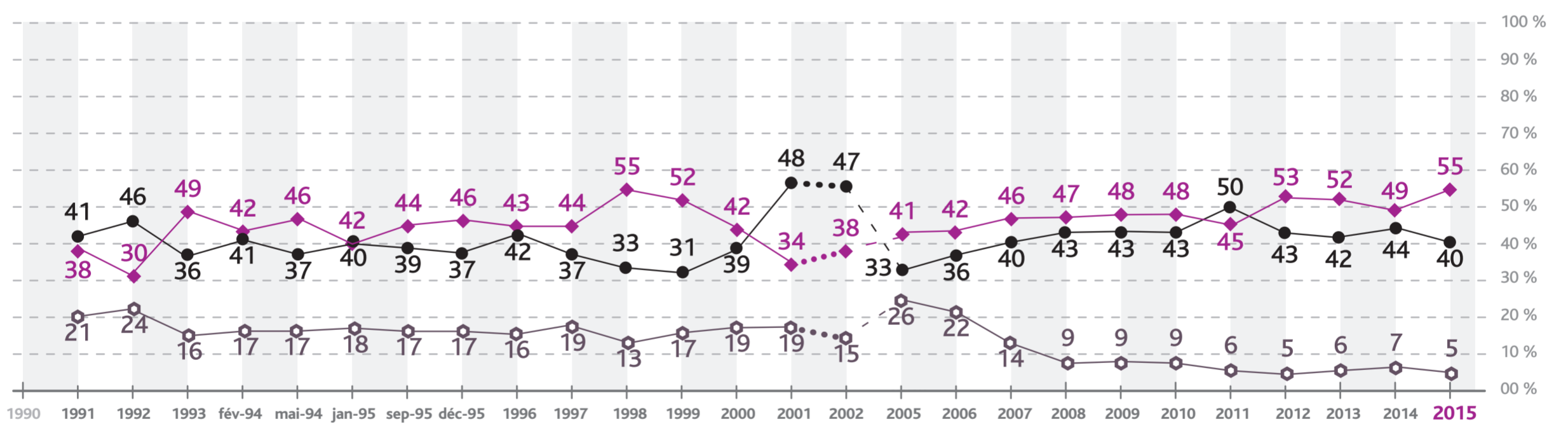


◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

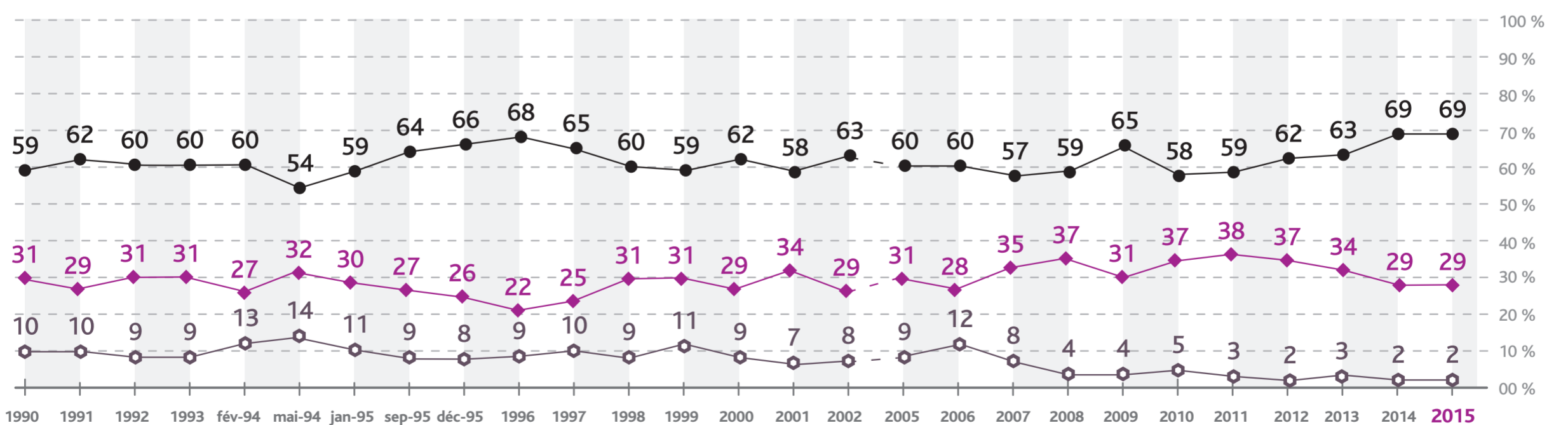
Les hommes politiques



L'IRSN⁵



Les journalistes



◆ OUI ● NON ⬡ NE SAIT PAS

5. En novembre 2002, l'intitulé « IPSN », Institut de protection et de sûreté nucléaire, a été remplacé par « IRSN », Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

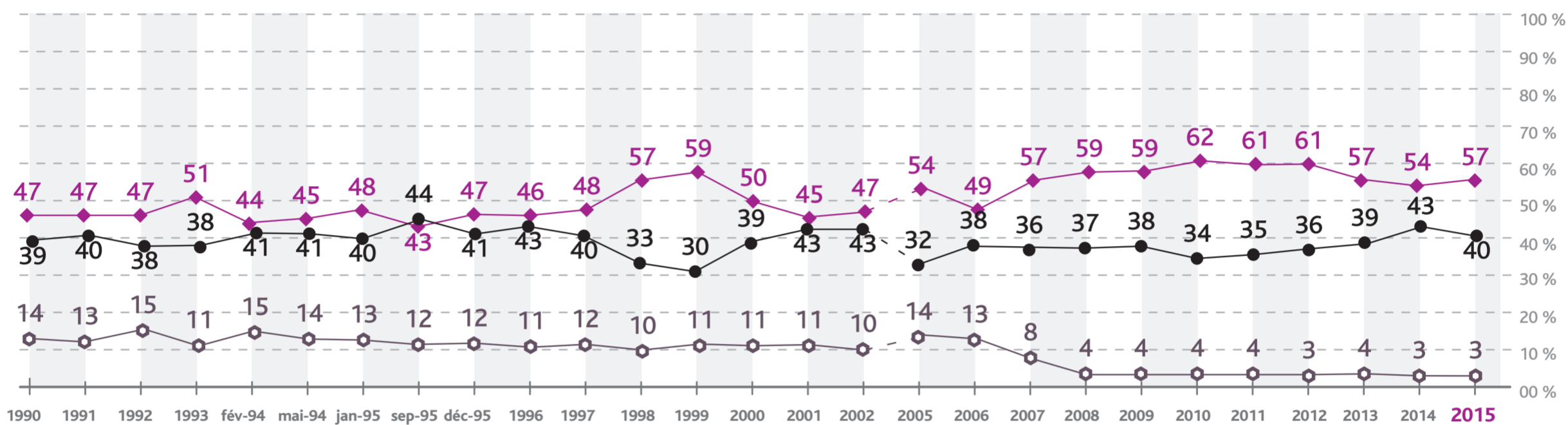
QUESTION

N°7 (suite)

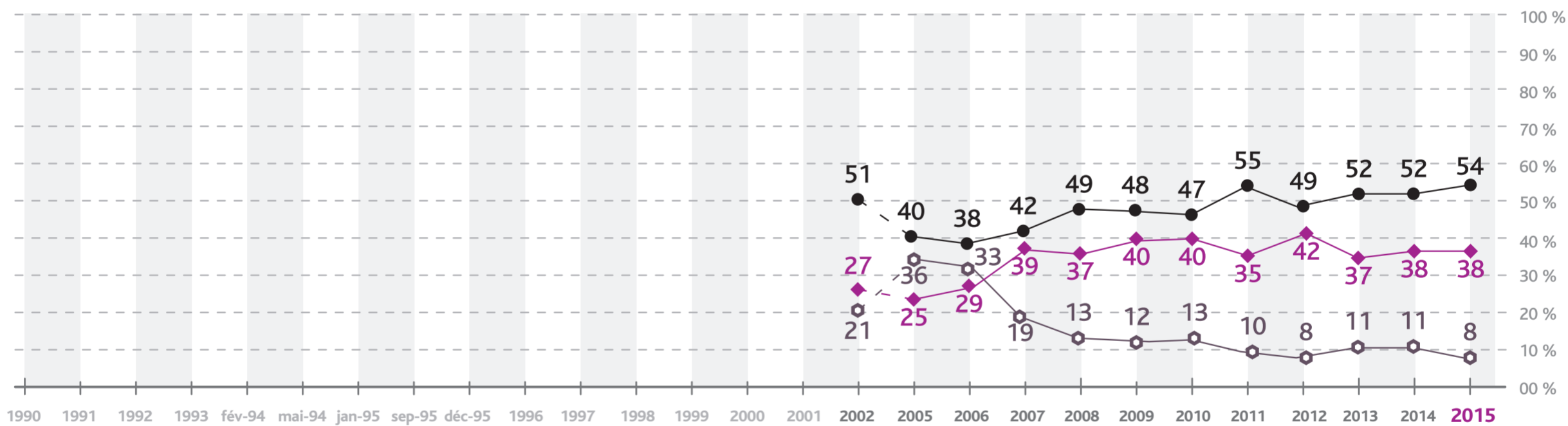
Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

ÉVOLUTIONS DE LA VÉRITÉ 1990 À 2015

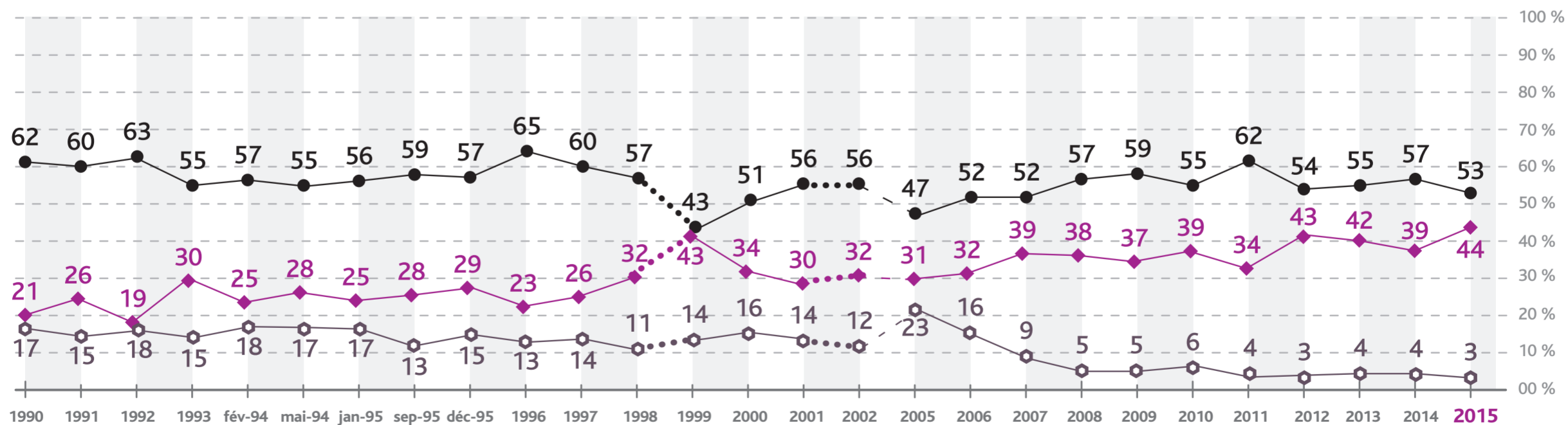
Les médecins



L'OPECST



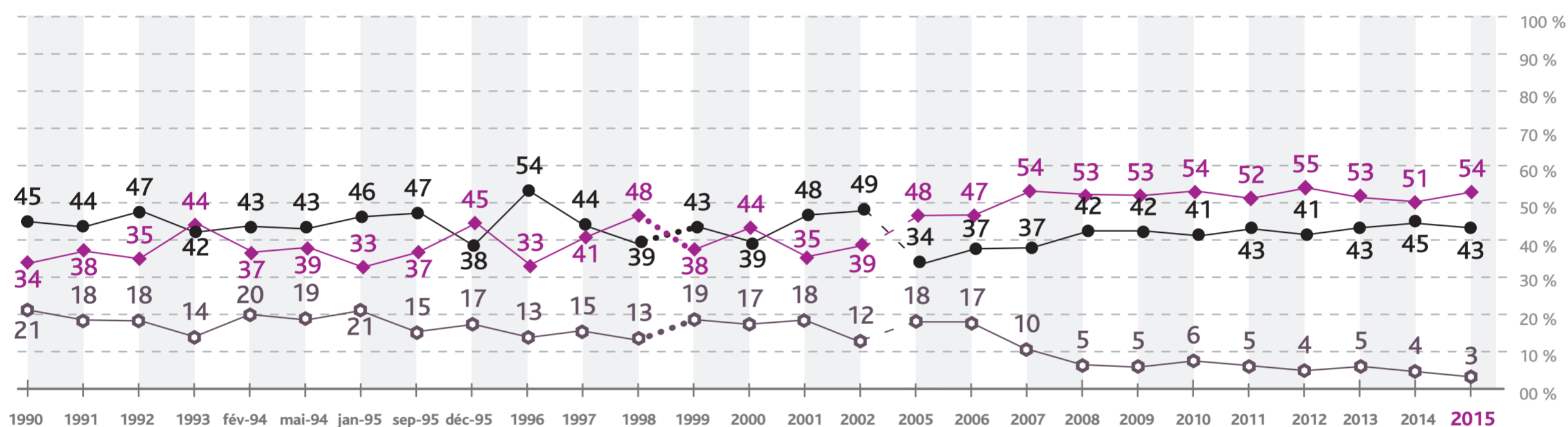
Les organismes de contrôle de l'État⁶



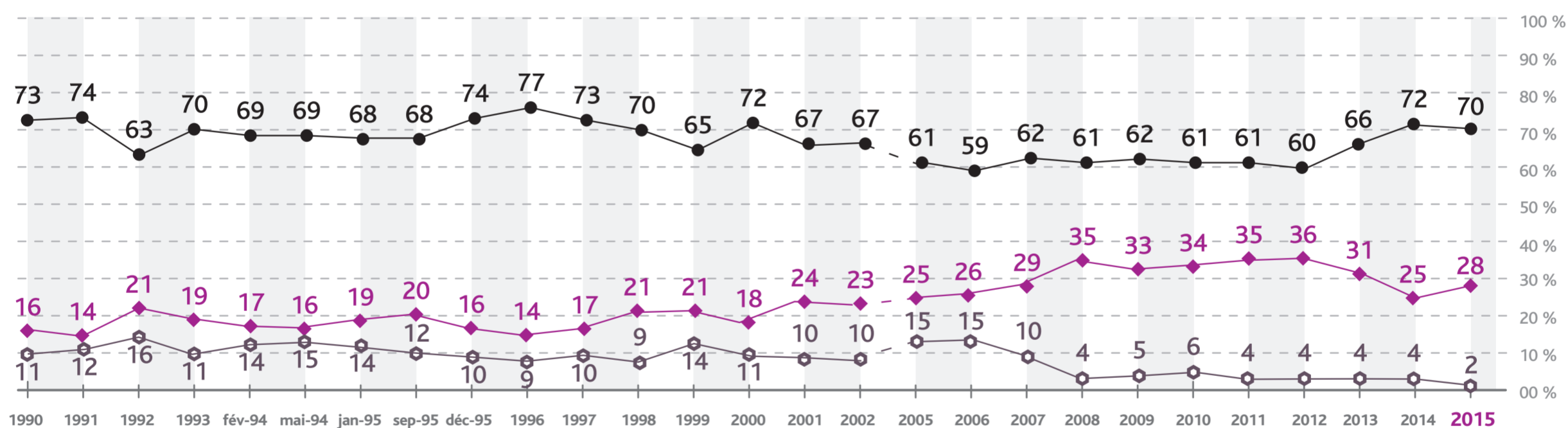
◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

⁶. Depuis octobre 1999, il s'agit des organismes de contrôle de l'État « Direction de la sûreté des installations nucléaires, etc. ». En novembre 2002, cet intitulé a été remplacé par « Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » ; en novembre 2006, par « Autorité de sûreté nucléaire ».

Les organismes d'experts internationaux⁷



Les syndicats



◆ OUI ● NON ◻ NE SAIT PAS

7. En octobre 1999, l'intitulé « Les organismes d'experts internationaux » avait été remplacé par « Les organismes internationaux ».

LA CRAINTE DU RISQUE D'ACCIDENT GRAVE

L'accident de Fukushima, 25 ans après celui de Tchernobyl, a ravivé la crainte d'un accident grave, y compris en France. La mesure de cette crainte est étudiée au travers des 5 questions qui suivent : événement catastrophique le plus effrayant, crainte de la reproduction en France d'un accident de même ampleur que Fukushima, impact de cet accident sur l'opinion au sujet des centrales nucléaires françaises et modification des perceptions sur les risques liés aux installations nucléaires en France.

QUESTION
N°8

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

QUESTION
N°9

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

QUESTION
N°10

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

QUESTION
N°11

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt...

QUESTION
N°12

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt...

ÉVÉNEMENT CATASTROPHIQUE LE PLUS EFFRAYANT

L'accident de la centrale de Fukushima continue d'apparaître comme l'événement catastrophique le plus effrayant

Près d'un tiers des Français retient l'accident de Fukushima comme l'événement catastrophique le plus effrayant. Son impact sur l'opinion reste stable par rapport à 2014. L'accident de Tchernobyl, deuxième événement le plus

cité, apparaît à peu près aussi catastrophique qu'en 2014. L'épidémie d'Ebola, introduite en 2014, reste à un niveau assez élevé, mais recule (- 3 points). Ces résultats apparaissent cohérents avec les observations précédentes (voir sections 1.3 et 4.1).

LA POSSIBILITÉ QUE DES ACCIDENTS SEMBLABLES SE PRODUISENT EN FRANCE

Près de deux Français sur trois craignent qu'un accident de même ampleur que celui de Fukushima se produise dans une centrale nucléaire en France

Malgré l'éloignement progressif des événements dans le temps, les craintes liées à l'accident de Fukushima restent vives. La proportion de personnes estimant qu'un accident nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima se produise en France n'a diminué que de 5 points (de 69 à 64) par rapport à 2011, l'année même de l'accident de Fukushima.

Près de trois Français sur quatre déclarent ne pas avoir changé d'opinion sur les centrales nucléaires françaises depuis l'accident de Fukushima. Parmi ceux qui estiment

que cet événement a modifié leur opinion, près des trois quarts considèrent les centrales nucléaires françaises moins sûres qu'avant l'accident de Fukushima. Il convient de noter que cette fraction de la population a nettement diminué et se trouve à son niveau le plus bas depuis le début de la série en 2011. Ces résultats peuvent être reliés aux observations précédentes sur l'impact positif qu'auraient eu les évaluations complémentaires de sûreté.

L'ÉVOLUTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

La majorité de la population française ne perçoit pas d'évolution des risques liés aux installations nucléaires, et cela dans une proportion nettement supérieure à 2014 (+ 6 points)

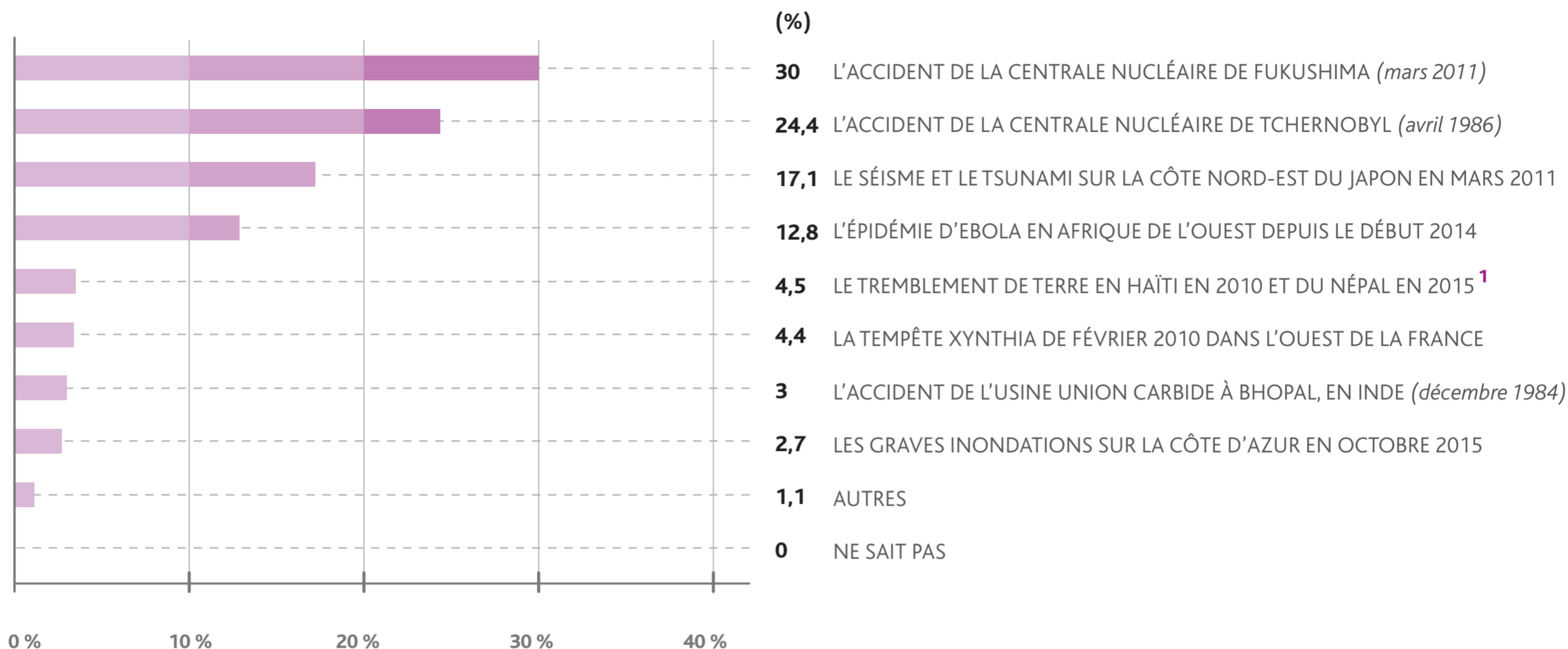
Parmi les personnes qui perçoivent un changement sur l'évolution des risques liés aux installations nucléaires, les réponses sont plutôt pessimistes. Un peu plus d'un Français sur cinq estime que les risques liés aux installations nucléaires ont augmenté en France depuis 10 ans, et plus d'un sur trois qu'ils vont augmenter dans les 10 prochaines années. Cependant,

il convient de noter que la perception de la situation est meilleure qu'elle ne l'était en 2014, dans la mesure où la proportion de personnes estimant que les risques liés aux installations nucléaires n'ont pas changé a augmenté de 6 points.

QUESTION N°8

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

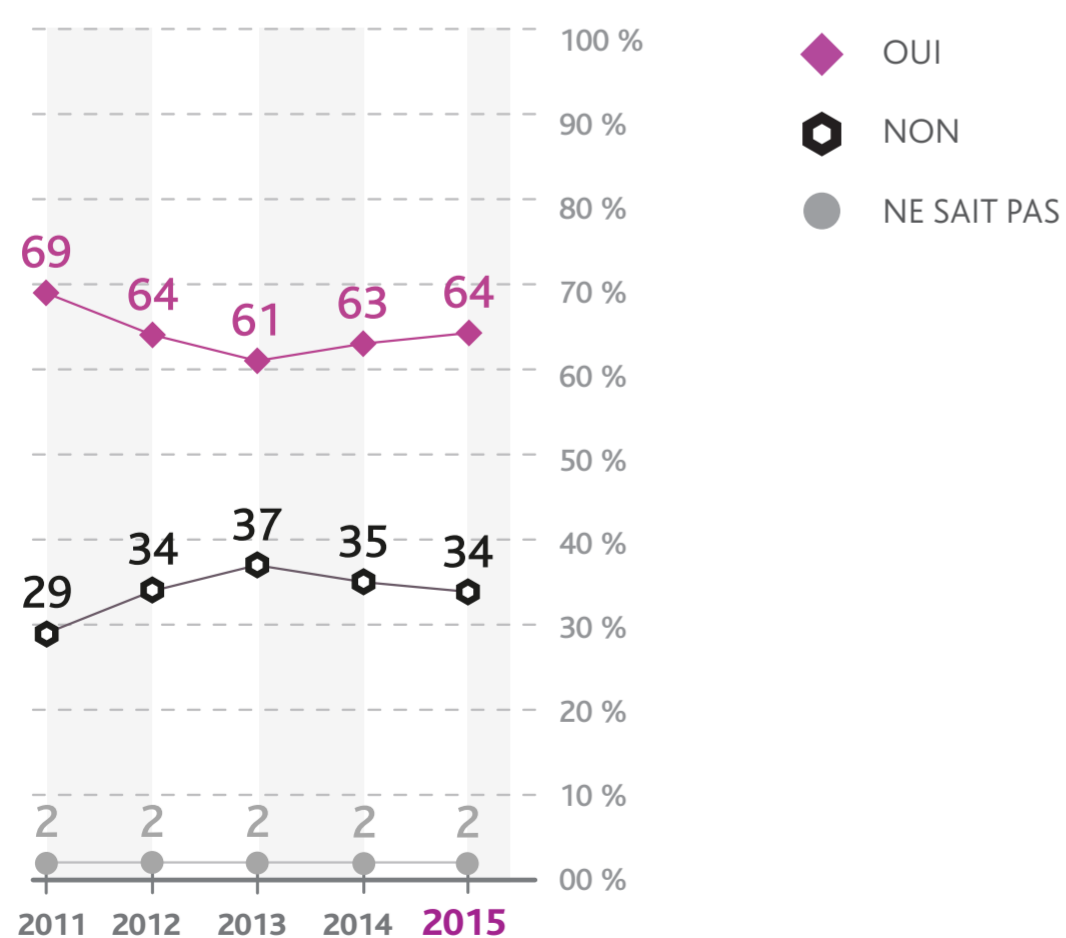
NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2015



QUESTION N°9

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

ÉVOLUTIONS 2011 À 2015

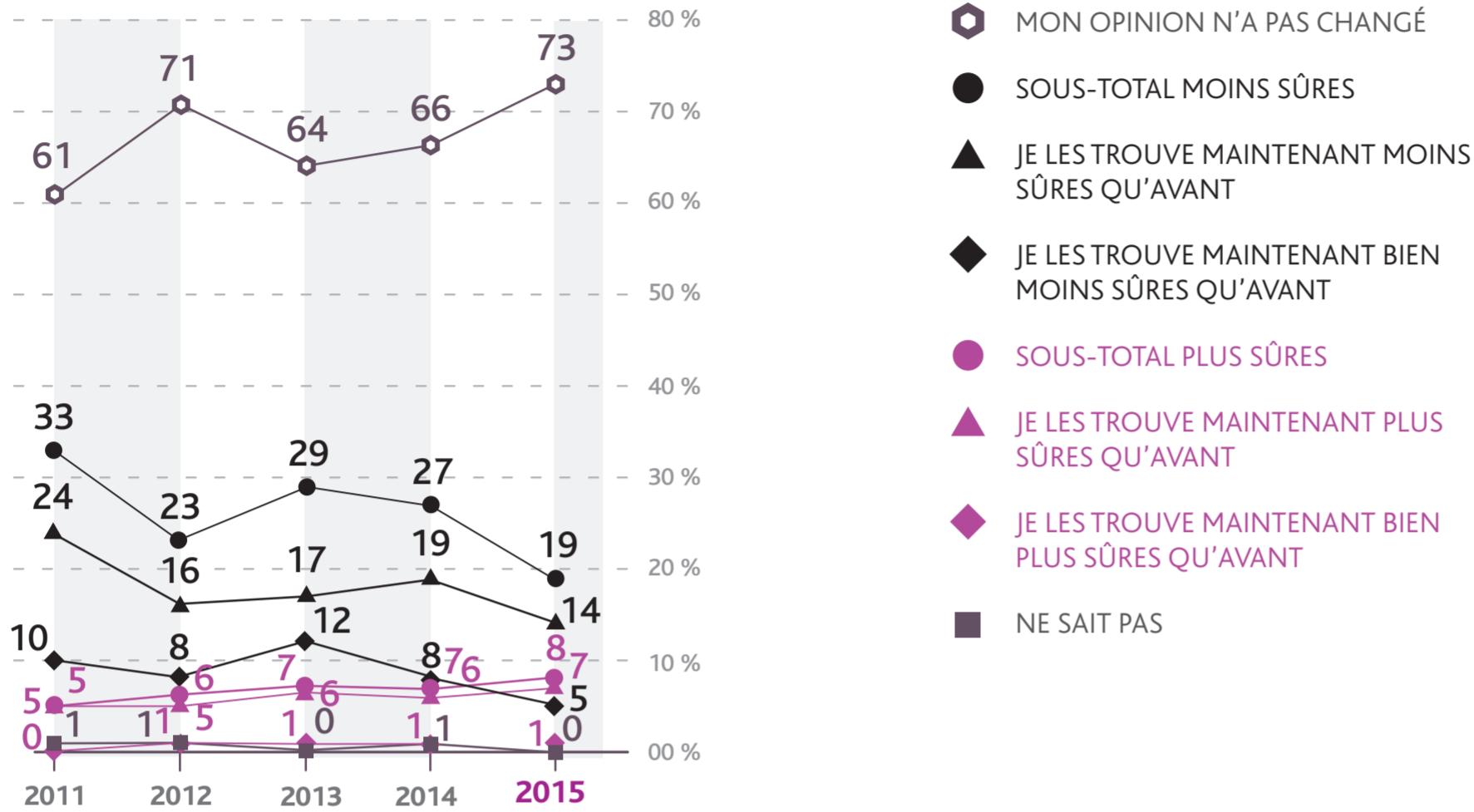


1. Item reformulé en 2015 : « Le tremblement de terre de Haïti en 2010 » jusqu'à l'enquête de 2014.

QUESTION N°10

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

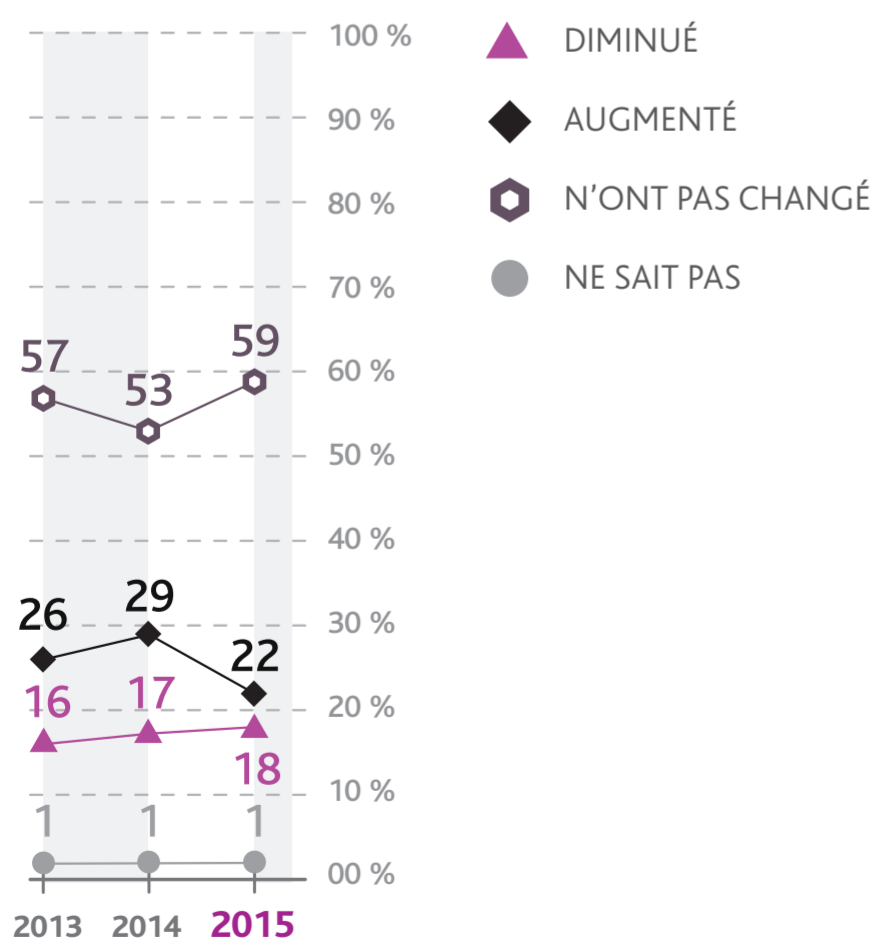
ÉVOLUTIONS 2011 À 2015



QUESTION N°11

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt...

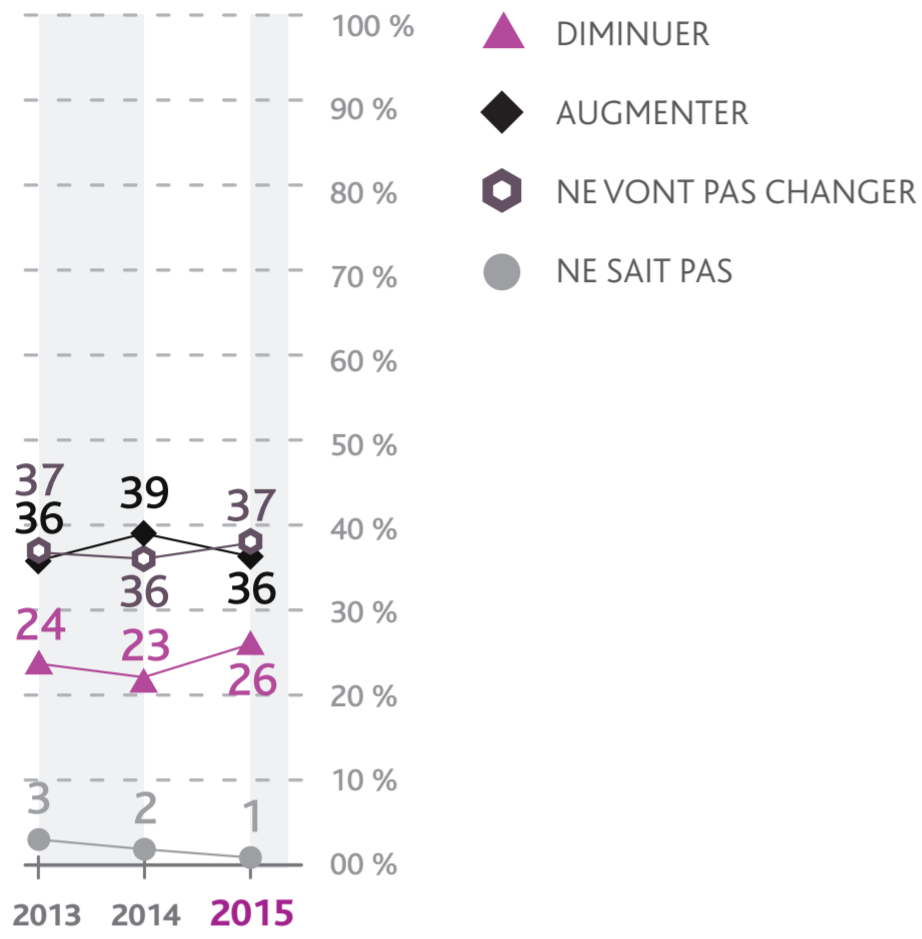
ÉVOLUTIONS 2013 À 2015



QUESTION N°12

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt...

ÉVOLUTIONS 2013 À 2015



LA PERCEPTION DES DEUX ACCIDENTS NUCLÉAIRES MAJEURS : TCHERNOBYL (1986) ET FUKUSHIMA (2011)

Les accidents de Tchernobyl en 1986 et de Fukushima en 2011 sont les deux accidents les plus graves que nous ayons connus depuis les débuts de l'industrie nucléaire civile. À l'occasion des cinq ans de Fukushima et des 30 ans de Tchernobyl, le Baromètre IRSN fait le point sur les perceptions sur ces deux sujets.

QUESTION N°13

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune, vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

QUESTION N°14

Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima, à qui faites-vous d'abord confiance ?

QUESTION N°15

À votre avis, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon...

LES RETOMBÉES RADIOACTIVES EN FRANCE DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL

Trente ans après l'accident de Tchernobyl, trois Français sur quatre estiment qu'on ne dit pas la vérité au sujet des retombées radioactives, un peu moins des deux tiers ne font pas confiance aux autorités et près de la moitié juge que les risques sont élevés ou très élevés

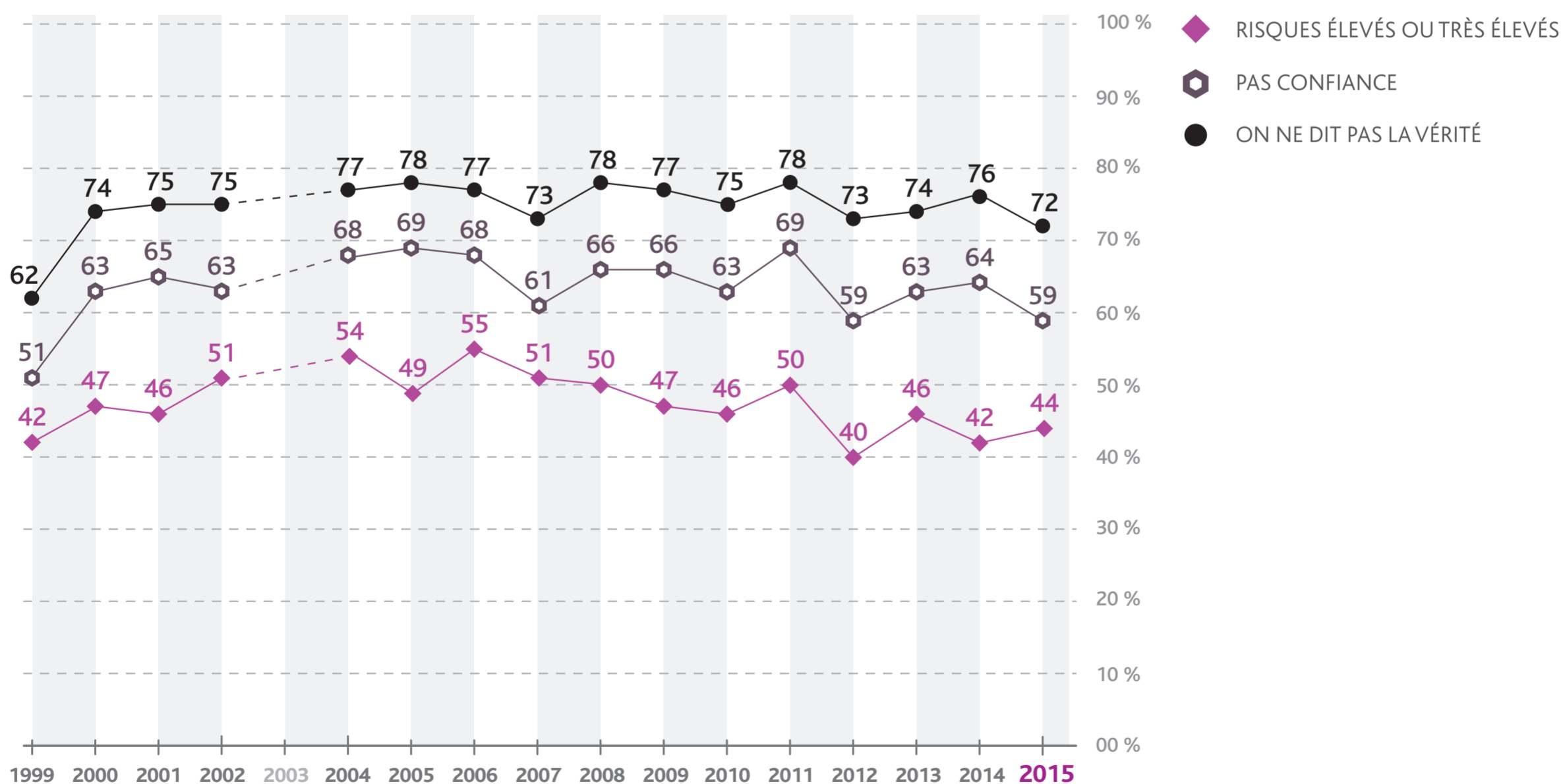
L'accident de Tchernobyl continue, 30 ans après, à apparaître comme un des événements catastrophiques majeurs, et un quart des Français le retient comme le plus effrayant (voir section 4.4). Pourtant, au-delà du choc socio-psychologique de l'accident, une question tout à fait actuelle continue à se poser : celle des retombées radioactives en France de cet accident. Inséré dès le début dans la liste des situations à risques suivies dans le Baromètre IRSN, le risque associé aux retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl est donc suivi selon trois critères : le niveau de risque perçu, la confiance dans les autorités pour assurer la protection des Français et le sentiment qu'on dit la vérité à ce sujet.

Le temps semble jouer depuis quelques années en faveur du niveau de risque perçu au sujet des retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl (voir graphique ci-dessous). De 1999 à 2006, la proportion de personnes estimant que les risques sont élevés ou très élevés a augmenté significativement (+ 13 points en sept ans). Après le 20^e anniversaire de l'accident

elle a entamé une baisse presque continue. Deux hypothèses peuvent être avancées. D'une part l'accumulation des années sans conséquences graves sur la santé des Français jouerait en faveur d'une diminution du risque perçu. D'autre part, la commémoration de l'événement en 2006 a été l'occasion d'une relance de l'information et de la diffusion de bilans et de résultats scientifiques sur ces questions, ce qui a pu conduire à prendre une position plus modérée sur le niveau de risque perçu.

Il ne semble pas qu'il y ait d'évolution des deux autres indicateurs (confiance et vérité) vers un moindre ressentiment à l'égard des autorités. Les deux courbes restent à un niveau élevé et évoluent visiblement en étroite relation. La communication sur les retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl en France et le manque de transparence en 1986 au moment de l'accident ont créé un sentiment durable de défiance dans la population.

Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl



LA COMMUNICATION SUR LES CONSÉQUENCES DE L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA EN FRANCE

Cinq ans après l'accident de Fukushima, la majorité des Français continue de penser que la vérité sur les conséquences en France de cet accident leur reste cachée

La proportion est la même que lorsque la question a été posée pour la première fois, en septembre-octobre 2011. Ce résultat peut être mis en perspective avec le fait que 30 ans après l'accident de Tchernobyl, près de trois Français sur quatre estiment qu'on ne leur dit pas la vérité au sujet des retombées radioactives en France de l'accident, ce qui en fait une des situations les moins bien évaluées sur ce critère de la crédibilité. Cette défiance peut également être mise en relation avec une relative insatisfaction au sujet de la communication sur l'accident de Fukushima : quatre personnes sur dix estiment que les explications des experts sur les conséquences de Fukushima sont incompréhensibles et seulement une personne sur cinq juge que les informations des organismes officiels français ont été complètes et correctes.

Enfin, une certaine défiance semble également transparaître dans le fait qu'une personne sur quatre estime que les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celle de Fukushima. Il convient toutefois de remarquer que la proportion de non-réponse est ici plus élevée (6 % contre 2 % en moyenne sur les autres questions relatives à l'accident de Fukushima).

Les problèmes de fiabilité de l'information sur l'accident de Fukushima et de ses conséquences en France se manifestent également dans la difficulté qu'ont les Français interrogés à désigner une source d'information dans laquelle ils puissent avoir confiance. Les associations de défense de l'environnement sont mentionnées par un peu plus d'une personne sur quatre et apparaissent comme la seule source d'information qui remporte une certaine adhésion. Toutes les autres réponses, si elles sont hiérarchisées, reçoivent des scores d'adhésion relativement faibles : de 1 à 16 % de citations, ce qui montre la difficulté à opérer un choix. À souligner toutefois la progression par rapport à 2011 de l'IRSN (+ 4 points) et de l'ASN (+3), organismes pour lesquels les Français répondent faire confiance pour connaître toute la vérité en France de l'accident de Fukushima. En revanche, l'enquête fait apparaître un recul significatif pour les journalistes (- 4 points) et plus relatif pour les médecins (- 1 point, non significatif statistiquement).

LE « POTENTIEL CATASTROPHIQUE » ATTRIBUÉ À L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA

Mentionné comme l'événement catastrophique le plus grave par près d'un tiers des Français, l'accident de Fukushima apparaît, pour près de la majorité d'entre eux, comme pouvant faire dans les années à venir plus de 5 000 morts au Japon

Dans les mois qui ont suivi l'accident de Fukushima, son « potentiel catastrophique » est apparu très élevé aux Français : la majorité d'entre eux estimait que les retombées radioactives de l'accident pourraient faire au Japon plus de 5 000 morts dans les années à venir. Près de cinq ans après, cette vision reste dominante, même si une partie de la popu-

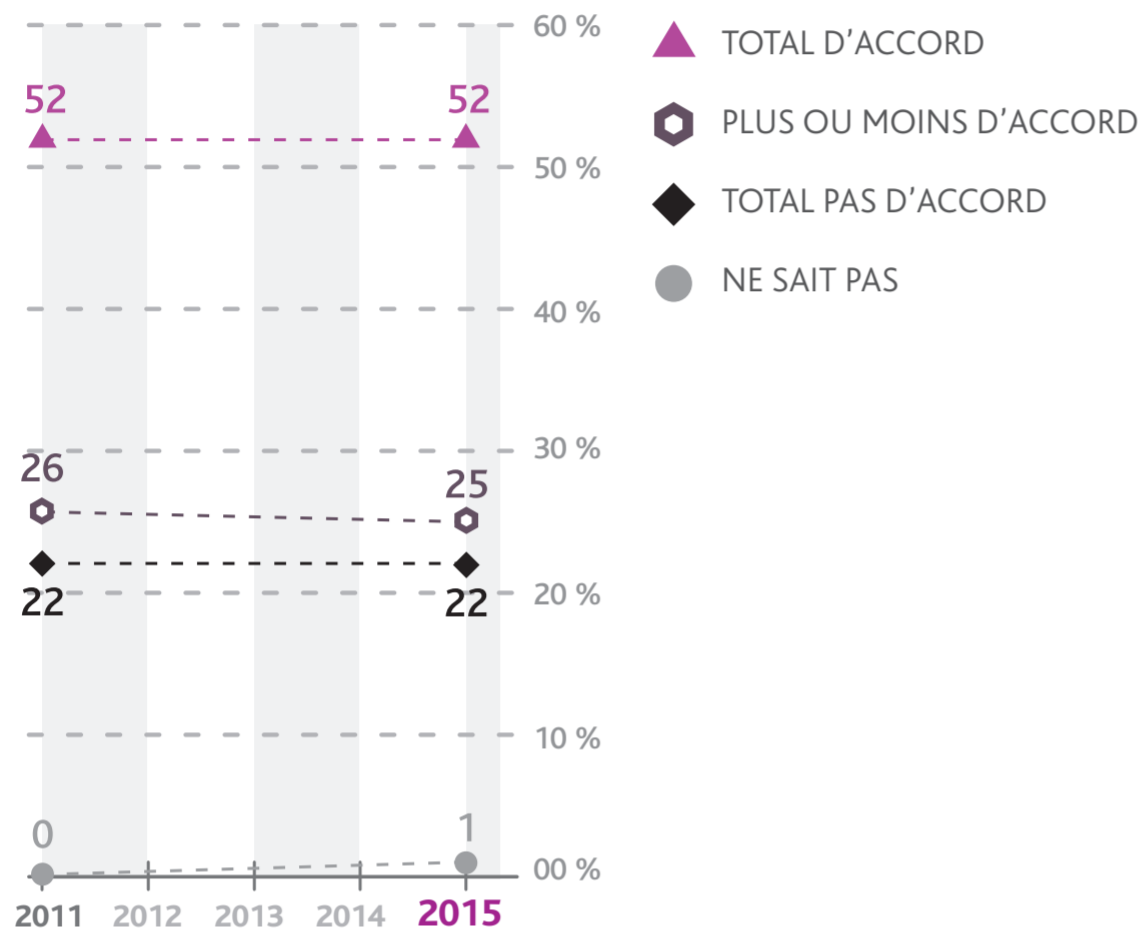
lation modère un peu plus son point de vue. Une personne sur quatre estime en 2015 (une sur six en 2011) que, dans les années à venir, les retombées radioactives au Japon feront moins de 1 000 morts, et près d'une sur quatre, de 1 000 à 5 000 morts (à peu près la même proportion qu'en 2011). Moins d'une sur deux estime que le nombre de morts au Japon pourrait être supérieur à 5 000 (contre plus d'une sur deux en 2011).

QUESTION N°13

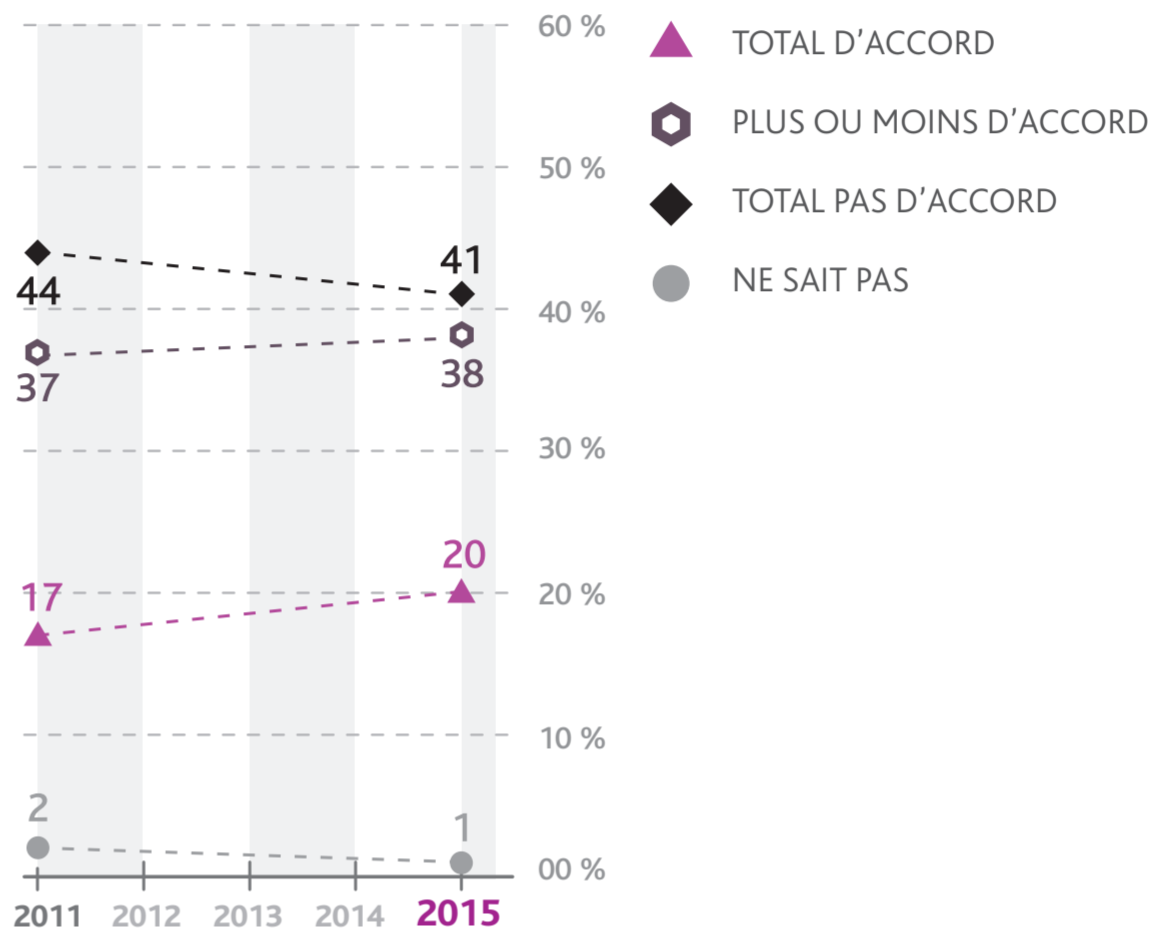
Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune, vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

ÉVOLUTIONS 2011 À 2015

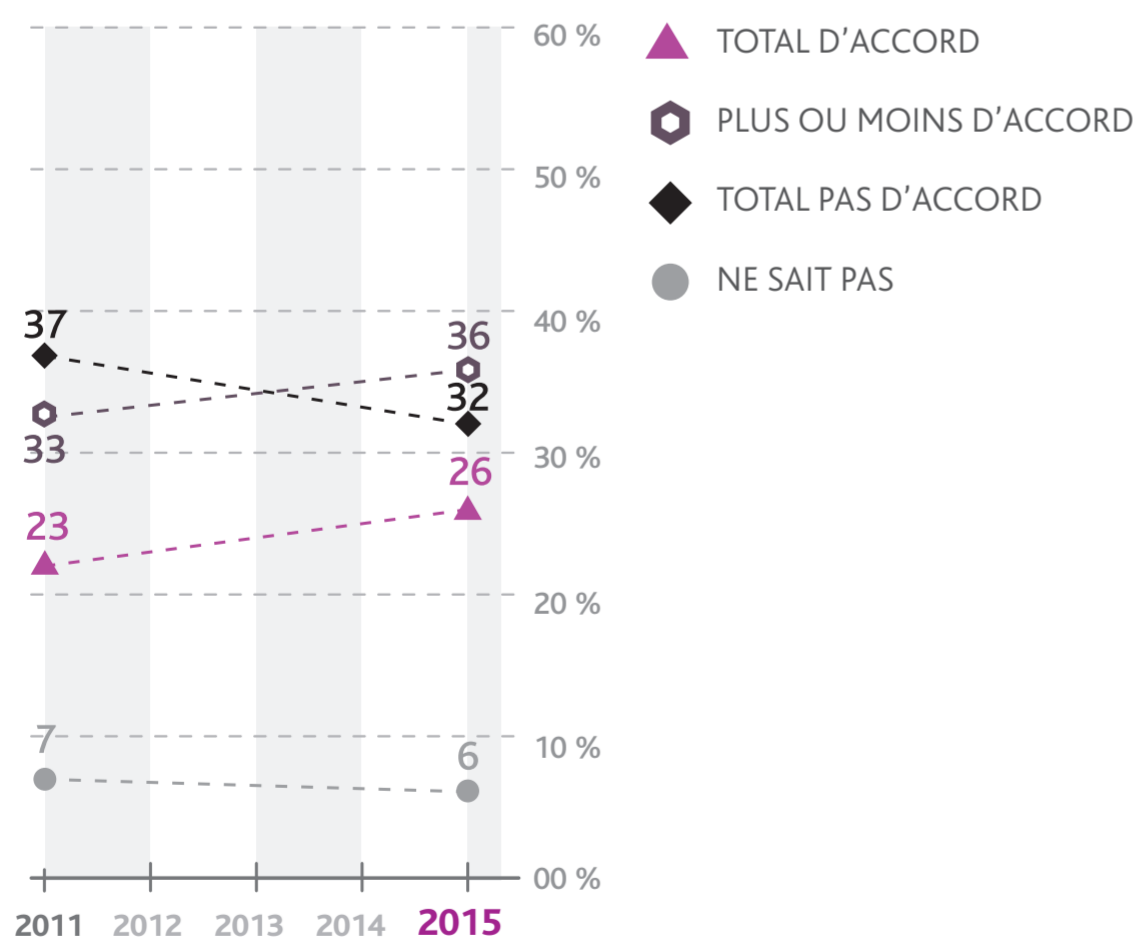
On cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima.



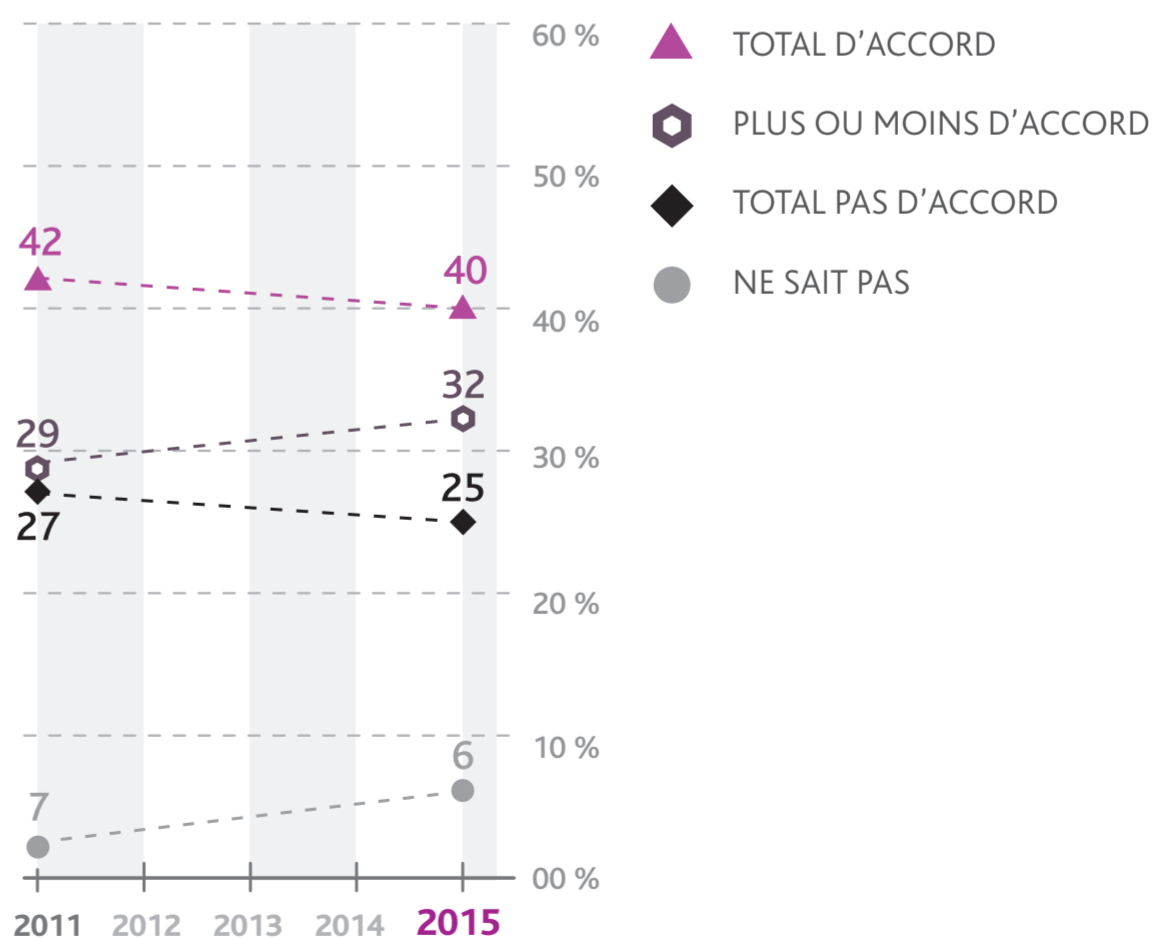
Lorsque l'accident de Fukushima s'est produit, les organismes officiels français ont donné au public des informations complètes et correctes.



Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celle de Fukushima.



Les explications des experts sur les conséquences de Fukushima sont incompréhensibles.



QUESTION N°14

Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima, à qui faites-vous d'abord confiance ?

ÉVOLUTIONS 2011 À 2015

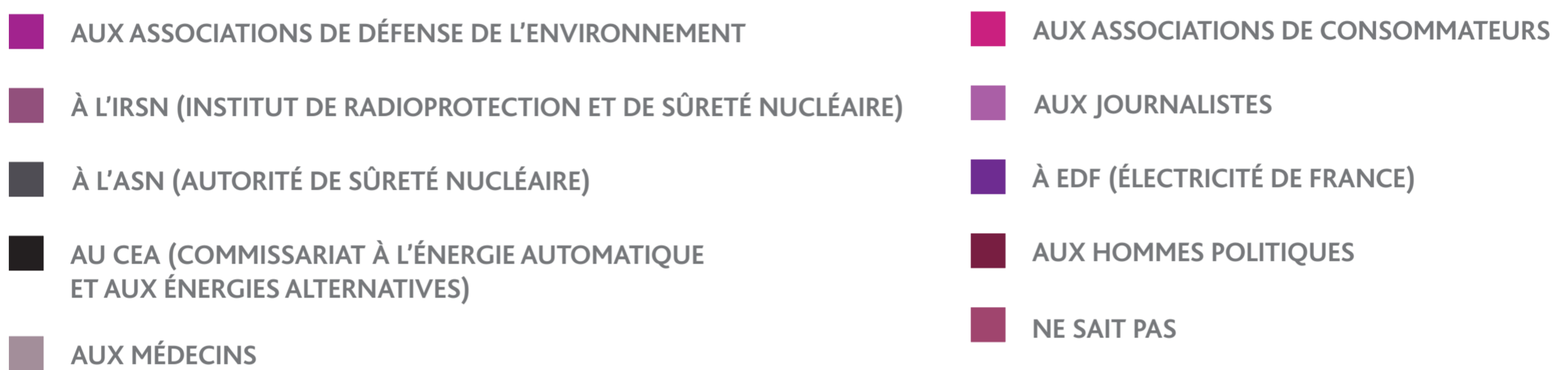
En 2011



En 2015



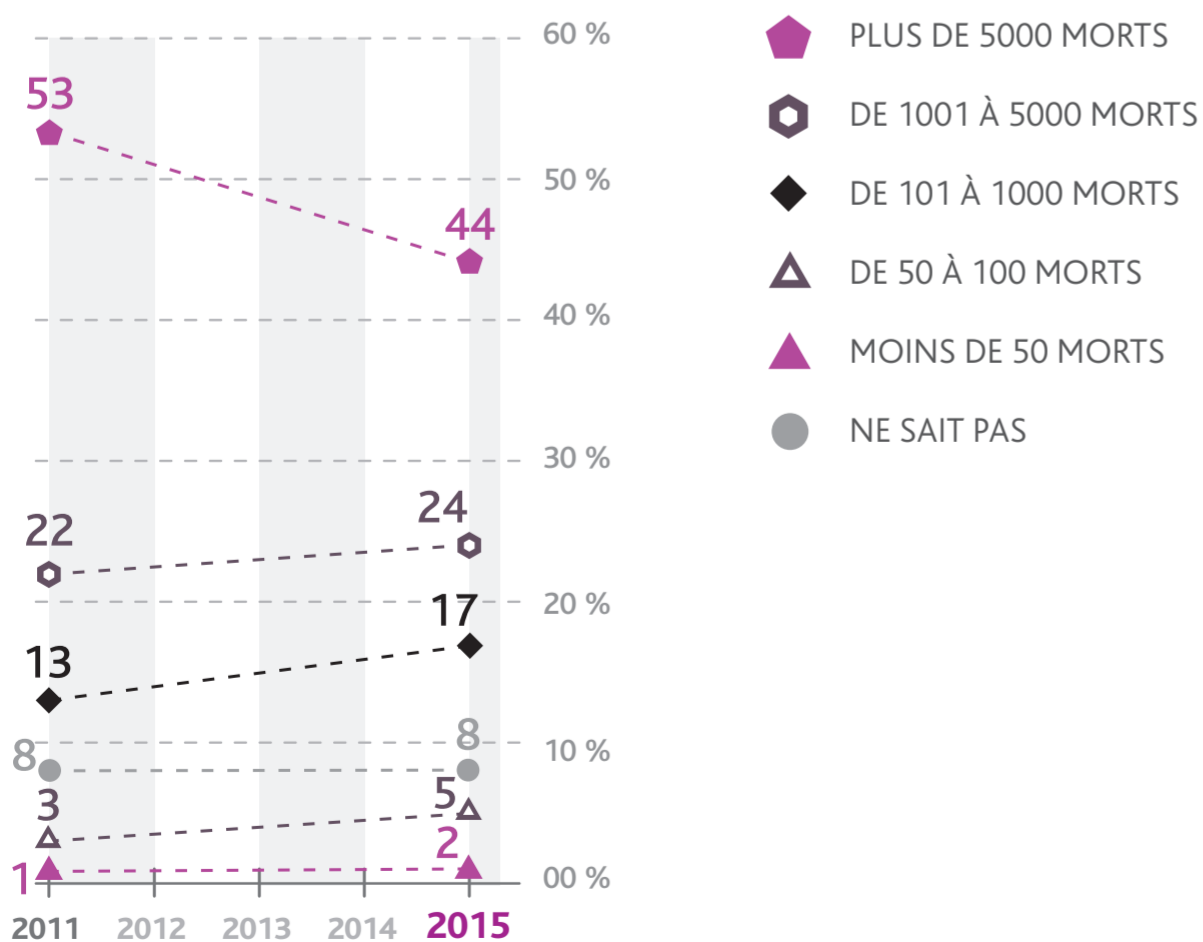
en %



QUESTION N°15

À votre avis, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon...

ÉVOLUTIONS 2011 À 2015



ANNEXES DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON

RÉGION	(%)	Base enquête INSEE 2012
Région parisienne	17,5	(18,6)
Bassin Parisien Est	8,0	(7,8)
Bassin Parisien Ouest	9,8	(8,8)
Nord	5,9	(5,9)
Est	8,8	(8,8)
Ouest	13,9	(13,7)
Sud-Ouest	11,5	(11,8)
Sud-Est	12,2	(11,8)
Méditerranée	12,4	(12,8)

HABITAT

Rural	24,5	(23,5)
Moins de 20 000 hab.	16,8	(16,7)
20 000 à moins de 100 000 hab.	13,5	(12,7)
100 000 hab. et +	29,9	(30,4)
Agglomération parisienne	15,3	(16,7)

SEXE

Homme	48,0	(47,6)
Femme	52,0	(52,4)

ÂGE

18-24 ans	10,5	(9,2)
25-34 ans	17,1	(16,0)
35-49 ans	24,6	(26,0)
50-64 ans	26,5	(25,1)
65 ans et plus	21,3	(23,7)

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE

Agriculteurs	1,1	(1,5)
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres ou professions intellectuelles supérieures	16,1	(18,2)
Professions intermédiaires	15,1	(14,1)
Employés, personnels de service	11,8	(10,0)
Ouvriers	18,9	(17,8)
Retraités, autres inactifs	37,0	(38,4)

Fin des variables quotas et strates

L'échantillon est proche des quotas visés. Il est tout à fait comparable aux échantillons des années antérieures et ne comporte aucune sous- ou sur-représentation d'une variable sociodémographique susceptible d'entraîner des différences sur les résultats.

STATUT DU CHEF DE FAMILLE	(%)
Salarié du secteur public	16,8
Salarié du secteur privé	34,7
Sous-total salariés	51,6
À son compte	8,1
Inscrit au Pôle Emploi	9,2
Inactif	31,2

PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ

Agriculteurs	1,1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres supérieurs	10,8
Professions intermédiaires	15,1
Employés, personnels de service	18,2
Ouvriers	14,4
Retraités ou autres inactifs	40,5

STATUT DE L'INTERVIEWÉ

Salarié du secteur privé	30,6
Salarié du secteur public	15,3
Sous-total salariés	45,9
À son compte	5,6
Inscrit au Pôle Emploi	13,0
Inactif	35,5

DIPLÔME

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ? Si oui, quel est le plus élevé ?

Aucun diplôme	11,1
CEP, CAP	23,5
Brevet (BEPC, BEP)	15,9
Sous-total inférieur au bac	50,6
Baccalauréat	19,1
BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)	13,5
Autre diplôme supérieur (grande école, université)	16,8
Sous-total bac et plus	49,4
(NSP)	0,0

FORMATION (%)**Votre formation est plutôt :**

Base : 889

Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)	20,4
Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)	16,4
Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)	12,5
Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)	13,0
Autres	36,9
(NSP)	0,9

NIVEAU DE REVENUS

Moins de 500 euros	2,8
De 500 à 749 euros	4,3
De 750 à 999 euros	6,0
De 1 000 à 1 499 euros	17,1
De 1 500 à 1 999 euros	13,5
De 2 000 à 2 499 euros	13,4
2 500 euros ou plus	33,2
(Refus/NSP)	9,7

LECTURE DE JOURNAUX SCIENTIFIQUES

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme Science & Vie, Science et Avenir, Ça m'intéresse, La Recherche... ?

Souvent	8,7
De temps en temps	24,6
Rarement	22,2
Sous-total oui	55,5
Jamais	44,5

PROXIMITÉ POLITIQUE

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

Lutte ouvrière	2,4
La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)/	
Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)	0,8
Le Parti communiste	2,0
Le Parti de gauche	3,2
Le Parti socialiste	16,1

(%)

Le Parti radical de gauche	0,5
Europe Écologie / Les Verts	8,0
Le Modem	3,1
L'UDI	2,0
Les Républicains (ex-UMP)	7,8
Le Front national	9,4
Un autre parti	1,3
(Aucune proximité partisane / NSP)	43,5

POSITION POLITIQUE

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

Très à gauche	5,0
À gauche	13,3
Plutôt à gauche	13,6
Sous-total gauche	31,9
Ni à gauche ni à droite	40,5
Sous-total droite	21,7
Plutôt à droite	10,7
À droite	6,2
Très à droite	4,7
(Refus de répondre /NSP)	6,0

RELIGION

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

Oui	16,3
Non	82,7
Non-réponse	1,0

HABITEZ-VOUS À MOINS DE 20 KM...

d'une centrale nucléaire ?

Oui	5,8
Non	93,3
Ne sait pas	0,9

d'une autre installation nucléaire ?

Oui	5,7
Non	93,1
Ne sait pas	1,2

d'une installation chimique importante ?

Oui	21,1
Non	76,8
Ne sait pas	2,2

RÉGION ZEAT

- 1 Région parisienne
- 2 Bassin parisien est
- 3 Bassin parisien ouest
- 4 Nord
- 5 Est
- 6 Ouest
- 7 Sud-Ouest
- 8 Sud-Est
- 9 Méditerranée

AGGLO EN 9

- 1 2 000 à 5 000 hab.
- 2 5 000 à 10 000 hab.
- 3 10 000 à 20 000 hab.
- 4 20 000 à 50 000 hab.
- 5 50 000 à 100 000 hab.
- 6 100 000 à 200 000 hab.
- 7 > 200 000 hab.
- 8 Agglo Paris
- 9 Rural

RÉGION

- 1 NORD : 59-62
- 2 B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89
- 3 B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41-45-50-61-76
- 4 OUEST : 16-17-22-29-35-44-49-53-56-72-79-85-86
- 5 SUD-OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64-65-81-82-87
- 6 MÉDITERRANÉE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84
- 7 SUD-EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74
- 8 EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90
- 9 R. PARIS. : 75-77-78-91 à 95

Interview réalisée auprès...

- 1 D'un homme
- 2 D'une femme

Quel est votre âge ?

Quelle est la profession du chef de famille ?

Quelle est sa fonction exacte ?

Le chef de famille est-il :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

Êtes-vous le chef de famille ?

- 1 OUI
- 2 NON

Quelle est votre profession ? Quelle est votre fonction exacte ?

Êtes-vous :

- 1 Inscrit au Pôle Emploi
- 2 Salarié du secteur privé
- 3 Salarié du secteur public
- 4 À son compte
- 5 Inactif

En France, parmi les problèmes actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

ENQUÊTEUR : MONTRER ÉCRAN ET ÉNUMÉRER

- 1 La dégradation de l'environnement
- 2 L'insécurité
- 3 Les risques nucléaires
- 4 Les accidents de la route
- 5 Le chômage
- 6 La misère et l'exclusion
- 7 Le sida
- 8 Les risques alimentaires
- 9 Le terrorisme
- 10 Les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme...)
- 11 Les risques chimiques
- 12 Les conséquences de la crise financière
- 13 Les bouleversements climatiques
- 14 La qualité des soins médicaux
- 15 [NSP]

alea 1->14

Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? En premier ? En second ?

- 1 La disparition d'espèces animales
- 2 La destruction des forêts
- 3 Le réchauffement climatique
- 4 La pollution de l'eau
- 5 La diminution de la couche d'ozone
- 6 La pollution de l'air
- 7 Les nuisances sonores
- 8 La dégradation des paysages
- 9 La pollution des sols
- 10 Les dommages liés aux catastrophes naturelles
- 11 [NSP]

alea 1->10

Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Quasi nuls
- 2 Faibles
- 3 Moyens
- 4 Élevés
- 5 Très élevés
- 6 [NSP]

- 1 La drogue
 - 2 Les déchets radioactifs
 - 3 Le sida
 - 4 La pollution atmosphérique
 - 5 Les centrales nucléaires
 - 6 La pollution des lacs, des rivières et des mers
 - 7 Les produits alimentaires
 - 8 Les déchets chimiques
 - 9 Le tabagisme des jeunes
 - 10 Les inondations
 - 11 Les retombées radioactives en France de l'accident de Tchernobyl
 - 12 Le terrorisme
 - 13 Les OGM (Organismes génétiquement modifiés)
 - 14 Les accidents de la route
 - 15 Le radon dans les habitations
 - 16 Les installations chimiques
 - 17 Les incinérateurs de déchets ménagers
 - 18 Le transport des matières dangereuses
 - 19 L'alcoolisme
 - 20 Les antennes de réseau pour téléphones portables
 - 21 Les radiographies médicales
 - 22 Les pesticides
 - 23 Les accidents domestiques
 - 24 L'obésité des jeunes
 - 25 Les incendies de forêt
 - 26 Les maladies professionnelles
 - 27 Les risques médicaux
 - 28 Le bruit
 - 29 La pollution des sols
 - 30 La canicule
 - 31 Les accidents de radiothérapie
 - 32 Les nanoparticules
 - 33 Les lignes à haute tension
 - 34 Les perturbateurs endocriniens
- alea 1->34

Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

(Les 34 situations de la liste précédente sont reprises)

Pour chacun des domaines suivants, estimez-vous que l'on dit la vérité sur les dangers qu'il représente pour la population ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Non, pas du tout
- 2 Non, pas vraiment
- 3 Plus ou moins
- 4 Oui, assez
- 5 Oui, tout à fait
- 6 [NSP]

(Les 34 situations de la liste précédente sont reprises)

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives au rôle des experts scientifiques. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [Sans opinion, non-réponse]

- 1 Il faut être certain des avis des experts scientifiques avant d'informer les populations
- 2 Les experts scientifiques sont trop spécialisés pour avoir une vue large d'un problème
- 3 En matière de risque, il est normal de prendre toutes les précautions, même lorsque les experts scientifiques n'ont que des doutes
- 4 Respecter les règles, c'est le meilleur moyen de diminuer un risque
- 5 Dans leurs avis, les experts scientifiques doivent aussi présenter les points de désaccord
- 6 Il est normal que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics
- 7 Les décideurs politiques ne s'appuient pas assez sur les experts scientifiques
- 8 Les experts scientifiques doivent davantage tenir compte de l'opinion de la population avant de rendre un avis
- 9 Les experts scientifiques se cachent derrière la complexité de leurs études pour ne pas communiquer
- 10 Il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations
- 11 Les avis scientifiques ne peuvent pas être compris par le public
- 12 Le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes
- 13 Le développement de la science et des technologies crée plus de risques qu'il n'en supprime

alea 1->13

Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? En premier ? En second ?

- 1 Il est indépendant dans son jugement
- 2 Il est techniquement compétent
- 3 Il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions
- 4 Il est réactif face à des situations non prévues
- 5 Il est créatif
- 6 Il déclare ses liens éventuels avec les industriels
- 7 [Autre]
- 8 [NSP]

De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très bonne
- 2 Bonne
- 3 Ni bonne ni mauvaise
- 4 Mauvaise
- 5 Très mauvaise
- 6 [NSP]

Diriez-vous qu'aujourd'hui vous faites plus confiance ou moins confiance à la science qu'il y a une dizaine d'années ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Beaucoup plus confiance
- 2 Plus confiance
- 3 Autant confiance
- 4 Moins confiance
- 5 Beaucoup moins confiance
- 6 [NSP]

Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit, selon vous, contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les pouvoirs publics aux niveaux national et local
- 2 Les élus locaux (conseil régional, conseil général, municipalité)
- 3 Les organisations et associations non gouvernementales
- 4 Un comité local de citoyens
- 5 L'exploitant de l'installation
- 6 Un comité d'experts scientifiques
- 7 [NSP]

Accepteriez-vous de vivre près...

- 1 OUI
- 2 NON
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire
 - 2 D'une installation chimique importante
 - 3 D'un site de stockage de déchets chimiques
 - 4 D'un site de stockage de déchets radioactifs
 - 5 D'une décharge d'ordures ménagères
 - 6 D'une zone inondable
 - 7 D'une zone sismique
 - 8 D'un aéroport
 - 9 De lignes à haute tension
 - 10 D'un incinérateur de déchets ménagers
 - 11 D'un centre de recherche nucléaire
 - 12 D'une antenne de réseau pour téléphones portables
 - 13 D'un parc éolien
- alea 1->13

Seriez-vous prêt à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les modes de gestion des installations à risques ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, une fois par an
- 2 Oui, deux ou trois fois par an
- 3 Oui, quatre fois par an ou plus
- 4 Non
- 5 [NSP]

Une structure réunissant des experts scientifiques, des décideurs politiques, des industriels, des associations, des citoyens et dont le but serait de s'occuper des situations à risques serait, selon vous...

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très utile
- 2 Plutôt utile
- 3 Plutôt inutile
- 4 Très inutile
- 5 [NSP]

Et quels seraient selon vous les avantages d'une telle structure ?

EN PREMIER ? EN SECOND ?

- 1 Contribuer à réduire les risques
- 2 Avoir accès à des informations fiables
- 3 Mieux identifier les risques
- 4 Faire émerger de nouveaux points de vue et idées
- 5 Éclairer le décideur sur les différentes options
- 6 Améliorer la qualité de l'expertise
- 7 Mieux définir la question à étudier
- 8 Améliorer la communication des résultats
- 9 Rendre plus crédible l'expertise
- 10 [NSP]

alea 1->9

Parmi les diverses activités industrielles ou technologiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en France ?

EN PREMIER ? ET ENSUITE ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Les installations chimiques
- 2 Les transports de matières dangereuses
- 3 La distribution de gaz naturel
- 4 Les raffineries de pétrole
- 5 Les centrales nucléaires
- 6 Les barrages
- 7 Le stockage des déchets radioactifs
- 8 Le transport aérien
- 9 Le transport par route
- 10 Le transport par rail
- 11 Les installations militaires
- 12 Les laboratoires de recherche sur les virus
- 13 Les fabriques et dépôts de feux d'artifice
- 14 [Autres]
- 15 [NSP]

alea 1->13

Je vais vous citer des mesures que pourrait prendre un organisme d'expertise pour mieux rendre compte des résultats de ses expertises. Dites-moi, pour chacune d'elles, si elle vous paraît prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Rendre accessible à tous la liste de l'ensemble de ses travaux en cours
- 2 Rendre accessible à tous la liste des demandes d'expertise qui lui sont faites
- 3 S'engager à répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens
- 4 Organiser des réunions publiques pour débattre de ses travaux
- 5 Rendre publics ses rapports d'expertise

alea 1->5

Voici un certain nombre de raisons qui pourraient empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique. Pour chacun des cas suivants, dites-moi si c'est une bonne raison pour empêcher la diffusion des résultats d'une expertise scientifique.

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Oui, tout à fait
- 2 Oui, plutôt
- 3 Non, plutôt pas
- 4 Non, pas du tout
- 5 [NSP]

- 1 La propriété industrielle
- 2 L'impossibilité d'exprimer les résultats en des termes compréhensibles par le public
- 3 Le droit de la personne qui a commandé les travaux de décider librement de la publication
- 4 Les engagements contractuels de l'expert
- 5 L'attente de la décision à prendre suite aux résultats de l'expertise
- 6 L'incertitude scientifique des résultats obtenus
- 7 La lutte contre le terrorisme
- 8 Le secret défense

alea 1->8

L'expertise des risques technologiques se traduit par des rapports aux autorités compétentes pour qu'elles puissent décider d'autoriser ou non l'exploitation des installations industrielles. Pour mieux comprendre les décisions, jugez-vous utile la diffusion, auprès du public, de tous ces rapports d'expertise ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Bien utile
- 5 Entièrement utile
- 6 [NSP]

Aux personnes jugeant bien utile ou entièrement utile la diffusion au public des rapports.

Quelle est votre préférence entre les deux propositions suivantes ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je préfère moi-même avoir accès à ces dossiers et construire ainsi ma propre opinion
- 2 Je préfère que l'accès à ces dossiers techniques soit uniquement réservé à d'autres, comme les médias, les élus, les associations
- 3 [NSP]

Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants soient techniquement compétents ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 Le gouvernement
- 2 Les associations écologistes
- 3 EDF (Électricité de France)
- 4 Les journalistes
- 5 Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Les médecins
- 7 Le CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- 8 Les organismes d'experts internationaux
- 9 Areva
- 10 Les associations de consommateurs
- 11 Les hommes politiques
- 12 L'Académie des sciences
- 13 Les élus locaux
- 14 Les syndicats
- 15 Les organismes de contrôle de l'État (Autorité de sûreté nucléaire, etc.)
- 16 L'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 17 L'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)
- 18 L'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques)
- 19 Les CLI (Commissions locales d'information)
- 20 Le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

alea 1->20

Les sources d'informations suivantes vous disent-elles la vérité sur le nucléaire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

(Même liste que question précédente)

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort contre le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Le manque de transparence dans l'industrie nucléaire
- 2 Les accidents de Tchernobyl et de Fukushima
- 3 La vulnérabilité des installations nucléaires
- 4 Les déchets nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'indépendance énergétique
- 2 Le coût du kilowattheure
- 3 L'absence d'émission de gaz carbonique
- 4 La sûreté des installations nucléaires
- 5 [Autre raison]
- 6 [NSP]

Je vais vous citer un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires. Veuillez me donner votre avis selon l'échelle suivante.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas tellement d'accord
- 3 Peut-être d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Entièrement d'accord
- 6 [NSP]

- 1 Toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises
- 2 Si, malgré toutes les précautions, un accident survenait dans une centrale nucléaire, il pourrait avoir des conséquences très graves
- 3 La radioactivité des centrales nucléaires provoquera des cancers
- 4 Autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs
- 5 Les sites nucléaires peuvent provoquer une contamination des nappes phréatiques
- 6 Autour des installations nucléaires, les produits agricoles sont aussi bons qu'ailleurs
- 7 Les responsables de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables

alea 1->7

Je vais vous citer différentes mesures relatives au renforcement de la sûreté des sites nucléaires. Pour chacune des mesures suivantes, vous me direz si vous la jugez prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire pour renforcer la sûreté des sites nucléaires.

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Prioritaire
- 2 Importante mais pas prioritaire
- 3 Secondaire
- 4 [NSP]

- 1 Développer la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires
- 2 Développer la recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs nucléaires existants
- 3 Améliorer la sûreté des installations en prenant davantage en compte le facteur humain et l'organisation du travail
- 4 Améliorer la capacité de la France à gérer une éventuelle crise nucléaire
- 5 Multiplier les inspections dans les installations nucléaires par les services de contrôle
- 6 Renforcer les moyens favorisant la vigilance et la participation citoyenne

alea 1->6

Habitez-vous à moins de 20 km...

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

- 1 D'une centrale nucléaire ?
- 2 D'une autre installation nucléaire ?
- 3 D'une installation chimique importante ?

Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 L'accident de l'usine Union Carbide à Bhopal, en Inde
- 2 Le tremblement de terre en Haïti en 2010 et du Népal en 2015
- 3 L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 4 La tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France
- 5 Le séisme et le tsunami sur la côte nord - est du Japon en mars 2011
- 6 L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima
- 7 L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest depuis le début 2014
- 8 Les graves inondations sur la Côte d'Azur en octobre 2015
- 9 Autres
- 10 [NSP]

alea 1->8

Je vais vous poser maintenant un certain nombre de questions relatives à l'accident de Fukushima. Pour chacune vous me direz dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non.

- 1 Pas du tout d'accord
- 2 Pas vraiment d'accord
- 3 Plus ou moins d'accord
- 4 Bien d'accord
- 5 Tout à fait d'accord
- 6 [NSP]

- 1 On cache la vérité aux Français sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima

- 2 Lorsque l'accident de Fukushima s'est produit, les organismes officiels français ont donné au public des informations complètes et correctes

- 3 Les centrales nucléaires françaises sont très différentes de celle de Fukushima

- 4 Les explications des experts sur les conséquences de Fukushima sont incompréhensibles

alea 1->4

Pour connaître toute la vérité sur les conséquences en France de l'accident de Fukushima, à qui faites-vous d'abord confiance ?

- 1 Aux hommes politiques
- 2 Aux associations de défense de l'environnement
- 3 À EDF (Électricité de France)
- 4 Aux journalistes
- 5 Au CEA (Commissariat à l'énergie atomique)
- 6 Aux médecins
- 7 Aux associations de consommateurs
- 8 À l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
- 9 À l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire)
- 10 [NSP]

À votre avis, dans les années à venir, les retombées radioactives de l'accident de Fukushima feront au Japon...

- 1 Moins de 50 morts
- 2 De 50 à 100 morts
- 3 De 101 à 1 000 morts
- 4 De 1 001 à 5 000 morts
- 5 Plus de 5 000 morts
- 6 [NSP]

Votre opinion sur les centrales nucléaires françaises a-t-elle été modifiée par l'accident de Fukushima ou par ce que vous en avez appris ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Je les trouve maintenant bien moins sûres qu'avant
- 2 Je les trouve maintenant moins sûres qu'avant
- 3 Mon opinion n'a pas changé
- 4 Je les trouve maintenant plus sûres qu'avant
- 5 Je les trouve maintenant bien plus sûres qu'avant
- 6 [NSP]

Selon vous, un accident dans une centrale nucléaire ayant la même ampleur qu'à Fukushima peut-il se produire en France ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

À votre avis, depuis 10 ans, en France, les risques liés aux installations nucléaires ont plutôt :

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Diminué
- 2 Augmenté
- 3 N'ont pas changé
- 4 [NSP]

Et dans les 10 ans à venir, ces risques liés aux installations nucléaires vont-ils plutôt :

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Diminuer
- 2 Augmenter
- 3 Ne pas changer
- 4 [NSP]

Avant d'autoriser ou non un projet d'une installation nucléaire, les autorités compétentes sollicitent l'avis technique de l'IRSN – expert public du risque nucléaire. Jugez-vous utile que, tout au long de ce processus de décision, l'IRSN partage ses avis techniques avec des associations ou des citoyens ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Assez utile
- 5 Très utile
- 6 [NSP]

Une loi sur la transition énergétique et la croissance verte a été adoptée définitivement par le parlement cet été. Cette loi et les ordonnances qui suivront comportent un chapitre sur la transparence et l'information du public. Avez-vous entendu parler de ces dispositions ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Suite aux anomalies détectées dans la cuve de la future centrale nucléaire EPR de Flamanville, des expertises ont été réalisées. Les rapports correspondants du constructeur Areva et des experts de l'ASN et de l'IRSN ont été rendus publics en septembre 2015. Jugez-vous cette initiative ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Pas du tout utile
- 2 Pas tellement utile
- 3 Peut-être utile
- 4 Assez utile
- 5 Très utile
- 6 [NSP]

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ?

ENQUÊTEUR : ÉNUMÉRER - UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Énergie nucléaire
 - 2 Énergie solaire
 - 3 Énergie éolienne
 - 4 Énergie hydroélectrique (énergie produite par les barrages)
 - 5 Énergie biomasse
 - 6 Gaz
 - 7 Pétrole
 - 8 [NSP]
- 1 L'énergie la plus respectueuse de l'environnement
 - 2 L'énergie la moins polluante
 - 3 L'énergie d'avenir
 - 4 L'énergie qui pose le moins de problème au niveau international
 - 5 L'énergie la plus performante
 - 6 L'énergie permettant de lutter le mieux contre l'effet de serre
 - 7 L'énergie la moins chère à exploiter par kilowattheure produit
 - 8 L'énergie la moins coûteuse en investissement par kilowatt

Avez-vous personnellement obtenu un diplôme d'études ?

Si oui, quel est le plus élevé ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Aucun diplôme
- 2 CEP / CAP
- 3 Brevet (BEPC / BEP)
- 4 Baccalauréat
- 5 BTS, DUT (Brevet de technicien supérieur, Diplôme universitaire de technologie)
- 6 Autre diplôme supérieur (grande école, université)
- 7 [NSP]

Votre formation est plutôt :

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Scientifique (physique, maths, chimie, technologie, informatique)
- 2 Sciences économiques et juridiques (droit, gestion, commerce)
- 3 Sciences de la vie, santé (médecine, paramédical, pharmacie, biologie)
- 4 Sciences humaines (lettres, psychologie, sociologie, arts)
- 5 Autres
- 6 [NSP]

Lisez-vous des journaux, des revues ou des magazines scientifiques, comme *Science & Vie*, *Science et Avenir*, *Ça m'intéresse*, *La Recherche*... ?

UNE SEULE RÉPONSE :

- 1 Souvent
- 2 De temps en temps
- 3 Rarement
- 4 Jamais
- 5 [NSP]

Parmi les partis politiques suivants, pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Lutte ouvrière
- 2 La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)/Le NPA (Nouveau Parti anticapitaliste)
- 3 Le Parti communiste
- 4 Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon
- 5 Le Parti socialiste
- 6 Europe Écologie-Les Verts
- 7 Le Modem de François Bayrou (Mouvement démocrate)
- 8 L'UDI (Union des démocrates indépendants)
- 9 Les Républicains (ex-UMP)
- 10 Le Front national
- 11 [Aucun]
- 12 [NSP]

Pouvez-vous me dire où vous vous situez sur le plan politique ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Très à gauche
- 2 À gauche
- 3 Plutôt à gauche
- 4 Ni à gauche ni à droite
- 5 Plutôt à droite
- 6 À droite
- 7 Très à droite
- 8 [NSP]

Voici une échelle de revenus mensuels en euros. Nous désirons savoir à quel niveau de revenus se situe votre foyer, en comptant les allocations familiales et les revenus de tous les membres du ménage.

Veillez m'indiquer le code correspondant à votre foyer ?

UNE SEULE RÉPONSE

- 1 Moins de 499 euros
- 2 De 500 à 749 euros
- 3 De 750 à 999 euros
- 4 De 1 000 à 1 499 euros
- 5 De 1 500 à 1 999 euros
- 6 De 2 000 à 2 499 euros
- 7 De 2 500 à 2 999 euros
- 8 De 3 000 à 3 499 euros
- 9 De 3 500 à 4 499 euros
- 10 De 4 500 à 5 999 euros
- 11 De 6 000 à 7 499 euros
- 12 De plus de 7 500 euros
- 13 [NSP]
- 14 [REFUS, NE VEUT PAS RÉPONDRE]

Pratiquez-vous régulièrement une religion ?

- 1 Oui
- 2 Non
- 3 [NSP]

Avez-vous des remarques à ajouter sur l'ensemble de cette enquête ?

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

IRSN

BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
Téléphone : + 33 (0)1 58 35 90 30
sylvie.charron@irsn.fr

*LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES DU BAROMÈTRE SONT DISPONIBLES
SUR INTERNET À L'ADRESSE SUIVANTE :*

<http://barometre.irsn.fr>

ISSN : 2116 - 9179

Tous droits réservés IRSN

Juillet 2016

Conception graphique : Bug

Imprimé avec des encres végétales, sur Satimat green,
papier contenant 60 % de fibres recyclées et certifié FSC.

FSC



IRSN

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

—

Depuis la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour une croissance verte, la partie législative du code de l'environnement définit les missions de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), expert public des risques, aux côtés de celles de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et des Commissions locales d'information (CLI). Traduction de la loi, le décret n° 2016-283 du 10 mars 2016 relatif à l'IRSN place l'établissement sous la tutelle conjointe du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du ministère des Affaires sociales et de la Santé, du ministère de la Défense.

Expert public en matière de recherches et d'expertises relatives aux risques nucléaires et radiologiques, l'Institut traite l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées à ces risques, en France et à l'international. Avec plus de 1800 collaborateurs, ses activités couvrent ainsi de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situation normale et accidentelle, prévention des accidents majeurs, sûreté et sécurité des réacteurs nucléaires, usines, laboratoires, transports et déchets.

L'IRSN est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense. L'Institut concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard des actes de malveillance. Il interagit, dans ce cadre, avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche et associations de parties prenantes.

L'Institut compte environ 1 800 collaborateurs parmi lesquels de nombreux ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN dispose d'un budget à hauteur de 304 millions d'euros dont près de 40 % dédiés à la recherche.

The logo for IRSN, featuring the letters 'IRSN' in a bold, sans-serif font. The 'I', 'R', and 'S' are red, while the 'N' is blue. The letters are closely spaced.

INSTITUT
DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Siège social

31, avenue de la Division-Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

Téléphone

+33 (0)1 58 35 88 88

Courrier

BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Site Internet

www.irsn.fr